



L'ATLAS DES BONNES PRATIQUES DE CREATION D'EMPLOIS D'INCLUSION SOCIALE

LA FINANCE ETHIQUE
POUR UNE EUROPE ACTIVE,
CREATIVE ET SOLIDAIRE



La Fédération Européenne
des Banques Ethiques et Alternatives
présente

**L'ATLAS DES
BONNES PRATIQUES**
de création d'emplois
d'inclusion sociale

La finance éthique pour
une Europe Active,
créative et solidaire

Directeur de la publication :

Karol SACHS (FEBEA)

Rédaction :

Audrey AZILAZIAN (Crédit Coopératif)
 Bérangère BERTONCELLO (Crédit Coopératif)
 Liezy CLAES (Hefboom)
 François DECHY (France Active)
 Bernard HORENBEEK (Credal)
 Giacomo PINAFFO (SEFEA)
 Ewa ROŚCISZEWSKA (FISE)
 Anna SIKORSKA-MICHALAK (FISE)
 Jef TAVERNIER (FEBEA)

Relecture :

Lucie MATRANGA

Coordination :

Audrey AZILAZIAN (Crédit Coopératif)
 Bérangère BERTONCELLO (Crédit Coopératif)
 Ewa MAĆZKA
 Jef TAVERNIER (FEBEA)

Création et Réalisation CD-Rom:

Alessia CAMPESTRINI - (Projet Typographique et Conception graphique) - PUBLISTAMPA ARTI
 GRAFICHE - Pergine Valsugana (TN) - IT
 Jaga MAĆZKA (Couverture)

Avec nos chaleureux remerciements pour leur soutien et conseils à :

Agence de Valorisation des Initiatives Socio-Economiques (AVISE), France Active,
 Antonio AMENGUAL, Michał BONI, Allan BUSSARD, Patrizia BUSSI, Edward CACHIA,
 Alexander CAMILLERI, Anne CHATAURET, François DECHY, Emanuel P. DELIA,
 Sabine DEPEW, Christophe DUNAND, Lucia FUSCO, Arantxa GANDARIASBEITIA,
 Tobias GROSS, Farbod KHANSARI, Lars HEKTOEN, Annika LAUREN, Jon MANCISIDOR,
 Marzena MENDZA DROZD, Radosław MLECZKO, Staffan NILSSON, Jaume OLLER ROSELL,
 Lars PEHRSON, Gérard PELTRE, Jacques PIERRE, Dominique ROTEN, Fabio SALVIATO,
 Hugues SIBILLE, Bernd STEYER, Adelphe de TAXIS DU POËT, Unai del TIO ASTOBIETA,
 Jan TOMBIŃSKI, Philip VELLA, Joanna WARDZIŃSKA, Bernadette WÜTHRICH

Ainsi qu'à toutes les entreprises et organisations d'inclusion sociale et de finance éthique, dont la présentation figure dans ce CD-Rom ou dans la publication et sans lesquelles cet Atlas n'aurait pu voir le jour. Merci d'avoir pris le temps de répondre à nos questions et sollicitations, de manière si enthousiaste et réactive.

Ce CD-Rom fait partie de la publication "L'Atlas des bonnes pratiques de création d'emplois d'inclusion sociale. La finance éthique pour une Europe Active, créative et solidaire" (nouvelle édition révisée), publiée par FISE sur commande de FEBEA.

www.febea.org | www.fise.org.pl

Bruxelles-Varsovie-Paris 2010 | 2011
 © FEBEA • Nouvelle édition révisée

ISBN 978-83-61979-13-5


FISE ➤
**La Fédération Européenne des Banques Ethiques et Alternatives remercie**

la Caisse des Dépôts et Consignations, la Fondation Crédit Coopératif,
 la Fondation d'Initiatives Socio-Economiques – FISE,
 la Haute Ecole Katho de Courtrai, APS Bank, BBK Solidariora,
 Crédit Coopératif et France Active pour leur soutien à cette publication.

Sommaire

L'Atlas des Bonnes Pratiques

Introduction	11
--------------------	----

Recyclage|Environnement| Energies|Nature

Envie FR	17
Le Relais FR	23
Fondation Deixalles ES	29
Rezikleta ES	31
Kooperera Merkatua ES	35
Trait d'Union FR	41
Réalise CH	47
Le Potager de Marianne FR	53
Les Jardins de Cocagne FR	55
La Prison de Bastøy NO	61
Blue Sky UK	67
Loca Labora BE	75
Energiesnoeiers BE	79
Fondation Messina IT	81
Innesco IT	83
Syphon CH	85

Territoires|Revitalisation

Femu Quì FR	91
Teixidors ES	97
Amap FR	103
Urgenci EU	109
L'Olivera ES	111

Libera Terra Mediterraneo IT.....	117
Agrorinasce IT.....	123
L'internat d'excellence de Sourdon FR.....	129
Monceau-FONTAINES BE.....	131
Terres de la Baillerie BE.....	137
L'écovillage de Hurdalsjøen NO.....	143
La station de métro Ellingsrud NO.....	147
Parc Jurassique de Bałtów PL.....	149
Le village de Hertha DK.....	155

Services|Innovations

WebSourd FR.....	161
Reconnect FR.....	167
Freedom of Movement BE.....	169
Mobilex FR.....	173
Telleby Verkstäder SE.....	179
Entreprise sociale «Być Razem» PL.....	185
Association d'entraide Flandria PL.....	191
Jugendwerkstatt Haltern DE.....	197
Lavanindu ES.....	203
Txukunberri ES.....	209
Lantegi Batuak ES.....	215
Fondation Trajets CH.....	221
Oil Partner SL.....	227
Groupe Third Sector Mail UK.....	231
Kols MT.....	237
Proremus DK.....	243
PRO entreprise sociale privée CH.....	249
Öko-Reinigungsservice CH.....	255

Habitat

Chênelet Construction FR.....	261
Ethimmo BE.....	263
Les Tournières BE.....	267
Maisons communautaires de Cieszyn PL.....	269
VAUBANAise DE.....	275

Fondation La Casa IT.....	279
Norrby Välle SE.....	281

Tourisme|Hôtellerie|Restauration

L'Usine FR.....	291
Ahoi BE.....	297
Altérez-vous BE.....	301
Café Kaffegal DK.....	303
New Or Konpon ES.....	309
Medrano ES.....	315
Concept Conference Center UK.....	317
La Pension U Pana Cogito PL.....	323
Centre Caritas de Grudziądz PL.....	329
Fondation Futur ES.....	335
Association Città Futura « Giuseppe Puglisi » IT.....	339

Modes d'organisation|Réseaux|Formation

Énergies alternatives FR.....	347
DEBUut BE.....	353
Azimut BE.....	357
Vlaamse Activiteiten Coöperaties BE.....	361
Emaús Bilbao - Projet « Activa-T » ES.....	363
Vägen ut! SE.....	369
GFBM DE.....	377
Bildungsmarkt Unternehmensverbund DE.....	383
France Initiative FR.....	389
Boutiques de Gestion FR.....	391

Présentation de la FEBEA| SEFEA

Febea La Fédération Européenne des Banques Ethiques et Alternatives EU.....	397
Sefea La Société Européenne de Finances Ethiques et Alternatives EU.....	413

Introduction

La cohésion sociale est le socle sur lequel a été bâtie l'Union européenne. Ce socle a eu tendance à se fissurer avec la mondialisation et la financiarisation croissante des économies, fondées sur une recherche effrénée du profit. La crise, dont la gravité a été sans précédent au regard des 80 dernières années, a accéléré ce processus de dé-tricotage du modèle social européen.

Le secteur financier porte une très lourde responsabilité dans la crise sociale et économique qui secoue l'Europe entière. La crise a d'abord été financière et a mis en évidence l'aveuglement d'une finance toute puissante qui finit par ne plus travailler que pour elle-même. Elle a précipité le monde entier dans une crise sociale et économique extraordinaire.

Dès 2009, le monde financier a retrouvé de bons résultats et a reconstruit son modèle à l'identique, en précipitant l'Europe dans la crise de la dette publique.

Pendant ce temps, des entreprises continuent de fermer leurs portes et les files de chômage s'allongent.

Mais le secteur financier n'est pas un monolithe. Depuis plus de 25 ans, un peu partout en Europe, des entreprises financières éthiques et alternatives se sont créées, pour que l'argent puisse prendre un autre sens. La FEBEA regroupe ces institutions novatrices et pionnières.

Les membres de la FEBEA s'engagent quotidiennement et de manière concrète dans la création d'un monde plus solidaire. Plus que jamais, nous jouons notre rôle de levier économique, à travers nos financements, au service des citoyens et de la création d'emplois durables et de qualité.

2010 était l'année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion. La FEBEA et tous ses membres ont donc voulu s'affirmer comme partenaires de tous ceux qui aspirent au changement et mettent leurs outils économiques, financiers et solidaires au service d'une Europe active et solidaire. C'est pourquoi la FEBEA a souhaité publier cet « Atlas des bonnes pratiques de création d'emplois d'inclusion sociale », qui se compose d'une publication et d'un CD-Rom. La version française a été en rupture de stock en quelques mois. Comme les conséquences de la crise sont toujours en 2011 au cœur de l'actualité et les solutions pour en sortir rares, la FEBEA réimprime l'Atlas qu'elle espère diffuser largement mais surtout travaille à la conception d'un site internet permanent permettant de donner un appui à toute organisation qui souhaite créer une activité d'insertion et d'inclusion sociale par la création d'emplois et de donner un aperçu aux pouvoirs publics nationaux, régionaux et locaux au sein de l'Union européenne des solutions pouvant servir d'exemples là où il n'y a pas encore de dispositif, c'est-à-dire dans la majorité des pays. Cet outil conduira à l'édition d'un baromètre annuel, qui mesurera la progression des investissements sociaux, des emplois créés et des impacts sociaux et environnementaux de ces investissements d'une année sur l'autre.

Vous avez donc entre les mains un livre et un cd-rom. La publication présente les cadres légaux, réglementaires et fiscaux existants en faveur de l'inclusion sociale dans les pays européens où opèrent les membres de la FEBEA actifs dans cette opération ainsi que les institutions financières et quelques outils financiers éthiques au service d'initiatives favorisant l'intégration sociale et professionnelle de personnes exclues du marché du travail.

Le CD-Rom, lui, concentre plus de 75 initiatives issues du terrain, qui ont été repérées par les membres de la FEBEA et leurs partenaires comme autant d'outils efficaces en faveur de la création d'emplois, de l'inclusion sociale des personnes en situation ou en risque d'exclusion et de la mise en valeur des territoires. Quand vous parcourrez le CD-Rom, n'hésitez pas à vous reporter à la publication pour mieux comprendre les statuts juridiques, très divers, des différentes initiatives.

Ces initiatives, issues de treize pays européens (onze pays de l'Union européenne, la Suisse et la Norvège) sont organisées selon différentes catégories décrivant l'activité ou la mission dominante de la structure. Ainsi avons-nous regroupé :

- Les activités liées au recyclage, à l'environnement, aux énergies renouvelables, au respect de la nature et à l'entretien des espaces verts.

- Les activités liées à la revitalisation, la valorisation et le développement spécifique d'un territoire.
- Les activités de services et les initiatives ayant un caractère innovant.
- Les initiatives liées à l'habitat, à la construction et au logement.
- Les activités liées au tourisme, à l'hôtellerie et à la restauration.
- Enfin les initiatives ayant des modes d'organisation spécifiques, les réseaux et les organismes de formation.

Nous n'avons défini aucun cahier des charges ni de démarche scientifique pour choisir les initiatives présentées dans cet Atlas: il s'agit d'initiatives connues et reconnues par nos membres et partenaires, pouvant démontrer des résultats en matière d'impacts sociaux très positifs pour l'emploi et l'inclusion sociale ainsi qu'une viabilité économique.

La majorité de ces initiatives ont été financées par les membres de la FEBEA, car, comme nous l'avons souligné plus haut, les membres de la FEBEA développent une activité bancaire, financière, de crédit, d'épargne ou d'investissement, au service des citoyens et de la création d'emplois durables et de qualité.

A travers cet Atlas, nous avons simplement voulu démontrer qu'il existe des réalisations concrètes, financées à la fois par l'argent public et privé, soutenues par l'engagement bénévole et généreux des citoyens, et prouver que l'imagination des citoyens pour entreprendre, pour se sortir de la pauvreté et de la précarité, n'a pas de limite.

Ce CD-Rom n'est que le début d'un travail d'identification de bonnes pratiques de création d'emplois d'inclusion sociale et de mesure des progrès réalisés.

Nous comptons sur vous pour nous aider à le compléter.

N'hésitez pas à attirer notre attention sur de nouvelles expériences et à partager avec nous vos remarques et commentaires, vos critiques constructives pour nous aider à avancer et à poursuivre ce travail en vue du lancement du site internet permanent.

Nous sommes, nous les membres de la Fédération Européenne des Banques Éthiques et Alternatives, décidés à entamer cette marche pour une Union européenne forte économiquement, basée sur la cohésion sociale et respectueuse de l'environnement.

Nous vous invitons tous à nous rejoindre.

Pour vos réactions et propositions, merci de nous écrire à :
febea@febea.org

Bonne navigation !

RECYCLAGE | ENVIRONNEMENT | ENERGIES | NATURE



Envie

Une autre vision sur l'emploi et l'environnement

L'idée

Créer une activité de collecte, de recyclage et de réparation des déchets d'équipements électriques et électroniques pour les rendre accessibles au public à revenus modérés, tout en employant et accompagnant des personnes en difficultés vers un emploi durable et une requalification.

Les objectifs

1. Proposer à des personnes en difficulté et exclues du monde du travail un emploi source de revenus, une formation qualifiante et un accompagnement en vue d'augmenter leur employabilité.



Contact

Laurence Lavens-Guyot est déléguée générale de la Fédération Envie

Email

federation@envie.org

Téléphone

(00 33) 1 48 13 90 00

Site internet

www.envie.org

Date de création | Pays

1984 | France

Mots clés

insertion, recyclage, électroménager, réparation

2. Contribuer à la protection de l'environnement et à la préservation des ressources par la collecte et la valorisation des Déchets d'Équipement Électriques et Électroniques (DEEE).
3. Permettre à toute personne de s'équiper en appareils électroménagers rénovés, de grandes marques, garantis et vendus à prix réduits dans un des magasins présents en France.
4. Contribuer au développement territorial à travers la création d'emplois et de partenariats locaux.

Le mode d'intervention

Statut juridique :

Le réseau Envie est majoritairement constitué d'« associations loi 1901¹ » et d'entreprises commerciales (Société par Actions Simplifiée² ou Société à Responsabilité Limitée³). Les magasins de vente ont toujours le statut d'associations et les structures de collectes et de réparation peuvent choisir entre le statut associatif ou d'entreprises commerciales.

Le réseau de toutes les structures Envie est représenté au niveau national par la Fédération Envie.

Historique :

La première entreprise Envie d'électroménager garanti est créée en 1984 à Strasbourg en collaboration avec un des groupes de la grande distribution (Darty) et des travailleurs sociaux. Dès 1989, la fédération Envie vient structurer le réseau des différentes entreprises Envie. Au début des années 2000, la structure participe, en collaboration avec les fabricants et les distributeurs, à l'expérimentation DEEE, obligatoire au niveau européen depuis 2006.

Activités :

Depuis 26 ans, Envie innove et s'investit sur l'intégralité de la filière des déchets DEEE. Son savoir-faire, reconnu par les opérateurs, est mis au service des personnes en insertion afin de lutter contre la précarité, l'exclusion pour un retour à l'emploi.

Envie a développé deux filières :

- « Electroménager » : Envie collecte des appareils électroménagers en fin de vie chez les distributeurs ou en déchetteries. L'opération de tri est déterminante : un diagnostic précis permet de sélectionner ce qui peut être réparé, commercialisé ou démonté. Envie répare 4 grandes catégories d'appareils : le froid, le lavage, la cuisson et les écrans. Tous les appareils, une fois réparés, sont entièrement nettoyés, remis en état et soumis à un contrôle qualité très strict. Ils sont ensuite mis en vente avec une garantie pièces et main-d'œuvre, et vendus à prix réduits dans les magasins Envie. Les appareils non rénovés sont orientés vers les filières de recyclage.

- « Collecte et traitement des déchets électriques », Envie dispose de sites d'exploitation ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement). Une traçabilité complète est assurée de la collecte à la destruction des déchets. La mission consiste aussi à isoler les sous-produits nécessitant un traitement spécifique respectueux de la législation et de la responsabilité environnementale.

Envie est prestataire logistique et de recyclage des 3 éco-organismes en charge de la filière DEEE : Eco-systèmes, Ecologic et European Recycling Platform. Envie favorise les solutions locales de traitement afin de réduire l'émission de CO₂ générée par le transport des déchets, et limiter les risques environnementaux liés au transport de déchets dangereux.

Envie a mis en place un véritable projet social dans une logique économique et environnementale avec des équipes mobilisées pour une autre vision de l'emploi et de l'environnement.

Envie accompagne les salariés en insertion par :

- Un encadrement expérimenté qui a en charge le processus d'apprentissage, de formation et de relation sociale.
- Un parcours personnalisé en étroite relation avec le projet personnel et professionnel du salarié.
- Un revenu stable pendant 24 mois (durée maximale autorisée des contrats) au minimum rémunéré au SMIC.

Envie identifie les actions à mener auprès de nos partenaires pour créer des passerelles vers une intégration durable de nos salariés.

Groupes Cibles :

Les employés sont des personnes ayant des difficultés sur le marché du travail à cause de faible niveau scolaire ou de qualification, d'une absence ou d'un manque d'expérience professionnelle, d'une absence d'activité de longue durée, du poids des problématiques sociales, d'une forte précarité financière avant leur intégration.

Les clients sont des personnes aux revenus modérés.

Pourquoi ça marche ?

- Partenariats avec les gros distributeurs d'équipements électroménagers, qui récupèrent le matériel usager des clients au moment de la livraison du neuf et le confie à Envie.
- Envie a su construire son équilibre économique sur la base d'une double valorisation des DEEE : le réemploi et le traitement tout en agissant comme entreprise éco-citoyenne et responsable.
- Cadre réglementaire favorable : directive européenne DEEE (2002) et transposition en droit français par la mise en place d'une éco-contribution obligatoire sur les équipements électroménagers (2006).

Les résultats

Au total, en 2009, le réseau Envie c'est :

- plus de 1850 salariés dont 450 salariés permanents,
+ 16 % d'effectifs par rapport à 2008,
~ 750 salariés en électroménager, ~ 1100 salariés en DEEE.
- Ouverture de 4 sites en 2009.
- ~ 60 % qui accèdent à leur sortie à un emploi ou une formation.
- 82 % d'employabilité à poste équivalent.
- ~ 5 millions d'unités collectés et 62 000 appareils réparés.
- ~ 100 000 tonnes collectées de DEEE ménagers.
- 29 ateliers de réparation d'appareils électroménagers.
- 42 magasins de vente d'électroménager à prix réduits.
- 35 sites DEEE – atelier de collecte et traitement des DEEE.
- 1 entreprise au Bénin.

« Maintenant on me considère comme un pro ! Quand on a connu l'échec, savoir que l'on est utile à quelque chose, ça compte. Mais aujourd'hui en plus, après mon passage chez Envie, je sais que mes compétences sont recherchées. » Employé d'une structure Envie.

Données financières

1. Chiffres annuels de base d'une d'entreprise ENVIE par secteur d'activité :
Chiffre d'affaires moyen pour une entreprise Envie :
 - secteur rénovation: 700 000 euros.
 - secteur DEEE: 1 350 000 euros.
 Résultats moyen pour une entreprise Envie :
 - secteur rénovation: 15 000 euros.
 - secteur DEEE: 70 000 euros.
2. Les subventions représentent en moyenne en % de l'ensemble des produits d'exploitation :
 - secteur rénovation: 25 %.
 - secteur DEEE: 15 %
3. Effectifs moyen pour une entreprise Envie :
 - secteur rénovation: 25.
 - secteur DEEE: 30.

Perspectives

Le modèle Envie est généralisable dans toute l'Europe.

Le +

« Travailler pour moi c'est bien, mais savoir que je travaille aussi pour l'avenir de mes enfants et que mon travail sera utile pour demain c'est mieux. » Employé d'une structure Envie.

¹ Les conditions de création d'une association loi 1901 sont assez larges (elle doit être composée d'au moins 2 personnes et avoir un autre but que de partager des bénéfices). La souplesse du statut permet donc de regrouper des secteurs très divers (action humanitaire ; action sociale et santé ; défense des droits ; éducation,

formation, insertion ; culture, loisirs et sport ; économie et développement local) sous la dénomination « association ». En France, il y a environ 110 000 associations (données 2007).

² Société par Actions Simplifiée : SAS.

³ Société A Responsabilité Limitée : SARL.



Le Relais

Aux vêtements comme aux hommes,
nous redonnons de l'emploi

L'idée

Lutter contre l'exclusion par la création d'emplois d'insertion dans les activités de collecte, de tri et de recyclage de textiles usagés.

Les objectifs

1. Créer des emplois durables pour des personnes en situation d'exclusion.
2. Donner une seconde vie aux textiles et créer de nouveaux débouchés innovants (isolant thermo-acoustique).
3. Redonner dignité et autonomie financière par le travail, responsabiliser et impliquer chacun dans le fonctionnement de l'entreprise par la démocratie directe.

LE RELAIS

Contact

Michel Coeugniet est
responsable administratif
du Relais

Email

mcoeugniet@le-relais.net

Téléphone

(00 33) 3 21 01 77 77

Site internet

www.lerelais.org

Date de création | Pays

1984 | France

Mots clés

récupération, recyclage,
textile, isolant

Le mode d'intervention

Statut juridique :

La première structure du Relais est née sous la forme d'«association loi 1901¹», dans la logique sociale du projet. Mais rapidement, lorsque l'activité s'est diversifiée, le Relais s'est trouvé exposé à de nombreuses critiques de la part d'autres acteurs économiques².

C'est pourquoi il adopte au début des années 1990 le statut de Société à Responsabilité Limitée (SARL) auquel s'ajoutent deux particularités :

- Les porteurs de parts (actions) sont des personnes morales associatives, de façon à poursuivre la finalité sociale originelle et éviter que la propriété de cet outil ne serve un intérêt financier.
- Les prises de décision et l'organisation interne suivent un fonctionnement démocratique.

En 2000, le Relais se constitue en Société Coopérative Ouvrière de Production³ (SCOP), aujourd'hui appelée Société Coopérative et Participative. Ce choix est en adéquation avec le mode de fonctionnement et les valeurs historiques du Relais et lui permet de ne plus être soumis à la taxe professionnelle qui occupait une part croissante dans le budget.

Historique :

La communauté Emmaüs⁴ de Bruay-la-Buissière fait face au début des années 1980 à l'afflux de jeunes en situation précaire. Afin de trouver des solutions et de les accompagner dans leur réintégration du marché du travail, les responsables fondent en 1984 l'association Le Relais.

Le Relais a d'abord créé une fabrique de peintures (Lyd France) avant de s'engager pleinement dès 1987 dans les activités de collecte et de recyclage des textiles usagés, très demandeuses de main-d'œuvre. Au début des années 1990, divers reportages médiatisent le mouvement et de nouvelles structures se multiplient sur tout le territoire. À la même période, le Relais développe InterInser 62, entreprise de travail temporaire d'insertion⁵ et Les Toits de l'Espoir, bureau d'études dédié à la lutte contre le mal-logement.

Activités :

Le Relais est un réseau d'entreprises du secteur de l'économie sociale et solidaire. Outre sa principale activité de collecte, tri et recyclage des textiles, il a aussi développé des structures dans la fabrication de peinture, le conditionnement, l'intérim d'insertion ou le logement social.

Le Relais prend en charge l'ensemble de la chaîne (collecte, tri et valorisation) de récupération et recyclage de vêtements d'occasion, de textiles usagés, de chaussures, jouets et articles de maroquinerie.

Les textiles sont récupérés par porte à porte suite à des campagnes d'information ou à votre domicile sur simple demande, mais surtout par le biais des conteneurs de collecte⁶. On compte 10000 conteneurs répartis sur le territoire national.

Le Relais collabore avec 3300 communes qui accueillent des conteneurs de collecte et des centres de tri. Il travaille aussi avec une dizaine d'enseignes de la grande distribution pour pouvoir installer sur leurs parkings des conteneurs de collecte.

Un système rigoureux est établi pour la valorisation des objets donnés :

- 5 % sont vendus dans le réseau des 60 boutiques Ding Fring.
- 35 % sont exportés vers l'Afrique, pour être revendus à des grossistes, ou réintroduits dans les structures locales du Relais. En effet, le Relais s'est investi dans la coopération solidaire Nord/Sud par le développement d'activités économiques et la création d'emplois en Afrique.
- 15 % sont transformés en chiffons d'essuyage pour l'industrie, 30 % suivent d'autres filières de recyclage telles que la fabrication d'isolant thermo-acoustique pour le bâtiment (Métisse) ou la vente de matières premières pour la fabrication de non-tissés (moquettes, tapis) et pelotes de laine, 15 % non ré-employables et non recyclables sont détruits.

En résumé : 40 % trouvent une seconde vie, 45 % sont recyclés vers de nouveaux débouchés et seulement 15 % sont détruits.

Tout ce cycle est générateur de multiples emplois durables (collecteur, chauffeur, vendeur, trieux) et le Relais accompagne ainsi les salariés vers la qualification et la professionnalisation.

La création de nouveaux débouchés avec la fabrication de l'isolant « Métisse » (un isolant thermo-acoustique performant pour le bâtiment, réalisé en fibres textiles recyclées (70 % coton, 15 % laine-acrylique, 15 % fibres polyester thermofusibles) est un bon exemple d'innovation technologique dans le secteur de l'économie sociale et solidaire. L'omniprésence du secteur du prêt-à-porter couplé à la baisse de la confection textile accroît la quantité d'articles récoltés et qui ne peuvent pas être réutilisés. Ce constat a poussé le Relais à chercher des alternatives à l'incinération et ainsi développer de nouveaux débouchés.

Groupes Cibles:

Ce travail d'insertion ne vise pas une catégorie spéciale. Toute personne en situation précaire peut intégrer la structure. Une attention toute particulière est donnée à embaucher des jeunes mais également des publics féminins car les postes leur correspondant sont plus rares dans le monde de l'insertion.

Pourquoi ça marche ?

Le Relais s'appuie sur la démarche Emmaüs et ses 60 ans d'expériences dans l'insertion par l'activité économique. Malgré les nombreuses crises économiques (crise de la filière), le Relais a su passer au travers et essayer son modèle, pour deux raisons principales :

- La motivation et l'engagement des salariés et des responsables d'équipe.
- Le pragmatisme économique et la capacité d'innovation : optimisation et diversification de la collecte par la mise en place de conteneurs fixes et visibles dans toute la France ; perfectionnement et gains de productivité dans le tri ; création de nouveaux débouchés (isolant Métisse) ; combat pour la contribution environnementale textile.

Les résultats

Activité textile :

- Environ 1500 salariés (dont 300 en Afrique) dont 60 % sont employés en CDI. Par exemple, sur l'ensemble du site du relais Nord-Pas de Calais, le nombre de salariés est passé de 460 à 663 entre 2005 et 2009. Ce sont en grande partie des personnes issus du chômage longue durée (30 %), sans qualification (30 %) ou avec des difficultés sociales (30 %).
- Un emploi créé par semaine depuis 1984.
- 21 structures de collecte et de tri de textiles d'occasion réparties sur le territoire national et 3 en Afrique (Burkina, Sénégal, Madagascar). Par exemple, en 2009, 2 nouvelles structures ont été créées en France et 2 plates-formes de tri ont été mises en place avec d'autres associations.
- 10 000 conteneurs de collecte de vêtements.
- 300 camions de collecte.
- Plus de 60 000 tonnes de textile collectées en 2009.

Autres activités :

- Environ 1 200 personnes placées en contrat durable par InterInser, l'entreprise de travail temporaire d'insertion du Relais.
- Environ 1 240 logements réhabilités par Les Toits de l'Espoir depuis 1996 et 1 500 familles relogées décemment tous les ans.

Données financières

- Chiffre d'affaires en 2009, toutes activités confondues : 53 millions d'euros.
- 70 à 80 % du chiffre d'affaires global provient de l'activité textile avec notamment : 50 % issus de la revente des articles de bonne qualité dans le réseau des boutiques et à l'export, 10 % issus des débouchés vers les chiffons d'essuyage pour l'industrie, et 2 % issus de la fabrication de l'isolant Métisse ensuite revendu aux distributeurs.

- Depuis la mise en place de la contribution environnementale textile en 2009, le Relais perçoit également une somme reversée par l'organisme Eco TLC⁷ (environ 5 % du chiffre d'affaires actuellement).
- Le Relais reçoit également des aides financières liées aux emplois sous statut d'insertion. Peuvent s'y ajouter des aides accessibles à tous types d'entreprises économiques (aide au développement économique, aide à la recherche et développement, etc.). Cela représente 5 % du chiffre d'affaires global.

Perspectives

Les perspectives du Relais sont les suivantes :

- Créer 2000 emplois dans les cinq années à venir au sein de l'Inter Réseau de la Fibre Solidaire (IRFS) qui regroupe Emmaüs, le Relais et Tissons la solidarité⁸.
- Améliorer la coopération avec les collectivités locales.
- Rechercher d'autres filières innovantes qui participeront au recyclage du textile.
- Faire face au changement d'échelle et aux problématiques de croissance avec le même esprit d'entreprise et la même finalité sociale.
- Participer au développement et à la reconnaissance du modèle d'entreprise sociale.

Le +

Témoignage de Pierre Duponchel, fondateur et actuel PDG du Relais, lauréat du prix de l'entrepreneur social 2009 de la Fondation Schwab 9 pour l'Entreprenariat Social :

« Le résultat c'est quoi ? L'efficacité économique, mais c'est surtout un énorme progrès social collectif et individuel. C'est vrai, on peut faire autrement, ça dépend de l'objectif qu'on se fixe et de la priorité qu'on se donne. Je ne connais que trois leviers pour faire avancer l'humanité : la peur, ça fonctionne un peu partout, l'argent c'est ce qui fonctionne actuellement, et l'amour ou la solidarité c'est ce qui devrait fonctionner un peu plus ».

¹ Les conditions de création d'une association loi 1901 sont assez larges (elle doit être composée d'au moins 2 personnes et avoir un autre objectif que de partager des bénéfices). La souplesse du statut permet donc de regrouper des secteurs très divers (action humanitaire ; action sociale et santé ; défense des droits ; éducation, formation, insertion ; culture, loisirs et sport ; économie et développement local) sous la dénomination « association ». En France, il y a environ 110 000 associations (données 2007).

² Pour les professionnels du secteur à l'export et les commerçants concurrents, une association supporte les charges sociales mais elle ne paye ni la taxe professionnelle ni la TVA.

³ Une SCOP est une société commerciale de type « société anonyme » (SA) ou « société à responsabilité limitée » (SARL). Son originalité tient dans le fait que les salariés sont associés majoritaires et que les grandes orientations sont mutualisées (affectation des résultats, désignation des dirigeants, orientations stratégiques). La France compte environ 1700 SCOP (données 2007) soit 36 000 salariés.

⁴ Le mouvement Emmaüs rassemble l'ensemble des communautés Emmaüs réparties dans 36 pays, principalement en France. La première est apparue en 1949 sous la figure de l'abbé Pierre. L'objectif de tous les groupes est la lutte contre l'exclusion et la pauvreté par la création d'activités économiques adaptées au contexte national et aux membres des communautés souvent en situation précaire (récupération de divers objets et matériaux).

⁵ Voir cadre légal français.

⁶ Par exemple, le textile récupéré par le Relais Bruay, soit 12 000 tonnes par an en moyenne provient pour 69 tonnes de particuliers, pour 728 tonnes de collecte auprès des associations, pour 2500 tonnes du porte à porte et pour 8400 tonnes des apports volontaires dans nos conteneurs. À cela il faut ajouter 1000 tonnes de chaussures/marochineries.

⁷ Les fabricants et distributeurs qui mettent des produits textiles sur le marché doivent s'acquitter d'une contribution pouvant aller de 0,1 à 4 centimes d'euro par pièce textile en fonction de

la taille. Eco TLC (Textiles d'habillement, Linge de maison et Chaussures), est un organisme agréé par l'État. Il est tout d'abord en charge de percevoir les contributions au recyclage et au traitement des déchets textiles. Il est également responsable du versement, sous forme de soutiens financiers, aux opérateurs de tri (Entreprises classiques et Économie Sociale et Solidaire) et aux collectivités locales.

⁸ Le réseau Tissons la solidarité a été créé en 2004 par le Secours Catholique pour fédérer les différentes structures d'insertion du recyclage de vêtements de seconde main. Aujourd'hui, il fédère et anime 66 structures d'insertion qui ont fait de la lutte contre l'exclusion des femmes leur objectif principal, en leur offrant un travail.

⁹ La Fondation Schwab, fondée en 1998 à Genève, est, à côté de celle d'Ashoka et d'Accumen aux États-Unis, l'une des plus grandes institutions apportant son support aux entrepreneurs sociaux.

Fondation Deixalles

L'activité

La Fondation Deixalles est une organisation sans but lucratif, créée en 1986 à l'initiative de la délégation « Action Sociale » de l'Évêché de Majorque et de la Fédération des Petites et Moyennes Entreprises de Majorque (PIMEM).

Respectant les principes de l'économie solidaire, elle a pour objectif de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des personnes en situation ou en risque d'exclusion dans les Iles Baléares, en se fondant principalement sur la formation et l'acquisition de compétences à travers la réalisation d'activités en lien avec le traitement des déchets et la protection de l'environnement.

La Fondation dispose de 7 délégations dont 6 à Majorque et 1 à Ibiza. Ces délégations constituent un réseau d'activités et d'ateliers qui rendent possibles l'apprentissage de compétences personnelles et professionnelles dans le domaine notamment de la collecte, du tri des déchets et de leur recyclage.



Site internet

www.deixalles.org

Date de création | Pays

1986 | Espagne

Mots clés

déchets, environnement, formation

Par exemple, elle dispose d'un atelier de collecte des objets volumineux réutilisables ou recyclables), un atelier de menuiserie pour la récupération des meubles usés, un atelier de remise à niveau des appareils électroménagers, un atelier de récupération des vêtements usés, un local d'exposition-vente des objets récupérés, un atelier de jardinage écologique, etc. Ces délégations constituent donc également les instruments essentiels qui permettent de canaliser chacun des processus d'insertion.

L'organisation repose sur un autre pilier qui est composé des initiatives d'insertion par l'économique :

- Les services de gestion des déchets sont les activités que la Fondation développe dans les centres de tri et de traitement des déchets du Conseil de Majorque, qui sont gérés par concession administrative aux entreprises Tirme et MacInsular
- Et Teula, projet qui a mis en place une activité de nettoyage qui va de services de maintenance des bureaux et des locaux, à du nettoyage de fin de chantier, etc. Cette activité intègre des critères de qualité et de gestion environnementale.

La fondation Deixalles dispose également d'un centre d'accueil de jour de réhabilitation psychosociale et d'un centre spécial occupationnel pour des personnes souffrant de maladies mentales qui propose des activités de nettoyage et d'entretien des biens publics comme les plages, le littoral, les routes, etc.

Les résultats

En 2008 :

- 12 000 personnes ont bénéficié de manière directe des activités de la fondation (itinéraires d'insertion, activités éducatives, etc.) et 36 000 de manière indirecte.
- 439 personnes ont participé aux projets en lien avec les processus d'insertion.
- 1 250 heures de formation ont été dispensées (formation interdisciplinaire, formation spécifique collective ou individuelle en fonction des besoins détectés ou exprimés, programme de prévention des risques du travail etc.)
- 3 215 tonnes de déchets collectés (verre, papier, vêtements, meubles, matelas etc.)
- 162 travailleurs au sein du service de gestion des déchets, dont 50 % sont des migrants avec 22 nationalités différentes.
- 21 opérateurs de nettoyage, 1 superviseur, 1 responsable administratif, 1 responsable d'équipe, 1 coordinateur psychologue au sein de Teula.
- 22 personnes accueillies dans le centre social de jour.
- 9 personnes accueillies dans le centre spécial d'occupation.
- La Fondation Deixalles est membre du Comité Ethique de L'Estalvi Etic¹, première et unique expérience de banque éthique dans les Iles Baléares.

¹ Voir présentation L'Estalvi Etic.



Rezikleta

L'idée

Créer une activité, fondée sur un réseau d'acteurs locaux, qui combine à la fois insertion sociale et recyclage (biens volumineux, papier usagé, carton, textiles) au service de différents secteurs.

Les objectifs

1. Promouvoir les entreprises de l'économie sociale, mettre en valeur leur viabilité économique et leur capacité à s'autofinancer.
2. Œuvrer pour la réduction, la réutilisation et le recyclage des déchets.
3. Encourager l'insertion socioprofessionnelle grâce à l'éducation et à la formation pour l'emploi.

koopera
red social | gizarte sarea

IV 0066
REZIKLETA

E herbi Eusko Caritas

Contact

Jose Gonzalez Ortega est
gérant de Rezikleta

Email

t.rodriguez@koopera.org

Téléphone

(00 34) 944165757

Site internet

www.rezikleta.com

Date de création | Pays

1992 | Espagne

Mots clés

recyclage,
produits écologiques,
économie sociale,
commerce équitable, réseau

- Promouvoir une consommation responsable de produits écologiques ou solidaires, le bénévolat, l'engagement social et communautaire et la coopération comme mode de résolution des problèmes qui nous entourent.

Le mode d'intervention

Statut juridique :

Rezikleta est une Coopérative d'Initiative Sociale sans but lucratif qui regroupe quatre autres coopératives d'initiative sociale : Rezikleta, Berzikla¹, Berohi² et Ekiber³ toutes les quatre engagées dans des activités de recyclage.

Les coopératives d'initiative sociale ont pour vocation de couvrir des besoins sociaux, notamment en participant à l'insertion par le travail des citoyens souffrant de tout type d'exclusion sociale et professionnelle ou en garantissant l'égalité de tous les individus en subvenant aux besoins de base des plus démunis, sans qu'aucune forme de marginalisation ne se produise.

Historique :

Rezikleta est née en 1992 grâce à un groupe de personnes qui s'est rendu compte de la possibilité de combiner l'insertion sociale et le recyclage.

Le projet a alors pu voir le jour grâce à des aides institutionnelles et à des programmes d'appui à l'apprentissage, qui ont permis de consolider l'initiative. 87 % de la coopérative est détenu par ses travailleurs, les 13 % restant par l'association Rezikleta.

Activités :

Rezikleta vise l'intégration sociale de personnes en difficultés grâce à une activité dont la finalité est avant tout la rentabilité sociale et écologique.

Ses principales activités sont les suivantes :

- La collecte sélective de biens volumineux (meubles, équipements électroménagers, livres, jouets, et des bibelots), grâce à des contrats passés avec les mairies. Les biens qui peuvent être réutilisés comme objet sont remis en circulation dans des magasins. Ceux qui ne sont pas réutilisables sont récupérés sous forme de matière première (feraille, bois, pièces, etc.). Les niveaux de récupération atteignent 76 %.
- La collecte sélective de papier usagé et de carton, à travers plus de 1000 conteneurs installés sur la voie publique mais aussi dans des établissements publics, des entreprises, etc. Aujourd'hui la collecte est menée dans plus de 70 communes de la Communauté Autonome du Pays basque, ce qui représente une population de plus de 445000 habitants. Grâce à cette initiative, ce sont plus de 8000 tonnes de papier usager chaque année qui sont collectées.
- La collecte, le tri et le recyclage de vêtements usagés déposés dans des salons de coiffure et dans des centres scolaires, au moyen de

conteneurs installés dans des établissements publics, etc. Les vêtements en bon état sont étiquetés sous la marque EKORROPA et sont mis à disposition des clients dans des boutiques. Les vêtements en mauvais état sont, quant à eux, recyclés (chiffons pour l'industrie, rembourrage pour tapisserie, etc.).

Des cours de formation occupationnels sur le recyclage sont aussi dispensés.

Le travail en réseau est très important pour Rezikleta, qui fait partie des organisations suivantes : l'Association des organisations de recyclage de l'Économie Sociale et Solidaire; le Réseau de l'Économie Alternative Solidaire du Pays basque; la Plate-forme "Ekologistak Martxan"; la Fédération des Coopératives de Travail Associé du Pays basque; la Plate-forme Communautaire du district V de Bilbao aux côtés d'associations comme Lanberri qui s'occupe des jeunes de 18 à 30 ans en situation de grande vulnérabilité sociale du district 5; Susterra qui est un projet socio-éducatif intégral pour les jeunes en difficultés de ce district; Bidegintza qui promeut le développement personnel et communautaire des personnes qui habitent dans ce district.

Ce travail en réseau permet d'échanger des bonnes pratiques et d'optimiser les ressources.

Groupes Cibles :

Rezikleta offre des opportunités d'emplois à d'anciens drogués, chômeurs de longue durée, migrants, jeunes en échec scolaire et des femmes en situation ou risque d'exclusion sociale. Certains deviennent membres de la coopérative.

Quant à la cible de clientèle, il s'agit du grand public.

Pourquoi ça marche ?

- Les contrats avec les communes et les mairies ont permis d'obtenir une grande quantité de matières premières et donc du travail pour les personnes en insertion.
- Combinaison de recyclage et travail d'insertion est astucieuse étant donné les tâches inhérentes au recyclage qui sont bien adaptées à un manque de qualification.
- La qualité des vêtements de la marque Ekorropa : le tri est réalisé de manière consciencieuse et réaliste.
- L'implication des bénévoles a également permis de faire connaître l'action de la coopérative grâce au bouche à oreille, ce qui lui a permis d'acquérir rapidement une bonne réputation de manière diffuse. Ces bénévoles travaillent en général dans les boutiques Ekorropa.
- Le travail en réseau avec les autres entreprises de recyclage et d'autres coopératives permet l'échange de bonnes pratiques et favorise le travail de lobbying en vue d'un cadre favorable pour le développement des activités.

Les résultats

- 152 employés dont 62 en insertion, soit 40,8 % du personnel.
- 8 magasins Ekorropa (vêtements recyclés) sur le territoire de Biscaye.
- 12 camions pour la collecte sélective des déchets.
- 67 000 tonnes de déchets récupérés depuis 1990.
- 8 000 tonnes de papier usagé collectées chaque année.
- plus de 1 000 containers de papier usagé sous gestion.

Données financières

En 2009:

- Total de bilan : 2,6 millions d'euros.
- Total des fonds propres: 972 071 euros.
- Chiffre d'affaires : 3,1 millions d'euros.
- Montants des subventions : 40 803 euros provenant d'entités publiques.
- Bénéfices : 61 538 euros;

Perspectives

Grâce au bénévolat et à la participation de personnes et d'entreprises qui souhaitent investir dans des projets alternatifs, Rezikleta compte se doter de nouveaux outils de travail pour continuer à atteindre au mieux ses objectifs d'aide à l'insertion sociale.

Le +

En juin 1998, le département du Bien-être social du Conseil Général de Biscaye a récompensé par le Prix Utopie les femmes bénévoles de l'association Rezikleta pour leur dévouement en faveur de l'intégration sociale.

¹ Berzikla est une coopérative dédiée à l'insertion sociale de publics en difficultés sociales et professionnelles qui développent des activités de recyclage basée en Biscaye.

² Coopérative sociale de collecte, traitement et commercialisation de vêtements et de textiles

usagés située à Biscaye. Berohi est née avec l'objectif de créer une entreprise sociale en faveur de l'insertion des personnes défavorisées au niveau social ou économique, qui fasse la promotion du recyclage et de l'utilisation de processus écologiques. Berohi dispose de 11 boutiques et des points de collecte sous forme de

conteneurs. Elle a aussi conclu des accords avec les mairies et les paroisses.

³ Ekiber est une entreprise d'insertion dédiée à la collecte et au traitement des déchets, notamment textiles et volumineux.



Koopera Merkatua

Une initiative du réseau social Koopera Gizarte Sarea

L'idée

Premier marché écologique et solidaire du Pays basque espagnol réunissant en un même espace une offre complète de produits écologiques et solidaires produits et commercialisés par des personnes en situation ou en risque d'exclusion sociale dans un lieu éco-construit à l'architecture innovante, véritable plate-forme de changement social et de cohésion sociale.

Les objectifs

1. Mettre en place une activité durable qui développe le commerce local de Bilbao.

koopera
red social gizarte sarea

IV 0066
REZIKLETA

berohi ekiber

Contact

Jose Maria Rodriguez est le gérant de Koopera

Email

t.rodriguez@koopera.org

Téléphone

(00 34) 94 4523374

Site internet

www.koopera.org

Date de création | Pays

2008 | Espagne

Mots clés

innovation, réseau, écologie, consommation responsable

- Faciliter l'accès aux produits écologiques et solidaires et offrir la possibilité d'une consommation responsable et d'un changement de mentalité au sein de la société.
- Développer des emplois pour des personnes en situation ou en risque d'exclusion sociale et promouvoir l'intégration sociale.
- Stimuler la cohésion sociale en permettant que se réunissent, dans un même espace, travailleurs, bénévoles, clients, bénéficiaires de dons, élèves de centres éducatifs, etc.

Le mode d'intervention

Statut juridique :

Le projet fait partie du Réseau Koopera, coopérative de « second degré » regroupant un ensemble de coopératives sans but lucratif qui œuvrent pour la promotion de l'insertion sociale par la réalisation d'activités principalement environnementales.

La forme coopérative, sans but lucratif, renforce l'intégration, la participation et la valorisation des personnes membres de l'organisation.

Historique :

C'est à la fin de l'année 2004 que les trois coopératives Rezikleta S.Coop¹, Berohi S.Coop.² et Ekiber S.Coop.³ ont initié un processus de convergence qui les a conduit à travailler ensemble comme coopérative en créant, aux côtés de Caritas Biscaye, membre associé, le Réseau Social Koopera Gizarte Sarea S.Coop, constitué en entité juridique en avril 2008. L'objectif de ces quatre membres fondateurs était d'apporter un service de qualité toujours supérieure à la société en utilisant le réseau Koopera pour développer quatre filières d'activités, concentrant les travaux principaux des différentes coopératives participantes : l'insertion socioprofessionnelle (programmes de formation, itinéraires d'insertion, etc); les services environnementaux (services de gestion des déchets intégrale); le commerce solidaire, équitable et écologique (le réseau compte 10 magasins offrant des produits recyclés, du commerce équitable ou issus de l'agriculture biologique) la coopération pour le développement avec la promotion de l'économie sociale et solidaire dans les pays en voie de développement (en Roumanie et au Chili, le réseau Koopera participe à une activité de récupération et de vente de produits textiles).

Activités :

Les maîtres mots qui guident le réseau Koopera sont l'innovation, l'intégration, le travail en réseau et la consommation responsable. C'est en suivant cette démarche que le réseau Koopera a lancé le premier marché écologique et solidaire du Pays basque réunissant en un même espace :

- Une offre complète de produits écologiques et solidaires offrant la possibilité d'une consommation responsable et d'un changement de mentalité au sein de la société.

- Des opportunités d'emplois pour des personnes en situation ou en risque d'exclusion sociale, grâce à la production et commercialisation de ces produits.
- Une salle appelée « la Salle Koopera », qui offre un lieu de réunion, d'action et de formation dans les domaines de l'environnement, la solidarité internationale, l'insertion sociale, etc.

La cohésion sociale est ainsi stimulée puisque sont réunis tous types d'acteurs engagés et de citoyens « ordinaires » : travailleurs, bénévoles, clients, bénéficiaires de dons, entités publiques et privées participant aux actions de la Sala Koopera, élèves assistant aux différentes formations...

Des centres éducatifs organisent même des visites guidées.

L'intégration sociale est par tous les moyens encouragée, ce qui permet aux personnes en difficulté, bénéficiaires de dons, de retrouver leur dignité et de se sentir à nouveau intégrées socialement.

Les ventes de Koopera Merkatua sont gérées par un responsable et une équipe de vendeurs. Les produits alimentaires écologiques sont fournis pas des agriculteurs locaux ou par le projet de commerce équitable Kidenda, mis en place par Caritas, l'ONG Alboan et les Missions de Bilbao.

Les produits « recyclés » proviennent des usines de traitement de Berohi et d'Ekorrepara⁴. Celles-ci reçoivent des vêtements, des jouets, des livres et des appareils électroménagers usagés. Les vêtements suivent un processus exhaustif de tri, traitement, mise aux normes d'hygiène et étiquetage, ce qui permettra à un petit pourcentage d'obtenir la marque Ekorropa. Le reste des dons reçus dans les usines de traitement est trié puis récupéré afin de permettre aux produits de poursuivre leur cycle de vie. Enfin, ces derniers partent des usines pour être envoyés aux boutiques.

À noter : Koopera Merkatua est un des 160 autres projets du Réseau Koopera.

Groupes Cibles :

Koopera Merkatua offre une solution de réinsertion sociale aux personnes les plus vulnérables : chômeurs de longue durée, seniors de plus de 52 ans, mères de famille, migrants, ex-toxicomanes, sans domicile fixe, etc.

La marque Ekorropa (mode solidaire et écologique) est destinée à un public large. Et en général, en plus d'offrir un produit écologique, solidaire et bon marché, comme le processus productif le lui permet (permettant ainsi d'atteindre tout public), Koopera Markatura tente de sensibiliser la population sur l'impact et le pouvoir de changement que leurs achats peuvent avoir.

Pourquoi ça marche ?

- Travail en réseau avec les entités fondatrices et participation de tous les travailleurs depuis le commencement du projet.
- Éco-innovation : l'innovation dans la conception et le design des locaux, dans la conception du projet lui-même.

- Projet pionnier : cette offre qui donne la possibilité au consommateur de se convertir en acteur de changement n'existait pas auparavant et répond à une préoccupation grandissante de la société.

Les résultats

- 19 emplois dont 6 en contrat d'insertion ont été consolidés, sous contrats de longue durée.
- 55 706 achats responsables ont été réalisés durant la première année de fonctionnement, commercialisant ainsi 134 089 articles écologiques. On peut estimer que ces ventes équivalent à la plantation de 2030 arbres durant 4 ans.
- 9 647 vêtements ont été donnés à des bénéficiaires des services sociaux. Ces personnes ont ainsi pu couvrir leurs besoins vestimentaires.
- 1 800 personnes ont visité la Salle Koopera, où étaient organisées des actions en faveur de l'inclusion sociale et de l'environnement.
- Une grande partie des clients s'est déjà solidaire de ce projet social et environnemental.
- Le marché s'adresse à la population de Biscaye et se positionne comme référent au niveau du Pays basque. Il couvre ainsi une grande partie des besoins vestimentaires des habitants de Bilbao, complétés principalement par les 2 autres centres Ekorropa à Bilbao même.

Données financières

En 2009 :

- Total de bilan : 7,9 millions d'euros.
- Total fonds propres : 1,6 millions d'euros.
- Chiffres d'affaires 2009 : 5,3 millions d'euros.
- Résultats 2009 : 91.597 euros.
- Subventions : 574 781 € dont 74 % en provenance du conseil général de Biscaye, 17 % de BBK et 9 % par l'INEM, Institut National pour l'Emploi qui subventionne la création d'emploi.

Perspectives

La volonté de Koopera est d'innover dans de nouveaux projets. Ceux-ci continueront à proposer des initiatives dans lesquelles les personnes se convertissent en ambassadeurs de l'intégration sociale, de la création d'emplois pour les plus vulnérables, améliorent l'environnement et participent au changement social.

Le +

Notre local est situé dans un édifice emblématique : les anciennes écuries où se reposaient les mules qui tiraient les premiers tramways de Bilbao, fonctionnant à l'époque par traction animale. C'est dans ce lieu au cadre architectural innovant qui respecte des critères écologiques de construction que toutes les activités sont réalisées, ce qui fait de ce marché un projet pionnier, véritable plate-forme d'un changement social.

¹ S.Coop = Société Coopérative. Voir présentation de Rezikleta.

² Coopérative sociale de collecte, traitement et commercialisation de vêtements et de textiles usagés située à Biscaye. Berohi est née avec l'objectif de créer une entreprise sociale en faveur de l'insertion des personnes défavorisées au niveau social ou économique, qui fasse la

promotion du recyclage et de l'utilisation de processus écologiques. Berohi dispose de 11 boutiques et des points de collecte sous forme de conteneurs. Elle a aussi conclu des accords avec les mairies et les paroisses.

³ Ekiber est une entreprise d'insertion dédiée à la collecte et au traitement des déchets, notamment textiles et volumineux.

⁴ Ekorrepara est une coopérative d'insertion sociale et professionnelle qui offre des postes de travail à des personnes en difficultés sur le marché du travail. Elle a pour objectif la récupération des équipements électroménagers usagés. Elle s'engage également en prolongeant la durée de vie de ces appareils électriques et électroménagers dans le développement durable de la planète et le respect de l'environnement.



Trait d'Union

L'idée

Répondre au développement des nouveaux modes de traitement des déchets, en créant des emplois pour les personnes en difficultés sociales et professionnelles. Créer des partenariats locaux avec les collectivités et les professionnels du secteur pour proposer des services de qualité.

Les objectifs

1. Créer des emplois ne demandant pas de qualification pour les personnes en difficultés sociales et professionnelles, avec un accompagnement vers l'emploi durable.
2. Lever les freins à l'emploi en mettant en œuvre un certain nombre d'outils d'aide à la mobilité, au logement, à la santé, à la formation, etc.



Contact

Fabrice Préault est le président de Trait d'Union SAS

Email

info@trait-union.net

Téléphone

(00 33) 2 51 46 28 11

Site internet

www.trait-union.net

Date de création | Pays

1996 | France

Mots clés

insertion, déchets, tri, sensibilisation, partenariats

3. Préserver l'environnement grâce aux activités développées et améliorer la traçabilité de la collecte des déchets à leur destruction.
4. Créer des emplois professionnalisant pour le public féminin sur des postes traditionnellement masculins (chef d'équipe, conducteur de camion ou d'engin de levage, conducteur de presse).

Le mode d'intervention

Statut juridique :

Fonctionnant sous statut associatif depuis 1996, Trait d'Union est devenue une société commerciale en 2005 sous forme de SAS, Société par Action Simplifiée, statut qui est suffisamment souple pour les besoins et les valeurs de l'entreprise et où le pouvoir de décision peut être séparé du capital.

Historique :

Le démarrage de Trait d'Union s'est fait concomitamment avec le développement des collectes sélectives en 1997. La ville de La Rochesur-Yon puis la communauté de communes du Pays Yonnais (collectivités territoriales françaises) étaient des précurseurs pour la mise en place des collectes sélectives. Le syndicat départemental Trivalis a relayé cette volonté.

Trait d'Union a accompagné le développement des collectes sélectives sur le territoire Vendéen (gestion des 4 centres de tri sur les 6 mis en place, campagnes de sensibilisation, distribution de contenants). En parallèle, dès le départ, grâce à la reconnaissance d'Éco Emballages¹, Trait d'Union a travaillé sur les autres régions françaises du Grand Ouest qui mettaient en place les collectes sélectives (distribution des contenants, formations des équipes locales).

Activités :

Les activités de Trait d'Union sont les suivantes :

Sous-traitance industrielle

Exploitation de 5 centres de tri de déchets d'emballages ménagers :

- Réception des matériaux.
- Alimentation de l'outil de production.
- Tri suivant les matériaux et cahier des charges des filières.
- Conditionnement et expéditions.

Démarrage en 2009 d'un centre de tri JRM (journaux, revues, magazines) en sous-traitance de Paprec sur Saint Herblain, en réponse à un marché avec Nantes Métropole.

Prestations multiservices

- Déménagements (capacité professionnelle pour l'exercice de la profession de Transporteur public routier de Marchandises Véhicules lourds).
- Manutention.

- Distribution de courrier ciblé
- Remplacement ponctuel (contrôle, mise sous pli, etc.)
- Petits travaux, bricolage.

Collecte de déchets et de produits valorisables

- Enlèvement et destruction d'archives, collecte des papiers de bureau.
- Collecte de consommables bureautiques.
- Collecte des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE).
- Gestion du centre de regroupement Veolia Propreté des DEEE (déchets d'équipements électriques et électroniques).
- Collecte des cartons, palettes, plastiques, etc.

Prestations d'enquête, distribution et sensibilisation

- Enquête de conteneurisation.
- Enquête sur la consommation d'eau auprès des entreprises et des populations locales et saisonnières du littoral.
- Communication en porte à porte pour la mise en place et le suivi des collectes sélectives.
- Distribution de contenants de collecte (sacs jaunes, bacs ou caissettes).
- Information sur le compostage individuel avec distribution de composteur.
- Animation de réunions publiques (promotion du compostage individuel).

Prestations de services administratifs

Trait d'Union s'est engagé auprès de ses filiales ou des associations partenaires à fournir son assistance et ses conseils en finance, comptabilité, administration, accompagnement socioprofessionnel et direction générale.

Trait d'Union a créé 5 filiales :

- 2 entreprises d'insertion qui sont Trait d'Union services (entretien d'espaces verts et petits travaux chez les particuliers) et Prodec, entreprise de déconstruction (avec deux autres partenaires).
- 1 entreprise d'insertion de travail temporaire, Siti interim (avec deux autres partenaires).
- 1 entreprise adaptée pour travailleurs handicapés, Mains vertes et paysages (création et entretien d'espaces verts).
- et 1 organisme de formation, E2S Formation.

Groupes Cibles :

1. Trait d'Union accueille des publics chômeurs de longue durée, des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active², des jeunes sans qualification, des femmes « de familles monoparentales », des étrangers ne maîtrisant pas la langue, des gens du voyage, des personnes handicapées.

2. En termes de clientèle :

- Les marchés sur les centres de tri sont des appels d'offre organisés par les collectivités locales (Syndicat départemental de traitement des déchets Trivalis en Vendée ou Nantes Métropole en Loire-Atlantique). Les réponses se font en sous-traitance avec des groupes (Sita, Veolia, Paprec).
- Le marché de la collecte des DEEE est un appel d'offre passé par Ecosysteme et une réponse en cotraitance avec Veolia.

Pourquoi ça marche ?

- Une implantation locale forte reconnue par les collectivités locales, les professionnels du secteur, les professionnels de l'Insertion par l'Activité Économique (Pôle emploi, DIRECCTE – Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi–, les associations intermédiaires, les chantiers d'insertion, les autres entreprises d'insertion).
- De cette implantation locale découlent des partenariats solides avec des grands groupes (Sita Veolia et Paprec) ainsi qu'avec des entreprises locales de récupération, des chantiers d'insertion (lavage des vêtements de travail), des associations intermédiaires et des entreprises d'insertion de travail temporaire, des structures d'accompagnement socioprofessionnel.
- Une veille constante grâce à une implication dans différents réseaux, qui s'accompagne d'une capacité à expérimenter de nouveaux services et accepter les échecs liés à l'innovation.
- Un rapport qualité prix : les prix sont raisonnables mais non bradés. La qualité du travail est reconnue par les clients qui renouvellent leur confiance.
- Une volonté d'impliquer les salariés et de reconnaître leur travail (participation, intéressement, Validation des Acquis de l'Expérience, politique de formation).

Les résultats

- 7 établissements parmi lesquels le siège social à La Roche sur Yon, 4 centres de tri en Vendée, 1 centre de tri en Loire Atlantique et 1 centre de regroupement des DEEE en Vendée.
- 147 salariés.
- 84 emplois en insertion, 44 permanents, 1 apprentie et les autres sont des CDD (Contrats à Durée Déterminée).

Données financières

En 2009

- Total de bilan : 1 718 148 euros.
- Capitaux propres : 772 909 euros.
- Les fonds propres sont en très forte croissance (non distribution de dividende, maîtrise des dépenses et augmentation du CA).
- Chiffres d'affaires : 3 852 125 euros de produits d'exploitation. Ce niveau d'activités est rendu possible grâce au renouvellement des appels d'offres des centres de tri et des collectes de papiers en 2009, la croissance forte de la collecte des DEEE avec l'appel d'offre Eco système, le chiffre d'affaires important mais variable en « enquête, distribution » depuis 10 ans (sur Pays de la Loire et Bretagne).
- Les aides à l'insertion représentent 17 % des produits d'exploitation. La structure s'auto-finance à plus de 80 %.

Perspectives

Trait d'Union a obtenu le label Qualirei qui est une certification des pratiques sociales, ainsi reconnue par le ministère du Travail et le Comité National des Entreprises d'Insertion (CNEI).

La Société souhaite aller toujours plus loin dans l'implication des salariés :

- En les associant aux orientations (mise en place du conseil stratégique) ;
- En les faisant participer aux résultats (accord d'intéressement) ;
- En professionnalisant les équipes (plan de formation ambitieux et mise en place d'une VAE³ collective).

Le +

Monsieur Fabrice Préault, président de Trait d'Union, explique la dualité intrinsèque à sa structure qui consiste à atteindre le bon niveau de productivité tout en s'assurant de la bonne réalisation de son projet social : « Nous passons notre temps à renouveler notre personnel ! Là où toute entreprise cherche à trouver un retour sur investissement de ses ressources humaines ! Nous recrutons, nous accueillons, nous formons, nous accompagnons en permanence ! Nous vivons constamment dans le déséquilibre, et ça marche ! ». Il ajoute : « Notre caractéristique première, comme outil d'insertion, est de s'inscrire totalement dans le marché concurrentiel, dans le plein respect de ses droits et devoirs. C'est ce qui fonde une démarche concrète et active pour intégrer ou réintégrer dans

la vie sociale et dans l'autonomie des publics en situation d'exclusion ou de marginalité. Le poste de travail salarié est le socle de notre pédagogie. Il se fonde sur le rapport entre la production effectuée et la rémunération perçue. L'obligation d'un contrat de travail de droit commun et l'accès à tous les droits qui lui sont liés, constituent la première étape fondatrice et déterminante de la rupture d'une situation d'exclusion. C'est la fonction de sas de l'entreprise d'insertion. Fondamentalement, notre motivation est de lutter contre l'exclusion : nous sommes des entrepreneurs contre l'exclusion. N'oublions pas que nous sommes toujours dans une société qui exclut, même en Vendée. »

¹ Eco-emballages fut créée en novembre 1992 à l'initiative d'industriels de la grande consommation avec pour mission d'installer, d'organiser, de superviser et de financer la collecte sélective, le tri et le recyclage des emballages ménagers en France. En 2009, 50 350 entreprises sont adhérentes au groupe Eco-Emballages et ont versé 418,2 millions d'euros de contributions en 2009. 92 % des recettes du groupe sont

reversées aux collectivités locales pour financer la collecte sélective. Le logo Le Point Vert, mis en place par Eco-Emballages, figure sur 95 % des produits emballés que nous achetons en France.

² Voir cadre légal France.

³ La VAE – validation des acquis de l'expérience – est un dispositif qui permet l'obtention

de tout ou partie d'une certification (diplôme, titre à finalité professionnelle ou certificat de qualification professionnelle) sur la base d'une expérience professionnelle salariée, non salariée (commerçant, collaborateur de commerçant, profession libérale, agriculteur ou artisan...) et/ou bénévole (syndicale, associative) et/ou volontaire.



Réalise

réalise
entreprise d'insertion ▶

Contact

Christophe Dunand est le directeur de Réalise

Email

christophe.dunand@realise.ch

Téléphone

(00 41) (0)22 308 60 10

Site internet

www.realise.ch

Date de création | Pays

1984 | Suisse

Mots clés

insertion, stage, formation, multiactivités, qualification

L'idée

Offrir, sous forme de stages d'insertion, une formation et un accompagnement vers l'emploi à des personnes peu ou pas qualifiées en utilisant une multiplicité d'activités productives et commerciales.

Les objectifs

1. Rapprocher les bénéficiaires de l'emploi à travers un accompagnement individualisé.

En fonction du profil du bénéficiaire, l'objectif à court terme peut être le placement en entreprise, l'entrée en formation, la résolution d'une problématique socio-sanitaire, la validation d'un projet professionnel, etc.

2. Limiter l'impact environnemental de l'ensemble de nos activités (politique d'achats durables ou équitables, gestion des déchets, mise à disposition de vélos pour favoriser la mobilité douce, isolation thermique des locaux, etc.)
3. Contribuer à limiter le chômage et son coût pour la collectivité, lutter contre l'exclusion et la marginalisation.
4. Aider des personnes en difficulté à retrouver un sens à leur vie des liens sociaux et de permettre ainsi à chacun de trouver sa place dans la société.

Le mode d'intervention

Statut juridique :

Réalise est une association à but non lucratif. Ce statut est, en Suisse, la forme la plus propice pour mener des activités économiques et bénéficier de co-financement public. Ce choix s'est confirmé avec le temps afin d'assurer un fonctionnement démocratique de l'association.

Historique :

En 1984, bien que l'économie fût florissante à Genève, des centaines de personnes se trouvaient exclues du marché de l'emploi et dirigées vers l'aide sociale, malgré une réelle volonté de s'insérer et une capacité résiduelle de travail.

Éric Étienne, un travailleur social confronté à cette problématique quotidienne, a alors créé Réalise, une des premières structures d'insertion par l'économie en Suisse romande. Cette démarche innovante représentait une alternative à l'aide sociale et une passerelle vers l'emploi pour les personnes les plus fragiles.

À sa création, Réalise était un projet pilote ciblant quelques bénéficiaires de l'aide sociale, au budget de 50000 francs suisses (~ 38000 euros). Aujourd'hui, c'est une entreprise associative d'environ 45 collaborateurs fixes, au budget de près de 5 millions de francs suisses (~3.7 millions d'euros) qui accompagne chaque année plus de 250 demandeurs d'emploi dans leur démarche d'insertion socioprofessionnelle. L'insertion par une activité économique s'est imposée, au fil des années, comme le meilleur moyen d'accompagner vers l'emploi les personnes peu ou pas qualifiées.

Activités :

Réalise vise à promouvoir des trajectoires de réinsertion et prévenir la désinsertion à travers des stages de remise au travail dans les ateliers de production et un important programme de formation. Sa stratégie : avoir une vision globale de chaque situation singulière des personnes en insertion, et adopter une approche de résolution des problématiques individuelles par étapes, avec des objectifs précis pour lever les freins à l'emploi.

Ainsi, Réalise propose des stages d'insertion à durée limitée (en moyenne 6 mois) à des personnes sans emploi peu ou pas qualifiées. Ces dernières constituent les équipes de production des biens et services commercialisés ensuite sur le marché.

Réalise ne propose pas d'emploi à ses bénéficiaires à l'issue de leur stage d'insertion.

Une équipe de 5 personnes (conseillers en insertion) assure un accompagnement individuel des personnes en insertion, en fonction de leur projet professionnel et de leur profil. Au sein de chaque activité de production, les stagiaires travaillent sous la direction d'encadrants dotés d'une double compétence : professionnel du métier et formateur d'adultes.

Le stage d'insertion intègre également des formations techniques liées à l'activité économique, ainsi que des formations de base (Français, calcul, initiation à l'informatique, etc.) dispensées par des formateurs internes.

Réalise possède une grande variété de champs d'activités économiques :

- Revalorisation et vente de matériel électronique : récupération et recyclage de matériel informatique en entreprise, gestion et revente du stock d'informatique d'occasion, recyclage de téléphones portables.

Réalise est aujourd'hui le plus important revendeur de matériel informatique d'occasion, ce qui permet de disposer de volumes importants et homogènes de matériel récent et de qualité. Ordinateurs, écrans, imprimantes et autres périphériques proviennent principalement de grandes entreprises, ainsi que de l'État de Genève. Le matériel défectueux ou obsolète est évacué au sein de Swico, une filière suisse de recyclage d'appareils électroniques et informatiques. Après nettoyage, effacement des données par *wiping*, révision et tests, le matériel, récent et de qualité, est revendu au détail dans le magasin de Réalise situé à Genève avec une garantie de douze mois ou exporté dans les pays du Sud.

- Traitement du linge : tri et marquage, nettoyage, désinfection, lavage, séchage, repassage, retouches et réparations, conditionnement du linge ; livraison.

La blanchisserie de Réalise ouverte en 2007 assure l'entretien de linge professionnel et privé pour des entreprises et des établissements médicaux-sociaux dans le respect des normes européennes les plus strictes.

Jardinage et gestion de l'environnement : entretien saisonnier, tonte et taille, plantations, aménagement paysager, aménagement de chemins piétonniers, entretien de cours d'eau et de forêts, entretien de réserves naturelles, bûcheronnage.

L'activité est menée dans le respect des principes du développement durable : limite du transport par la réalisation de composts, évacuation dans des filières de recyclage des déchets verts, travail manuel ou matériel à consommation d'énergie et volume sonore limités, utilisation d'essences et d'huiles biodégradables.

- Adressage, routage et conditionnement : mise sous film, assemblage de documents, mise sous pli et mailing, encartage et étiquetage, pliage manuel ou en machine, plastification de documents, emballage et conditionnement d'objets, publipostage, routage, reliure, etc.
- Nettoyage et maintenance : nettoyage d'appartements, bureaux et immeubles ; nettoyage haute pression, entretien de places de jeux, et de déchetteries.

- Transports : déménagements, débarras, récupération de matériel informatique, auprès de particuliers et d'entreprises.
- Restauration : préparation de repas pour le restaurant d'entreprise de Réalise (environ 50 chaque jour), service en salle, gestion des achats et du stock, tenue de caisse.

Le fonctionnement de Réalise repose sur le principe du management participatif et sur un important programme interne de formation continue de ses collaborateurs permanents. Cette politique favorise l'implication des collaborateurs, leur donne une grande autonomie de décision dans la limite de leurs fonctions, limite les niveaux hiérarchiques et favorise la dynamique d'amélioration continue.

Groupes Cibles :

Le public de Réalise est constitué d'adultes sans emploi, ayant déjà une expérience professionnelle. Ils sont non qualifiés (sans diplôme) dans 80 % des cas. Ils sont inscrits au chômage, bénéficiaires de l'assurance invalidité ou de l'aide sociale. Ce sont des personnes engagées dans une démarche volontaire pour bénéficier des mesures proposées par l'association (stages de remise au travail et formation), utiles à leur réinsertion. Réalise s'est donné les moyens de pouvoir accueillir des publics aux statuts administratifs très différents.

La majorité des services sont commercialisés auprès d'entreprises ou collectivités publiques. La vente de matériel informatique revalorisé s'adresse, elle, plutôt aux particuliers.

Pourquoi ça marche ?

1. Dynamique et capacité d'évolution de Réalise. Depuis sa création, Réalise n'a cessé d'évoluer, pour mieux répondre aux besoins de ses bénéficiaires et à l'évolution des marchés. Elle a ainsi :
 - créé des programmes destinés aux différents statuts administratifs de bénéficiaires ;
 - puis décloisonné en 2005 ces programmes afin que tout bénéficiaire puisse accéder à toutes les activités de production ;
 - développé de nouvelles activités économiques utiles à l'insertion et commercialisables sur les marchés ;
 - su abandonner ou faire évoluer des activités devenues peu pertinentes (une blanchisserie semi-industrielle a ainsi remplacé une activité de tri et recyclage de vêtements usagés en 2007) ;
 - développé et amélioré au fil des années les prestations d'accompagnement et de suivi des personnes en insertion, de formation, de coaching, de placement, pour favoriser les possibilités de retour à l'emploi sur un marché du travail toujours plus exigeant.
2. Reconnaissance extérieure : Réalise a reçu en 2003 le Prix cantonal du développement durable pour son activité de recyclage et de revente de matériel informatique.

3. Le développement et la croissance ont été progressifs et la gestion financière prudente, ce qui a permis à Réalise de traverser plusieurs crises économiques successives sans problème majeur.
4. L'insertion est un produit de nombreux facteurs. Contrairement aux services publics qui offrent des réponses spécifiques et segmentées, l'approche de Réalise permet d'identifier les freins à l'insertion dominants et de tenter de les lever. Le travail en réseau, avec un ensemble de spécialistes des questions clés (addiction, endettement, santé, formation des adultes, etc.) permet à Réalise de se concentrer sur le processus d'insertion et l'accès à l'emploi.

Les résultats

Réalise occupe environ 150 personnes :

- Environ 45 collaborateurs permanents, chargés de l'encadrement sur le terrain, du suivi et de la formation des stagiaires, et de la gestion de l'entreprise.
- Une centaine de personnes en stage d'insertion. La majorité sont inscrites au chômage. Le stage à Réalise est une prestation proposée par l'Office cantonal de l'emploi, afin de favoriser leur retour à l'emploi. Ils continuent à percevoir leurs indemnités de chômage au cours de leur stage à Réalise et sont toujours considérés comme demandeurs d'emploi. Un contrat de stage définit les objectifs poursuivis par chaque stagiaire. L'autre partie des stagiaires de Réalise se constitue de bénéficiaires de l'assurance invalidité ou de l'assistance publique¹. Tous les stagiaires sont orientés vers la structure Réalise par l'Office cantonal de l'emploi ou par les institutions qui gèrent l'assurance invalidité et l'assistance publique.

Au total, sur un an, Réalise accueille et accompagne environ 250 personnes dans leur démarche d'insertion.

Le taux d'insertion des bénéficiaires de Réalise varie de 24 à 30 % en moyenne. Ce chiffre cache toutefois des réalités différentes : seule une partie des stagiaires a pour objectif réaliste un retour à l'emploi dans un délai rapide. En 2009, 50 % de ces derniers a retrouvé un emploi, malgré un contexte économique difficile et une augmentation du chômage.

Les effets d'un stage d'insertion dépassent largement le seul critère du retour à l'emploi. Plus d'une centaine de facteurs influençant l'insertion sont ainsi évalués et font l'objet d'action afin de traiter les freins à l'emploi : santé, logement, situation familiale, questions administratives.

Données financières

- Chiffre d'affaires 2009 : 2,5 millions de francs suisses (~1,9 millions d'euros).

- Réalise fournit des prestations d'insertion aux services publics, régies par un contrat et dont la rémunération sous forme de subventions fédérales et cantonales couvre environ la moitié de son budget. L'autre moitié est couverte par le chiffre d'affaires généré par les ateliers de production et issu des activités commerciales, ainsi qu'une petite proportion de dons.
- Total de Bilan 2009 : 4,5 millions de francs suisses (~3,4 millions d'euros).
- Total Fonds Propres 2009 : 795 000 francs suisses (600 000 euros).
- Résultat 2009 : 248 000 francs suisses (187 000 euros).
- Croissance au fil des années, bonne santé financière, et comptes toujours équilibrés.

Perspectives

- Ne pas avoir de diplôme représente un frein majeur à l'embauche, malgré une expérience professionnelle et des compétences. L'enjeu d'avenir réside donc dans une collaboration des entreprises d'insertion comme Réalise et des organisations de formation professionnelle, notamment à travers une démarche innovante de validation des acquis de l'expérience. C'est dans cette direction que se tourne aujourd'hui Réalise.
- Avoir une ouverture à l'innovation et un engagement à long terme pour une économie plus sociale et plus solidaire que celle dans laquelle nous vivons et orientons les personnes en insertion aujourd'hui.

Le +

Une stagiaire chez Réalise :

« Les périodes de chômage, je devais rester sans rien faire, c'était très dur. J'ai commencé un peu à perdre le goût de la vie. Ce qui me perturbe le plus, c'est de vivre aux frais de l'État. Même au chômage, c'était dur de m'inscrire, même si j'ai cotisé toute ma vie.

En travaillant ici, j'ai quand même l'impression d'avoir gagné cet argent du RMCAS (Revenu Minimum Cantonal d'Aide Sociale). Je suis plus sûre de moi, ça me redonne confiance. Ça donne un sens à ma vie, être utile. Le travail me plaît beaucoup, alors je me lève avec plaisir, même si des fois je dors mal. Si je pouvais rester en fixe ici, je le ferais tout de suite.

Le travail est assez varié, et je suis contente de voir que j'ai toujours la rapidité. Maintenant je peux être fière de ce que je fais. Quand une de mes copines m'a vue l'autre jour, elle m'a dit « qu'est-ce qui t'arrive, tu es toute lumineuse ? », je lui ai dit que j'avais trouvé du travail à Réalise. »

¹ Voir le cadre légal Suisse (Suisse romande)

Le Potager de Marianne

L'activité

L'Association Nationale de Développement des Épiceries Solidaires (ANDES) a lancé en 2008 le potager de Marianne, un atelier chantier d'insertion pour les personnes en difficultés autour de la collecte des fruits et légumes invendus sur le marché international de Rungis, le plus grand marché de produits frais au Monde, situé en région parisienne. Les salariés en insertion récupèrent ainsi quotidiennement 5 tonnes de fruits et légumes provenant des invendus de Rungis et de l'achat auprès de grossistes.

Cette activité permet d'approvisionner à moindre frais en fruits et légumes les épiceries solidaires du réseau ANDES et les associations d'aide aux personnes défavorisées de la région d'Ile-de-France. L'objectif est de proposer 10 fruits et légumes par jour à une population à très faibles revenus qui souffre de malnutrition. Mais l'activité est aussi rentable pour les grossistes qui n'ont plus à supporter les coûts de destruction de leurs invendus et participent à une démarche responsable.

Site internet

www.epiceries-solidaires.org/news/l-aci-le-potager-de-marianne-de-rungis

Date de création | Pays

2008 | France

Mots clés

insertion, précarité alimentaire, épicerie solidaire, valorisation, tri

L'objectif est également l'accompagnement des salariés pour supporter leur adaptation et leur réinsertion dans le monde du travail.

Les résultats

Par la suite, ANDES souhaite installer un atelier de transformation des produits endommagés (en soupe, jus, etc.) sur le même site du Potager de Marianne.

- En moyenne, 14 salariés en insertion.
- 412 tonnes de fruits et légumes distribuées en Ile-de-France en 2009. L'objectif en 2010 est de distribuer 550 tonnes.
- Plus de 1 000 livraisons en 2009 auprès de 36 associations (dont environ 18 épiceries solidaires).
- En 2009, les épiceries solidaires ont reçu 119 tonnes, les Restos du Cœur 125 tonnes.

¹ Voir cadre légal en France

² Le marché international de Rungis a une superficie de 232 hectares.

³ Les Restos du Cœur, créés en 1985 par le comique français Coluche, est une des associations les plus populaires en France. Elle apporte une

aide alimentaire (distributions de colis alimentaires, soupes populaires) aux sans abris et aux personnes en situation de précarité.



Photo: Christophe Goussard

Les Jardins de Cocagne

Vous avez besoin de légumes, ils ont besoin de travail.
Ensemble cultivons la solidarité.

L'idée

Insérer des personnes en réelles difficultés sociales, économiques ou personnelles par une activité professionnelle de maraîchage biologique.

Les objectifs

1. Faire travailler des personnes en situation précaire sur les différents postes d'un jardin.
2. Recréer du lien social de proximité entre maraîchers-encadrants, adhérents, voisins, agriculteurs, partenaires institutionnels, écoles, etc.



Contact

Marc Chénais est
coordinateur général du
Réseau Cocagne

Email

rc@reseaucocagne.asso.fr

Téléphone

(00 33) 1 43 26 37 84

Site internet

www.reseaucocagne.asso.fr

Date de création | Pays

1991 | France

Mots clés

insertion,
maraîchage biologique,
adhérents-consommateurs

3. Produire des légumes cultivés en agriculture biologique tout en s'intégrant à la filière locale.
4. Instaurer une dynamique de réseau national, afin de partager acquis, expériences et outils entre les différents Jardins de Cocagne.

Le mode d'intervention

Statut juridique :

Chaque Jardin de Cocagne a le statut « association loi 1901 à but non lucratif ¹ ». Ils sont regroupés au sein du Réseau Cocagne. Les Jardins existent principalement sous forme d'« Ateliers et Chantiers d'Insertion » (ACI) ².

Historique :

C'est dans le contexte de la montée des problèmes sociaux que se crée en 1991 le premier Jardin de Cocagne, sur la base d'un modèle suisse auquel a été ajoutée une dimension sociale. La Charte des Jardins de Cocagne est établie en 1994 afin de définir une identité commune pour l'ensemble des Jardins de Cocagne tout en leur laissant une marge d'adaptation aux réalités locales. Le Réseau Cocagne est ensuite créé en 1999 pour promouvoir, professionnaliser et pérenniser les Jardins.

Activités :

À travers la production de légumes et fruits biologiques, vendus sous forme de paniers hebdomadaires à des adhérents-consommateurs, les Jardins aident des adultes à retrouver un emploi et à (re)construire un projet professionnel et personnel.

La production maraîchère biologique est l'activité première et fondamentale. Selon les réalités locales et le projet de chaque Jardin de Cocagne, d'autres types de production (fruits, élevage de poules, fleurs, etc.) ou d'activités (jardins pédagogiques pour des écoles ou centres aérés, marchés, éducation à l'environnement, conserveries, ferme-auberge) peuvent s'y ajouter. Les adhérents-consommateurs viennent chercher de façon hebdomadaire leur panier au Jardin même ou dans un lieu de dépôt proche de leur domicile. Différentes tailles de paniers existent et le prix de référence est calculé par rapport aux variations saisonnières du marché local en agriculture biologique.

Dans chaque Jardin de Cocagne travaillent :

- des jardiniers en insertion qui sont répartis sur différents postes (préparation et cultures « sous-serre » et plein champ, préparation des paniers et livraison, entretien des locaux et du matériel, secrétariat, gestion, etc.) ;
- des encadrants (fonctions de direction, d'administration, d'encadrement technique, d'animation du réseau adhérents, d'accompagnement professionnel) ;

Groupes Cibles :

Toute personne en situation précaire peut intégrer la structure. La condition commune, qui fait partie du fonctionnement des ateliers et chantiers d'insertion, est d'être éligible au contrat unique d'insertion (CUI) ³.

Tous les clients-consommateurs doivent être adhérents à l'année de l'association qui gère le jardin.

Pourquoi ça marche ?

L'insertion des personnes en difficulté est fondée sur des tâches de maraîchage faciles à apprendre, formatrices en termes de régularité et de précision. Le résultat du travail de chacun est directement visible et palpable.

On favorise par un acte d'achat de consommation courante la reprise d'activité économique de personnes en précarité.

Existence d'une réelle dynamique à la périphérie du Jardin (consommation locale, activités scolaires, partenaires, soutien des familles).

Les résultats ⁴

- 3 400 salariés en insertion par an CDD d'une durée moyenne de 6 mois minimum), soit 34 salariés en insertion par Jardin en moyenne, par an.
- 600 salariés permanents (maraîchers/encadrants), soit 6 salariés permanents par Jardin en moyenne.
- 1 500 à 1 600 bénévoles (administrateurs des associations, etc.).
- Environ 100 jardins en activité, répartis dans 21 régions et 1 dans les DOM-TOM.
- 4 à 5 jardins se créent chaque année.
- Surface moyenne disponible ⁵ pour chaque jardin : 3,3 hectares (tous se situant entre 1 hectare et 7,5 hectares).
- Environ 20 000 « adhérents panier » à l'association sur l'ensemble du Réseau Cocagne, soit une moyenne d'environ 200 adhérents par Jardin (les structures allant de 48 à 652 adhérents).

Données financières

En moyenne, un Jardin a un chiffre d'affaires annuel de 101 000 euros:

- 81 000 euros issus de la vente de légumes.
- 16 600 euros issus de la diversification (autres activités : éducation à l'environnement, transformation, etc.).
- 3 400 euros issus des cotisations des adhérents-consommateurs.

En moyenne, dans le budget global :

- 24 % sont des recettes propres (vente des paniers et des autres productions, adhésions des consommateurs).
- 50 % se rapportent à la participation financière engagée par l'État dans la création des Contrats Uniques d'Insertion.
- 26 % sont des subventions des collectivités territoriales en échange de la mission sociale (conseils régionaux, conseils généraux, Mutualité Sociale Agricole [MSA], Association de gestion du fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées [AGEFIP], etc.), de l'Europe (Fonds Social Européen) et d'autres partenaires financiers.
- Pour information, un atelier ou chantier d'insertion ne peut dépasser 30 % de recettes commerciales sur l'ensemble de son budget.

En ce qui concerne l'investissement matériel (notamment le terrain), il est souvent mis à disposition par des mairies ou des particuliers.

« Je viens aux Jardins de Cocagne pour deux raisons, d'abord l'insertion parce que je pense que c'est utile, et la deuxième raison est de pouvoir manger des légumes produits localement et de très bonne qualité. »
Adhérent d'un Jardin de Cocagne.

Perspectives

Poursuivre le développement du réseau des Jardins de Cocagne.

Continuer de s'inscrire dans l'économie sociale et solidaire, le développement durable et l'entrepreneuriat social, pour la reconnaissance et la promotion de ces valeurs.

Favoriser l'accès au panier de légumes biologiques aux familles à faible revenus : en 3 ans, 30 000 paniers solidaires seront ainsi distribués à des familles en situation de précarité.

Le +

« Je suis ouvrier-maraîcher. Je m'occupe des semis, du repiquage, des récoltes, tous les travaux sur le terrain. Les Jardins de Cocagne, c'est comme une petite famille, on se connaît tous.

C'est agréable, on est dehors et surtout on a la reconnaissance des gens. Lorsqu'ils viennent nous voir pour nous féliciter des belles couleurs de légumes et des saveurs, ça fait vraiment plaisir. On a l'impression d'être vraiment utile. Ce qui différencie un Jardin de Cocagne d'une autre entreprise, c'est qu'on a la possibilité de parler, de s'exprimer. Quand on est au chômage, on perd confiance en soi, on perd aussi de l'argent, et puis ce n'est pas facile.

Arrivé ici, j'ai pu revoir des personnes, j'ai repris goût à la vie. Ça nous aide et ça redonne de l'élan pour repartir dans la vie. Depuis que je suis là, j'ai pris plaisir à travailler en extérieur, au contact de la nature.

J'aimerais faire une formation pour travailler dans les espaces verts. »

Eddy, salarié d'un Jardin de Cocagne.

¹ Les conditions de création d'une association loi 1901 sont assez larges (elle doit être composée d'au moins 2 personnes et avoir un autre but que de partager des bénéfices). La souplesse du statut permet donc de regrouper des secteurs très divers (action humanitaire ; action sociale et santé ; défense des droits ; éducation, formation, insertion ; culture, loisirs et sport ; économie et développement local) sous la dénomination « association ». En France, il y a environ 1 100 000 associations (données 2007).

² Les Ateliers et Chantiers d'Insertion sont des dispositifs conventionnés par l'État visant l'ac-

cueil, l'embauche et la mise au travail par des actions collectives de personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières. Pour plus d'informations, voir le cadre légal français.

³ Le Contrat Unique d'Insertion est l'appellation regroupant l'ensemble des contrats aidés concernant les personnes sans emploi et en difficulté. Le contrat est fondé sur une convention entre l'employeur, le salarié et le Pôle Emploi, organisme en charge de l'emploi en France. L'employeur bénéficie d'une aide financière et de l'exonération de charges sociales. Pour plus d'informations, voir le cadre légal français.

⁴ Données 2008 incluant l'ensemble des Jardins du Réseau Cocagne.

⁵ La surface disponible d'un Jardin représente l'ensemble de l'espace utilisé par la structure du Jardin de Cocagne et non pas seulement la surface mise en culture.



La Prison de Bastøy

Réintégration des anciens prisonniers dans la société et dans le travail

L'idée

Le concept d'une prison « humaine - écologique » qui a pour objectif de soutenir la réintégration et la réhabilitation des anciens prisonniers.

Les objectifs

1. Faciliter la réhabilitation et la réintégration des anciens prisonniers pour réduire les crimes, les problèmes familiaux, en particulier pour les enfants de criminels.
2. Créer des opportunités de réinsertion pour tous les prisonniers qui ont été mis en liberté afin d'éviter les récidives.



Bastøy fengsel



KREM
kriminalitet og mangfoldig arbeidsliv

Contact

1. Lene Therese Vallestad est directeur de projet dans la direction de travail et d'assistance Norvégienne (NAV)
2. Hilde Dalen est l'initiateur de ce projet pour KREM

Email

1. lene.therese.vallestad@nav.no
2. hilde@krem-norge.no

Téléphone

1. (0047) 97 55 00 39
2. (0047) 95242763

Site internet

www.bastoyfengsel.no

Date de création | Pays

2009 | Norvège

Mots clés

prison, réinsertion sociale, anciens prisonniers, maraîchage biologique

3. Contribuer à une société plus humaine, spécialement envers les anciens prisonniers.
4. Introduire une orientation de développement plus viable au programme d'activités de la réhabilitation (l'agriculture biologique).

Le mode d'intervention

Statut juridique :

Le projet n'a pas une forme légale particulière. C'est une initiative spécifique au sein de la Prison de Bastøy, gérée en association par des organisations privées et publiques.

Historique :

Le projet de la prison de Bastøy fait partie d'un programme national basé sur un rapport parlementaire publié en 2008 (Stortingsmelding 37 2007-2008), où fut précisée une nouvelle stratégie concernant le traitement et la libération des prisonniers. En effet, la Direction du travail et d'assistance sociale norvégienne (NAV) a décidé de créer un projet national avec pour objectif de travailler sur l'amélioration de la coopération entre la prison, la mairie de la ville où le prisonnier demeurera après sa libération et le bureau de travail et d'assistance sociale. Un des objectifs principaux de cette stratégie est d'aider les prisonniers à retrouver une vie normale avec un emploi, un logement, etc.

Le projet de la prison de Bastøy est l'un des 7 projets mis en place en Norvège. La prison de Bastøy est une prison à sécurité minimale et se situe sur l'île de Bastøy en Norvège, à environ 75 kilomètres au sud d'Oslo. La prison se compose de 115 prisonniers et de 69 employés.

Activités :

La prison de Bastøy a été appelée « la première prison humaine - écologique » du monde. Ses valeurs de base sont l'écologie, l'humanisme et le développement des responsabilités. Les prisonniers vivent dans des chaumières en bois, travaillent dans la ferme de la prison et ont accès à des activités pendant les heures libres (promenades à cheval, pêche, tennis, et ski de fond).

Ce projet local était un effort conjoint entre :

- L'unité en charge de la Criminalité (*Kriminalomsorgen*) au sein du gouvernement qui a la responsabilité de l'exécution de la sentence et de l'emprisonnement, qui prévient les actes criminels nouveaux, s'occupe des questions de sûreté en général et s'assure des conditions d'habitation viables pour les prisonniers.
- La Direction du travail et d'assistance sociale norvégienne (the Norwegian Labour and Welfare Administration, NAV) qui est l'entité publique responsable de l'assistance sociale et de l'emploi, dont la tâche principale est de coordonner la politique du gouvernement.

- KREM – Kreativt og mangfoldig arbeidsliv [Travail créatif et diversifié] est une entreprise privée classifiée « entreprise sociale » parce qu'elle tente de résoudre les problèmes d'emploi et d'assistance sociale tout en étant viable en tant qu'entreprise commerciale.

À travers l'agriculture biologique, les prisonniers produisent une grande partie de la nourriture qu'ils mangent. De plus, un programme a commencé, avec la participation de plusieurs autres prisons, pour réintégrer les prisonniers dans la société. Voici la contribution de KREM au projet : en cartographiant systématiquement les compétences des personnes, et en les motivant à avoir confiance en eux-mêmes, ils les aident à retrouver une vie pleine de sens après leur libération.

Le programme est une partie de la nouvelle stratégie du gouvernement norvégien concernant le traitement des prisonniers. L'objet de la stratégie est d'aider les prisonniers à retrouver un emploi, un logement, etc. L'agence du gouvernement qui dirige cet œuvre est NAV, qui s'occupe en général des questions d'emploi, d'assistance sociale et de services de santé.

La méthode de KREM encourage systématiquement la confiance en soi et la confiance en ses compétences, ce qui motive les participants à suivre ce programme et son suivi proposé par NAV. Le travail de KREM est aussi fondé sur la communication et les réunions conjointes, renseigner, planifier, rédiger des rapports, évaluer et améliorer les compétences.

Pourquoi ça marche ?

- Habiler et autoriser sont les éléments clés. On aide le prisonnier à avoir la confiance nécessaire pour faire face et combattre les problèmes une fois libérés.
- La motivation et la participation par les clients: les méthodes appliquées doivent être intégrées dans le groupe d'intérêt, les prisonniers. KREM croit avoir la solution pour réussir la réintégration. La communication est un point clé. Ensuite, les prisonniers KREM développent le projet.
- La participation des éléments extérieurs: la prison donne force et crédibilité au message donné aux prisonniers. Il faut que ça soit une personne extérieure qui fournisse ce mode de prestations. Aujourd'hui, ce sont les officiers de la prison qui assurent la garde des portes et qui sont en charge des programmes, ce qui ne paraît pas très réaliste. Les participants (prisonniers) du projet insistent tous sur le fait que ce double rôle est difficile à gérer pour les officiers de la prison.
- Les participants publics et privés sont des partenaires : la participation de KREM apporte de l'air frais et de l'expérience au domaine de l'accompagnement à la réinsertion à venir, tandis que les entités publiques apportent la crédibilité et les fonds.

- La forte volonté du directeur de prison de Bastøy à donner des opportunités aux prisonniers.
- Le contact direct avec les futurs employés est aussi une clé pour le succès.
- Les compétences de la vie en tant que compétence: beaucoup de prisonniers ont des compétences et expériences transformables en ressources.

Les résultats

Les résultats de cette initiative sont tellement nouveaux qu'on ne peut pas les mesurer avec précision. Les témoignages des participants dans ce programme sont positifs.

Si un prisonnier est remis en liberté sans être préparé, il va probablement commettre d'autres crimes.

KREM a été contacté par une autre prison à propos de l'atelier à Bastøy. Cela prouve que cette expérience peut inspirer les autres prisons.

Une anecdote est racontée par un prisonnier :

« J'ai été jugé coupable d'escroquerie, c'était ma première condamnation, une peine de deux ans de prison. Je veux utiliser mes expériences d'une manière constructive. La formation de KREM m'a permis de me rendre compte de mes capacités. Je peux aider les autres après ma libération de prison. C'est ce que je veux faire exactement. Quelque soit le niveau bas où vous êtes mis, les autres peuvent être encore plus bas que vous. »

Données financières

Le projet est fondé sur des fonds publics : il reçoit 1 000 000 NOK (123 500 euros) par an, sur une période de trois ans. 450 000 NOK (55 600 euros) sont dédiés à KREM, 400 000 NOK (49 400 euros) à une personne en charge de la coordination du projet et le reste sert à financer des frais divers (déplacements, participation aux conférences et aux réunions d'informations avec les autres bureaux de NAV, etc.)

Les fonds pour ce projet national viennent uniquement de la direction du travail et d'assistance sociale norvégienne.

Dans ce projet local, les fonds sont donnés pour deux postes, l'un à KREM, et l'autre à Lene Vallested.

Dans ce type de projet, l'idée est d'intégrer la méthode et l'expérimentation (de la prison de Bastøy) dans l'organisation ordinaire d'une prison. C'est pourquoi le financement a été accordé pour une période limitée de trois ans.

Perspectives

La coopération avec KREM n'est plus envisageable à cause d'un manque de fonds. NAV continue seul, ce qui, selon le bureau local de NAV, est regrettable.

Une telle initiative ne devrait pas manquer de finances. Les produits de la ferme biologique devraient être vendus au gouvernement comme n'importe quel autre fournisseur de nourriture pour la prison. Ceci pourrait être une solution.

Selon KREM, ce n'est pas seulement une question de fonds, mais aussi une question de priorités et de volonté d'impliquer d'autres organisations extérieures au système. Traditionnellement, ce sont les « experts » qui conçoivent et développent les programmes et les méthodes. Il y a encore beaucoup de travail à faire à propos des expériences et conseils qui arrivent de l'extérieur. Donc, il a été décidé de continuer sans cette contribution, sans se soucier des résultats du travail de KREM.

De plus, c'est une innovation et ce n'est pas toujours facile pour des organisations si différentes de travailler ensemble. NAV est une très grande organisation bureaucratique en Norvège avec beaucoup de réglementations tandis que KREM est dirigée par des entrepreneurs sociaux, extérieurs au système, dont le noyau est social et basé sur l'innovation. Dans ce projet se pose aussi la question: comment les entrepreneurs sociaux vont s'arranger avec la bureaucratie du gouvernement ?

Le +

Robert est l'un des participants de l'atelier de la prison, une société lui a proposé un emploi de réhabilitation dans sa ville, Sandefjord. La première idée de la direction était de placer Robert dans un lieu hors de la ville, parce qu'on le connaît comme un récidiviste. Ils ne veulent dire à personne qu'il travaille pour eux. Lors d'une réunion avec l'employeur, KREM a suggéré de faire le contraire, le dire à tout le monde, y compris au journal local. La société qui l'a embauché a suivi ce conseil. Ce qui en a suivi fut seulement des réactions positives. Robert peut maintenant se promener autour de la ville la tête haute. Tout le monde reconnaît qu'il a commencé une nouvelle vie et qu'il a payé sa dette à la société. Robert a accompagné KREM à une réunion d'un sous-comité parlementaire pour témoigner de l'importance de la réhabilitation comme élément crucial de l'action pénitentiaire. En plus, il insiste sur le fait que ce travail doit être géré par des gens extérieurs, principalement des hommes d'affaires, qui seraient de futurs employeurs.

Robert travaille actuellement sur un projet au sein son entreprise pour transformer la démarche qu'elle a eu par rapport à lui en une véritable politique intégrée de Responsabilité Sociale de l'Entreprise et non pas une expérience isolée.



Blue Sky

Un travail approprié avec
une entreprise appropriée

L'idée

Contribuer à rompre le cycle de récidives après la prison et parvenir à rendre service à la société, sur le long terme, en créant une entreprise d'économie sociale qui emploie des anciens délinquants et qui leur propose un travail approprié dans les secteurs de l'entretien des terrains et du recyclage.

Les objectifs

1. Créer des emplois destinés aux anciens délinquants avec Blue Sky, ces emplois permettant aux anciens délinquants de parvenir à occuper un poste durable et permanent n'importe où.
2. Travailler avec des groupes communautaires locaux pour les secteurs de l'entretien des terrains et du recyclage.



Contact

Mick May est le fondateur
et le chef de la direction

Email

info@blueskydevelopment.co.uk

Téléphone

(0044) (0) 1895 839848

Site internet

www.blueskydevelopment.co.uk

Date de création | Pays

2005 | Royaume-Uni

Mots clés

anciens délinquants,
réinsertion sociale,
entretien des terrains,
recyclage

3. Réduire la probabilité de récidives et trouver une solution au coût humain en termes de récidives, source de précarité dans la vie des anciens délinquants et de leurs familles.

Le mode d'intervention

Statut juridique :

Blue Sky est une entreprise d'économie sociale à responsabilité limitée et une institution caritative agréée. Blue Sky a été créée par l'institution caritative Groundwork Thames Valley¹ et reste une filiale entièrement détenue par celle-ci. Les liens que Blue Sky a noués avec Groundwork lui ont permis de s'inspirer d'une grande organisation bien établie, et les associations plus étendues qu'elle a mises en place avec la fédération nationale Groundwork fournissent une plate-forme idéale pour une croissance nationale. Le statut caritatif de Blue Sky lui permet d'accéder à un financement supplémentaire mais l'entreprise d'économie sociale est gérée comme une entreprise ayant des revenus commerciaux.

Historique :

Mick May, le fondateur de Blue Sky, a rejoint Groundwork Thames Valley en tant que directeur général en 2003, après une carrière dans le secteur des services financiers. Mick May était frappé par le fait que les anciens délinquants ne pouvaient obtenir un emploi en raison de leurs antécédents. En Angleterre et au Pays de Galles, 75 % des prisonniers sortent des prisons sans travail. 60 % récidiveront sous 2 ans et coûteront 13 milliards de livres aux contribuables (~15,3 milliards d'euros) chaque année², ou entre 200 et 250 000 £ (entre ~234 et 292 000 euros) pour chaque ancien délinquant qui récidivera. Ces statistiques ne révèlent pas correctement la misère subie au cours du cycle de récidives, à la fois par ceux piégés par ce cycle (les jeunes délinquants ont, par exemple, 18 fois plus de chances de se suicider que la moyenne nationale) et par les communautés les plus frappées par ce fléau (une analyse récente du conseil des quartiers en Angleterre a montré que les 20 % les plus frappés par la pauvreté sont parmi les 10 % les plus susceptibles de commettre des délits). Blue Sky a été constituée en vue de répondre à ce problème et à tous les coûts qui y sont associés.

Activités :

Blue Sky considère à la fois les taux actuels élevés de récidives et les faibles taux d'emplois parmi les anciens délinquants comme un gaspillage préjudiciable d'argent (à un moment de véritable austérité) et de capital social (la vie et la joie des individus). Pour les anciens prisonniers, probablement plus que pour tout autre groupe de la société, comme le dit Jonathan Sacks (le chef Rabbin), il est vrai que « la plus grande forme de charité est de trouver un emploi à quelqu'un ». Blue Sky peut donner un autre sens à la vie en offrant une chance à ses salariés d'assimiler de nou-

velles compétences professionnelles pour qu'ils se constituent un dossier professionnel irréprochable, pour qu'ils acquièrent une bonne référence et pour qu'ils évoluent vers un emploi permanent.

Blue Sky Development and Regeneration se fonde sur la preuve qu'occuper un emploi durable réduit jusqu'à 50 % la probabilité de récidives. C'est une entreprise à économie sociale, opérant dans les secteurs de l'entretien des terrains et du recyclage :

- Depuis 2005, Blue Sky s'est chargée de l'entretien des terrains, notamment de tailler les arbustes, de tondre le gazon, de tailler les haies, d'élaguer, d'arroser, de s'occuper des mauvaises herbes ainsi que d'agencer et de planter des massifs. L'entreprise travaille avec des groupes communautaires locaux pour nettoyer les jardins négligés, réduisant ainsi l'opportunité de cambriolage. Elle entretient les cimetières et améliore les espaces alloués.
- En septembre 2008, Blue Sky a été invitée par les districts londoniens de Hillingdon (London Borough of Hillingdon) et par le district extrême-ouest (Westernmost Borough) dans le Grand Londres (Greater London) pour les assister dans leur recyclage de déchets. Et depuis, l'activité a augmenté progressivement. Au cours de la dernière année financière, l'entreprise a contribué à prendre en charge 130 tonnes de déchets chaque semaine : l'équivalent de 9 bus londoniens.

Les postes ainsi créés ont procuré des contrats de travail à plein temps pour une durée de six mois aux anciens délinquants. Le travail commercial de Blue Sky est fourni par des équipes de six membres au maximum ; chacune des équipes est dirigée par un responsable à temps plein, qui est toujours une personne ayant un casier judiciaire et agissant comme un mentor. Tandis que les salariés de Blue Sky bénéficient d'un ensemble de formations professionnelles et accréditées, ils sont également pris en charge pour pouvoir passer d'un poste chez Blue Sky à un poste permanent.

Les uniformes bleus des employés de Blue Sky peuvent être aperçus dans les parcs et dans les espaces à ciel ouvert de Slough, d'Hounslow, de Gloucester, d'Oxford, de Wakefield, de Manchester, de NW England, des districts londoniens d'Hillingdon et d'Ealing (London Boroughs of Hillingdon and Ealing) et du district royal de Windsor et de Maidenhead (Royal Borough of Windsor and Maidenhead).

Groupes Cibles :

Blue Sky emploie uniquement des anciens délinquants. Le groupe ciblé se trouve parmi les plus désavantagés, en termes de réintégration sur le marché du travail, et parmi les plus onéreux, en termes de coûts sociaux et financiers, frappés par une vie de chômage et de récidive. L'objectif de Blue Sky est d'éloigner les anciens délinquants du délit, de leur faire occuper un poste permanent, de les sortir de la dépendance sociale et de les faire entrer dans le système fiscal.

Pourquoi ça marche ?

- Le travail a l'impact le plus important sur la probabilité de non récidive d'un individu, sans parler de son effet sur la confiance et l'estime de soi des salariés.

Bien trop souvent, une jeune personne sort après une courte période de prison pour être condamnée à vie au chômage.

Ni les coûts financiers ni les coûts sociaux de cette situation ne sont acceptables.

- Les types de postes proposés sont idéaux pour les anciens délinquants. Premièrement, il n'existe pas de déplacement résultant de postes permanents.

Deuxièmement, la nature très difficile et même peu valorisante du travail peut être démoralisante pour une personne sans emploi intéressée uniquement par une enveloppe de paie ; toutefois le travail, pour un ancien délinquant, représente un moyen d'échapper à son sort.

Par conséquent, Blue Sky peut pourvoir 5 à 10 postes sur les sites des décharges municipales.

Troisièmement, ces occupations sont une préparation idéale pour obtenir des compétences de base pour beaucoup d'anciens délinquants ; par exemple, ils ne défavoriseront pas ceux ayant des problèmes d'alphabétisation.

- Le nombre de salariés, le taux d'emploi effectif et, fondamentalement, le taux de récidives sont des chiffres illustrant l'impact social sur les postes offerts, les économies faites au niveau des dépenses publiques, l'impact sur les communautés grâce à la réduction de délits et l'effet sur la vie des salariés.
- Les contrats décrochés et les réactions des personnes sous contrat avec Blue Sky sont positifs. L'apparence de ces parcs et espaces à ciel ouvert est l'une des préoccupations de chaque conseil local. Les autorités locales déclarent que Blue Sky dotent des contrats parce que l'entreprise à économie sociale peut être à la hauteur de la qualité disponible ailleurs. Les conseillers avec lesquels Blue Sky travaille reconnaissent que l'entreprise peut créer des postes pour les anciens délinquants sans coût supplémentaire. Voici un exemple de pratique de plus en plus courante de l'acquisition locale intelligente, utilisant un budget alloué au recyclage et à l'entretien des parcs pour obtenir un avantage social supplémentaire, qui serait autrement financé par l'intermédiaire d'un département ou d'un projet distinct.
- Félicitée par un ensemble de sources objectives, Blue Sky a remporté les récompenses suivantes : gagnante de la catégorie Aide et Protection sociale des Charity Awards 2010 et gagnante du Prix Centre for Social Justice en 2009.

Les résultats

300 anciens délinquants ont été embauchés avec des contrats de 6 mois depuis que Blue Sky a été lancée en octobre 2005. C'est plus que la population carcérale de nombreuses prisons du Royaume-Uni. Rien que cette année, l'entreprise à économie sociale embauchera plus de 100 anciens délinquants. D'ici 2015, Blue Sky envisage d'embaucher 500 anciens délinquants par an.

Plus de 50 % des personnes qui ont terminé leur contrat sont sorties avec des qualifications d'apprentissage.

- 54 % de ceux qui ont quitté Blue Sky occupent un emploi durable ;
- 68 % des salariés qui sont restés chez Blue Sky pendant 13 semaines ou plus, ont occupé un poste durable une fois qu'ils ont quitté Blue Sky.
- En 2009/2010, 70 % de nos employés ont quitté Blue Sky avec une qualification professionnelle accréditée.

Moins de 15 % des employés de Blue Sky ont récidivé après leur départ : c'est un quart de la moyenne nationale.

L'âge moyen des nos salariés est de 28 ans.

- La moitié des employés ont eu des problèmes de drogue et/ou d'alcool dans le passé.
- En 2009/2010, 16 % des employés étaient sans abri à leur embauche.
- En 2009/2010, le nombre moyen de mois que nos salariés ont passé en prison était de 26 mois.

En 2009/2010, nous avons amélioré et entretenu l'équivalent de plus de 900 terrains de foot. Actuellement, Blue Sky opère dans 9 régions. Bien-tôt, la zone d'exploitation s'étendra en raison de la demande :

- de partenaires contractuels à la recherche d'un partenariat basé sur des contrats d'entretien à long terme.
- de spécialistes de la réinsertion des délinquants à la recherche de ce service dans d'autres sous-régions ou régions.

Données financières

Revenu total en 2009/2010 : 1 077 000 £ (~1 258 000 euros) – une augmentation de presque 35 % par rapport à l'année précédente, 2008/2009.

- 57 % du revenu total est apporté par les contrats : ces revenus commerciaux (618 000 £, ~723 000 euros) ont augmenté de 58 %. Couvrent les coûts des salariés anciens délinquants et de leurs responsables, et contribuent aux coûts de fonctionnement relatifs à notre activité (véhicules, carburant, outils et frais de décharge).
- 30 % sont des subventions caritatives.
- 12 % sont des commissions gouvernementales.

Blue Sky exploite l'entreprise à économie sociale comme un commerce, avec plus de 50 % de revenus commerciaux, mais son statut caritatif lui permet d'accéder à des financements supplémentaires.

Le niveau du profit stagne à 3 500 £ (~4100 euros). Même si ce niveau est bas, il s'explique par le fait que les personnes employées les années précédentes, pour créer une capacité et une aptitude de production, étaient présentes pendant toute l'année, et que les coûts des salaires ont donc augmenté en conséquence.

Total des dépenses en 2009/2010 : 1 074 000 £ (~1 255 000 euros) qui comprennent principalement les coûts contractuels : salaires, etc., (54 %) et les coûts permanents du personnel d'assistance (25 %). Le reste correspond aux coûts des formations et des projets généraux (13 %) et aux frais généraux et administratifs (8 %).

Perspectives

L'objectif de l'entreprise est d'offrir des postes à plus de 500 anciens délinquants par an d'ici 2015. C'est bien plus que le nombre de détenu dans les plus grandes prisons du Royaume-Uni.

Au niveau stratégique, Blue Sky s'est également engagée à incorporer un service de restauration dans son modèle d'activité. Elle continue à accroître le travail d'entretien des sols existant et son activité dans le secteur du recyclage dans lesquels elle envisage de développer d'autres domaines, grâce au partenariat conclu avec la Fédération Groundwork (Groundwork Federation).

Le +

« Nous trouvons qu'il est important d'avoir une stratégie de communication claire. Définir avec précision les messages ciblant les actionnaires individuels a clairement aidé Blue Sky à se différencier des autres programmes aidant les anciens délinquants. Un des avantages de ces messages ciblés et de cette bonne connaissance de la marque est notre capacité à augmenter les financements externes (qui représentent généralement environ 40 % du chiffre d'affaires) pour prendre en charge nos coûts hors exploitation sur le terrain », explique Mick May, le fondateur de Blue Sky.

« J'ai été pris en charge par Blue Sky directement depuis la prison. J'ai été condamné plusieurs fois dans le passé mais je veux laisser tout ça derrière moi maintenant et construire une nouvelle vie, pour mes enfants et moi. Ça a été dur, mais Blue Sky a réussi à le faire. » – Tina occupe maintenant un emploi permanent dans le secteur de la restauration.

« Blue Sky m'a aidé à entrer dans une démarche de travail à plein temps. Je me suis battu pendant 2 ans pour trouver un travail et, maintenant, j'ai les compétences appropriées pour en trouver un autre. Blue Sky

a contribué à changer ma vie, et toute ma famille et mes amis sont fiers de voir à quel point je suis devenu mature et responsable » – Dave, salarié de Blue Sky.

« Ça a été formidable de connaître l'éthique de travail de Blue Sky. Le travail accompli a toujours été de très bonne qualité et a été complimenté à la fois par les clients et par le public. Je n'hésiterai pas à les recommander » – Keith Rowe, Entreprise Gloucester.

« Il vous suffit de regarder Blue Sky. C'est la seule entreprise du pays dans laquelle il vous faut un casier judiciaire pour travailler. Cet ancien délinquant peut avoir un problème d'alcool, avoir des difficultés à trouver un endroit habitable, avoir un enfant. Au moins trois départements gouvernementaux sont responsables de lui. Chez Blue Sky, il a obtenu une attention toute particulière en un seul lieu, mais aussi des idées et une compassion pour l'aider à donner un autre sens à sa vie. » – David Cameron, Premier ministre.

¹ Groundwork Thames Valley est une institution caritative indépendante œuvrant pour améliorer des projets environnementaux, économiques et sociaux dans les zones de l'ouest de Londres (West London), d'Heathrow et dans la vallée de la Tamise (Thames Valley). L'institution caritative travaille avec des partenaires tels que les autorités locales et commerciales, les écoles et les groupes communautaires. Exemples de

projets : jardins communautaires pour les rénovations importantes de parc, petits projets de subvention pour les infrastructures communautaires établies et exploitables, projets éducatifs pour les écoles, destinés aux adultes, et programmes de formation commerciale. Groundwork Thames Valley possède différentes entreprises d'économie sociale (West London Floating Classroom (WLFC) ; Reading Motor

Education Project ; Blue Sky Development & Regeneration).

² Données issues de « Réduction de récidives des anciens prisonniers », un rapport de 2002 établi par l'Unité pour l'exclusion sociale (Social Exclusion Unit).



Loca Labora

L'idée

Création d'emplois durables de façon pérenne dans trois domaines : pépinière d'herbes, entretien du gazon et de la nature, et restauration/tourisme résidentiel.

Les objectifs

1. Assurer aux personnes vulnérables des emplois liés à la culture des plantes et herbes aromatiques, l'agriculture biologique, l'entretien du gazon et de la nature, au tourisme et à la restauration.
2. Leur assurer des compétences sociales et du travail afin d'accroître leur employabilité et de faciliter leur intégration sur le marché du travail traditionnel.



Contact

Geert Grillet est le directeur de Loca Labora

Email

info@localabora.be

Téléphone

(00 32) 50 28 00 48

Site internet

www.localabora.be

Date de création | Pays

1986 | Belgique

Mots clés

plantes biologiques, entretien des espaces verts, tourisme, restauration

Le mode d'intervention

Statut juridique :

Loca Labora a été créée en 1986 en tant qu'initiative d'emploi sociale. C'est une organisation à but non lucratif travaillant avec différents types de groupes vulnérables :

- Elle développe une initiative d'expérience de travail pour 25 personnes.
- Un atelier social pour 75 personnes.
- La formation sur les moyens de trouver un emploi pour environ 200 chômeurs.

Historique :

L'initiative de Loca Labora a été prise par des personnes privées de la société civile, certaines d'entre elles étant actives dans une organisation pour les personnes handicapées (Oranje). Au début, c'était une ferme organique avec 16 hectares pour les légumes. En annexe à cette culture, ils ont commencé aussi la culture des herbes aromatiques (sous serre et en plein air). Ensuite, ils ont développé ces produits et ont même mis en place une boutique de fruits et légumes. C'était en fait une sorte de croissance organique, utilisant les occasions qui s'offraient. Outre ces activités, Loca Labora a mis en place en 1997, « 't Roodhof », une résidence de campagne avec des salles polyvalentes, un restaurant, des chambres d'hôtel et des services de restauration. Un projet concret a été l'exploitation du salon de thé du « parc animalier » de Torhout (une ville près de Bruges).

Activités :

L'activité principale de Loca Labora est aujourd'hui l'entretien du gazon et de la nature dans les espaces publics. C'est un entrepreneur enregistré et agréé pour les travaux publics.

Ils réalisent beaucoup de travaux pour les autorités locales et régionales, plus précisément avec la municipalité d'Oostkamp, où ils entretiennent des jardins privés à l'aide de personnes socialement défavorisées.

La ferme organique de 16 hectares de légumes fonctionne depuis la création de Loca Labora ainsi que la culture (sous serre et en plein air) de fines herbes pour la cuisine et d'herbes pour les médicaments.

Outre ces activités, Loca Labora gère une résidence de campagne appelée « 't Roodhof » qui dispose de 4 salles de réunion pouvant accueillir de 10 à 220 personnes. C'est un lieu unique pour des rencontres, des événements ou des ateliers. « 't Roodhof » a son propre restaurant, ainsi que 17 chambres. Ainsi, des réunions et des événements de plusieurs jours sont possibles.

Loca Labora exploite le salon de thé du « parc animalier » de Torhout et a également entamé des activités dans le domaine de l'entretien écologique du gazon et de la nature.

Loca Labora est engagée dans la démarche stratégique globale de la province de Flandre-Occidentale pour la participation active de chacun, en utilisant tous les talents individuels, avec une attention particulière pour les groupes vulnérables. Loca Labora est un acteur important dans le réseau flamand de l'économie sociale. Elle coopère avec Trividend et Hefboom dans le cadre du financement des investissements et des prêts relais.

Après un audit profond en 2007, Loca Labora a décidé de créer un véritable « processus de gestion du changement ». Ce processus a été mené par Hefboom, un consultant agréé pour l'économie sociale.

En 2010, Loca Labora réalise une étape importante, en effectuant une alliance avec « Arcotec », un atelier protégé comptant 400 employés. Arcotec travaille sur une base contractuelle pour les autres entreprises « classiques » ayant des activités comme l'assemblage électrique, l'emballage, l'impression, le fil métallique, l'assemblage du bois. Plus de 90 % des employés sont des personnes handicapées.

Loca Labora a aussi mis en place « Loca Consult » pour accompagner ses propres employés et les personnes à la recherche d'un emploi. Loca Consult essaie aussi de former les employés sur le plan de l'économie sociale afin qu'ils puissent trouver un emploi sur le marché « régulier » du travail.

Pourquoi ça marche ?

- De bons contacts avec les entités publiques, des contrats conclus avec eux pour l'entretien, c'est ce qui a permis à Loca Labora d'avoir une base de demande importante et stable.
- Une bonne gestion des personnes vulnérables à qui on apprend comment se comporter dans un environnement professionnel, en leur permettant d'intégrer le marché du travail traditionnel et de garder leur emploi.
- Profiter des occasions qui se présentent.
- De bons contacts dans le cadre du réseau de l'économie sociale.

Les résultats

Il y a 98 employés à temps complet, y compris :

- 13 personnes de la ferme organique De Kruiderie (culture des herbes).
- 40 employés dans le cadre des autres activités d'entretien écologique du gazon et de la nature pour les autorités locales et régionales publiques.
- 16 employés de « 't Roodhof »

Parmi ces 98 personnes, 68 sont des personnes vulnérables.

Loca Consult forme, en 2010, environ 200 personnes dans le domaine du marché du travail.

Données financières

Fin 2009 :

Capital : 308 744 euros.

Chiffre d'affaires total : 2 221 042 euros, dont:

- 570 000 euros d'entretien écologique du gazon et de la nature contractés avec des entités publiques.
- 377 568 euros de l'activité de « t Roodhof ».
- 36 380 euros du contrat spécifique avec le service social public d'Oostkamp pour l'entretien du gazon et des jardins

Subventions : environ 50 % du chiffre d'affaires. Ceci est dû à l'emploi des personnes vulnérables dans des programmes d'emploi spécifiques.

Résultats positifs : 208 256 euros.

Perspectives

Loca Labora participe au processus global de transition : à l'intérieur et à l'extérieur. À l'intérieur, afin d'améliorer l'encadrement des employés et d'améliorer les produits et les services. À l'extérieur, grâce à l'alliance avec Arcotec, afin de donner un meilleur service aux chômeurs et aux groupes vulnérables sur le marché du travail. Le but est de créer de l'emploi afin d'intégrer plus de personnes.

Le +

« Loca Labora regarde vers l'avenir. Grâce à l'alliance avec un atelier protégé, une entreprise d'économie sociale a été créée pour l'emploi de 500 personnes issues de groupes vulnérables et pour un encadrement sur le marché du travail de 200 personnes par an. Grâce aux économies d'échelle, ils travaillent plus efficacement et ont des activités plus diversifiées. Les personnes des groupes vulnérables ont plus de qualités, plus de possibilités de formation et un emploi plus adéquat. » – Dirk Dalle, président de Loca Labora.

« C'est un très bon exemple d'une initiative durable : un investissement dans les personnes et dans l'emploi grâce à un cadre approprié. » – Kris Peeters, Ministre-Président de la Flandre.

¹ Voir cadre légal Belgique.



Energiesnoeiers



Site internet

www.energiesnoeiers.net

Date de création | Pays

2007 | Belgique

Mots clés

insertion,
économie d'énergie,
précarité énergétique,
qualité d'habitation

L'activité

Les « réducteurs d'énergie » (Energiesnoeiers) diminuent la consommation d'énergie et la facture des particuliers par l'exécution de petits travaux bon marché : isoler les fentes, installer des lampes économiques, disposer des panneaux isolants derrière les radiateurs, mettre en place une petite citerne d'eau de pluie, équiper les robinets ou pommes de douche de systèmes économiseurs d'eau, etc.

Après une première phase de petits travaux d'amélioration, les « réducteurs d'énergie » ont commencé à développer une activité de diagnostics sur site appelés « scans d'énergie » qui consistent à analyser les excès d'utilisation d'énergie et en déduire les travaux à mener.

Les « réducteurs d'énergie » ont, par la suite, envisagé de compléter leurs activités par des travaux plus compliqués comme l'isolation d'un toit ou d'un grenier.

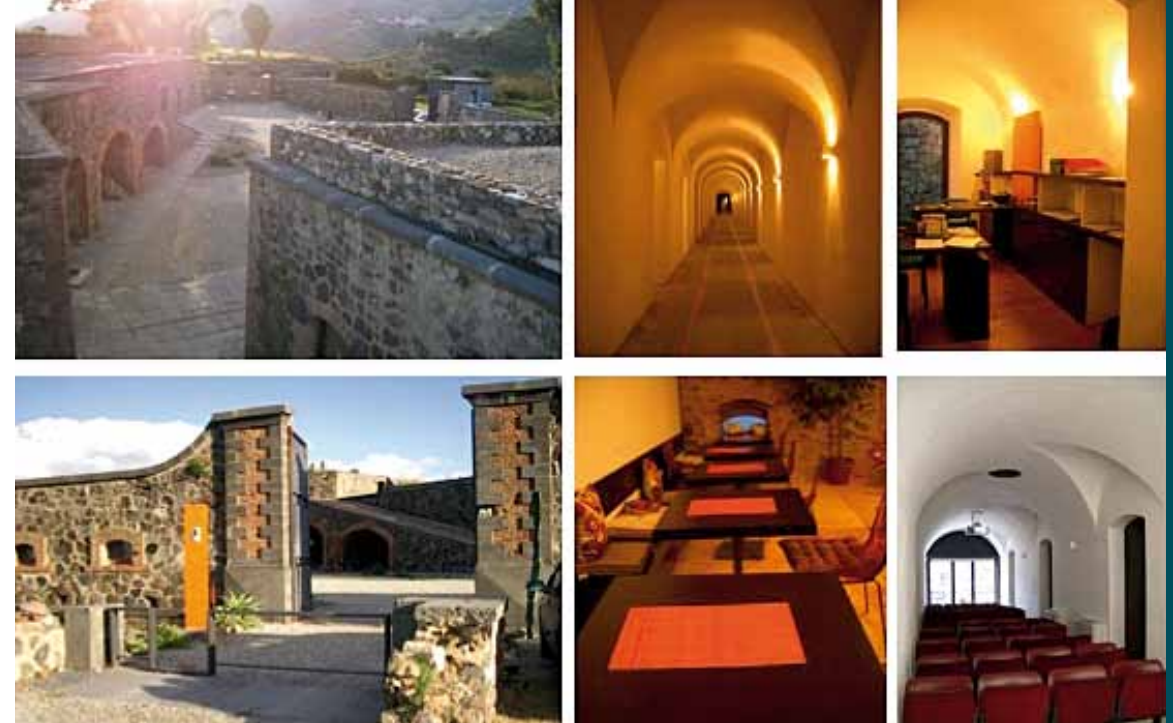
Pour les petits travaux, le projet s'appuie sur plusieurs collaborations avec les pouvoirs publics locaux, les organisations de logement social, les provinces ainsi qu'avec les gérants des réseaux de distributions d'énergie. Pour les grands travaux, des partenariats ont été noués avec les pouvoirs publics, mais aussi en sous-traitance pour des entreprises privées.

Cette initiative solidaire a un impact écologique et un objectif social fort : d'une part, les réducteurs d'énergie sont des personnes qui rencontrent des difficultés sur le marché du travail (chômeurs de longue durée et personnes à basse qualification); d'autre part, les bénéficiaires du service sont des personnes aux revenus modérés.

Les résultats

En Flandre, 36 entreprises d'économie sociale, pour la plupart des entreprises sociales, des entreprises de soin, des entreprises de recyclage et des entreprises de services de proximité, sont engagées dans le projet « Energiesnoeiers » qui est coordonné par « Komosie », le groupement des entrepreneurs environnementaux de l'économie sociale.

- 204 employés aidés par 40 accompagnateurs travaillent dans ce projet.
- Plus de 30 000 diagnostics ("scans") d'énergie ont été réalisés au cours des 3 dernières années.
- Au moins 6 millions de kWh de réduction de consommation d'électricité.
- 71 850 000 kWh de réduction de consommation de combustible.
- En 2009, 240 toits soit 23 000 m² ont été isolés.



Fondazione Messina

L'activité

La Fondazione de communauté de Messine – Distretto Sociale Evolutivo – regroupe des entités¹ à but non lucratif² qui grâce à leur capacité de collecte de fonds, de valorisation des actifs reçus, et leur emploi à des fins sociales sur le territoire, représentent un instrument innovant de soutien aux processus de développement local.

La Fondazione travaille sur différentes thématiques : participation et qualité de la gouvernance du territoire, aides sociales pour le renforcement des communautés locales et des citoyens, formation, développement de l'économie sociale et solidaire, promotion de la consommation responsable, attraction des talents et développement des talents locaux, etc.

Le fonds de la Fondazione, d'environ 6 000 000 euros, a été réuni par une collecte au sein des entités fondatrices, une donation de la Fondazione pour le Sud et la mutualisation des capitaux de 56 détenus de l'hôpital psychiatrique judiciaire de Messine³.

Site internet

www.fondazioneperilsud.it/le-attivita/fondazione-di-comunita.php?id=2

Date de création | Pays

2010 | Italie

Mots clés

énergies renouvelables, économie sociale, mafia, photovoltaïque, territoire

L'activité spécifique

La Fondation de Messine a par ailleurs créé un fonds afin de développer un parc d'énergies renouvelables (principalement photovoltaïques pour le moment) dont le rendement doit permettre d'autofinancer sur le long terme les initiatives sociales, culturelles, d'économie solidaire, de processus de démocratie participative, de recherche et développement, de formation et de finance éthique. Sur un total de 15 000 000 euros, il est alimenté par 50% du fonds de la Fondation de Messine et une participation financière de Banca Popolare Etica⁴ et SEFEA⁵. Il devrait générer un rendement net d'environ 950 000 euros annuels. Il y a à présent :

- 3 installations sur les propriétés confisquées à la mafia (500 Kwatt). Dans ce cas, la subvention (c'est à dire l'incitation donnée par le gouvernement italien à ceux qui produisent de l'énergie à partir de sources renouvelables) et les revenus issus de l'ensemble de la production d'énergie seront entièrement versés à la Fondation de la communauté pour financer des projets.
- Environ 80 installations de taille moyenne (20 Kwatt) réalisées sur les bâtiments d'utilité publique (acteurs de l'économie sociale, hôpitaux, églises, instituts de recherche, municipalités, etc). La subvention restera à la Fondation de la communauté, et les revenus issus de la production d'énergie seront versés aux institutions partenaires pour financer la lutte contre la pauvreté.
- De nombreuses installations photovoltaïques sur les bâtiments privés appartenant à des familles (taille moyenne, 3-6 Kwatt). Les revenus issus de la production d'énergie seront au profit des 800 familles adhérentes du projet, ce qui assurera un vrai impact socio-économique sur le territoire.

¹ Les 5 entités fondatrices sont Ecos-Med Société Coopérative Sociale Onlus, la Fondation Horcynus Orca, la Fondation Antiusure Pino Puglisi Onlus, le Consortium Sol.E. Società Coopérative Sociale Onlus, l'AUSL5 de Messine. D'autres entités ont adhéré au projet grâce à des actions de sensibilisation dans la région : Caritas Italie, Parsec Consortium, Associazione Culturale dei Pediatri, Associazione Industriale di Messina, Gruppo Banca Popolare Etica.

² Voir le cadre légal italien sur les Onlus.

³ Voir la présentation de Banca Etica.

⁴ Cet argent, réservé pour la mise en place du projet Luce e Liberté (« lumière et liberté »), est en fait financé par la Cassa delle Ammande (ministère de la Justice Italien), c'est-à-dire l'entité qui finance les projets de l'administration pénitentiaire, notamment ceux d'aide économique pour les familles de détenus et pour la réinsertion sociale des personnes incarcérées.

⁵ Voir la présentation de SEFEA.

Innesco

L'activité

Innesco S.p.A¹ est née d'une initiative conjointe de la Banca Etica² et d'Energia Solidale srl³, groupe de coopératives sociales de la Vénétie. Elle s'inscrit dans le cadre du projet Equal Energie Solidaire⁴ qui a pour but de soutenir le développement de l'entrepreneuriat social dans le secteur de l'énergie.

Innesco est une société par actions de services énergétiques spécialisée dans les travaux d'efficacité énergétique et d'utilisation des énergies renouvelables : diagnostics d'efficacité énergétique, installations et entretiens des équipements pour les entreprises industrielles et pour le logement des particuliers (installation de lampes basses consommation, système de chauffe-eau solaire, etc.). Sa spécificité réside dans sa manière de travailler en réseaux et en partenariats avec les acteurs de l'économie sociale, les coopératives sociales et les entrepreneurs responsables afin de favoriser une gestion intégrée de la thématique énergétique et l'insertion par le travail de personnes en difficultés.



Site internet

www.innesco.it

Date de création | Pays

2007 | Italie

Mots clés

insertion,
énergies renouvelables,
territoire, économie sociale,
réseau

Innesco ne se contente pas de mettre en avant la qualité technique de ses installations, mais insiste aussi sur :

- L'importance de la finance socialement responsable (puisque la Société Européenne de Finances Ethiques et Alternatives⁵ [SEFEA] et Banca Etica ont participé au financement d'Innesco).
- L'importance des entreprises sociales (du fait qu'Innesco souhaite remettre les activités de réalisation et de gestion des équipements à des entreprises sociales locales qui emploient des personnes en difficultés, en particulier pour le photovoltaïque).

Outre l'augmentation de son capital social et l'émission d'obligations à faire souscrire par les institutions partenaires, Innesco veut développer son activité dans une logique territoriale : une fois la première phase d'installation et de lancement des équipements, le but est d'impliquer de façon croissante les ressources locales dans la gestion et la propriété des installations afin de rendre chaque structure opérationnelle et autonome sur son territoire.

Les résultats

Plan d'investissement 2010/2012 (données en millions d'euros)

Installations photovoltaïques et de biomasse	2
Installations éoliennes de 4,6 MW	8,4
Installations mini-éoliennes de 500 kWp	3,5
TOTAL	13,9

Les projets photovoltaïques sont déjà en phase de réalisation et seront tous opérationnels courant 2010. Pour les autres équipements, la phase de projet est à présent terminée. Par ailleurs, Innesco estime que 10 % des investissements seront destinés au travail, c'est-à-dire à l'emploi de la main d'œuvre.

¹ SpA : Société par Action.

² Voir la présentation de Banca Etica.

³ Srl : Société à Responsabilité Limitée.

⁴ L'initiative EQUAL de la DG Emploi, Affaires Sociales et Égalité des chances de la Commission européenne, financée par le Fonds social

européen, constitue un laboratoire d'idées au service de la stratégie européenne pour l'emploi et du processus d'inclusion sociale. Sa mission est de promouvoir une vie professionnelle plus inclusive, en combattant la discrimination et l'exclusion fondée sur le sexe, l'origine raciale ou ethnique, la religion ou les croyances, le handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle.

⁵ Voir la présentation de SEFEA.

⁶ Voir le cadre légal italien.



Syphon

L'activité

Syphon Bauteilbörse Biel AG est une entreprise d'économie sociale qui recycle et revend des matériaux de construction. Elle a le statut de société ce qui facilite son développement commercial, en se concentrant sur les activités de niche (recyclage d'éléments de construction), peu attrayantes pour les entreprises classiques.

Elle récupère et vend des composants et des matériaux de constructions rénovées ou démolies, afin de donner une seconde vie aux pièces. De cette manière, l'entreprise s'efforce de participer durablement à la sauvegarde de la planète et des individus.

Les matériaux de meilleure qualité sont présentés dans les rayons. Les acheteurs intéressés peuvent venir choisir les pièces qu'ils souhaitent acheter.

Site internet

www.syphon-biel.ch

Date de création | Pays

2008 | Suisse

Mots clés

insertion, recyclage, revente, matériaux de construction

Syphon prend en charge les tâches de destruction, d'enlèvement, de transport, de nettoyage et d'assistance, de stockage et de maintenance de l'inventaire jusqu'à la vente des composants.

Les processus de travail sont suivis par des formateurs pédagogiques professionnels.

Syphon encadre un atelier social ayant pour but une intégration par un véritable travail, au lieu d'une « thérapie occupationnelle », et une autonomisation dans un cadre proche du premier marché du travail. L'objectif est de donner aux groupes ciblés et aux personnes sans emploi, des opportunités d'emploi sur un long terme. À partir de là, l'entreprise essaie d'aider ces personnes à trouver un emploi sur le 1er marché du travail.

Sa philosophie se concentre sur l'écologie et l'économie. En règle générale, les principaux objectifs sont :

- Créer des lieux de travail sociaux.
- Intégrer les personnes sur le premier marché du travail.
- Fournir une intégration sociale et professionnelle.
- Se concentrer à la fois sur les aspects écologiques et rentables.

Le facteur de sa réussite repose sur la stabilité de ses réseaux vers les administrations et les autorités, les municipalités, les provinces (cantons) et les communautés d'entreprises locales. L'entreprise peut également compter sur une large acceptation de ses activités, ne bénéficiant d'aucune concurrence de la part des entreprises locales. Elle se réjouit qu'une municipalité locale y participe en tant qu'actionnaire.

Les résultats

- 30 anciens chômeurs de longue durée et 6 membres du personnel travaillent chez Syphon.
- 3 salariés (5 avant la fin de l'année), et 40 personnes participent à l'intégration professionnelle.
- Revente de 25 tonnes de déchets de construction.

T E R R I T O I R E S | R E V I T A L I S A T I O N



Femu Qui

Le capital-investissement
pour la création d'emplois en Corse

L'idée

Un outil de capital-investissement pour renforcer les fonds propres de projets en création ou en développement avec un objectif unique, la création d'emplois en Corse, territoire insulaire à forte identité régionale.

Les objectifs

1. Contribuer à rétablir la confiance entre le peuple corse et son économie.
2. Permettre la création ou le développement d'entreprises corses en leur apportant des fonds propres qu'elles ne peuvent trouver ailleurs.



Contact

Jean-François Stefani
est directeur
de Femu Qui

Email

femu-qui@femu-qui.com

Téléphone

(00 33) 4 95 31 59 46

Site internet

www.femu-qui.com

Date de création | Pays

1992 | France

Mots clés

capital-investissement,
territoire, création d'emplois

3. Promouvoir des activités qui mettent en valeur les spécificités d'un territoire, valorisent les ressources locales et protègent son environnement.

Le mode d'intervention

Statut juridique :

Femu Qui est une Société Régionale d'Investissement sous forme de Société Anonyme, au capital de 3 041 175 euros constitué majoritairement (52,5 %) par appel public à l'épargne, autorisée par l'Autorité des Marchés Financiers. Son actionariat est diversifié, organisé en collèges :

- Le collège privé, formé de 2100 petits porteurs, et 14 gros porteurs, parmi lesquels des banques, des entreprises et des personnes fortunées ;
- Le collège institutionnel composé de la Collectivité Territoriale de Corse, de la Caisse des Dépôts et Consignations¹-entreprises et de deux Chambres de Commerce et d'Industrie.

Femu Qui SA se distingue des autres sociétés de capital-investissement, en ne s'inscrivant pas dans la seule logique de haute rentabilité financière, mais en suivant les principes de sa Charte fondatrice qui met au centre du projet « les intérêts collectifs du peuple corse, sa culture, sa terre, ses ressources, ses valeurs ». L'association Femu Qui Inseme, qui regroupe les petits porteurs, a pour objet social de porter cette charte fondatrice et veiller à son respect.

Historique :

Forts d'expériences innovantes d'autres territoires à forte identité régionale, des hommes et des femmes décidèrent de se rassembler pour œuvrer ensemble au développement économique de la Corse et pour impulser un changement dans le fonctionnement de la société insulaire.

Sur ces bases, en 1991, l'association Femu Qui voyait le jour pour bâtir un outil performant qui, par ses interventions financières, contribuerait à densifier le tissu économique et à créer des emplois en Corse : Femu Qui S.A. Ainsi en 1992, Femu Qui était créée par Appel Public à l'Epargne, avec un premier capital social de 3 millions de francs réuni par ses 1.300 premiers petits porteurs privés. À l'issue d'une seconde campagne d'appel public à l'épargne et grâce au soutien de la Collectivité Territoriale de Corse et de la Caisse des Dépôts, les capitaux propres de Femu Qui atteignaient 3,5 millions d'euros en 2001. En décembre 2009, la Collectivité Territoriale de Corse confiait à Femu Qui la gestion d'un fonds de 6 millions d'euros à investir sur 5 ans.

Activités :

Femu Qui intervient pour renforcer les fonds propres de l'entreprise qui en fait la demande.

Femu Qui est une société classique de capital d'investissement intervenant dans :

- Des entreprises constituées sous forme de société commerciale (S.A., S.A.S., S.A.R.L., etc.).
- Dont l'activité se trouve en Corse.
- Qui créent ou maintiennent des emplois.
- À tous les stades de leur existence : création (hors phase d'amorçage : réalisation de prototype ou test marché), développement, diversification, consolidation ou transmission.
- Dans tous les secteurs d'activité.

Les priorités assignées dans l'appréciation des projets retenus sont :

- Dégager une valeur ajoutée créatrice d'emplois qualifiés en Corse.
- Réduire la dépendance économique de la Corse.
- Participer au rééquilibrage entre les secteurs d'activités économiques (agriculture, industrie, services, tourisme, etc.) ;
- Participer au rééquilibrage de ces activités sur le territoire (rural/urbain – intérieur/littoral).
- Participer à la valorisation des ressources locales et à la défense de l'environnement.

Après étude approfondie du projet d'entreprise, Femu Qui investit :

- Pour une durée de 5 à 7 ans.
- De 50 à 600 000 euros ;
- Sous forme de prise de participation (minoritaire) au capital, complétée en général soit d'un compte courant d'associé bloqué, d'un prêt participatif ou d'obligations convertibles.

Femu Qui veille à la rentabilité de son intervention.

Femu Qui ne peut détenir plus de 30 % du capital de l'entreprise.

Et cette intervention ne se limite pas à un simple apport d'argent : en tant qu'associée, Femu Qui accompagne l'entreprise tout au long de sa présence au capital, au moyen de son équipe technique, de ses administrateurs, impliqués dans l'accompagnement de votre société, et de ses actionnaires. Femu Qui s'engage à revendre en priorité ses actions au porteur de projet afin que celui-ci conserve la maîtrise totale de son entreprise.

Groupes Cibles:

Les entreprises créatrices d'emplois en Corse.

Pourquoi ça marche ?

- La proximité : Femu Qui intervient sur un territoire bien délimité qui permet de bien connaître le contexte, d'analyser et de suivre les projets de manière continue et efficace. Cette proximité permet également de créer des mécanismes de solidarité et une réactivité accrue en cas de difficultés. L'expérience l'a prouvée : une des entreprises soutenues par Femu Qui a connu un sabotage qui a ruiné plusieurs années de chiffre d'affaires, la mobilisation rapide et sans ambages, telle une chaîne de

solidarité, d'entrepreneurs corses autour de Femu Qui a permis de sauver cette entreprise.

- La composition de l'actionnariat est diversifiée tout comme celle du conseil d'administration professionnelle. L'entreprise financée bénéficie donc d'un accompagnement performant et se trouve intégrée au sein d'un réseau de relais potentiels en termes de développement commercial ou de compétences spécifiques.
- Le caractère unique de cette solution sur le territoire : seul outil de capital-investissement ayant cet objectif social de création d'emplois en Corse, le soutien à Femu Qui a donc été massif et l'implication des collectivités territoriales, une première. Le comportement exemplaire de Femu Qui a consolidé la confiance des acteurs en cet outil, le transformant en véritable label de qualité : si un projet est financé par Femu Qui, cela signifie qu'il est un projet d'intérêt social et économique, ce qui rassure tout potentiel investisseur, notamment extérieur à la Corse.
- Les partenariats bancaires (Caisse des Dépôts et Consignations, Crédit Coopératif, etc.), qui permettent un accroissement de l'activité ainsi que l'appartenance à la Fédération Européenne des Banques Ethiques et Alternatives, qui renforce sa légitimité et lui ouvre de nouveaux horizons et partenariats.

Les résultats

16 entreprises bénéficient actuellement du soutien de Femu Qui.

Sur la période 2000-2009 :

- 227 porteurs de projets reçus.
- 70 dossiers étudiés.
- 31 interventions financières dans 23 entreprises.
- 4,7 millions d'euros investis.
- 400 emplois accompagnés.
- Un niveau de risque élevé : 60 % des aides sont intervenues au moment de la création de l'entreprise.
- 4 échecs (sur 23 entreprises).

Sur la période 2000-2009, les interventions de Femu Qui se caractérisent par :

- La diversité des secteurs d'activité : agroalimentaire (7), aquaculture/pêche (2), artisanat/industrie (5), commerce (2), services (3), tourisme (4).
- La diversité de taille d'entreprises financées : 1/3 ont moins de 5 emplois, 1/3 ont entre 5 et 20 emplois et 1/3 ont plus de 20 emplois.
- La diversité de localisation sur le territoire.

Le montant des fonds gérés par Femu Qui atteint aujourd'hui 10 millions d'euros.

Données financières

La société va fêter ses 20 ans, démontrant ainsi sa viabilité. Elle a su, à l'origine, se bâtir sur une force militante et avec le soutien d'entreprises locales, puis s'adosser à la collectivité territoriale de Corse et à l'Union européenne, et enfin atteindre une taille de fonds gérés qui permet d'envisager l'autonomie financière.

Chiffres Clés 2009 :

- Total de bilan : 10 089 028 euros.
- Capitaux propres : 3 732 306 euros.
- Chiffre d'affaires (produits financiers) : 109 975 euros.
- Résultat exercice : 30 302 euros.

Pendant la période 2001/2008, les coûts de fonctionnement (1,6 millions d'euros) ont été couverts par les produits financiers des participations et de la trésorerie (0,4 million d'euros) et un produit exceptionnel : une dotation Feder² d'un montant total de 1,2 million d'euros sur la période. Pour la période à venir (2010/2014), les coûts de fonctionnement prévisionnels s'élèvent à 1,5 million d'euros. Ils seront couverts par les produits financiers des participations et de la trésorerie (625 000 euros) et par le produit de la prestation de gestion du fonds CTC-Feder (875 000 euros).

Perspectives

Femu Qui envisage de :

- Augmenter le montant des fonds gérés, lentement mais sûrement, pour peser davantage sur l'économie et sur les bonnes pratiques, et aussi pour être totalement autonome financièrement.
- Diversifier l'origine des fonds gérés : épargne locale (Fonds d'Investissement de Proximité), épargne salariale, fonds institutionnels, etc.
- Diversifier les compétences et les ressources par des partenariats professionnels et des prestations de services : sociétés de gestion opérant en Corse, Banque Ethique Européenne, Caisse de Développement de la Corse, etc.

Le +

Femu Qui dispose de l'agrément « entreprise solidaire » et son action est labellisée par Finansol³, ce qui signifie que si un épargnant souhaite investir dans Femu Qui, cet investissement est considéré comme un investissement solidaire.



Teixidors

Nous tissons du bien-être



Contact

Juan Ruiz Silvente
est le gérant de Teixidors

Email

juanruiz@teixidors.com

Téléphone

(00 34) 937 83 11 99

Site internet

www.teixidors.com

Date de création | Pays

1983 | Espagne

Mots clés

handicapés mentaux,
tissage, coopérative, textiles,
artisanat

L'idée

Former à l'art de tisser à la main des personnes ayant des difficultés d'apprentissage et constituer une coopérative dédiée à la confection de tissus artisanaux à partir de matières nobles : laine, lin, coton, soie etc.

Les objectifs

1. Utiliser l'art de tisser à la main comme activité thérapeutique grâce à la nécessaire coordination des mains et des pieds, au maintien du rythme et de l'attention, à la complexité du tissu, etc.
2. Créer des opportunités de travail et apporter un soutien aux personnes ayant des difficultés d'apprentissage (handicap physique ou psychique).

¹ La Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) est un organisme financier public français créée en 1816. C'est aujourd'hui le premier financeur dans des domaines comme le logement social, l'insertion par l'activité économique ou les investissements nécessitant la garantie de l'État.

² FEDER – Fonds Européen de Développement Régional, est un des instruments financiers de la politique de cohésion de l'Union européenne de l'objectif «Compétitivité régionale et

emploi» dont la visée est de renforcer la compétitivité et l'attrait des régions européennes en soutenant l'innovation, la société de l'information, l'esprit d'entreprise, la protection de l'environnement et la prévention des risques et de favoriser l'emploi, développer la formation et l'insertion professionnelle et lutter contre les discriminations. Le rôle du FEDER est de promouvoir l'investissement et de contribuer à réduire les déséquilibres entre les régions de l'Union européenne.

³ Décerné pour la première fois en 1997, le label Finansol permet de distinguer les placements solidaires. Le label Finansol repose sur des critères de solidarité et de transparence. Il garantit aux épargnants qu'ils contribuent au financement d'activités génératrices d'utilité sociale. Il atteste de l'engagement de l'intermédiaire financier à offrir à ses souscripteurs une information fiable, régulière et claire sur le produit d'épargne labellisé. Voir paragraphe sur le cadre légal français.

Le mode d'intervention

Statut juridique :

Teixidors scl est une Coopérative de Travail Associé, reconnue comme un Centre Spécial d'Emploi¹. Statutairement, elle se définit comme une coopérative à but non lucratif. La structure coopérative a été choisie par l'institution qui appuya initialement le projet et reflète bien aujourd'hui encore le caractère participatif et l'engagement personnel de chaque participant au projet.

Historique :

Créée en 1983 par Marta Rias, assistante sociale spécialisée en psychiatrie, et Juan Ruiz, ingénieur technique en électronique et textile, la coopérative d'initiative sociale, Teixidors, est partie de zéro : depuis la construction des métiers à tisser en bois, jusqu'à l'utilisation d'anciennes machines datant du début du XX^e siècle récupérées de la casse, en passant par la formation du personnel, la création de produits et le développement de la structure commerciale. Après plusieurs années de recherche et d'expérimentations, Teixidors a reproduit la structure verticale utilisée par l'industrie textile naissante à la fin du XIX^e siècle, que le développement technologique avait fait disparaître depuis.

Les installations « Flor de Maig » à Cerdanyola, École de formation professionnelle spécialisée dépendante du conseil général de Barcelone et les ateliers de l'École d'art de la municipalité de Terrassa auront servi d'atelier de fabrication pour les douze métiers à tisser fabriqués au cours de l'été 1982 et 1983. Actuellement, Teixidors dispose de 22 métiers à tisser et d'un atelier de menuiserie pour leur réparation ou conception.

Activités :

La Coopérative Teixidors a été créée pour donner du travail et un soutien aux personnes à handicap psychique.

Le tissage remplit alors une fonction intégratrice permettant aux tisseurs et tisseuses de participer à une activité professionnelle comme n'importe quelle autre personne, percevant une rémunération salariale minimum fixée par les règles du Centre Spécial du Travail, c'est-à-dire le revenu minimum interprofessionnel. En réalité, le salaire moyen est 30 % supérieur au Salaire Minimum Interprofessionnel.

Le processus d'apprentissage est individualisé et oscille entre 3 et 5 ans en fonction de la capacité de chaque personne.

Teixidors dispose d'un local de 1 000 m² à Terrassa, dans une zone où s'étaient installées les entreprises textiles, fruits de l'industrialisation émergente du début du XX^e siècle. Il accueille les différentes divisions de Teixidors :

- La Botiga de Teixidors : réservée à la vente au public des produits du catalogue, du stock des saisons précédentes (outlet) et des produits défectueux qui n'ont pas passé le contrôle de qualité.

- Le Show Room, où sont exposés tous les produits pour la vente en gros et pour les professionnels.
- Le magasin de stockage des produits finis et le service Expédition.
- L'atelier et le magasin de fils.

Teixidors se charge de tous les travaux de préparation, machinerie, enfilage, tissage, contrôle de qualité et repassage.

- Le département des produits finis, qui regroupe les activités de lavage, confection, étiquetage et emballage.
- Le département menuiserie, qui s'occupe de la maintenance et de la fabrication des métiers à tisser, à l'origine d'améliorations et d'avancées notables.
- Les services administratifs.
- Le service commercial.
- Le département social, qui est le bureau d'aide psychologique et d'assistance sociale.

Au côté d'un conseil d'administration en charge de la définition de la stratégie et de la bonne marche de la coopérative, il existe l'Assemblée de l'Atelier qui a pour but la participation du personnel handicapé au côté du personnel d'accompagnement dans la marche et l'organisation tant de l'atelier comme de la coopérative. Réunie tous les 15 jours, elle est d'une grande utilité en matière de pédagogie et de motivation.

Les produits de Teixidors doivent se différencier par leur qualité et la noblesse de leur composition, mais aussi par les techniques artisanales utilisées dans le processus de tissage et de confection, toujours respectueuses de l'environnement. Il lui est nécessaire de disposer d'une bonne matière première : les fibres doivent être de qualité et le processus de filature performant. Le résultat final procure des pièces d'une singulière beauté comme l'explique l'étiquette qui accompagne chacun de ses produits.

Le respect de l'environnement est vraiment important pour Teixidors : en plus de la culture du recyclage qu'elle développe en interne (papier, carton, chutes de tissus, piles, photocopieuse, plastique, métal, poubelle), elle demande à ses fournisseurs de fils la certification du respect des normes environnementales dans le traitement des eaux et l'utilisation des colorants et additifs.

Teixidors travaille également en collaboration avec d'autres organisations sur différents projets, notamment :

- L'Atelier du Livre : créée par la fondatrice de Teixidors, cette initiative a pour but de donner une occupation aux personnes d'intelligence limitée et de les insérer dans le monde du travail. Installée dans un des bâtiments emblématiques du campus universitaire de Terrassa, « La Farinera », cédé par la mairie, l'Atelier du Livre propose des services de réparation et de conservation de livres et de tout type de documents, de restauration de matériel ancien ou détérioré. Il s'adresse aux bibliothèques des universités, aux bibliothèques privées, aux mairies, aux archives, aux entreprises et aux particuliers. Les étudiants peuvent y faire relier leurs mémoires, leurs thèses, etc. Teixidors et l'Association pour la promotion de

l'Atelier du Livre ont passé un accord en vertu duquel le Centre Spécial d'Emploi de Teixidors prend sous contrat les personnes handicapées tant que dure l'étape d'apprentissage et de consolidation du processus de production.

- Le projet de coopération « Les femmes qui filent et tissent au cœur de l'Argentine », qui vise le maintien du tissage à la main dans les provinces de Santiago del Estero y San Salvador de Jujuy en Argentine. Il s'agit d'améliorer les processus textiles, adapter les métiers à tisser et développer des techniques qui permettent de revaloriser cette forme d'artisanat qui existait déjà à l'époque précolombienne dans cette zone, en collaboration avec deux organisations locales partenaires: Mocase et Red Puna.

Groupes Cibles:

- Les personnes insérées grâce à Teixidors sont des personnes à déficience intellectuelle.
- Teixidors s'adresse à différents secteurs de marché comme celui de la maison et de la décoration (plaids, draps, coussins, rideaux, stores, serviettes, nappes), de la mode (écharpes, foulards, châles, cravates, etc.), des cadeaux d'entreprise. Ses clients sont donc des magasins de décoration et d'intérieur, des boutiques de mode et des institutions.

Pourquoi ça marche ?

1. La qualité des produits et leur différenciation : ces objets dégagent quelque chose qui les rend différents.
2. La prise en compte dans tous les processus de critères de durabilité.
3. Sa caractéristique de projet d'économie sociale.
4. Teixidors a reçu depuis 1993 un grand nombre de récompenses et de prix reconnaissant la qualité de son travail tant au niveau professionnel qu'au niveau social. Parmi eux, le Prix International du Design Expo-Maison (1993 et 2001), le Prix National d'Artisanat (2008), le Prix d'Intégration BBVA 2009 et la Plaque du Travail Président Macià 2010 de la Généralité de Catalogne.

Les résultats

- 43 employés dont :
- 33 personnes handicapées. Parmi elles, 10 se consacrent au projet « Atelier du Livre ».
 - 4 personnes chargées d'accompagnement.
 - 6 personnes chargées de la gestion de la coopérative.

Données financières

En 2009 :

- Total de Bilan : 1.2 million d'euros.
- Fonds Propres : 292 000 euros dont 176 000 euros de réserves cumulées au cours des 25 années d'existence de Teixidors où elle a été majoritairement bénéficiaire.
- Chiffre d'affaires : 488 000 euros.
- Dons et subventions : 591 000 euros.
- Bénéfices : 21 000 euros.

Comme tous les Centres Spéciaux d'Emploi, Teixidors dispose de subventions établies par la loi qui compensent la différence de productivité par rapport à une entreprise « classique »².

Les revenus issus de la vente des produits oscillent entre 50 % et 75 % du total des ressources, cette variation est fonction des subventions et des dons très élevés que Teixidors obtient chaque année.

Sa seule faiblesse financière réside dans sa capitalisation, inhérente à la majorité des coopératives, et dans l'augmentation de ses stocks sur les cinq dernières années (542 000 euros au 31/12/2009). La fonction sociale de la coopérative étant de donner du travail aux personnes en difficultés, Teixidors n'arrête pas ses lignes de production en l'absence de ventes réelles. Pour faire face à la constante évolution du marché, elle mise sur l'effort de design pour de nouveaux produits et matériaux.

Perspectives

La croissance de Teixidors est conditionnée par la consolidation commerciale en Europe. Teixidors envisage d'utiliser l'atelier pour une activité pédagogique pour les écoliers et les étudiants en général et pour une activité thérapeutique pour tout type d'handicaps et pour toutes les personnes intéressées.

Le +

« La réplication du projet doit respecter des critères méthodologiques. Le projet a besoin de ressources financières initiales stables qui ne mettent pas en danger des premiers pas de l'entreprise. Il est indispensable que le projet soit porté par une ou plusieurs personnes qui s'impliquent personnellement, cela ne doit pas être un simple projet professionnel. Cette dimension est essentielle car, en l'absence de labellisation que ce soit de la technologie, du produit, de la méthode éducative, sans ce petit plus qui relève de la passion et de l'amour, il serait difficile d'en faire une réussite. Nous nous rendons compte de la complexité du projet quand nous regar-

dons en arrière. Quand une personne nous rend visite, ça paraît tout bien réfléchi, comme prédéfini, mais il s'agit du résultat de 25 années de tests, de succès, d'erreurs et de quelques désenchantements. Tout de Teixidors pourrait être reproduit : l'expérience complète du tissage au moyen de métiers à tisser manuels pour des personnes handicapées psychiques, avec design et commercialisation de la production ou bien seulement certains aspects comme la réhabilitation d'un métier disparu, qui, grâce à ses composantes thérapeutiques, permet de créer un travail de qualité. », explique le gérant de Teixidors, Juan Ruiz Silvente.



Amap

Associations pour
le maintien d'une agriculture paysanne

L'idée

Les Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne (Amap) visent à maintenir l'agriculture paysanne de petite surface à proximité des villes en se fondant sur un circuit court entre producteurs et consommateurs et sur l'engagement durable du consommateur à payer en avance le panier hebdomadaire que le producteur lui propose.

Les objectifs

1. Participer au maintien et à la création d'emplois agricoles stables, qualifiés et rémunérés à un juste salaire.
2. Consommer une nourriture moins impactante sur l'environnement (réduction des transports et des emballages, réduction des pollutions des sols et de l'eau, préservation de la biodiversité).

Contact

Daniel et Denise Vuillon sont les créateurs de la première Amap « Les Olivades »

Email

vuillon@olivades.com

Téléphone

(00 33) 4 94 30 03 13

Site internet

www.olivades.com

Date de création | Pays

2001 | France

Mots clés

production locale,
adhérents-consommateurs,
prix équitable,
agriculture paysanne

¹ Voir cadre légal Espagne.

² Voir cadre légal Espagne.

3. Valoriser une agriculture à dimension humaine et familiale.
4. Améliorer les liens sociaux, la responsabilité sociale, le sens de la communauté et la confiance entre producteur/consommateur.

Le mode d'intervention

Statut juridique :

Le contrat individuel entre le producteur et chaque consommateur est à la base de l'Amap.

En soi, l'Amap. n'a pas de statuts particuliers. Toutefois, les consommateurs peuvent choisir de se structurer en association loi 1901, ce qui confère des avantages dans l'accès aux services municipaux (locaux, panneaux d'affichage), les responsabilités légales, la gestion financière (cotisations, assurance, etc.).

Historique :

Les AMAP tirent leur origine d'un concept japonais né à la fin des années 60 : le « teikei » (ou « transparence »). C'est en 2001 que se crée la première Amap. française, « Les Olivades », à l'initiative d'un couple de producteurs, Denise et Daniel Vuillon. Ils vont aussi fédérer et essaimer le concept en Provence, au niveau français, puis créer Urgenci en 2004, le réseau international des Amap.

Activités :

Le système des Amap est basé sur l'achat de paniers de fruits, de légumes, de viande, de fromages, de miel ou d'œufs de façon hebdomadaire sans intermédiaire entre le producteur et le consommateur.

Un groupe de consommateurs se regroupe à l'initiative d'agriculteurs, de consommateurs engagés ou d'un élu local. Sur la base d'une relation directe producteur/consommateur, ils définissent ensemble la diversité et les quantités approximatives souhaitées pour chacune des saisons de production (en général : printemps/été et automne/hiver), le jour, le lieu et l'horaire de distribution. Ils se mettent d'accord sur les méthodes agronomiques à utiliser (souvent issues de charte de l'agriculture paysanne et de l'agriculture biologique).

Ils décident également du prix des paniers, équitable et payé à l'avance. Le coût doit permettre au producteur de couvrir ses frais de production et dégager un revenu décent. De cette façon, le producteur va pouvoir se concentrer sur la recherche de satisfaction maximale de ces consommateurs.

Le bon fonctionnement d'une Amap repose sur la désignation d'un comité de bénévoles¹ formé parmi les consommateurs et renouvelable. Cela permet au paysan de se concentrer sur la partie production et accroît la participation sociale des consommateurs au projet.

La démarche des Amap qui se reproduit un peu partout en France, a une signification importante. Tout en participant à la protection de l'en-

vironnement (agriculture biologique sans certification et remplacée par un contrôle social, peu d'emballages, produits locaux et de saison), la démarche des Amap participe au maintien d'une agriculture paysanne de proximité et de petite taille et traduit l'engagement des consommateurs prêts à partager aussi bien les aléas que les excès des productions.

Groupes Cibles:

Les consommateurs sont des citoyens engagés désireux de soutenir une agriculture locale à taille humaine et respectueuse de l'environnement.

Les paysans sont des producteurs de fruits, légumes, viandes, fromages, œufs, etc. Ils travaillent généralement des exploitations de petite taille et seraient, sans le système Amap, obligés en grande majorité de fermer leurs exploitations.

Pourquoi ça marche ?

- La sécurité financière du producteur procurée par l'achat à l'avance des produits par les consommateurs.
- La valorisation sociale entre producteur et consommateur par le contact direct et l'échange pour la satisfaction des consommateurs.
- La stratégie d'essaimage est menée par les acteurs eux-mêmes. Elle est facilitée par les structures de coordination qui accompagnent la création de nouvelles structures et optimisent le transfert d'informations entre acteurs de territoires régionaux.
- Le prix du panier payé en avance au producteur est rapporté au coût de fonctionnement (possibilité de consulter le bilan comptable) et non au cours du marché.
- Diversification de la collecte par la mise en place de conteneurs fixes et visibles dans toute la France ; perfectionnement et gains de productivité dans le tri ; création de nouveaux débouchés (isolant Mé-tisse) ; combat pour la contribution environnementale textile.

Les résultats

En 2009, on estime qu'il y a environ 2 000 Amap en France, soit à peu près 5.000 familles de producteurs et 330.000 consommateurs. Cependant il n'existe jusqu'alors aucun recensement officiel ou exhaustif des Amap.

Chaque producteur peut créer plusieurs Amap pour la vente des différents produits. Chaque consommateur peut participer à différentes Amap.

- Le système des Amap permet donc le maintien d'au moins 2 000 fermes sur l'ensemble du territoire français, sans que cela coûte un centime au budget public.

Données financières

- Pour la première Amap française, « les Olivades », créée en 2001, la structure est aujourd'hui entièrement autofinancée par les 200 familles consommatrices des paniers hebdomadaires (28 euros par semaine pour un panier pouvant nourrir 3 personnes).
- Cela a permis d'assurer 5 emplois permanents et 2 saisonniers dans une zone qui a perdu 15 000 exploitations agricoles en 5 ans, surtout parmi celles de petites tailles.

Perspectives

Avoir le souci d'une juste rémunération du producteur, nécessaire pour la pérennisation de l'Amap.

Le système peut être implanté dans toute l'Europe, comme le montre l'exemple roumain, lancé en 2007, d'essaimage et de transmission d'expérience Amap dans le cadre du processus « Timisoara-Territoire Responsable pour la Cohésion Sociale et le Développement Durable ».

Les producteurs, en accord avec leurs consommateurs, peuvent organiser des distributions solidaires. Ainsi, le surplus de production peut être donné aux populations à très faibles revenus et aux banques alimentaires locales.

Aller jusqu'au bout de la démarche de solidarité en réfléchissant à des solutions qui prennent en compte les ménages à plus faibles revenus qui souhaitent participer aux Amap (création de fonds de solidarité, partenariat avec les organismes sociaux, etc.).

Le +

Les Amap tirent leur origine d'un concept japonais : le « teikei ».

Le teikei est un système dans lequel, suite à des problèmes de sécurité alimentaire, les mères de famille se sont regroupées et ont demandé à un paysan local de leur produire une nourriture saine et de saison, en contrepartie du paiement de la production à l'avance. L'idée a, petit à petit, voyagé et s'est implantée en Suisse (1978, « Les jardins de Cocagne » Suisse), aux USA (1987, les Community Support Agriculture CSA), au Québec (Agriculture Soutenue par la Communauté ASC). C'est en 2001 qu'un couple d'agriculteurs du sud de la France, producteurs de fruits et légumes, introduiront le concept en France, après l'avoir découvert lors d'un voyage aux États-Unis.

Témoignage d'une productrice : « Avec le soutien économique, social de mes amapiens et cette dynamique humaine, avec la confiance qui en est le ciment, mon exploitation commence à atteindre cet objectif qu'est

fournir une corbeille diversifiée de Pâques à la Toussaint. En plus, une paysanne est rémunérée de façon à pouvoir subvenir et faire vivre sa famille. Si aujourd'hui je passe de saison en saison et que ma ferme se pérennise c'est grâce à la volonté citoyenne de mes amapiens ».

* Généralement un coordinateur, un trésorier, un responsable de la communication interne, un responsable animation et un coordinateur bénévole.

Urgenci

L'activité

Urgenci est un réseau mondial de producteurs agricoles, de consommateurs, de militants et d'acteurs politiques. Fondée sur une approche économique alternative appelée les Partenariats Locaux Solidaires entre Producteurs et Consommateurs, le réseau Urgenci veut contribuer à une plus grande solidarité et complémentarité entre les milieux urbains et ruraux. Ces partenariats existent sous la forme des Teikei au Japon, des Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne¹ (Amap) en France, des Agricultures soutenues par la communauté (ASC) au Québec, etc.

Les différents acteurs du réseau se retrouvent autour de quatre fondamentaux : le partenariat, la proximité, la solidarité et le binôme producteur/consommateur. Ils orientent leur développement et leurs projets en fonction de grands axes que sont le maintien de l'agriculture paysanne, la souveraineté alimentaire, la santé par l'alimentation et la lutte contre la faim, le respect de l'environnement, la lutte contre l'exclusion et la pauvreté.

Site internet

www.urgenci.net

Date de création | Pays

2004 | France

Mots clés

réseau, partenariat
producteur/consommateur,
production locale

Exemple de projet

En mai 2008, le réseau international Urgenci a répondu avec succès à un appel à projet de la Fondation de France, nommé « L'Europe en plus large » dans le cadre duquel il participe à la dissémination des Amap, actuellement en plein développement en France², dans 11 pays d'Europe centrale et Occidentale et du Maghreb.



L'Olivera



Contact

Carles de Ahumada est directeur de L'Olivera

Email

carles@oliver.org

Téléphone

(0034) 973 33 02 76

Site internet

www.olivera.org

Date de création | Pays

1974 | Espagne

Mots clés

agriculture biologique, innovation, zone rurale, vente

L'idée

Rendre plus facile l'inclusion sociale et professionnelle de personnes fragiles en utilisant les ressources de l'agriculture, du territoire et des cycles propres au milieu rural et permettre la continuité des services sociaux dans les milieux ruraux, malgré leur faible densité de population.

Les objectifs

1. Fixer la population sur le territoire et dans le milieu rural.
2. Réaliser un projet économique innovant durable d'un point de vue environnemental.
3. Permettre l'intégration sociale et professionnelle des personnes à handicap intellectuel, souffrant de maladies mentales et/ou en risque d'exclusion.

¹ Voir la présentation des Amap.

² La Fondation de France, créée en 1969, est un des principaux organismes privés et indépen-

dants qui soutient des projets à caractère philanthropique, éducatif, scientifique, social ou culturel. Elle agit principalement dans trois domaines : l'aide aux personnes vulnérables,

le développement de la connaissance et l'environnement. Elle abrite également plus de 600 autres fondations.

Le mode d'intervention

Statut juridique :

L'Olivera scsl. est une «Société Coopérative Catalane à responsabilité Limitée». Cette forme de société commerciale reflétait le mieux les idéaux du groupe, promoteur d'égalité, démocratie et participation.

Historique :

C'est en 1974 qu'un groupe de 4 personnes s'installent dans l'ancienne maison du professeur de la localité avec des personnes handicapées mentales dont la situation sociale est précaire. Après avoir acquis 8 hectares de terres cultivables, ils créèrent la coopérative en 1976 et plantèrent les premières vignes en 1982.

En 1986, l'Olivera est inscrite dans le registre des Centres Spéciaux d'Emploi, elle loue d'autres propriétés, lance les travaux d'une cave à vins et d'un entrepôt pour les machines agricoles qui ne cesseront d'être agrandis jusqu'à aujourd'hui. En 1989, la première récolte a lieu. Un service de thérapie occupationnelle est créé en 2000 et l'année d'après, avec l'achat d'une propriété de 3 hectares, débute le chantier d'une résidence pour personnes handicapées de 16 places. La fondation l'Olivera est créée en 2003. En 2005, un nouveau moulin à huile est mis en route. 2008 marque les débuts de l'agriculture biologique chez l'Olivera.

Activités :

L'Olivera a pour activité principale la cultivation des terres et d'autres exploitations agricoles ou d'élevage en propre ou sur d'autres propriétés, elle procède à la transformation de produits agricoles et des dérivés de l'élevage et les commercialisent. L'Olivera vise par ce biais à :

- Réaliser des activités d'assistance, d'émancipation, des activités thérapeutiques et éducatives en faveur de l'intégration sociale des personnes ayant un handicap physique, psychique et sensoriel, en affectant les excédents obtenus des activités d'exploitations agricoles aux finalités d'intérêt général, sans but lucratif cités précédemment.
- Donner la possibilité aux personnes affectées par ces handicaps d'être intégrées de manière active dans un cadre de travail et de participer à l'ambiance qui se crée au sein d'une communauté de travail. L'Olivera offre une occupation adaptable aux possibilités et au traitement thérapeutique de chacun, comme moyen de son émancipation et de l'amélioration de sa qualité de vie.

La Coopérative de travail associé l'Olivera emploie 45 personnes dont 19 sont des personnes handicapées. 10 d'entre elles travaillent dans le cadre du Centre Spécial d'Emploi et 9 sont rattachées au Service de Thérapie Occupationnelle.

Les activités de la coopérative se divisent de la manière suivante :

- Gestion d'une résidence : la résidence de l'Olivera a une capacité de

16 places. Elle apporte des services sociaux et d'assistance. Ouverte toute l'année, elle suit le régime d'un internat.

- Gestion du centre occupationnel : ouvert depuis juin 2000, le centre accueille 9 personnes handicapées et emploie deux monitrices. Une partie des activités sort des activités professionnelles. Pour l'autre partie, il s'agit d'accompagnement personnel et social. Le centre s'occupe d'un jardin potager et d'animaux domestiques.
- Gestion de l'exploitation agricole dont la production est biologique. En plus du personnel spécialisé, 5 personnes handicapées y travaillent au titre du Centre Spécial d'Emploi. L'exploitation compte 40 hectares, dont 11,5 hectares appartiennent à la coopérative et le reste de l'exploitation est loué. 19 hectares sont dédiés à la cultivation des olives et 19 hectares à celle de la vigne. Les machines à disposition sont modernes avec 2 tracteurs de 80cv.
- Gestion de la cave Bodega l'Olivera : 5 personnes dans le cadre du Centre Spécial d'Emploi y travaillent, aux côtés du personnel technique. La cave a une superficie de 2 000 m² à moitié sous-terre qui dispose de la climatisation, du chauffage par biomasse et de toute la technologie moderne nécessaire à l'élaboration de vins de qualité d'appellation d'origine contrôlée « Costers del Segre ». L'activité viticole a commencé en 1989. Le vin est produit à partir du raisin blanc de nos vignes : 150 000 kg de raisins de la variété Macabeo, Parellada et Chardonnay. Depuis 2008, l'activité de vigne rouge a commencé.

L'activité viticole permet de produire et commercialiser six différents types de vin blanc protégés sous l'appellation d'origine contrôlée « Costers del Segre ». Le plus connu (production de 30 000 bouteilles environ) est le Blanc de Serè. Depuis le début de l'activité, l'Olivera a mis tous ses efforts dans l'obtention de produits de grande qualité en contrôlant le processus d'élaboration à tous les niveaux.

L'Olivera développe, depuis 1995, une activité de commercialisation d'huile d'olive extra vierge en bouteille de 50 cl. Depuis 2005, l'Olivera élabore elle-même l'huile grâce à sa propre installation où sont transformées les olives produites. De technologie italienne moderne, l'installation a une capacité de traitement de 3 000 kg d'olives par jour.

Le Centre Spécial d'Emploi

Même si la gestion du Centre Spécial d'Emploi est intégrée et que la Coopérative fonctionne au quotidien comme un tout, afin de respecter au mieux les réglementations des Services Sociaux en Catalogne, les différents domaines d'action de la Coopérative ont été distinctement séparés. C'est ainsi qu'une partie des activités est désignée comme résidence, une autre comme atelier occupationnel (pré-professionnel) et une autre comme Centre Spécial d'Emploi.

Le Centre Spécial d'Emploi a obtenu sa qualification du ministère du Travail depuis 1986, même s'il a commencé son activité en 1989. Depuis cette année-là, il n'a cessé de travailler, d'abord avec 4 travailleurs handicapés, et aujourd'hui avec 10.

Le Centre Spécial d'Emploi se caractérise par des activités productives et commerciales, au sein de l'économie de notre entourage que réalise la coopérative. L'objectif principal est de maintenir et de rentabiliser les postes de travail dédiés aux personnes handicapées. Les postes de travail et les processus de production sont adaptés aux spécificités des travailleurs. La gestion économique et commerciale cherche avant tout à obtenir les meilleurs résultats possibles.

La coopérative dispose d'une petite structure de commercialisation : un responsable à Vallbona de les Monges, un commercial, qui est coopérateur, à Barcelone et récemment un chargé d'exportation, aussi situé à Barcelone.

Les coopérateurs assurent l'administration et la gestion de la coopérative dans tous ses aspects ainsi que la commercialisation des produits. Il y a aussi un psychologue, une assistante sociale et la consultation périodique d'un médecin psychiatre

Groupes Cibles:

L'Olivera travaille à l'intégration de personnes ayant un handicap intellectuel, une maladie mentale et qui sont en situation ou en risque d'exclusion.

Son activité commerciale, quant à elle, s'adresse à tout type de clientèle.

Pourquoi ça marche ?

- Le caractère autogéré de la structure, plus flexible et participatif.
- Le lien entre le capital et le travailleur: le travailleur est membre de la coopérative et en même temps en est propriétaire.
- La formation et la recherche. L'innovation et la créativité dans les processus et le travail.
- La qualité de la production et du travail.
- Le caractère biologique de la production.
- Le lien avec le territoire.
- Le choix qui se pose en termes de création de postes de travail et non de partage des bénéfices.
- Le travail et le soutien des réseaux sociaux.
- Les nouvelles formes de financement grâce aux partenariats noués avec les établissements financiers éthiques : Coop57, Capital d'Inclusion avec la Fondation Caixa Catalunya, l'émission de titres participatifs pour l'agrandissement de la cave, FIARE¹.
- Afin de pouvoir vivre de son activité dans le monde rural, l'équipe travaille avec des critères de qualité et d'efficacité et selon un style qui lui est propre : avec efficacité, créativité, solidarité, responsabilité et plaisir. Des formations continues sont dispensées et suivies. Une attention particulière est portée à l'engagement social et solidaire : l'Olivera cherche à avoir un impact réel sur le développe-

ment du contexte social et environnemental. L'Olivera cherche aussi à apporter une satisfaction personnelle, à renforcer l'implication et la participation de ses membres dans toutes les décisions et dans le fonctionnement de la coopérative.

Les résultats

- 46 travailleurs à Vallbona de les Monges dont 10 contrats spéciaux d'insertion.
- 3 travailleurs sont affectés au projet de Can Calopa (Barcelone).
- 15 autres contrats spéciaux d'insertion sont à prévoir, 3 pour les sites de Vallbona de les Monges et 12 pour le projet Can Calopa à Barcelone.

Données financières

La coopérative dispose de deux grandes sources de revenus qui se complètent :

- les revenus issus des activités sociales, sous convention avec l'administration publique (environ 40 % du total).
- et l'activité de production agricole et de produits agroalimentaires de qualité (60 % du total).

Chacune des activités s'équilibre.

- Total Bilan 2009 : 3,67 millions d'euros.
 - Total Fonds Propres 2009 : 327 000 euros.
 - Total Subventions en capital : 1,144 million d'euros.
 - Total Chiffres d'affaires 2009 : 601 000 euros.
- Malgré la crise économique, en 2009, les ventes ont augmenté de 8 % en volume. Au 31 juillet 2010, les unités de vin vendues ont augmenté de 60 % en comparaison au 31 juillet 2009, ce qui correspond à une hausse de 38 % du chiffre d'affaires.
- Résultat 2009 : 386 000 euros.

Perspectives

Le travail en réseau est un outil incroyable pour aller toujours plus loin. L'Olivera a lancé en 2005 un programme de développement appelé Horizon 2005/2015. En 2010, elle gère pour la première fois l'activité viticole de la propriété de Can Calopa de Dalt (Barcelone), dans le parc naturel de Collserola, où sont élaborés les vins de la mairie de Barcelone. Ce projet d'agriculture périurbaine prévoit la création de postes de travail pour 12 personnes ayant un handicap psychique, qui résideront dans le domaine.

Le +

« Quand nous avons voulu créer cette communauté de travail et de vie dans le milieu rural où chacun puisse participer avec ses qualités et son handicap, nous avons l'impression de vouloir réaliser une utopie. Nous pouvons dire aujourd'hui que c'est possible, et même, que notre initiative peut être reproduite en Europe. Elle permettrait ainsi une importante création d'emplois dans le milieu rural », raconte Carles de Ahumada, directeur de l'Olivera.



Libera Terra Mediterraneo

L'idée

Contribuer au développement d'une filière agroalimentaire biologique, légale et libre, sur les terres confisquées à la mafia, en utilisant un processus de collaboration et de mutualisation de services entre coopératives, agriculteurs et acteurs locaux.

Les objectifs

1. Revaloriser le territoire local comme un lieu d'opportunité d'emploi et de concurrence économique saine.
2. Choisir des pratiques éco compatibles, réduire les productions polluantes et les surconsommations et défendre la production biologique certifiée.



Contact

Francesco Galante est responsable de la communication de Libera Terra Mediterraneo

Email

francescogalante@liberatterramediterraneo.it

Téléphone

(00 39) 32 90 56 55 31
(00 39) 091 857 76 55

Site internet

www.liberatterramediterraneo.it

Date de création | Pays

2008 | Italie

Mots clés

biens confisqués, mafia, agriculture biologique, tourisme responsable, mutualisation de services, vente

* Voir présentation FEBEA

3. Requalifier les biens confisqués à la mafia en facilitant leur utilisation et leur accès, par la création d'emplois et d'activités touristiques.
4. Construire une société qui partage l'idée d'une production de qualité (savoir-faire local) saine (agriculture respectueuse de l'environnement) et juste (dans le respect des travailleurs).

Le mode d'intervention

Statut juridique :

Libera Terra Mediterraneo est une société coopérative, sous la forme de société à responsabilité limitée (srl¹). Ce statut permet de réunir comme membres de la société coopérative des coopératives gestionnaires de biens confisqués à la mafia mais aussi d'autres entités apportant des compétences adaptées pour la mise en œuvre de divers services. On retrouve par exemple comme membres la Fondation Slow Food per la Biodiversità (association), Banca Etica², l'institut de crédit Coop Fond, Alce Nero, groupe de producteurs agroalimentaires biologiques et Firma Tour, tour opérateur du tourisme responsable.

Historique :

La société coopérative Libera Terra Mediterraneo s'est créée en 2008, nouvelle étape du projet Libera Terra, association qui s'occupe de la planification et de la programmation de la récupération des terrains agricoles confisqués à la mafia.

Suite à la loi Rognoni-La Torre³ et aux attentats mafieux ayant entraîné la mort des juges Falcone et Borsellino, se crée en 1995 l'association Libera qui lance une initiative populaire afin d'obtenir la réutilisation des biens confisqués à la mafia par la société non corrompue, voyant ainsi un potentiel très important pour donner un nouvel élan au développement économique du sud de l'Italie.

En 2001, plusieurs communes de la région de Corleone rejoignent l'initiative de Libera et crée le consortium Sviluppo e Legalità (Développement et légalité). Dans le même élan, se crée, avec l'aide de la préfecture de Palerme, la coopérative Placido Rizzotto, destinée à gérer quelques-uns des terrains confisqués dans cette zone. Au cours de l'été 2002, l'association Libera lance la marque « Libera Terra » qui permet de reconnaître les produits biologiques (huile, pâtes, vin, légumes) issus des terres confisquées à la mafia que ce soit en Sicile, en Calabre, dans les Pouilles, etc. Cette marque est concédée aux coopératives sociales qui ont vu le jour depuis et qui adhèrent au projet.

En 2006, l'Agenzia Cooperare con Libera Terra (l'agence Coopérer avec Libera Terra), association sans but lucratif, est alors mise en place pour apporter un appui technique à toutes les coopératives de Libera Terra en vue de les accompagner et de renforcer leur viabilité économique, la qualité, leur développement entrepreneurial et leur savoir-faire.

Activités :

L'action de Libera Terra Mediterraneo s'inscrit dans le mouvement de réutilisation des biens confisqués à la mafia pour l'activité de production agricole, principalement en Sicile, Calabre et dans les Pouilles.

Depuis sa première année d'activité, Libera Terra Mediterraneo prend en charge toute une série d'activités :

- La transformation des matières premières.
- La commercialisation.
- La logistique.
- La gestion et le contrôle administratif.
- La communication.

Il y a un responsable pour chacune des activités ainsi que des consultants et des partenaires externes qui peuvent être amenés à intervenir.

Ce travail a lieu dans le siège central, dans les bureaux San Giuseppe (Jato), avec l'appui de structures de production internes (la cantine Centopassi qui est une usine de transformation et de mise en bouteille du vin biologique pour le compte de Libera Terra Mediterraneo), externes (fournisseurs) ainsi que des partenaires logistiques, commerciaux et autres sur tout le territoire italien.

Cette prise en charge par la société coopérative de nombreuses activités parallèles à la production agricole a permis de réduire la charge de travail qui portait sur chaque coopérative, de développer une plus grande coordination entre les entreprises membres de la société coopérative, et surtout de concentrer les efforts et les investissements sur la croissance de la production.

Outre la production agricole biologique, Libera Terra Mediterraneo offre un service de restauration le soir.

Elle possède aussi une structure d'accueil d'agrotourisme responsable.

Elle se base sur le travail des coopératives et leur production agricole mais aussi d'autres structures, en proposant de s'occuper du transport, de rencontres de formation et de médiation culturelle pour le personnel de Libera Terra Mediterraneo.

Groupes Cibles:

Les bénéficiaires du projet Libera Terra sont plus particulièrement les jeunes.

Les producteurs de matières premières d'agriculture biologique, la main-d'œuvre spécialisée et les autres personnes impliquées dans les projets de réutilisation des terres confisquées par la mafia à des fins de production d'agriculture biologique sont concernés.

Les clients sont les revendeurs au détail à travers deux canaux différents : hôtel/restaurant/catering (ho.re.ca) et grande distribution/distribution organisée (GD/DO), mais aussi les consommateurs engagés et les touristes responsables.

Pourquoi ça marche ?

- La socialisation initiée dans le cadre de la reprise des biens confisqués à la mafia, avec l'implication d'une centaine de personnes et de collectivités locales, empêche la mafia d'organiser des attentats pour reprendre les biens confisqués.
- La réutilisation productive des biens confisqués dans le sens de la loi 109/96⁴, avec de bons rapports avec l'administration publique.
- Le travail sur l'excellence du produit, notamment à travers la marque « Libera Terra » qui garantit justice et éthique dans la production, et sur le rapport qualité/prix.
- L'engagement des producteurs locaux à travers des accords de production pour l'offre de matières premières de Libera Terra Mediterraneo.
- L'ensemble des activités développées autour du projet Terra Libera rassemble les forces économiques, sociales et culturelles en faisant des terres confisquées un levier de développement de toute la chaîne socio-économique locale.

Les résultats

36 travailleurs salariés.

68 emplois ont été créés. Ils sont salariés de la société coopérative Libera Terra Mediterraneo et des coopératives membres gestionnaires.

Ce sont des producteurs agricoles, du personnel administratif, du personnel des structures touristiques, du personnel d'usine de production de vin, du centre hippique et du personnel dédié au management.

- 500 hectares de terre à nouveau utilisés pour la production
- Deux structures agrotouristiques créées en 2005 et 2010.
- Un lieu de transformation du vin et de mise en bouteille créé en 2009.
- Un centre hippique géré par la coopérative Placido Rizzotto Libera Terra.

Toutes les activités réalisées sont liées aux biens confisqués gérés par les trois coopératives associées, en Sicile et dans les Pouilles. Seule l'activité touristique implique des structures externes, qui participent ainsi au développement économique des territoires.

En 2010, deux coopératives se sont créées : une en Campanie et l'autre en Sicile orientale.

Données financières

En 2009 :

- Capitaux propres : 200 000 euros.

- Chiffres d'affaires : 3 154 712 euros.
- Résultat : 21 300 euros.
- Total de bilan : 2 164 000 euros.

Les activités sont financées par les capitaux propres.

Libera Terra Mediterraneo ne reçoit aucune subvention.

L'affectation des biens confisqués devient une opportunité non seulement pour ceux qui gèrent directement les biens mais aussi, de façon générale, pour les territoires et les producteurs voisins.

Perspectives

- L'objectif est de reproduire ce modèle dans toutes les zones où il y a des biens confisqués à restituer aux communautés.
- Renforcer la commercialisation des produits de Libera Terra Mediterraneo à l'étranger, notamment pour faire connaître le projet.

Le +

« Le réseau d'associations Libera dispose des biens confisqués à la criminalité. L'idée de les restituer à la légalité avec l'introduction d'un système coopératif a été suivi et supporté par la création d'un label, celui de Libera Terra, qui dit tout de la provenance des produits et de l'engagement de ceux qui y travaillent », Gianluca Faraone, président de Libera Terra Mediterraneo.

¹ Società a responsabilità limitata.

² Voir la présentation de Banca Etica.

³ Voir cadre légal Italie.

⁴ La loi 109/96 est la loi approuvée en 1996 en Italie à propos de la réutilisation sociale des biens confisqués. Elle prévoit l'utilisation gratuite des biens confisqués pour des associations et des coopératives sociales. La propriété des biens

reste à l'administration publique et aux municipalités où les biens sont situés.



Agrorinasce

L'idée

Créer un consortium d'acteurs locaux pour accompagner et soutenir un environnement social et économique favorisant la création d'emplois, d'activités sociales, notamment à partir de la récupération et la réutilisation des biens confisqués à la camorra¹. Tous les projets (sensibilisation, entreprises, infrastructures) ont pour objectif de diffuser une culture de la légalité, du sens civil et du respect de la justice en faveur de la communauté.

Les objectifs

1. Favoriser la création de postes sur le marché traditionnel de l'emploi dans le secteur primaire, secondaire et surtout tertiaire grâce à la réutilisation des biens confisqués à la camorra.



Contact

Allucci Giovanni est l'administrateur délégué d'Agrorinasce

Email

callucc@tin.it

Téléphone

(00 39) 081 89 23 03 40

Site internet

www.agrorinasce.org

Date de création | Pays

1998 | Italie

Mots clés

biens confisqués, mafia, territoire, entreprises, éducation, création d'emplois

2. Privilégier la reprise d'activités à finalité sociale et publique afin de renforcer l'équité et la justice sur ces territoires et de réduire l'influence et l'engagement des jeunes générations dans les organisations criminelles.
3. Assurer la poursuite de la récupération et la réutilisation des biens confisqués à la camorra à des fins collectives et sociales.
4. Renforcer la collaboration et l'entente entre les différentes municipalités associées.

Le mode d'intervention

Statut juridique :

Agororinasce s.c.r.l. – Agence pour l'innovation, le développement et la sécurité du territoire – est une société coopérative à responsabilité limitée créée par 6 municipalités de la province de Caserta et dont le capital est entièrement public.

La présidence a été confiée à un délégué du Préfet de Caserta, de façon à garantir un contrôle de la légalité dans toutes les activités.

De plus, Agrorinasce, créée dans le cadre du programme communautaire « Sécurité pour le développement du Mezzogiorno² en Italie », est placée sous la responsabilité du département de la Sécurité publique du ministère de l'Intérieur.

Historique :

En 1998, certaines municipalités ont été dissoutes après que la police a découvert que de nombreuses personnes travaillant dans le gouvernement local étaient en réalité des personnes infiltrées appartenant aux organisations mafieuses. C'est à partir de cela qu'est apparue l'exigence de créer une organisation éloignée des événements de l'administration locale, et qui renforce la légalité dans une région où la présence de la mafia est très importante. 6 municipalités de la Province de Caserta (Casal di Principe, Casapesenna, Santo Cipriano d'Aversa, Santo Marcellino, Santa Maria La Fossa et Villa Literno) se sont donc regroupées pour lancer Agrorinasce.

Activités :

Agororinasce a été le premier projet pilote au niveau européen promu par le ministère de l'Intérieur italien dans le cadre de la programmation communautaire QCS 1994-99³.

Dans cette zone de forte criminalité mafieuse, l'objectif est de renforcer la légalité en intervenant dans les écoles, dans la création d'emplois, dans la réalisation d'infrastructures sociales, dans la rénovation urbaine et dans la diffusion de la culture de la légalité.

La société coopérative Agrorinasce insiste pour que les activités promues aient toujours une finalité sociale significative dans le renforcement de la légalité, et travaille fortement avec la récupération à usage social et public de biens confisqués à la camorra.

Les principales activités d'Agororinasce peuvent se synthétiser en 4 domaines d'intervention :

- La diffusion d'une culture de la légalité.
Exemples : interventions annuelles d'animation dans les écoles, solidarité et assistance pour les victimes de la criminalité, cycles de séminaires sur les thèmes de la légalité et du développement en collaboration avec la Faculté de Jurisprudence de Santa Maria, la Faculté d'Économie de Capua, l'Institut Italien pour les Études Philosophiques de Naples, etc.
- La promotion et le développement de l'entreprise.
Exemples : réalisation et gestion d'une zone aménagée pour les entreprises à San Cipriano d'Aversa, bureau d'accompagnement dans la création de nouvelles entreprises, etc.
- Les infrastructures sociales et les activités culturelles.
Exemples : réalisation d'une piscine municipale à Casal di Principe, centres sociaux et bibliothèques dans toutes les municipalités membres, Parc de la légalité de Casapesenna, Parc de la légalité de San Cipriano d'Aversa, etc.
- La récupération et la gestion des biens confisqués à la camorra.

Actuellement, il y a environ 140 biens confisqués sur le territoire des 6 municipalités membres d'Agororinasce. Agrorinasce dispose de 55 biens confisqués à la camorra dont 18 sont financés par les fonds de la Région de Campanie (10), par le ministère de l'Intérieur (5), d'Agororinasce, les municipalités membres et les coopératives (3). Il faut y ajouter 11 biens confisqués récupérés directement par les municipalités elles-mêmes.

La société coopérative est organisée avec une Assemblée des Syndicats membres, un Conseil d'Administration composé de trois conseillers, la Présidence confiée au délégué de la Préfecture de Caserta, un administrateur délégué et des collaborateurs pour chaque projet.

Exemple de projet :

Réalisée à partir des fonds du programme communautaire POM 1994/1999, la zone équipée pour les entreprises sur la municipalité de Santo Cipriano d'Aversa représente une surface de 37 000 m², entièrement clôturée et dotée de tous les travaux d'urbanisation. Les terrains prévus pour des activités productives ou de services couvriront environ 24 000 m² tandis que la surface restante sera destinée à la réalisation des routes d'accès aux terrains, à la construction de parkings et d'espaces communs.

Par le biais d'une telle initiative, Agrorinasce met sur pied une « copropriété industrielle » qui, outre le fait d'accueillir les entreprises installées, prévoit aussi tout un ensemble de services communs (gardiennage, surveillance, nettoyage et manutention ordinaire) et spécialisés (services aux entreprises, banque, restaurant et cantine) pour un meilleur développement des activités entrepreneuriales.

Agororinasce est l'administrateur de la copropriété. Le montant global financé pour ce projet est de 1 000 000 euros.

Groupe Cibles:

Il n'existe pas de cible spécifique de référence, bien que les destinataires de l'activité soient surtout les jeunes générations.

Pourquoi ça marche ?

- La présence du ministère de l'Intérieur dans les activités de la coopérative l'a mise à l'abri des infiltrations de la camorra et des logiques de répartition politique.
- La capacité de planification et d'aménagement de la société coopérative.
- La capacité de créer des relations avec des entités institutionnelles et sociales.
- L'activité d'Agorinasce s'inscrit dans un contexte favorable. Il y a eu en effet de nombreux travaux littéraires ainsi que des témoignages de personnes influentes du monde des institutions et de la magistrature. Quelques exemples : le livre « *Gomorra* » de Roberto Saviano, adapté au cinéma ; le livre du magistrat Raffaele Cantone ; les lettres du président de la République, Giorgio Napolitano, du Cardinal Crescenzo Sepe ; la médaille de la présidence de la République en mémoire de Don Peppe Diana, curé tué par la camorra en 1994 dans son église.

Les résultats

1. Le principal succès d'Agorinasce est d'exister dans une zone de forte criminalité mafieuse, et de continuer à sensibiliser au niveau local les habitants pour qu'ils soient plus informés sur les projets, qu'ils continuent d'habiter sur les territoires, osent participer et briser la loi du silence. En effet, le territoire sur lequel Agorinasce travaille fait face à un fort mouvement d'émigration de personnes et d'entreprises vers d'autres régions, cercle vicieux alimenté par la réputation négative peinte par les médias et la recrudescence des phénomènes mafieux en période de crise économique.
2. La société Agorinasce n'a pas d'objectif d'emploi spécifique mais elle vise à favoriser la création de postes sur le marché traditionnel de l'emploi dans le secteur primaire, secondaire et surtout tertiaire grâce à la réutilisation des biens confisqués à la camorra. Ainsi, entre les entreprises qui ont bénéficié directement de marchés et de projets et celles qui en dépendent indirectement, on peut estimer qu'en douze années d'activité, une centaine d'entreprises ont été concernées (pour environ 15 millions d'euros).
3. Les principaux résultats sont liés aux travaux réalisés en faveur des municipalités :

- 55 biens immobiliers et terrains confisqués à la camorra ont été récupérés.
 - La première zone aménagée pour les entreprises a été créée.
 - Le premier théâtre sur un terrain confisqué à la camorra a été construit.
 - Les infrastructures sportives (les piscines et les terrains de football) ont été réalisées, etc.
4. Il n'y a pas eu de mesure précise du nombre de bénéficiaires mais l'activité touche les citoyens (environ 60 000 sur cette zone), les entreprises, les associations et les entités locales sociales.
- Aujourd'hui, 20 entités sociales collaborent directement avec Agorinasce dans les domaines du sport, des activités culturelles et des services socio-sanitaires.

Données financières

Les travaux réalisés, surtout pour la récupération à usage social des biens confisqués à la camorra, sont gérés directement par Agorinasce ou concédés à titre gratuit par les entités sociales. De cette façon, la vie économique et financière d'Agorinasce dépend essentiellement des municipalités membres.

Les travaux (restructuration, rénovation des biens confisqués à la camorra, travaux de construction d'infrastructures sociales et de rénovation urbaine) réalisés sont tous financés par le ministère de l'Intérieur ou par la région de Campanie. Et les activités, qu'elles se déroulent à l'intérieur des structures créées (centres sociaux, théâtre et autres centres culturels, installations sportives, parcs, etc.) ou qu'elles soient gérées par des structures propres à charge des autorités locales, sont financées par les municipalités membres ou par les contributions de la région de Campanie.

Dans les dix dernières années, 8 à 10 millions d'euros ont été investis dans la récupération des biens confisqués à la camorra, alors que les autres projets d'Agorinasce ont reçus des sommes de 3 à 5 millions d'euros.

Perspectives

- La société coopérative veut continuer son travail de récupération à usage social et productif des biens confisqués à la camorra. L'objectif dans les prochaines années est de réaliser des travaux et des activités qui puissent rendre Agorinasce plus indépendante par rapport aux budgets des municipalités membres.
- L'objectif est de promouvoir, au cours des 3 prochaines années, la récupération de 90% du patrimoine des biens confisqués à la camorra sur le territoire.

Le +

« Quand Agrorinasce a été créée, il y a 12 ans, il n'y avait ni laboratoire ni gymnase dans les écoles, il n'y avait pas un m² équipé pour les entreprises, il n'existait pas un équipement sportif (exceptés les terrains de football) ni une infrastructure culturelle ou un espace vert dédié aux enfants. Nous avons changé le contexte sur tous ces aspects.

Aujourd'hui, de nombreuses personnalités du monde des institutions et de la culture, y compris le président de la République Giorgio Napolitano, nous ont rendu visite et reconnaissent le travail d'Agrorinasce. Les projets autour de la récupération des biens confisqués à la camorra ont notamment été présentés par Roberto Saviano dans son livre *Gomorra* », Allucci Giovanni, administrateur délégué d'Agrorinasce.

¹ La camorra est une institution illégale de type mafieuse qui agit dans le sud de l'Italie. Outre le fait qu'ils contrôlent de nombreux secteurs de l'économie locale, ils ont également une main mise sur la participation politique par un système de clientélisme. La situation socio-économique des zones de présence de la camorra est marquée par d'évidentes problématiques.

² Le Mezzogiorno désigne l'ensemble de régions du sud de l'Italie péninsulaire et insulaire, caractérisées par un développement économique moins fort que le reste de l'Italie (faible tissu économique, chômage élevé).

³ Il s'agit d'un programme communautaire européen dénommé POM « Sécurité pour le déve-

loppement de la région du Mezzogiorno en Italie », Mesure 1.3 de renforcement des systèmes sociaux locaux dans le cadre communautaire de soutien (Quadro Comunitario di Sostegno [QCS]) 1994-1999. L'objectif est notamment de soutenir la reconversion économique et sociale des zones en difficulté structurelle.

L'internat d'excellence de Sourdun

L'activité

L'internat d'excellence de Sourdun est le premier des 11 établissements similaires qui seront créés dans le cadre du plan Espoir Banlieues, dont 6 basés sur d'anciens sites du ministère de la Défense. Caserne militaire évacuée à la suite de la réforme de la carte militaire, ce domaine de 50 hectares retrouve finalement une deuxième jeunesse. Il accueille depuis la rentrée 2009 des garçons et des filles boursiers, issus de milieux défavorisés et qui ne bénéficient pas d'un contexte favorable pour étudier et réussir (orphelins, habitants de logements exigu, etc.).

Le réaménagement partiel a été réalisé pour adapter cette ancienne caserne. Ainsi, les maisons d'internes abriteront des chambres de 2 ou 3 élèves, en mettant l'accent sur une solidarité entre les âges. Quant aux étudiants en cycle supérieur, ils habiteront dans les anciens studios des militaires « célibataires cadres », disposant ainsi d'un logement individuel à l'année.

Site internet

www.internat-sourdun.fr

Date de création | Pays

2009 | France

Mots clés

caserne militaire, reconversion, internat scolaire, élèves de milieux défavorisés

Cet internat d'excellence est aussi innovant par son approche pédagogique. Au programme :

- L'enseignement traditionnel (heures d'études, importance des langues, etc.).
- Des activités sportives grâce aux équipements de la caserne notamment (stade, gymnase, centre équestre, manège couvert).
- Des activités culturelles (théâtre, opéra, cinéma, écriture de roman)
- Un atelier cuisine du monde ainsi qu'un jardin potager.

Elèves, parents, enseignants, mais aussi municipalité et commerces de proximité, tous saluent cette reconversion réussie.

Les résultats

Une enveloppe de 1.5 million d'euros est dédiée à l'internat en 2009 et sera ajustée lorsque l'établissement aura atteint sa pleine capacité.

Coûts des travaux pour réhabiliter la caserne en internat et frais de rentrée scolaire : 1 million d'euros, soit la moitié des coûts liés à l'ouverture d'un établissement traditionnel.

La caserne de Sourdun avait abrité jusqu'à un millier de militaires, et leur départ mettait l'économie de cette ville de 1487 habitants en banlieue de Paris (département Seine-et-Marne, région Ile-de-France) en graves difficultés.

En 2009, pour la première année, ce sont :

- 126 élèves depuis la sixième jusqu'aux classes préparatoires aux grandes écoles.
- Une quarantaine d'adultes dont seize enseignants.

En 2011 :

- 280 élèves de la sixième à la première (58 passent le bac français) et 20 dans les deux classes préparatoires ouvertes en 2010.



Monceau - FONTAINES

L'idée

Rénover un ancien site charbonnier pour y installer des associations d'économie sociale en mettant en place un mode de gestion dynamique fondée sur un système de partenariat avec les entreprises locataires dites « partenaires-locataires ».

Les objectifs

1. Développer les possibilités de formation et de création d'emplois utiles et valorisants pour des personnes peu qualifiées et/ou exclues du marché du travail.
2. Inscrire le projet dans une démarche de respect de l'environnement à la fois sur le site lui-même (minimiser la pollution de l'air, du sol et de l'eau) et dans les activités présentes sur le site (représenter une charge minimale pour l'environnement).



Contact

Christian Jenicot est directeur de l'Association sans but lucratif Monceau-FONTAINES

Email

info@monceau-fontaines.be

Téléphone

(00 32) 071 33 46 01

Site internet

www.monceau-fontaines.be

Date de création | Pays

1995 | Belgique

Mots clés

économie sociale, formation, emploi, partenaires-locataires, reconversion, mutualisation de services

3. Mettre l'accent sur une finalité de service aux membres ou à la collectivité plutôt que de profit, ainsi qu'une coopération active de services mutualisés.
4. Développer une activité ancrée dans le quartier, la ville et les réseaux locaux.

Le mode d'intervention

Statut juridique :

Le site associatif d'économie sociale de Monceau-FONTAINES est géré et animé par l'Association sans but lucratif¹ (ASBL) Monceau-FONTAINES. L'association implique ensuite ses locataires au sein d'un partenariat : chaque partenaire-locataire est membre de l'assemblée générale et du conseil d'administration et participe démocratiquement aux prises de décision.

Tous les partenaires-locataires doivent adhérer à une charte qui comporte 10 critères éthiques.

Historique :

A l'origine, le site abritait le siège central de plusieurs exploitations minières de la région de Charleroi. La société Monceau-FONTAINES faisait travailler plus de 10 000 personnes pour 1 500 000 tonnes de charbon extraites annuellement. On y trouvait aussi l'école formatrice au métier de mineur.

Au moment de la crise industrielle des années 1970, le site a été peu à peu laissé à l'abandon. C'est cet ancien site industriel désaffecté que deux entreprises de formation par le travail pour des personnes exclues du marché de l'emploi et de l'aide sociale ont remarqué en 1993, alors qu'elles recherchaient des locaux. Face à l'ampleur de ce projet de restauration, d'autres associations à vocation sociale de la région, également en recherche de locaux, se sont associées.

Activités :

Monceau-FONTAINES est un site associatif d'économie sociale hébergeant plus d'une dizaine de structures.

L'association Monceau-FONTAINES s'occupe de :

- La gestion du site : location de locaux, gestion des biens communs, recherche de partenaires, etc.
- L'animation du site : dynamique de partenariat avec les entreprises, le quartier, les écoles, etc.
- La promotion du projet et des partenaires : rencontres et échanges extérieurs, gestion d'un centre de réception, etc.
- Le jobcoaching pour les stagiaires qui se forment sur le site, aide à la recherche d'emploi, formation, accompagnement, etc.
- Le développement de projets sociaux et environnementaux et une mutualisation des services : crèche, service de psychologues, logement d'insertion, formation au permis de conduire, gestion des énergies, des déchets, etc.

Le projet Monceau-FONTAINES offre donc au monde de l'économie sociale un centre lui permettant d'exercer ses activités dans de bonnes conditions de travail (bâtiments rénovés et équipements conformes) qui assure à chacun viabilité et développement.

On peut y trouver une offre de biens et services très variés proposés par les structures locataires : animation, bâtiment, chauffage, couture, crédit solidaire, graphisme, informatique, musique, nettoyage, parcs et jardins, publication, repassage, restauration, services dédiés aux sourds et malentendants. En général, les structures locataires exercent leurs activités dans la région du Hainaut (Charleroi et environs). Mais certaines s'associent à des réseaux particuliers dans toutes les régions de Wallonie et de Bruxelles (par exemple Azimut², qui est associée à un réseau de coopératives d'activités, Relogeas à un réseau du logement social, etc.).

Pourquoi ça marche ?

- Le projet a vu le jour grâce à un partenariat public-privé pour la restauration des bâtiments qui a bénéficié d'aides européennes et de la Région Wallonne, dans le cadre d'un programme de rénovation des sites d'activités économiques désaffectés, appelé Objectif 1.
- L'autonomie de gestion, dans le cadre du partenariat imposé aux locataires, en appelant chaque membre à s'investir dans la pérennité du concept et dans son développement, est une des clés de succès de l'opération.

Les résultats

Sur le site de Monceau-Fontaines, soit 5 000 m² de locaux rénovés :

- 14 associations et/ou coopératives sont hébergées
- L'ensemble des entreprises présentes offrent plus de 40 biens et services au grand public pour un chiffre d'affaires annuel avoisinant les 3 millions d'euros.
- 4 salariés travaillent pour l'asbl Monceau-FONTAINES.
- 124 emplois au sein des structures locataires.

À ce jour, les locaux sont loués à 100 %, 124 personnes travaillent sur le site et une moyenne de 100 stagiaires s'y forment au quotidien.

Ce qui est intéressant, c'est la synergie créée par le fait d'avoir regroupé sur un seul site des structures qui ont comme finalité sociale commune l'insertion, et qui dispose de ce fait de moyens mutualisés. Les personnes, le plus souvent les stagiaires en formation dans les différentes structures, ont la possibilité de disposer de plusieurs services concentrés sur un même site.

Ce « zoning économique et social » est assez novateur. C'est aussi une vitrine très représentative du parcours d'insertion qu'une personne préca- risée socialement et professionnellement peut suivre. Des cours d'informa-

tique à la formation professionnelle qualifiante, de l'aide à la recherche d'un logement au conseil pour lancer sa propre entreprise en indépendant ou en société, de la location de salle au service traiteur, etc.

Données financières

- La restauration du site n'a pu être réalisée que grâce au soutien financier européen et de la région wallonne tout en tenant compte de la prise en charge par Monceau-FONTAINES de plus de 700 000 euros dont les emprunts ont fait l'objet d'un plan financier calculé sur les revenus locatifs des bâtiments.
- Économiquement, les conditions locatives doivent couvrir l'équilibre financier de Monceau-FONTAINES, en lui assurant la couverture de ses charges financières et de fonctionnement. La répartition de ces charges sans aspect lucratif permet d'atteindre un taux de charges locatives intéressant.
- Les activités sont financées en partie par des aides à l'emploi du pouvoir public régional ainsi que par des aides ponctuelles de la loterie nationale, des pouvoirs publics, de fondations et de mécénats.
- Chiffre d'affaires 2009 (asbl Monceau-FONTAINES) : 327 274 euros.
- Résultat de l'exercice 2009 : -34 906,16 euros . Ce chiffre est lié à une perte conjoncturelle.
- Le modèle du regroupement d'entreprises et de la réaffectation d'un ancien site industriel, grâce à un partenariat public-associatif est novateur (à l'époque, ce fut le premier site en région wallonne).

Perspectives

- Le projet immobilier est arrivé à sa limite d'accueil dans l'extension de sa propriété bâtie. Toutefois dans les activités, il est envisageable d'annexer la collaboration d'autres structures par des réseaux externes.
- Renforcer les partenariats entre les initiatives d'économie sociale.

Le +

« Depuis quelques années, nous louons un bureau sur le site de Monceau-FONTAINES. Nous y tenons des permanences pour nos activités de micro-finance : les particuliers exclus bancaires peuvent s'y rendre pour solliciter un micro-crédit professionnel (s'ils souhaitent se lancer comme indépendant) ou personnel (pour réaliser un de leurs projets de vie). Ce qui est intéressant pour nous, c'est de se trouver au cœur d'un site hébergeant des associations et des entreprises qui travaillent avec le même public cible que nous, mais en l'aidant sur le plan de l'insertion sociale, de

la formation professionnelle, du logement, de la création et l'hébergement de sa petite entreprise, etc. Nos services sont complémentaires et notre public peut, sur un même lieu, trouver différentes réponses à ses besoins. Sur un plan plus relationnel, il règne sur le site une grande convivialité, les contacts se nouent au restaurant (tenu par les stagiaires du Germeir, une entreprise de formation par le travail), et cela participe à créer des valeurs de travail et un esprit communs. », Isabelle Philippe travaille chez Crédal³.

¹ Issu d'un texte de loi de 1921 revu en 2002, l'association à but non lucratif belge se définit comme « une association qui ne se livre pas à des opérations industrielles ou commerciales, et qui ne cherche pas à procurer à ses membres un gain matériel ». On compte environ 70 000 associations sans but lucratif en Belgique aujourd'hui.

² Voir la présentation d'Azimut.

³ Voir présentation de Crédal.



Terres de la Baillerie

L'idée

Gérer de manière collective la terre agricole pour permettre l'installation d'une exploitation agricole autonome, durable, citoyenne et respectueuse de l'environnement.

Les objectifs

1. Gérer collectivement la terre.
2. Développer une agriculture autonome en amont et en aval, c'est-à-dire qui limite sa dépendance extérieure au niveau des intrants en produisant la quasi-totalité de l'alimentation des animaux et qui développe la vente directement aux consommateurs.

FERME DE LA BAILLERIE
(Bouvier)



Contact

Christophe Col est l'éleveur de chèvres de la Ferme de la Baillerie

Email

info@labaillerie.be

Téléphone

(00 32) 04 99 34 86 10

Site internet

www.terredelabaillerie.be
www.labaillerie.be

Date de création | Pays

2007 | Belgique

Mots clés

agriculture paysanne,
écologique, citoyenne,
coopérative

3. Défendre une agriculture :

- Écologique : respect de la terre et de la nappe phréatique, respect de la biodiversité, faible dépendance énergétique.
- Équitable : grand respect des consommateurs par la qualité des produits, souci de communication et de proximité, recherche du juste prix pour le fournisseur et pour le consommateur.
- Éthique : volonté de rémunérer équitablement le travail.

Le mode d'intervention

Statut juridique :

On est dans le cadre d'une Société Coopérative à Responsabilité Limitée¹ (SCRL).

Mais le projet Ferme de la Baillerie-Terres de la Baillerie regroupe en réalité 2 structures :

- la SCRL Terres de la Baillerie qui a pour objet social le soutien à des projets d'agriculture durable via la gestion des biens immobiliers, bâtiments et terres, plus particulièrement agricoles.
- la SCRL Ferme de la Baillerie qui a pour objet l'élevage de chèvres et la production fromagère, dans l'optique d'une agriculture durable et intégrée.

Ce statut est le plus adapté pour un projet économique participatif.

Historique :

Il n'y a pas d'agriculture durable sans terre et la difficulté d'accès à la terre est aujourd'hui le principal frein à l'installation en agriculture.

C'est contre cette fatalité que le projet Terres de la Baillerie s'est construit. La Ferme de la Baillerie, installée tout près du château de Bousval, a été rachetée et est désormais gérée par un couple d'exploitants agricoles. Forts d'une expérience de 10 ans dans le domaine de l'élevage de chèvres, ils sont aussi très sensibles aux questions d'équilibres naturels et de développement durable. Ils ont créé avec des amis et des sympathisants la coopérative Terres de la Baillerie.

Activités :

La Ferme de la Baillerie est une coopérative dont l'activité est l'élevage de chèvres et la transformation fromagère. Elle travaille dans une logique d'agriculture durable, puisqu'elle a pour ambition de produire du lait avec une alimentation auto-produite et de développer au maximum la vente directe aux consommateurs, que ce soit à la ferme ou sur les marchés.

Mais l'accès à la terre agricole est particulièrement difficile en Belgique où les terres se concentrent d'année en année autour d'exploitations agricoles intensives. C'est d'autant plus difficile pour des personnes qui ne sont pas issues du monde agricole.

C'est pourquoi la coopérative de production Ferme de la Baillerie a créé

une deuxième coopérative, Terres de la Baillerie, dont l'objectif consiste à récolter un capital auprès de sympathisants, défenseurs d'une agriculture paysanne durable.

Ce capital, récolté par la coopérative foncière sous forme de parts de coopérateurs, a permis d'acquérir les terres agricoles qui sont mises en location auprès de la coopérative Ferme de la Baillerie, structure exploitante de ces terres.

Dans ses statuts, la scrl Terres de la Baillerie s'est fixée comme objet social la « gestion des biens immobiliers, bâtiments et terres, plus particulièrement agricoles ». Aujourd'hui, elle réalise cet objet en mettant la terre à disposition de la Ferme de la Baillerie, qui s'inscrit dans un mode de production durable. À terme, la société Terres de la Baillerie pourrait devenir une passerelle entre la Ferme de la Baillerie et d'autres projets d'agriculture durable, mais également un lien entre la ferme et la société.

La coopérative distribue un dividende qui est lié aux résultats de la coopérative et à l'évolution de l'inflation.

Tous les travailleurs sont coopérateurs.

Les coopérateurs sont conviés à participer, non seulement à l'assemblée générale, mais une fois par an aux travaux des champs, à savoir la récolte de betteraves destinées à l'alimentation hivernale des chèvres.

L'approche écologique du projet permet de limiter le coût environnemental porté par la société. Les impacts négatifs sur l'environnement sont inexistant :

- Production locale de l'alimentation par des méthodes respectueuses de l'environnement.
- Procédés de fabrication du fromage très intéressants énergétiquement : pas de refroidissement du lait, pas de pasteurisation.
- Moins de 15 km du champ au consommateur.
- Maintien du patrimoine bâti (la ferme attenante a été achetée par plusieurs familles regroupées en association de copropriétaires qui y développent leur habitat en logements basse consommation d'énergie) et paysager (l'exploitation se développe en bonne partie sur un site classé d'intérêt paysager et contribue à maintenir le caractère rural d'une commune soumise à forte pression immobilière au vu de sa proximité avec la capitale).

Le choix d'une faible dépendance à l'extérieur permet d'assurer la maîtrise des coûts, et ce dans le plus grand respect et au bénéfice tant du producteur que du consommateur.

Pourquoi ça marche ?

- Les consommateurs sont en demande d'une agriculture de proximité, soucieuse de l'environnement et de la qualité des produits.
- Les porteurs du projet ont développé une approche participative et transparente entre producteurs, coopérateurs et consommateurs. Ils

favorisent et encouragent la participation des coopérateurs à la vie de la ferme (organisation de journées de récolte, etc.).

- La rencontre entre des « entrepreneurs » soucieux de développer un projet agricole respectueux de l'environnement, économiquement rentable et financièrement autonome dans le cadre d'un projet collectif, et des coopérateurs attentifs au maintien d'une agriculture paysanne, à la consommation de produits locaux de qualité et désireux de s'impliquer dans le projet.

Les résultats

- 3 emplois ont été créés au sein de la ferme.
- 60 000 litres de lait de chèvre servant à la fabrication de fromage annuellement.
4 marchés hebdomadaires locaux sont approvisionnés.
La vente se fait également directement à la ferme.
- Quelques vaches viandeuses et agneaux sont élevés dans un souci de valorisation des sous-produits.
La viande est vendue par colis par l'intermédiaire d'un boucher (obligation légale).
- 10 hectares de terres assurant l'alimentation de 120 chèvres.
- Le développement d'une agriculture paysanne permet de relocaliser une production intensive en main-d'œuvre.

Données financières

- SCRL Ferme de la Baillerie (élevage et production), au 31 décembre 2009 :
Total de bilan : 235 792 euros.
Capitaux propres : 27 200 euros (renforcés par rapport à 2008 : 25 500 euros).
Chiffre d'affaires en 2009 : 139 500 euros, soit 50 % d'augmentation par rapport à 2008 (94 800 euros).
Résultat de l'exercice : 1 480 euros.
- La coopérative foncière Terres de la Baillerie, au 31 décembre 2009 :
Total de bilan : 43 187 euros.
Capitaux propres : 30 668 euros (soit 46 050 euros de parts souscrites, moins 5 950 euros de parts non appelées et moins 9 432 euros de perte reportée).
Chiffres d'affaires : 1 700 euros
Résultat de l'exercice : -756 euros
Le chiffre d'affaires de Terres de la Baillerie est constitué majoritairement de loyers payés par la Ferme (1 100 euros en 2009 et vente de pommes pour le reste).

- Le projet ne reçoit pas de subvention. La ferme vit du chiffre d'affaires réalisés par la vente de la production (fromages).
- Un emprunt réalisé auprès de la coopérative de crédit alternative Crédal² a permis d'acquérir la terre le temps que la coopérative Terres de la Baillerie rassemble suffisamment de coopérateurs. Les comptes au 31 décembre 2007, 2008 et 2009 illustrent par les chiffres cette opération : le capital souscrit était de 18 600 euros en 2007, 28 800 euros en 2008 et est passé à 46 050 euros en 2009. Dans le même temps, le montant du crédit octroyé par Crédal était de 24 500 euros en 2007, 22 519 euros en 2008 et 12 519 euros en 2009. Cet emprunt a été complètement remboursé en 2010.

Perspectives

Pour augmenter l'autonomie de la Ferme en cas de problèmes climatiques, la coopérative Terres de la Baillerie veut augmenter son capital pour acquérir des terres pour des prairies à fourrage (pour nourrir les chèvres).

Dans un deuxième temps, l'idée de se développer est d'aider d'autres exploitations agricoles paysannes à acquérir des terres.

Il y a aussi le projet de devenir autonome au niveau de l'énergie en investissant dans des panneaux solaires photovoltaïques ou une éolienne de petite taille.

Le +

« Aucune banque classique n'a accepté de préfinancer le capital apporté par les coopérateurs, comme l'a fait Crédal. Aucun ne croyait que des personnes pouvaient investir dans un projet d'acquisition de terres pour une exploitation agricole, fut-elle paysanne, écologique, locale, équitable. Crédal a été le seul organisme à croire dans le projet. » Christophe Col, à l'origine du projet de la Ferme de la Baillerie.

Une anecdote : un fournisseur qui a aidé au montage du projet était dans un premier temps sceptique. Convaincu par le projet, il a fini par réinjecter tous les honoraires qui lui ont été payés en parts de coopérateurs.

¹ SCRL : Société Coopérative à Responsabilité Limitée, forme juridique la plus courante pour les coopératives de droit belge.

² Voir la présentation de Crédal.



L'écovillage de Hurdalsjøen



Contact

Lars von Krogh est le président de la coopérative

Email

styreleder@hurdaledcovillage.no

Téléphone

(00 47) 9 112 39 05

Site internet

www.hurdaledcovillage.no

Date de création | Pays

2002 | Norvège

Mots clés

village, coopérative, démocratie, économie locale, éco-construction

L'idée

Un village écologique soucieux du respect de l'environnement, qui privilégie l'activité locale et un mode de fonctionnement démocratique, où les gens ayant des modes de vie différents peuvent cohabiter.

Les objectifs

1. Créer des commerces sur site en encourageant les emplois locaux, par le développement des activités notamment une ferme, une petite épicerie, et une crèche.
2. Minimiser l'empreinte écologique de la population du village (logement, consommation de nourriture, etc.).

3. Viser l'inclusion sociale et la démocratie sociale dans l'organisation des activités au village (décisions coopératives, démocratie, consensus, inclusion).
4. Être un exemple et inspirer d'autres initiatives similaires.

Le mode d'intervention

Statut juridique :

La forme légale choisie est celle de la coopérative. Après l'acquisition de la ferme, la coopérative du village écologique s'est chargée de couvrir les frais de fonctionnement, pendant que le village était conçu et dessiné. Une fois les premières maisons construites, une coopérative d'habitat a été créée. Ses membres doivent également être membres de la coopérative du village écologique.

La raison de ce choix était le principe « une personne/un vote ». Pour la coopérative d'habitat, c'est un moyen commode d'organisation.

Historique :

Le village écologique de Hurdalsjøen est né d'un mouvement plus vaste qui cherchait un endroit approprié pour créer un village écologique vers la fin des années 1990 et le début des années 2000. Les gens qui se sont installés au village écologique de Hurdalsjøen sont issus de ce mouvement. Il regroupait quelques familles qui voyaient dans Hurdalsjøen un endroit idéal pour s'installer.

Activités :

Le village écologique de Hurdalsjøen s'est créé en 2002 et les premières maisons temporaires étaient construites en 2003. Le groupe a travaillé avec des experts dans les domaines de l'architecture, de l'assainissement, de l'agriculture, de l'énergie et avec les autorités locales. Ceci non seulement pour planifier les logements, mais aussi un centre national de formation, une crèche, un centre de recherche et de présentation des énergies renouvelables.

En matière de logements : en 2010 ont été construites les 28 premières unités de logements et la crèche, comme planifié. Les maisons ont été partiellement conçues par le groupe du village. Les logements ont développé de nouveaux standards et n'utilisent que des matériaux et modules non polluants, ce qui permet différents usages. Certains de ces logements sont en location mais la plupart sont utilisés par leurs propriétaires.

Des activités diverses se développent. La ferme est rentrée en activité : les légumes et produits agricoles sont pour la plupart destinés à la consommation locale. Il y a aussi des petits magasins d'alimentation pour les gens du village où ils se servent eux-mêmes, sans personnel, dirigés directement par les gens du village. Une boulangerie et un café sont aussi envisagés.

Des cours d'introduction sont prévus pour les gens qui veulent s'installer à Hurdalsjøen. Pour devenir membre de la coopérative, il est demandé

aux nouveaux arrivés de suivre un cours en quatre étapes. C'est une introduction aux principes et manières de travailler au village, et cela permet de s'assurer que les nouveaux villageois sont bien préparés.

Enfin, le travail politique a pour but de se pencher sur le sens et les valeurs des villages écologiques.

Pourquoi ça marche ?

- Le village est fondé sur la démocratie directe et sur le consensus. Des groupes de responsabilité sont organisés et des « dirigeants » informels émergent naturellement. Par conséquent se met en place un processus de prise de décisions et d'avancées acceptées par tous.
- Le bon rapport et dialogue avec les autorités locales a facilité la construction du projet.
- Le financement de Husbanken, une institution gouvernementale établie pour s'assurer que les logements pour les personnes défavorisées soient confortables, abordables et possèdent de bonnes qualités environnementales, a créé une dynamique.
- La singularité de l'initiative, l'ardeur des autorités locales pour attirer les jeunes adultes et son soutien positif à l'idée de village écologique.

Les résultats

Malheureusement, il est encore trop tôt pour faire un bilan en termes d'impact sur la création d'emplois ou le maintien en poste des salariés.

Cependant, la construction actuelle des logements et de la crèche, le développement futur d'une épicerie et d'un petit café créent un environnement favorable pour les opportunités d'emplois. Actuellement, l'organisation du village est gérée par un emploi à mi-temps qui est financé par les gens du village. Par ailleurs, une crèche fournira des emplois à l'horizon 2011 et plusieurs familles ont déjà emménagé à Hurdalsjøen et attendent d'être logés dans le village écologique.

Données financières

- Total de bilan: NOK 5,3 millions (~ 674 000 euros) ce qui comprend surtout le terrain et la ferme. Financé par des emprunts octroyés par Cultura Bank¹.
- Capital: NOK 22 000 (~ 3 000 euros).
- Chiffre d'affaires: NOK 738 000 (~ 94 000 euros).
- Perte de NOK 71 000 (~ 9 000 euros) avant que la principale phase de construction des logements n'ait commencé.

L'institution gouvernementale Husbanken accordera des emprunts pour la construction des logements.

Les gens du village paieront 30 % des coûts au moment de l'achat et le reste sera payé par remboursements mensuels via la coopérative de logements.

Perspectives

Après les premières étapes (les logements et la crèche), le village écologique de Hurdalsjøen a l'intention de renforcer les activités de commerce ainsi que celles liées aux aspects énergétiques.

Pour ceux qui veulent reproduire l'idée, il faut mettre l'accent sur l'établissement d'un centre national pour les villages écologiques financés par le gouvernement, sur le partage de l'information et sur l'inspiration mais il faut surtout adapter le projet à son contexte local.

Le +

« Nous travaillons à la création d'un mode d'habitation humain écologique et durable, sain à la fois pour la nature et pour les hommes. Les aspects importants de notre vision sont la culture, l'esthétique et la spiritualité. Nous travaillons à la création d'entreprises locales et l'établissement d'un centre de recherche sur les technologies environnementales. Nous souhaitons attirer les gens de tous les âges et à toutes les étapes de leur vie. Notre but est de devenir un point de rencontre et de répandre notre expérience, notre connaissance et notre inspiration à travers le monde. », Lars von Krogh, président de la coopérative.

« Je crois que Hurdalsjøen est un exemple important pour montrer comment on peut créer un village écologique en Norvège. En créant « un lieu nouveau » sur la base des principes écologiques, de nouveaux types d'emplois, de logements et de modes de vie fondés sur une approche plus communautaire peuvent être mis en place. En acceptant la diversité dans toutes ses formes, le village peut construire et utiliser encore plus de ressources (également les ressources humaines) que la société courante ne reconnaît normalement. », Christine Bakke de Cultura Bank qui finance une partie du projet.

¹ Voyez la présentation de la Banque de Cultura.



La station de métro Ellingsrud

L'activité

Le projet de la station de métro Ellingsrud a pour objectif de régénérer une zone urbaine problématique, par l'implication des fauteurs de troubles et de la communauté locale, au sein d'un projet commun. La station de métro Ellingsrud était un endroit dangereux (violence, graffitis et vitres cassées) et l'entreprise gérant le métro à Oslo envisageait sa fermeture. L'idée est venue d'organiser une activité positive dans cette zone et permettre ainsi de réduire les dépenses liées à la sécurité et au nettoyage et d'améliorer, en même temps, les alentours.

Le projet a été positivement accepté et suivi car il valorisait la jeunesse comme une ressource et non un problème. L'offre, qui donne aux participants la possibilité de décider de la façon dont ils souhaitent apporter leur aide volontaire, est une façon de leur apprendre la responsabilité et la confiance en soi dans l'initiation de nouvelles entreprises.



Site internet

www.frivillig-oslo.no

Date de création | Pays

2002 | Norvège

Mots clés

zone urbaine, reconversion, volontaires, jeunes, activités, communauté

Plutôt que de chasser les jeunes occupant la station, on les a accueillis et on leur a proposé des tables, des chaises, de sodas gratuits et de la lecture. La station de métro a été décorée de façon artistique par les jeunes, et ils ont installé des plantes et des tableaux d'information sur les autres activités du quartier.

Des activités se sont mises en place pour tout âge, telles que des matchs de football, des excursions, des projections de films, des concours de talent et des conférences au sujet de l'environnement local. On trouve aussi un club de jeunesse permanent, une association de voisinage et un immeuble commun pour le quartier. Un employé à temps plein, aidé d'un groupe de volontaires, est en charge de l'organisation des activités. Toutes les activités contribuent également à l'emploi local.

Les résultats

- Les sources de financement furent nombreuses: la communauté locale, l'entreprise de gestion du métro, le kiosque local et de nombreux volontaires.
- Au cours des deux premières années de mise en place du projet, le coût de nettoyage des graffiti a été réduit de 510 000 NOK (~65 000 euros) à 45 000 NOK (~6 000 euros) (économies pour l'entreprise gérant le métro).
- Un mois avant le début du projet, le coût de remplacement des vitres cassées était de 113 000 NOK (~14 500 euros) et, une année plus tard, de 28 000 NOK (~3 600 euros) pour l'année entière.



Parc Jurassique de Bałtów

L'idée

Créer une sorte de parc jurassique qui stimule les initiatives, qui crée des emplois pour les habitants de la commune et leur offre des opportunités de développement individuel et d'amélioration des conditions de vie.

Les objectifs

1. Favoriser le développement touristique et économique de la commune : augmentation du nombre d'emplois, développement d'entreprises locales, infrastructures de tourisme et de restauration.
2. Sensibiliser à l'écologie, travailler au développement touristique des zones rurales et à la protection des ressources naturelles (rivière, paysage, faune et flore locales).

Contact

Jaroslav Kuba est directeur de l'association pour le développement de Bałtów « Bałt »

Email

biuro@baltow.info

Téléphone

(00 48) 41 247 91 12

Site internet

www.baltow.info

Date de création | Pays

2002 | Pologne

Mots clés

développement local, chômeurs, tourisme responsable

3. Mettre en place des actions d'intégration sociale des habitants, pour encourager le développement individuel.

Le mode d'intervention

Statut juridique :

Le projet a été lancé par l'association ayant la charge de l'activité économique. Par la suite à cause de l'élargissement du projet, ce sont des associations, fondations ou entreprises de l'économie sociale sous la forme d'entreprises à responsabilité limitée, qui se sont créées. Outre l'association pour le développement de la commune de Bałtów « Bałt », on trouve l'association « Delta », la fondation « Partenariat du Cercle Silex », l'entreprise sociale « Allozaur » (sarl).

Historique :

Dans la commune de Bałtów, le taux de chômage avait dépassé les 30 % et en 2001, les aciéries Ostrowiec avaient fermé. Les jeunes de la commune avaient massivement migré vers les grandes villes ou à l'étranger pour trouver un emploi. De plus, la commune était mal gérée : il n'y avait pas de stations de pompage d'eau, pas de système d'épuration ni de couverture réseau pour les téléphones portables. Les conséquences étaient multiples : pauvreté, chômage dans la communauté locale et déclin des liens sociaux.

Tout a changé grâce à un « élan » social sans précédent parmi les habitants de Bałtów, lesquels ont décidé de changer les choses sur le territoire de leur commune. La réunion organisée par les habitants a rassemblé 120 personnes : entrepreneurs, enseignants, agriculteurs, artisans. En 2002, ils ont fait enregistrer l'association « Bałt ». Tous ensemble, ils ont alors cherché un moyen d'utiliser les bénéfices du territoire de cette région pour attirer des touristes et rajeunir la population. Certaines idées ont semblé absurdes, comme celle de créer un parc jurassique ou d'organiser des descentes en rafting sur la rivière Kamienna qui était jusqu'alors largement polluée par les égouts. Cependant, c'est grâce à ces idées « brillantes », à la détermination et au courage de la population locale que les choses ont pu changer : la création du parc jurassique a été source d'emplois pour les habitants de la région et a créé des opportunités de développement d'entreprises indépendantes. Beaucoup de personnes ont monté leurs propres commerces qui sont toujours en activité aujourd'hui.

Activités :

La création de l'association Bałt a entraîné la création de deux nouvelles organisations d'économie sociale et d'une fondation au cours des deux années suivantes. Elles s'organisèrent de façon à prendre en charge le développement des activités économiques et touristiques. Le rôle des quatre institutions est défini et spécifié de façon claire, elles ne font ainsi

pas double emploi mais se complètent l'une l'autre et coopèrent étroitement.

La gamme des activités proposées est large : parc jurassique, descentes en rafting, centre d'équitation, piste de ski, fermes agrotouristiques, programmes de formation et de conseils.

Plus précisément, on trouve :

- **Descente de la rivière Kamienna en radeaux.**

En 2002, l'association a embauché 12 personnes des familles les plus pauvres, familles nombreuses ou personnes au chômage. Elles ont réalisé des travaux d'entretien : réaménagement de la rivière, coupe des arbres, tonte du gazon, enlèvement des ordures.

- **Parc jurassique de Bałtów.**

En 2003, sur le terrain de Bałtów, Gerard Gierliński de l'Institut National de Géologie a trouvé des traces de dinosaures. Les membres de l'association ont décidé d'en profiter pour créer un endroit qui attirerait les touristes. Sur le terrain de l'ancienne scierie, ils ont construit en 2003 un Parc jurassique. Un itinéraire éducatif qui traverse le parc montre les différentes ères sur Terre et présente les animaux et les plantes. Mais la plus grande attraction, ce sont les 50 copies de dinosaures grandeur nature. Devant l'entrée du parc, il y a une grande place avec plusieurs points de vente de souvenirs.

- **Piste de ski « Suisse balte ».**

Elle a été créée en 2007 sur des terrains privés, loués par l'association. Son objectif principal est de garantir le travail hors saison touristique à 120 personnes employées par les deux associations. La création d'une piste de ski a permis de prolonger la saison touristique et d'assurer la continuité de l'emploi – par exemple, en hiver, les animateurs des radeaux de la rivière Kamienna s'occupent du suivi et de l'entretien de la piste.

- **Centre d'équitation Pays des Chevaux.**

Centre qui met à disposition des cavaliers des chevaux de race Małopolska et Bieszczady. Il fonctionne depuis 2005 et constitue une attraction de plus pour les touristes.

- **Société « Allozaur ».**

Une sorte d'entreprise de nettoyage à laquelle les deux associations Bałt et Delta confient des travaux. Elle réalise des services au profit des habitants et des deux associations. Son activité englobe l'accueil des touristes et les travaux pour la commune. Les employés d'Allozaur (25 personnes) s'occupent des espaces verts de la commune, entretiennent les itinéraires touristiques, les parkings et les bords de la rivière. Ils organisent également des activités de loisirs et produisent des souvenirs.

- **Programme de formation et de conseil pour les fermes agrotouristiques, financé par le Programme Opérationnel Capital Humain ou par le Fonds d'Initiatives Citoyennes.**

Actuellement, dans la commune, il y a environ 25 fermes de ce type. Afin d'améliorer la qualité de leur offre, l'association organise des

formations pour leurs propriétaires, qui englobent des notions de marketing, de promotion et l'élaboration des standards communs.

Groupe Cibles:

- Les personnes au chômage peuvent travailler dans les différentes initiatives.
- Les habitants de la commune de Bałtów sont les clients visés.

Pourquoi ça marche ?

- « Élan » social des habitants de Bałtów, sans précédent, qui ont décidé que la commune avait besoin de changements.
- Confiance sociale, gagnée par l'association grâce à l'emploi des habitants et au respect des engagements.
- Ouverture à la coopération et partage du succès avec d'autres communes, réflexion sur le développement de toute la région.

Les résultats

- Création de 120 emplois, surtout pour les chômeurs de longue durée.
- Réduction du chômage dans la commune de plus de 30 % en 2001 à 4 % en 2009.
- Construction d'infrastructures de tourisme, notamment 5 hôtels et restaurants, 25 fermes agrotouristiques, 5 entreprises unipersonnelles.
- Reconstruction de certaines infrastructures pour les activités sociales et culturelles, événements en plein air.
- Des centaines de milliers de touristes visitent Bałtów (500 000 personnes en 2008 et autant en 2009).

Données financières

- Mise en place et développement des activités et des associations, entre 2002-2007 : aide sociale d'un montant de 12 millions de PLN (soit 3 024 000 euros) en provenance, entre autres, des programmes Sapard¹, Leader² et Equal³ et de fonds privés.
- Les leaders de cette initiative soulignent que le développement était progressif et que la valeur définitive des investissements – env. 15 millions de PLN (soit 3 780 000 euros) – est la somme de plusieurs investissements mineurs et consécutifs.
- Actuellement, les initiatives de Bałtów sont à 100 % autofinancées.

Perspectives

L'association Bałt envisage d'aider à la mise en place de 20 entités d'économie sociale, créées sur la base de fermes agrotouristiques qui fonctionneraient selon le principe de *questing* (visiter à travers les jeux).

¹ Sapard est le programme spécial d'adhésion pour l'agriculture et le développement rural. Établi en 2006, c'est un cadre d'aide communautaire à l'agriculture et au développement rural durable destiné aux pays candidats d'Europe centrale et orientale (PECO) durant le processus de préadhésion pour la période 2000 - 2006.

² Leader (Liaison entre les actions de développement de l'économie rurale) est une initiative financée par les fonds structurels de l'Union

européenne conçue pour aider les acteurs concernés du monde rural à prendre la mesure des possibilités offertes à longue échéance par leurs régions respectives.

³ Equal est une initiative de la DG Emploi, Affaires Sociales et Égalité des chances de la Commission européenne, financée par le Fonds social européen. Elle constitue un laboratoire d'idées au service de la stratégie européenne pour l'emploi et du processus d'inclusion sociale.

Le village de Hertha

L'activité

La commune de Hertha est une communauté sociale qui est située dans la banlieue de Herskind, à 20 Km à l'ouest d'Aarhus, où les logements et ateliers sont partagés. Les fondateurs de la communauté sont des gens ordinaires qui ont choisi de vivre dans un environnement où les rapports de voisinage avec les adultes handicapés mentaux sont plus proches et enrichissants. On appelle cela « l'intégration inversée ». La communauté s'inspire des idées pédagogiques et sociales de Rudolf Steiner qui se centrent sur l'aptitude sociale, la durabilité et la liberté de l'individu. Un plan a été établi avec la commune : certains terrains pour la construction des maisons, d'autres pour l'agriculture. Au total, il y a des petits appartements pour les handicapés mentaux, des maisons pour les familles qui travaillent dans ou en dehors de la communauté, et quelques ateliers pour personnes handicapées, notamment une ferme, une fromagerie, une boulangerie, quelques magasins d'artisanat, etc.

Site internet

www.hertha.dk

Date de création | Pays

1996 | Danemark

Mots clés

intégration inversée,
communauté,
handicapé mental,
handicapé, logement, atelier

Toutes les maisons sont construites selon des principes écologiques et d'économies d'énergie, et ils pratiquent l'agriculture biodynamique. Hertha a aussi créé une fondation (Landsbyfonden) qui s'occupe des problèmes économiques de la communauté.

Les résultats

- Au début, le projet a commencé grâce à 133 300 euros (100 personnes a donné 1 333 euros) utilisés pour acheter 22 acres (220 000 m²) de terrain. Beaucoup d'entre eux ne pensaient pas y habiter, mais ils croyaient en l'idée et ils voulaient faire quelque chose pour sa réalisation.
- Dans les années qui suivirent, afin de financer la construction des maisons pour les personnes handicapées et non handicapées, l'établissement de Landsbyfonden a vendu une petite partie de sa terre à des particuliers, pour qu'ils se construisent leurs propres maisons (comme dans la société ordinaire). Ils ont aussi demandé le soutien financier d'autres établissements ou partenaires privés, notamment à une fondation d'une entreprise de technologie de l'information qui s'est engagé avec eux sur le long terme (500 000-700 000 euros).
- Environ 120 personnes vivent aujourd'hui dans la commune et beaucoup s'y rendent tous les jours pour y travailler, visiter ou participer aux événements.
- 30 postes sont occupés par des personnes souffrant d'handicap mental, qui sont rémunérées par la commune. Elles paient leur loyer chaque mois et de cette manière, la fondation commence à faire des recettes.
- La fondation emploie 3 personnes qui ne sont pas à plein temps, c'est l'axe économique de la communauté.
- Aujourd'hui, environ 280 personnes ou familles au Danemark sont adhérents et sympathisants du projet. Étant donné que le statut de la fondation reconnaît son but social, les gens sont exonérés d'impôts sur leur donation.

S E R V I C E S | I N N O V A T I O N S



WebSourd

L'idée

Lutter contre l'exclusion sociale et professionnelle des personnes sourdes et malentendantes, et améliorer leur accès à l'information en utilisant les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC).

Les objectifs

1. Créer des dispositifs d'accessibilité adaptés aux personnes sourdes (à titre individuel ou collectif) leur permettant d'exprimer leur plein potentiel, en particulier par rapport à l'emploi et au travail en entreprise.
2. Lutter contre la discrimination et l'exclusion sociale dont sont victimes les sourds en développant les moyens d'échange, d'information et de communication.



Contact

François Goudenove est directeur de WebSourd

Email

websourd@websourd.org

Téléphone

(00 33) 5 61 44 72 11

Site internet

www.websourd-entreprise.fr

Date de création | Pays

2001 | France

Mots clés

haute qualification, citoyenneté, sourds, nouvelles technologies, communication

Le mode d'intervention

Statut juridique :

WebSourd s'est au départ créée sous forme associative en 2001. Il s'agissait d'analyser la faisabilité du projet. Depuis 2003, la structure opère sous le statut de « société coopérative d'intérêt collectif » (SCIC)¹.

Cette forme juridique était la plus pertinente :

- WebSourd crée des services et des produits qui ont pour vocation d'être commercialisés et financés par le marché,
- WebSourd est une coopérative avec une implication forte des salariés (dont les ¾ sont sourds eux-mêmes) sur les choix et les développements de contenus mais aussi sur la direction de l'entreprise.

C'est un projet d'intérêt collectif qui mutualise les ressources. Il s'agissait de démontrer en ouvrant le sociétariat à tous les acteurs de la société civile que la surdité n'est pas le problème des sourds mais concerne l'ensemble des composantes sociales (entreprises, collectivités, associations, etc.).

Les nouvelles technologies permettaient enfin de pouvoir fonctionner dans une démarche de mutualisation des ressources (partage d'interprètes en langue des signes, services disponibles sur internet, etc.).

La SCIC est un statut d'entreprise qui permet de réunir « autour de la table » l'ensemble des acteurs concernés par un même sujet (notion d'intérêt collectif), y compris des collectivités. C'est aussi une entreprise à lucrativité limitée, ce qui correspond bien à l'objet social de WebSourd. Et son statut coopératif permet aux sourds (salariés et usagers) de peser sur les choix stratégiques.

Historique :

Les personnes sourdes sont souvent confrontées à un système éducatif très inadapté, et par conséquence, cette population connaît un fort taux d'illettrisme et de sous-qualification. Elle doit faire face à l'exclusion et au manque de communication avec le reste de la société. Face à ce constat, le projet WebSourd est né de l'initiative de groupements de personnes sourdes (Fédération Nationale des Sourds de France), du mouvement coopératif (Union régionale des Scop² de Midi-Pyrénées) et d'acteurs territoriaux de la région Midi-Pyrénées (Caisse d'Allocations Familiales, Agence Nationale Pour l'Emploi, mairie de Toulouse). Après les premiers tests de faisabilité (visio-interprétation), WebSourd a continué à diversifier ses produits et services pour les personnes atteintes de surdité.

Activités :

WebSourd vise à faciliter l'intégration des sourds dans la société et dans la vie professionnelle en utilisant les nouvelles technologies de l'information et de la communication. C'est pourquoi la structure a inventé et développé, après plusieurs années de recherche, de nombreux outils et métiers destinés à améliorer leur accès à l'information, à développer les

moyens d'échange entre sourds et entendants ainsi qu'à accroître l'indépendance des personnes sourdes.

Parmi sa gamme de produits et services, Websourd a ainsi développé :

- Un site Internet d'accès à l'information (générale, locale, culturelle, sportive) en langue des signes pour les sourds et malentendants (www.websourd.org) accessible avec un simple ordinateur et une connexion Internet haut débit. Des traductions directes et simultanées sont possibles.
- Des traductions en Langue des Signes Française (LSF) mises en œuvre sur les site de structures voulant se rendre accessibles (mairie de Toulouse, Impôts, CNAF, etc.) pour aider les relations avec l'administration.
- Des services de visio-interprétation (www.visio08.com) permettant l'accueil au guichet dans de nombreuses structures comme la Mairie, la Caisse d'Allocations Familiales et l'aéroport de Toulouse, mais aussi une meilleure intégration professionnelle. Cette activité s'appuie sur un partenaire technique et 10 centres d'interprétariat (soit l'utilisation des services de 60 interprètes en langue des signes française). Pour la visio-pro, les entreprises demandent à WebSourd de les équiper en matériel et s'abonnent, ce qui leur donne droit à un certain nombre d'heures d'interprétation. La visio-pro permet aux malentendants de pouvoir participer activement à une conférence téléphonique ou à une réunion. Près de 200 salariés en bénéficient.
- L'expérimentation, en cours depuis 2008, d'un dispositif de centre relais permettant aux personnes sourdes de téléphoner de chez eux à une personne entendant de leur entourage, via la plateforme d'interprétation.
- L'expérimentation avec d'autres partenaires européens sur les dispositifs pour l'accessibilité des services d'urgence européens aux personnes handicapées (projet « Reach 112 »).
- Un système de génération d'annonces automatisées en langue des signes, avec un « avatar » sur écran, pour compléter le système d'information vocale chez certains clients comme la SNCF.

Par son action, WebSourd veut aussi mutualiser les services des rares interprètes en LSF.

WebSourd et ses partenaires se rassemblent, en effet, pour engager une forte action autour du « plan métier de l'accessibilité du gouvernement » dans l'idée d'accompagner la mise en place d'un réseau d'opérateurs susceptibles de répondre à la demande croissante, tant pour les besoins des centres relais que pour alimenter les besoins en ressources locales d'accessibilité.

Cette approche se structure en deux axes : formation d'opérateurs potentiels et accompagnement à la création/duplication d'entreprises pouvant les accueillir et leur offrir des véritables perspectives de développement, au niveau du territoire national, dans une logique de maillage avec les besoins des territoires.

WebSourd souhaite en particulier permettre la mise en place d'un réseau national de 3 000 à 5 000 interprètes en langue des signes, dans un

ensemble de structures départementales coordonnées et participant à la même plateforme de services.

L'entreprise fonctionne aujourd'hui sur la base de cinq collègues d'acteurs :

- Les bénéficiaires.
- Les partenaires proches (à Toulouse : Iris, Interprétis, Composer, Maison de l'Initiative, à Grenoble : IVES et à Lille : Insite),
- Les fondateurs (la Fédération des Sourds de France et l'Union régionale des Scop).
- Les salariés.
- Les financeurs (la Mutualité française [Visaudio], France Active, Initiatives pour une Économie Solidaire (Iés), la Cigale et la Macif, la Nef, le Crédit Coopératif, la Caisse d'Épargne, la mairie de Toulouse, ainsi qu'Aéroconseil, dont est issu le fondateur, entreprise hors économie sociale).

Groupes Cibles :

Les personnes atteintes de surdité, quel que soit le niveau.

Pourquoi ça marche ?

- Une expérience de presque 10 ans
- Une équipe composée en majorité de personnes sourdes
- Une implantation à Toulouse, p le phare et très dynamique dans le domaine de la surdité en France
- Une structure en Société Coopérative d'Intérêt Collectif qui permet de réunir un grand nombre de partenaires publics, privés et professionnels
- Un contexte législatif favorable (Loi de 2005 sur le handicap)
- Un réseau déjà structuré (interprètes en langue des signes notamment)
- La possibilité d'intégrer, grâce aux nouvelles technologies, une personne sourde dans un environnement familial, social et de travail.

Les résultats

- 20 salariés à fin 2009 avec une perspective de création de 15 emplois dans les 18 mois et de 50 emplois à l'horizon 2015.
- Les emplois générés par WebSourd en interne ou chez les partenaires représentent plus de 30 emplois, la plupart en CDI. Les CDD sont essentiellement liés à des contrats de professionnalisation avec une perspective d'embauche à l'issue de la formation.
- 75 % des emplois de WebSourd sont des personnes sourdes mais la structure n'est pas dans une logique d'entreprise adaptée ou d'entreprise d'insertion.

Données financières

- L'activité est en forte croissance depuis la création.
- De 2005   2009, le capital social est passé de 69 650 euros à 264 850 euros, réunissant notamment des investisseurs de l'économie sociale et solidaire.
- De 2005   2009, le chiffre d'affaires a progressé de 404 000 euros à 1 300 000 euros.
- En 2009, le résultat était de 95 809 euros.
- Mais WebSourd mobilise beaucoup de capitaux pour le développement et a besoin d'accroître ses fonds propres pour financer l'innovation.
- L'activité est aujourd'hui financée par du chiffre d'affaires. Quelques subventions persistent à hauteur de 5 % (compensations Agefiph³, subventions de financement d'actions spécifiques d'expérimentation).
- WebSourd est une entreprise solidaire⁴. Cet agrément lui a permis d'obtenir des financements dans le cadre de fonds d'investissement solidaires tels les Fonds Commun de Placement Confiance Solidaire et Insertion Emploi⁵.

Perspectives

L'activité de WebSourd est amenée à se développer, en particulier en raison de la loi sur l'égalité des droits et des chances des personnes handicapées, la nécessité d'un accès facilité aux services publics et l'obligation renforcée d'employer des personnes handicapées.

Cependant le marché est également devenu très concurrentiel et le besoin de financer l'innovation technologique et sociale sur l'ensemble des produits amène WebSourd à envisager cette croissance en développant encore les partenariats pour fédérer les acteurs concernés.

WebSourd est aujourd'hui à une étape essentielle de son développement. Après avoir mis au point et développé un certain nombre de services et de produits, WebSourd engage un changement d'échelle important, pour mieux se positionner par rapport au marché et être en capacité de répondre à la demande des sourds. Il s'agit de créer un véritable pôle de compétences, de coordination et de prestations à haute valeur ajoutée (en recherche et en prestation de services). Cela permettra la généralisation des services actuellement délivrés à une échelle encore restreinte par WebSourd et ses partenaires, dans un cadre institutionnel conforté et des dispositifs pérennes. Les enjeux sont nationaux et le déploiement porte sur l'ensemble du territoire mais s'ouvre à l'Europe  galement.

WebSourd vise à devenir une entreprise majeure dans le domaine, en générant dans un délai de 5 ans, 12 à 13 millions d'euros d'activité (55 emplois à temps plein).

Le +

« Avant et après VisiO08, ma vie a changé quand même. Par exemple, les relations avec mon père. Avant, quand il n'y avait pas VisiO08, mon père et moi avions l'habitude de se contacter par MSN, de passer par le clavier... La dimension affective n'est pas poussée. C'est limité... à cause des mots et tout ça... en plus mon père n'est pas très porté sur les claviers. Il aime que la communication aille vite. Alors le problème c'est qu'on se rencontre rarement! Le changement, dès qu'il y a eu VisiO08, c'est que mon père a eu cette émotion, ce feeling, on a pu être en phase, et il m'a donné plein d'informations complètes, on a communiqué beaucoup, je sens que la relation est différente d'avant VisiO08. C'était une relation bon ... normale, sans plus. La relation établie une fois qu'il y a eu VisiO08 est rapidement devenue puissante. À son tour, mon frère, à qui j'ai téléphoné épisodiquement, m'est rapidement devenu mieux connu. Avant, mon frère, je ne connaissais pas complètement sa vie... Ma famille... Je sentais que... ce sont des entendants, toute ma famille, ils étaient un peu chacun à droite à gauche. Depuis VisiO08, c'est fini, c'est bien. C'est bon. C'est le bonheur pour moi.» Témoignage de Rémi, 34 ans au sujet du service de VisiO08 (service de visio-interprétation).

¹ La société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) est une forme nouvelle d'entreprise coopérative qui permet de combiner dans une même activité production économique et réponse à un besoin d'intérêt collectif. De forme SA ou SARL, elle a pour principales caractéristiques le multi-sociétariat, la collaboration avec les collectivités territoriales (entrée au capital, subvention, etc.) et le respect des règles coopératives traditionnelles. Depuis la mise en place de ce nouveau statut en 2002, 173 SCIC sont en activité.

² Société Coopérative de Production.

³ L'Agefiph est une association privée au service des personnes handicapées et des entreprises. Dans le cadre de la politique de l'emploi menée par les pouvoirs publics, l'Agefiph est aujourd'hui un partenaire central de l'emploi des personnes handicapées. Elle apporte aides et conseils ainsi que l'appui d'un réseau de prestataires sélectionnés.

⁴ Voir cadre légal France.

⁵ Voir cadre légal France.

Reconnect

L'activité

L'association Reconnect vise à mettre la technologie, notamment la téléphonie, au service des personnes en précarité afin de reconstruire ou maintenir le lien social.

Grâce à une boîte vocale virtuelle et un numéro de téléphone permanent attribué à chacun, les bénéficiaires peuvent consulter leur messagerie personnelle en appelant gratuitement depuis une cabine téléphonique, un téléphone portable, etc. Ils ont également la possibilité de rappeler gratuitement le numéro à l'origine du message déposé. Les personnes en situation d'exclusion peuvent ainsi garder un contact avec leurs proches, les administrations, les travailleurs sociaux et simplifier les démarches de recherche d'emploi, de logement, etc.

Ce dispositif est mis en place en partenariat avec les travailleurs sociaux qui œuvrent sur le terrain. Après Paris, le service s'est développé à Bordeaux, Lyon et a pour vocation de s'implanter dans toute la France.

Site internet

www.reconnect.fr

Date de création | Pays

2008 | France

Mots clés

insertion, téléphonie, lien social, communication

Par la suite, Reconnect souhaite aussi développer d'autres outils comme le coffre numérique : un système de scanner et de sécurisation des documents administratifs et personnels des personnes sans domicile fixe. Ces documents, capitaux dans de nombreuses étapes de la vie, seront sauvegardés et accessibles de n'importe quel lieu.

Les résultats

Depuis la création de Reconnect :

- Plus de 250 personnes ont pu bénéficier d'une ligne.
- Plus de 1 700 messages ont été déposés.
- Plus de 8 400 consultations de messagerie ont été faites.
- Plus de 1 800 rappels ont été réalisés.



Freedom of Movement

FREEDOM OF MOVEMENT

Contact

Gert Vrijens est le directeur de Freedom of Movement

Email

freedomofmovement@skynet.be

Téléphone

(00 32) 11 78 41 75

Site internet

www.freedomofmovement.com

Date de création | Pays

2007 | Belgique

Mots clés

innovation, personnes handicapées, mobilité, insertion

L'idée

Produire en masse des outils novateurs et à la mode pour et par les personnes handicapées.

Les objectifs

1. Stimuler la réinsertion des personnes handicapées par le travail et l'emploi.
2. Utiliser l'innovation et la conception afin de faciliter le quotidien des personnes handicapées.
3. Introduire la notion d'innovation dans l'économie sociale et proposer dans le secteur des technologies innovantes des initiatives permettant la réinsertion.
4. Fournir des outils à des prix raisonnables pour les rendre abordables en particulier aux personnes de plus de 65 ans.

Le mode d'intervention

Statut juridique :

Freedom of Movement (F.O.M) est une société coopérative dont les membres sont des particuliers, des investisseurs sociaux convaincus de l'importance de la plus-value sociale pour toutes les parties prenantes, ainsi que des investisseurs de l'économie classique, qui se concentrent sur la croissance économique de l'entreprise.

Historique :

En 2008, Freedom of Movement s'est lancée en tant qu'organisation à but non lucratif, mettant l'accent sur des projets culturels impliquant des personnes handicapées. Outre le théâtre et d'autres activités culturelles, Freedom of Movement a commencé à s'intéresser non seulement à la partie émotionnelle de la vie, mais aussi aux aspects techniques et à l'influence des aides dans la vie quotidienne. Après le premier projet de recherche, le TopSlider était né.

La commercialisation de TopSlider allait devenir la nouvelle quête de Freedom of Movement. Considérant la nécessité de prendre en compte toutes les parties prenantes, une société coopérative s'est créée. Aujourd'hui, ces deux organisations travaillent ensemble et se renforcent l'une l'autre.

Activités :

Freedom of Movement s'efforce de devenir un exemple de premier plan de réinsertion des personnes handicapées, par la conception et le design de produits.

Avec son premier produit, le « TopSlider », avec l'aide de I.W.T. (« Institut flamand de la science et de la technologie ») et Vinnof (« Institut flamand de l'innovation »), Freedom of Movement a montré comment intégrer l'innovation dans le développement commercial d'une entreprise sociale qui emploie des personnes handicapées.

Après la réalisation du TopSlider, Freedom of Movement a commencé à le produire en quantité et à le commercialiser.

Le TopSlider est un ascenseur de transfert universel, facile à manipuler, qui aide les gens souffrant d'un handicap à monter et descendre d'une voiture.

Il ne faut effectuer aucune adaptation de la voiture ; c'est pourquoi tout le monde peut installer le TopSlider.

C'est une aide pour les personnes souffrant d'une infirmité, qui combine une facilité de manipulation, un design accrocheur et un remboursement (de la part de l'aide sociale).

Le TopSlider est conçu et fabriqué selon les principes d'une entreprise durable au sein de l'économie sociale, et produit par des personnes handicapées.

La distribution du produit a été, au début, axée sur la pénétration des réseaux existants. Aujourd'hui, F.O.M. vend dans le monde entier (à l'exception des États-Unis et du Canada) au moyen d'un contrat de distribution à travers le monde avec le premier distributeur au monde de mécanismes d'adaptation des voitures pour les handicapés. Bien que les ventes semblent être le premier objectif, le véritable objectif réside dans les soins de santé.

Le TopSlider se caractérise également par son prix abordable d'environ 2 000 euros, ce qui est le tiers du prix des alternatives existantes.

Freedom of Movement va essayer de fournir d'autres aides à des prix abordables sur le marché, aides axées sur les personnes de plus de 65 ans.

Freedom of Movement collabore pour la production avec des entreprises d'économie sociale.

Groupes Cibles :

- F.O.M emploie des personnes handicapées souffrant de tous les types de handicap.
- Ses activités sont dédiées aux personnes handicapées et aux personnes de plus de 65 ans.

Pourquoi ça marche ?

- Un produit innovant, universel et à la mode.
- Beaucoup d'utilisateurs potentiels : la Belgique compte aujourd'hui 150 000 personnes en fauteuil roulant et 550 000 personnes âgées qui dépendent d'une aide pour le transport.
- Un prix attrayant, notamment pour les personnes âgées qui ne bénéficient normalement pas du remboursement.
- Universel pour toutes les voitures ; une nouvelle voiture, qui est souvent nécessaire pour les autres installations et représente un investissement élevé, n'est pas nécessaire.
- Un produit de famille. L'utilisateur ne dépend plus d'une voiture ou d'une personne spécifique.
- Un produit facile à utiliser et manuel, facile à introduire sur le marché mondial.
- Une stratégie de communication populaire et classique, utilisant des sites communautaires et les nouveaux médias.

Les résultats

- Niveau de vente : 350 en 2010 ; 800 en 2011 (calculé sur base des contrats de vente existants).
- Niveau d'emploi pour la production : 2 employés en 2010, 10 en 2011.

- Niveau d'emploi pour la conception : 2 employés en 2010.
- Freedom of Movement prévoit d'employer 72 personnes à temps complet en 2014 dans ses nouvelles installations de production et d'assurer la mobilité universelle de plus de 10 000 personnes dans les 5 prochaines années.

Données financières

- Capital : 100 000 euros, notamment avec la participation de 49 000 euros comme capital de départ de Trividend¹.
- Chiffre d'affaires en 2009 : 85 000 euros avec une augmentation prévue en 2010 pour atteindre environ 320 000 euros.
- Subventions : 105 000 euros de l'Institut flamand de la Science et de la Technologie « I.W.T » uniquement pour la recherche, la conception et la phase de création. Il y a aussi un prêt subordonné d'un montant de 135 000 euros.

Perspectives

- F.O.M prévoit de monter une usine de production, respectueuse des normes environnementales et sociales, et employant plus de 75 % de personnes handicapées.
- F.O.M. vise également à généraliser l'utilisation de la technologie qu'elle a développée dans le secteur des soins à domicile et la mise en place d'un partenariat étroit avec un ou plusieurs constructeurs automobiles afin d'introduire la technologie comme un standard dans les accessoires automobiles.
- Le développement de nouvelles aides pour les personnes handicapées restera la priorité de la coopérative.

¹ Voir la présentation de Trividend.



Photo: Pascal Collas

Mobilex

La mobilité contre l'exclusion

L'idée

Proposer des solutions logistiques et financières pour permettre l'accès à la mobilité et aux moyens de transport et faciliter ainsi l'insertion dans le monde du travail.

Les objectifs

1. Faciliter l'insertion sur le marché du travail par une offre de moyens de transport.
2. Proposer une solution financière adaptée si nécessaire.
3. Informer sur l'offre de transport existante et sensibiliser à l'intermodalité.
4. Développer une activité d'insertion basée sur l'entretien et la rénovation du parc des moyens de transport.



Contact

Didier Lucès est directeur
fondateur de Mobilex

Email

contact@asso-mobilex.org

Téléphone

(00 33) 3 88 53 98 18

Site internet

www.asso-mobilex.org

Date de création | Pays

1997 | France

Mots clés

location,
microcrédit personnel,
transport, réparation,
auto-école, mobilité

Le mode d'intervention

Statut juridique :

Lors de sa création, Mobilex était une entreprise d'insertion. Ceci fut rapidement modifié et la structure existe aujourd'hui sous le statut d'association de droit local, spécificité des associations situées en région Alsace-Moselle, à la frontière avec l'Allemagne. En novembre 2008, suite au développement de nouvelles activités, Mobilex a reçu l'agrément « Atelier et Chantier d'Insertion¹ » (ACI), lieu de découverte des métiers du transport et de la mécanique. On distingue désormais deux activités: Mobilex plate-forme de mobilité et Mobilex ACI.

Historique :

Le manque de transports en commun en dehors des grandes villes est une réalité française. Dès 1995, la Jeune Chambre Économique de Haguenau veut favoriser l'emploi par l'accès aux moyens de transport : il y a en effet davantage de postes de travail proposés que d'actifs, dans une région où le taux de chômage reste de 4 %. Elle impulse donc en 1997 la création de l'entreprise d'insertion Mobilex à partir de la location de cyclo-moteurs. Il est très rapidement décidé de prendre le statut de droit local et d'attribuer une compétence départementale aux activités de l'association. Mobilex bénéficie alors d'une reconnaissance des collectivités et d'administrations locales² en tant que plate-forme départementale de mobilité. En 2000, l'activité de location de voiture est mise en place. Cette même année, l'association étudie la mise en place d'une centrale de mobilité.

Activités :

Mobilex a mis au point une offre d'outils très diversifiée pour accompagner les publics en difficulté dans l'accès à la mobilité.

- Les outils de déplacements : location de voitures, deux-roues, micro-transport collectif.
- Les outils collectifs de mobilisation. Par exemple, l'atelier mobilité est destiné à informer les participants des moyens de transport existants, à les accompagner dans l'organisation des déplacements, et à leur expliquer les aides disponibles. Cet atelier donne lieu à un bilan individuel mobilité. Une formation adaptée au code de la route est également possible.
- Les outils financiers d'aide à l'acquisition de la mobilité. Mobilex accompagne les demandes de microcrédit personnel. Pour ceux qui ne peuvent bénéficier de ce type de crédit (à cause de fichage Banque de France, etc.), Mobilex dispose d'une réserve financière qui peut être utilisée dans le cadre de « location/vente » ou d'avance de trésorerie (réparation deux-roues, achat de voiture). Les aides financières sont également dédiées à l'obtention du permis de conduire ou à une remise à niveau de la conduite.

Plus récemment, Mobilex a développé un chantier d'insertion autour du transport et de la mécanique. Les salariés travaillent à la rénovation et à la maintenance des différents outils de déplacements de l'association (cylomoteurs, scooters, vélos, voitures achetés par Mobilex ou donnés par des particuliers), à la restauration d'autocars anciens (prestation pour l'association Autocars Anciens de France en vue d'une exposition) et sont en charge du micro-transport collectif.

Pour finir, l'association Mobilex a reçu un agrément en tant qu'école de conduite à statut associatif en juillet 2010.

Mobilex construit sa démarche en partenariat avec les missions locales³, la Jeune Chambre Économique⁴, les centres de formation routière, l'Association de Parents et Amis de Personnes handicapées mentales ADAPEI⁵ qui sont également présents au conseil d'administration de la structure.

Groupes Cibles :

L'activité de Mobilex vise toute personne en démarche d'insertion professionnelle non mobile (impossibilité d'accéder aux transports en commun, absence de permis de conduire, panne de véhicule, etc.). Les publics sont orientés vers l'association par leur référent emploi ou social.

Pourquoi ça marche ?

- L'activité de Mobilex, en particulier les outils de déplacement (location deux et quatre roues, Micro Transport Collectif), est complémentaire avec les transports publics : réponse à des besoins de mobilité pour des emplois à horaires décalés ou fragmentés, pour des démarches de dynamisation de parcours, pour pallier l'absence ou la faiblesse de transports dans certains secteurs géographiques.
- La prise en compte de la dimension « mobilité » dans un parcours d'insertion se fait en corrélation avec le projet professionnel du bénéficiaire. Cela se gère au cas par cas, en fonction de la situation des bénéficiaires. Il est capital de mener en parallèle accompagnement mobilité et accompagnement à l'emploi.
- Importance de la professionnalisation : qualité de l'accueil, capacité de diagnostic et de prise en compte de la situation globale du bénéficiaire dans le cadre de l'accès à l'autonomie, capacité d'écoute, de conseil.
- L'activité est basée sur un vrai maillage partenarial entre Mobilex et les acteurs socio-économiques du territoire. L'appropriation des outils par les partenaires est un prérequis nécessaire à leur utilisation par les bénéficiaires. Mobilex organise pour cela des informations collectives au sein des structures partenaires. Des « correspondants mobilité » sont désignés au sein du Pôle Emploi⁶ et de la Mission Locale.

Les résultats

1. Mobilex plateforme de mobilité : 5 salariés permanents.
En 2009, il y a eu 868 bénéficiaires de l'ensemble des outils Mobilex (673 en 2008). Plus en détails, ceci correspond à :
 - Location deux et quatre roues : 160 locataires de deux et quatre roues dont 134 dans une démarche d'emploi et 26 dans une démarche de formation.
En jours de location : 5 206 jours pour les cyclomoteurs et 4 249 jours pour les voitures.
En termes d'outils : 46 deux roues et 28 voitures.
 - Micro-transport collectif : 120 personnes transportées et 2 216 trajets réalisés.
 - Atelier mobilité : 426 bénéficiaires (60 demi-journées).
 - Microcrédit personnel (MCP) : 6 nouveaux dossiers en 2009 (au total : 28 bénéficiaires de MCP + 4 de location vente sont accompagnés).
 - Permis de conduire et remise à niveau de la conduite : 156 dossiers et 1 485 heures de conduite financées.
2. Mobilex ACI : 2 salariés permanents (encadrant technique et formateur mécanique deux roues) et 13 salariés en insertion (Contrat Unique d'Insertion CUI⁷).
En 2010 a eu lieu le recrutement du formateur permanent en mécanique deux roues par promotion interne (il était salarié en insertion de l'ACI).

Données financières

	2008	2009
Total de bilan	87 400 euros	245 400 euros
Capitaux propres	31 400 euros	132 600 euros
Budget de fonctionnement	269 000 euros	464 000 euros
Ressources d'activité privée	119 000 euros	208 000 euros
Résultat de l'exercice	- 12 400 euros	16 700 euros

Les initiatives relèvent de l'économie sociale et solidaire, elles sont grandement assises sur des fonds privés, ceci afin de combler un effet de seuil et consolider la dynamique entrepreneuriale de l'association

- Financements publics : État (ministère du Travail, de la Jeunesse, de la Justice, Préfecture, etc.), collectivités territoriales (conseil général du Bas-Rhin et conseil régional Alsace).
- Financements privés : fonds de Revitalisation entreprises⁸, Caisse d'Épargne (PELS), Fonds d'Action Sociale du Travail Temporaire⁹, Fondation SNCF¹⁰ et Fondation du Bâtiment.

Perspectives

En 2010, Mobilex souhaite mettre plus d'effort sur les outils de communication interne et externe. Cela passe par la mise en place d'un outil de gestion permettant une meilleure lisibilité sur les activités de la plateforme mobilité et un meilleur suivi des parcours des bénéficiaires. Un site Internet informatif, collaboratif, et à terme participatif sera développé durant l'année sous l'adresse asso-mobilex.org.

Le +

Didier Lucès, directeur fondateur de Mobilex, explique l'importance de la plate-forme pour la mobilité et de son essaimage : « La clé du succès de Mobilex réside dans la construction d'une solution de mobilité dans la durée : il ne s'agit pas d'apporter une réponse à un problème d'urgence mais de permettre l'accès à une véritable plateforme qui coordonne les prestations et dispositifs existants mis en place par différents acteurs publics et privés en vue de l'autonomie du bénéficiaire. L'idée de démultiplier les plateformes est très intéressante et nous souhaitons, bien sûr, y contribuer. Cependant, il faudra toujours analyser le territoire et adapter le concept à la réalité locale. Les problématiques de mobilité ne sont déjà pas les mêmes sur un même département français. On ne peut calquer le modèle sans prendre en considération le contexte et les dispositifs existants qu'il faudra utiliser et coordonner. Il serait intéressant si, dans le cadre d'Europe Active, nous parvenions à nous rapprocher d'autres acteurs basés en Europe qui travaillent sur la mobilité en vue, pourquoi pas, de l'élaboration d'un projet commun à présenter au Fonds Social Européen. »

¹ Les Ateliers et Chantiers d'Insertion sont des dispositifs conventionnés par l'État visant l'accueil, l'embauche et la mise au travail par des actions collectives de personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières. Pour plus d'informations, voir le cadre légal français.

² Le conseil général du Bas-Rhin, le conseil régional Alsace et la Direction Départementale Travail Emploi Formation Professionnelle (DDTEFP) du Bas-Rhin.

³ Les missions locales réparties sur l'ensemble du territoire français ont pour objectifs d'accueillir, informer, accompagner et orienter les jeunes de 16 à 25 ans dans leur insertion sociale et professionnelle.

⁴ De statut associatif et limitant à 40 ans l'âge de ces membres, la Jeune Chambre Économique a pour mission de peser et d'être force de

proposition dans les mutations sociales, économiques, culturelles et communautaires de la société.

⁵ L'ADAPEI, Association de Parents et Amis de Personnes handicapées mentales, monte des projets pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées mentales.

⁶ Le Pôle Emploi est l'organisme en charge de l'emploi en France. Il traite de l'accueil et l'accompagnement des demandeurs d'emploi, la collecte des offres d'emploi et des données relatives au marché du travail, le conseil aux entreprises dans le recrutement et le versement des allocations.

⁷ Le Contrat Unique d'Insertion est l'appellation regroupant l'ensemble des contrats aidés concernant les personnes sans emploi et en difficulté. Le contrat est basé sur une convention entre l'employeur, le salarié et le Pôle Emploi.

L'employeur bénéficie d'une aide financière et de l'exonération de charges sociales. Pour plus d'informations, voir le cadre légal français.

⁸ Le Fonds de Revitalisation Entreprises est alimenté par la contribution obligatoire que les entreprises ayant délocalisé leurs activités doivent verser pour compenser la destruction d'activités et d'emplois ainsi causée sur un territoire. Les fonds sont donc d'origine privée mais leur affectation est décidée par l'État et consiste en des subventions à la création d'entreprises et d'emplois.

⁹ Le Fonds d'Action Sociale du Travail Temporaire est une association financée par les entreprises de travail temporaire qui propose aux salariés intérimaires des services pour faciliter l'accès au logement, à l'emploi, au crédit et plus largement pour améliorer leur vie quotidienne.

¹⁰ Société Nationale des Chemins de Fer.



Telleby Verkstäder

L'idée

Proposer des solutions complètes aux petites entreprises ayant des capacités réduites de fabrication, de stockage et de distribution des marchandises sur le territoire de la Suède; intégrer les personnes avec différents types de handicaps dans le cadre d'une entreprise industrielle adaptée aux besoins des travailleurs.

Les objectifs

1. Créer un maximum d'emplois dans le cadre d'un développement durable de la fondation Telleby.
2. Fabriquer des produits de qualité, qui puissent être considérés comme valorisants pour les personnes qui les produisent.

Contact

Johannes Geiger
est le directeur de Telleby

Email

johannes.geiger@telia.com

Téléphone

(00 46) 8 551 74320

Site internet

aucun

Date de création | Pays

1969 | Suède

Mots clés

intégration, coopération,
marchandises, personnes
handicapées

Le mode d'intervention

Statut juridique :

Du point de vue juridique, il s'agit d'une fondation sans but lucratif qui n'a pas de propriétaires. Ceci permet d'organiser l'activité sans pression sur le bénéfice de la part des propriétaires. L'usine appartient à une entreprise inscrite au registre du commerce pour que plusieurs entités puissent participer au capital destiné au maintien du bâtiment.

Historique :

La fondation Telleby a été créée par un Hollandais, Geert Mulder, dans les années 1960. Son but était de permettre aux personnes avec des handicaps différents de rejoindre une entreprise industrielle et artisanale, chargée aussi de travaux manuels. Au début, on y fabriquait des instruments de musique et, au fil des années, d'autres produits ont été mis en production. Les besoins et les capacités des travailleurs ont évolué avec le temps. L'environnement juridique et économique a aussi changé et la fondation a dû s'adapter.

Activités :

La fondation Telleby exerce son activité surtout à Järna, une localité à environ 50 km au sud de Stockholm, dans un atelier de 3000 m². Plusieurs types de travail sont possibles : travaux manuels, travaux mécaniques, emballage, stockage, distribution, etc.

La fondation vend ses produits et services sur le marché libre, sur lequel les pouvoirs publics achètent aussi.

Le principe de libre concurrence y est respecté.

Les plus importants réseaux, partenaires et clients sont :

- L'association Choroï, qui dans toute l'Europe possède 10 ateliers coopératifs. Elle produit différents types d'instruments de musique (flûtes, violons, etc.) La même stratégie de développement de produits, de marketing et la même marque commerciale sont utilisées.
- Merkurius qui est un grossiste spécialisé en matériel scolaire, client de Telleby.
- L'association Värna, qui dispose de nombreuses entités proposant un hébergement aux membres-travailleurs de Telleby. Cette organisation est un lieu de partage d'expériences dédié aux spécialistes de la thérapie sociale qui y organisent des cours.
- L'École suédoise du design (Designhögskolan). De jeunes designers de cette école viennent à Telleby avec leurs idées et y reçoivent une aide dans l'élaboration des prototypes et des processus de fabrication de leurs produits.
- Le groupe Iris (ateliers pour les non-voyants) où Telleby peut réaliser une partie de ses processus de fabrication des produits. C'est un client depuis de nombreuses années.

- L'atelier Auris coopère dans le domaine de la production des jouets en bois. Cet atelier fabrique des produits finis et semi-finis.

Groupes Cibles :

- Les personnes touchées par des maladies mentales et ayant une certaine incapacité de travail (lésions provoquées par l'utilisation des médicaments, etc.).
- La fondation Telleby fonctionne sur le marché libre et toute entreprise peut devenir son client.

Pourquoi ça marche ?

- Jusqu'à 70 % de la rémunération des travailleurs est versée par l'État (Samhall¹/les services pour l'emploi municipaux [Arbetsförmedlingen]/retraite).
- La fondation sans but lucratif aide à maintenir l'enthousiasme parmi les travailleurs et les clients.
- L'équipe de direction travaille dans un esprit d'entreprise.
- La réduction de l'administration au minimum nécessaire permet de se concentrer sur les aspects les plus importants, comme le respect des capacités de gens, l'adaptation du travail aux besoins de travailleurs au lieu de l'adaptation des personnes au travail.

Les résultats

- 100 employés. Un employé travaille à la fondation pendant au moins un an, certains y travaillent même toute leur vie.
- Plus de 90 emplois créés ou maintenus indirectement grâce à la coopération avec d'autres entités.
- Il existe également des résultats non matériels, à savoir le développement professionnel des personnes qui, autrement, serait impossible. Les travailleurs trouvent « leurs » produits dans les magasins et peuvent être fiers de leur travail, ils participent au monde des affaires.

« Nous créons des opportunités de participer à la vie de la société. Les personnes qui travaillent ensemble au sein de Telleby sont d'habitude dispersées dans de nombreuses institutions. Touchés par des handicaps au travail très différents, les travailleurs y trouvent une possibilité d'exercer un travail professionnel avec lequel ils n'auraient jamais eu de contact dans des conditions normales. Par exemple : plusieurs travailleurs qui, à Telleby, sont de véritables professionnels, se verraient à peine confier un balai, peut-être dans une cave quelque part. » Johannes Geiger, responsable de Telleby.

Données financières

En 2009 :

- Actif total (y compris le bâtiment) : 1.5 million d'euros
- Capital : 100 000 euros.
- Chiffre d'affaires : 2,5 millions d'euros.
- Bénéfice : jusqu'à 20 000 euros par an.

Mode de financement de l'activité :

- 1/3 du CA générés par la production.
- 2/3 proviennent de subventions (jusqu'à 70 % de la rémunération des travailleurs).

En Suède, l'Etat peut indemniser un employeur à hauteur de 80 % des coûts salariaux des personnes en incapacité de travailler.

“Il y a peu de démissions, les gens ne veulent pas rester chez eux même quand ils sont malades.” Et Johannes poursuit : “Nous nous concentrons sur leurs qualités et non sur leurs problèmes. Il se produit quelque chose d'assez exceptionnel car les défauts disparaissent ou passent au second plan. Quand je sors d'ici, j'amène avec moi une partie de cette joie et de ce sentiment “ qu'ici je peux être qui je suis ”. J'ai toujours envie de retrouver rapidement tout ce monde de possibilités.” »

Source : Läs 13: 2010²

Perspectives

Tous les jours, les autorités publiques téléphonent à la fondation pour savoir si de nouvelles places sont disponibles pour des travailleurs. Cela montre bien que ce modèle devrait être mieux connu et propagé.

Le +

« Ce bâtiment situé au milieu de la zone industrielle de Järna, en brique rouge et avec un toit en étain, n'a rien de bien particulier. Qui pourrait deviner qu'il cache tout un monde de possibilités ? En entrant par une simple porte d'entrée, je tombe au milieu d'une discussion :

“Bonjour. Et bienvenue – dit Johannes, qui résout en même temps un problème apparu ce matin avec son collègue. Il prépare du café et du thé, mais quelqu'un interrompt la discussion et nous devons passer à la pièce d'à côté. Il gère habilement les humeurs et les questions de ses collègues, tel un caméléon, avec un sourire sur le visage. Est-ce là la clé du succès ? Cette flexibilité, cette disponibilité, cette modestie ? Il émane de lui un sentiment de sécurité, une certaine ambition, de la souplesse, de la joie et de la stabilité. Je lui pose des questions :

– Quelle est la différence entre un lieu de travail classique et cet atelier ? Ici, tout le monde semble si content, je n'ai croisé que des sourires empreints de fierté et des gens qui me montrent volontiers ce qu'ils fabriquent. Malgré le boucan des machines, il règne un mélange de paix, de silence et d'acceptation pendant le travail.

– Tous ceux qui travaillent ici sont là parce qu'ils le veulent vraiment. Ils veulent vraiment travailler et s'appliquent vraiment” dit Johannes.

¹ Samhall est une société suédoise à responsabilité limitée appartenant à l'État dont la mission est de créer des emplois intéressants et valorisants à des personnes dont le handicap a réduit leur capacité de travail.

² Läs est un magazine suédois destiné aux personnes intéressées par la thérapie sociale.



Photo: Mikołaj Grynberg

Entreprise sociale « Być Razem »

L'idée

Développer une entreprise sociale qui emploie, dans des conditions de marché, les personnes menacées par l'exclusion et par la marginalisation, notamment les chômeurs, les personnes handicapées, les sans abri ; et encourager les coopératives sociales créées par ces personnes.

Les objectifs

1. Réintégrer les personnes exclues du marché du travail par la création de nouveaux postes de travail.
2. Participer à la revitalisation des zones postindustrielles dans la région de Silésie.

Contact

Mariusz Andrukiewicz est le président de la Fondation pour le développement de l'entrepreneuriat social « Być Razem »

Email

fundacjabycrazem@wp.pl

Téléphone

(00 48) 33 85 14 101

Site internet

www.fundacjabycrazem.pl

Date de création | Pays

2007 | Pologne

Mots clés

entreprise sociale, coopérative, réinsertion sociale, nettoyage, restauration

3. Permettre l'insertion sociale des personnes exclues du marché du travail en utilisant le travail et l'obligation de maintenir des contacts avec les autres comme thérapie.
4. Promouvoir l'entrepreneuriat social.

Le mode d'intervention

Statut juridique :

L'entreprise sociale « Być Razem » est une fondation qui exerce une activité économique. Le Centre d'Education Sociale dépend de la fondation. L'entreprise sociale « Być Razem » est organisée en deux sections :

- Section d'ateliers.
- Section de formation et de travail social.

En outre, la fondation s'occupe d'une couveuse d'entreprises – le Centre de Partenariat Local – qui gère deux coopératives sociales : « Nouveaux Horizons » et « Super Goût ».

Historique :

L'association « Być Razem », qui signifie « Être ensemble » en français, s'occupe des personnes sans domicile fixe et des chômeurs dans la ville de Cieszyn. En 2004, l'association reçoit de la part de la ville, en usage gratuit, des salles de production abandonnées de l'ancienne usine de peinture « Polifarb ». Les membres de l'association créent donc une entreprise sociale pour y employer, dans des conditions de marché, les personnes qui ont bénéficié de l'aide de l'association ou ont travaillé dans les ateliers de thérapie occupationnelle.

Ce projet s'inscrivait dans la stratégie de développement de la ville de Cieszyn et a reçu une subvention de l'Union Européenne par le biais du Programme opérationnel intégré de développement régional (sous-action : revitalisation des zones postindustrielles dans la voïvodie de Silésie). La commune était demandeuse de la subvention et l'association, son partenaire social. Au total (fonds communautaires, locaux et ministériels), l'association a reçu environ 5 millions de PLN (soit 1.26 million d'euros). Les travaux d'investissement ont duré un an et demi.

Cette idée a donné lieu à la création, en 2007, de la Fondation pour le développement de l'entrepreneuriat social « Być Razem », qui exerce une activité économique. Sa mission consiste à rechercher les moyens financiers pour le développement de l'activité sociale afin de pouvoir devenir indépendante, dans la mesure du possible, des fonds publics, et créer des postes de travail pour les sans abri et autres personnes exclues et soutenir les coopératives sociales créées par ces personnes.

Activités :

Les ateliers sont équipés de machines neuves, modernes et sûres. Les locaux et l'équipement respectent toutes les normes en vigueur exigées

pour les entreprises du marché. Tous les employés des ateliers sont des chômeurs de longue durée, des personnes sans abri, des anciens détenus de prison ou des personnes handicapées. Actuellement, 17 personnes travaillent dans les ateliers avec deux encadrants. Les travailleurs sont recrutés par l'agence de l'emploi, l'association « Być Razem » et le Centre d'Aide Sociale de la Ville de Cieszyn. La plupart des travailleurs sont des habitants des maisons communautaires tenues par l'association « Być Razem ».

L'activité de formation et d'éducation est une activité commerciale réalisée, dans le cadre de différents projets, en partenariat avec le centre d'aide social de la ville et celui de la commune. Les formations concernent les domaines suivants : communication, présentation de soi, présence sur le marché du travail, négociations professionnelles. Les cours sont dispensés par cinq psychologues et formateurs, employés par l'association « Być Razem ».

La fondation gère également une couveuse d'entreprises – le Centre de Partenariat Local, dans le cadre duquel il y a deux coopératives sociales. La première coopérative, « Nouveaux Horizons », emploie des malades mentaux et s'occupe du nettoyage de la ville (par exemple, le centre d'aide sociale de la ville, des communautés d'habitation concluent des contrats de prestation avec elle). Cette coopérative emploie 8 personnes sous un contrat de travail.

La seconde coopérative, « Super Goût », s'occupe de la restauration, par exemple pour les écoles de Cieszyn, pour l'agence de l'emploi et pour le centre d'aide sociale. Elle emploie 5 personnes. Actuellement, le recrutement pour la troisième coopérative – couture – est en cours.

L'entreprise sociale comprend, elle, deux sections principales :

Section de formation avec :

- blanchisserie
- atelier de couture
- atelier de menuiserie
- serrurerie
- atelier de travaux bâtiment
- cuisine / catering

Section de formation et de travail social, chargée :

- de l'éducation
- de la formation
- du travail social

Groupes Cibles :

- Sans abri, chômeurs, personnes souffrant d'alcoolisme, femmes de plus de 50 ans.
- Les clients des services réalisés et des produits fabriqués par l'entreprise sociale et par les coopératives sont les habitants de Cieszyn et de ses environs, les institutions locales, les écoles, l'hôpital, le dispensaire, les institutions publiques.

Pourquoi ça marche ?

- Les conditions locales, dans lesquelles fonctionnent la fondation et son entreprise sociale, sont les plus importantes. L'activité de la fondation est une illustration exemplaire de la coopération de partenaires sociaux, d'élus locaux, d'organisations non gouvernementales et d'institutions gouvernementales pour l'emploi.
- Un autre élément important est la formation spécialisée et plusieurs années d'expériences des responsables travaillant avec des personnes exclues.

Les résultats

- L'effectif total (toutes les formes d'activité de la fondation confondues) est de 66 personnes, dont 19 personnes employées dans l'entreprise sociale, 8 personnes dans la coopérative sociale « Nouveaux Horizons », 5 personnes dans la coopérative sociale « Super Goût ». La coopération de couture, en cours de création, emploiera 5 femmes. Les ateliers et les coopératives recrutent encore.
- Tous les employés ont un contrat de travail.
- En 2009, plus de 900 personnes, dont 330 chômeurs de longue durée, ont bénéficié de l'aide proposée par la Fondation pour le développement de l'entrepreneuriat social « Być Razem ». Tous les ans, plusieurs dizaines de personnes trouvent un emploi sur le marché du travail ou dans les entités gérées par la fondation.

Données financières

- En 2008, la fondation a signé avec la commune un contrat de 5 ans (avec possibilité de reconduction) relatif à la gestion de l'entreprise. La mairie a accordé à la fondation un prêt à taux zéro de 150 000 PLN (37 800 euros) pour une période de 2 ans, sous réserve que l'entreprise s'autofinance. En 2010, le prêt a été entièrement remboursé.
- Les ateliers, les coopératives sociales et l'activité de formation sont désormais entièrement autofinancés.

Perspectives

La coopérative sociale « Super Goût », qui exerce une activité de restauration, est en cours de développement. Les femmes qui y travaillent sont recrutées par l'agence pour l'emploi, et certaines femmes habitent à

« La Maison de la Mère et de l'Enfant » gérée par l'association. Avant d'être embauchées par la coopérative, elles ont suivi une formation professionnelle de six mois. Les perspectives pour cette coopérative sont prometteuses – les commandes sont assurées pour au moins plusieurs mois (de la part du centre d'aide sociale, de l'agence pour l'emploi, des écoles de Cieszyn). Actuellement, on recrute des travailleurs pour la troisième coopérative (de couture). Elle entrera probablement en activité encore en 2010.

Le +

« Depuis le début, nous avons prévu une coopération étroite avec les autorités locales. Notre volonté était de devenir un partenaire des autorités locales, de nous engager dans la réalisation des services dans le domaine de l'aide sociale », explique Mariusz Andrukiewicz, le directeur du bureau de l'association « Być Razem » et le chef de la Fondation pour le développement de l'entrepreneuriat social « Być Razem ».



Photo: Łukasz Sokół

Association d'entraide Flandria

L'idée

Créer un service de soins alternatif, sorte de remède aux défaillances des services de santé traditionnels, qui permette d'augmenter l'accessibilité à des services médicaux spécialisés déficitaires, sur la base de soins infirmiers professionnels et d'un accompagnement bénévole.

Les objectifs

1. Augmenter l'accessibilité des services médicaux spécialisés déficitaires, permettre de recevoir des soins infirmiers professionnels et un accompagnement bénévole.
2. Augmenter le nombre de postes de travail à Inowrocław – une ville avec un taux de chômage élevé – en profitant des

Contact

Dr. Ineza Skrzypiec-Sikorska,
directrice de
l'association « Flandria »

Email

sekretariat@flandria.pl

Téléphone

(00 48) 52 357 47 95

Site internet

www.flandria.pl

Date de création | Pays

1997 | Pologne

Mots clés

services médicaux, soins
infirmiers, volontaires

ressources humaines disponibles (infirmières, accompagnatrices, bénévoles).

3. Réintégrer sur le marché du travail les infirmières au chômage, intégrer la communauté locale et améliorer la santé de ses habitants.

Le mode d'intervention

Statut juridique :

L'Association d'Entraide « Flandria » regroupe une association qui exerce une activité économique (société à responsabilité limitée), mais aussi une fondation et une clinique privée.

Historique :

La création de l'Association d'Entraide « Flandria » devait être un remède à la mauvaise situation du service de santé publique.

Les fondateurs ne voulaient pas construire un nouveau système de santé, ni être concurrents du service de santé publique. Leur objectif consistait plutôt à augmenter l'accessibilité des services médicaux là où les spécialistes manquaient et où les files d'attente limitaient les possibilités de traitement.

L'association est inspirée d'un système belge d'assurances maladie obligatoires, géré par plusieurs associations concurrentes dont les membres sont les patients. Et ce sont les patients qui élisent les responsables des associations. L'État se limite à définir l'étendue des services médicaux que ces associations doivent garantir.

Activités :

Les membres de l'association « Flandria » (environ 9 000 personnes) versent une cotisation annuelle de 2 PL (0,5 euros). Ils peuvent également acheter une carte de réduction individuelle. Ceci leur permet de profiter d'une remise de 10 % dans les pharmacies tenues par l'association et par les partenaires de l'organisation, de 30 % dans les cabinets de médecins spécialistes qui coopèrent avec l'association et de 15 % dans les points de vente et de location de matériel orthopédique et de rééducation. L'activité sociale est réalisée par l'association et par la Fondation d'Entraide qui fonctionne aux côtés de l'association.

Les principales recettes de « Flandria » sont générées par l'activité économique de l'association (magasins de matériel médical et de rééducation, pharmacies).

Les magasins actuels, qui fonctionnent dans le cadre de l'association, seront bientôt transférés à l'association européenne actuellement en cours d'organisation.

Les services médicaux de la clinique (NZOZ), qui ont signé un contrat avec la Caisse de Maladie Nationale (NFZ) garantissent une autre source de revenus.

Les activités de l'association sont les suivantes :

- Clinique Privée (créée en 1999) qui offre des soins de santé, emploie des médecins, dispose de l'équipement et des locaux.
- Soins infirmiers à domicile pour les malades chroniques – depuis 2004, les soins sont gratuits pour les patients, dans le cadre du contrat avec la Caisse Nationale de Maladie (NFZ). Sept infirmières s'occupent des patients au minimum 1 h 30, quatre fois par semaine.
- Vente et location d'équipement médical et de rééducation – les magasins se trouvent à Inowrocław, Toruń, Bydgoszcz, Poznań, Gdynia.
- Réseau de pharmacies sociales faisant partie de l'Union Européenne des Pharmacies Sociales (U.E.P.S. www.eurosocialpharma.org).
- Organisation d'une Spartakiade Internationale des Personnes Handicapées¹ à Inowrocław – tous les ans, environ 500 personnes handicapées de toute l'Europe y participent.

Groupes Cibles :

- La communauté locale (en particulier les personnes âgées, les malades, les personnes à faibles revenus).
- Les chômeurs (notamment les femmes) et les adolescents.

Pourquoi ça marche ?

- Idée novatrice en Pologne qui répond à d'importants besoins de la société (système national d'assurances et de santé publique insuffisant).
- Coopération avec des partenaires belges, notamment avec le Département International de la Fédération des Mutualités Chrétiennes en Belgique qui aide, entre autres, à la mise en place des mutuelles en Europe, en Asie et en Afrique. Les Belges ont aidé à créer et à financer une telle mutuelle à Inowrocław.
- Expérience professionnelle (médicale) et managériale du responsable de l'initiative.

Les résultats

- Amélioration de l'accessibilité des services médicaux et des services d'accompagnement – plusieurs milliers de personnes profitent, tous les ans, de soins de santé professionnels.
- L'association « Flandria » possède 5 succursales et des magasins à Inowrocław, Toruń, Bydgoszcz, Wrocław, Poznań et Gdynia.
- 50 personnes avec un contrat de travail et plus de 100 bénévoles permanents.

Données financières

- Le coût estimé de la création d'une pharmacie est d'environ 200 000 PLN soit 50 330 euros (dont la moitié pour l'achat des médicaments).
- Le coût estimé de la création d'un magasin avec l'équipement médical est d'environ 150 000 à 200 000 PLN soit entre 37 750 euros et 50 330 euros (en fonction de la valeur des dispositifs).
- Dans le cas d'un centre de location, c'est le coût de la location des locaux (l'équipement peut être offert par les donateurs).
- Sources de revenus : l'activité économique (environ 4 millions de PLN par an soit un peu plus d'1 million d'euros), les cotisations des membres et les montants correspondant aux réductions sur les services médicaux (environ 150 000 PLN par an soit 37 750 euros par an), les subventions, l'aide financière des partenaires belges. Les frais de gestion courante en 2009 se sont élevés à 3,9 millions de PLN (980 000 euros).
- Les contrats avec la Caisse Nationale de Maladie (NFZ) garantissent à la Clinique 100 % d'autofinancement.
- Les magasins avec les équipements de rééducation et les pharmacies génèrent des bénéfices destinés au fonctionnement de l'association. Le degré d'autonomie financière de cette activité est de 60 %.

Perspectives

Dans le cadre de l'association, les possibilités d'opérations économiques sont restreintes, ce qui limite l'étendue des actions sociales.

L'association « Flandria » attribue tous les bénéfices à l'exercice de son activité statutaire.

La réglementation relative aux Caisses de Maladie limite le développement. En outre, dans les appels d'offres relatifs à des locaux à louer pour l'activité économique, les autorités locales traitent l'association de la même manière que les entreprises commerciales fortunées.

Pour cette raison, les gestionnaires de « Flandria » ont décidé de mettre en place la première coopérative européenne en Pologne car cette forme offre davantage de possibilités (et permet de fonctionner dans toute l'Europe).

Les partenaires belges seront des associés de la coopérative.

Le +

« La sensibilité sociale du coordinateur local est un facteur majeur. Son niveau de formation et l'âge ne sont pas si importants. Parmi les coordinateurs, il y a des personnes jeunes et âgées, parfois de formation secondaire,

parfois des personnes avec plusieurs années d'expérience dans les établissements de services de santé ».

Je recommande à tous de s'ouvrir aux nouvelles idées, aux informations intéressantes et d'établir une rotation des cadres aux différents postes – l'absence de spécialisations étroites est notre force ! ».

Témoignage d'Ineza Skrzypiec-Sikorska, directrice de l'Association « Flandria ».

¹ Jeux internationaux.



Jugendwerkstatt Haltern

L'idée

Augmenter les chances des chômeurs de se réintégrer sur le marché de l'emploi régulier, en leur offrant un emploi temporaire et des formations dans des domaines divers.

Les objectifs

1. Encourager la qualification et les aptitudes pour développer un marché de l'emploi social pour les personnes ne pouvant pas travailler dans le marché de l'emploi régulier (en Allemagne, on appelle ça « dritter »).
2. Augmenter les chances pour ces personnes sur le marché de l'emploi régulier à l'aide de formations et conseils basés sur une pédagogie sociale.



Jugendwerkstatt
Haltern gGmbH

Contact

Michael Halberstadt
est chef de projet à
Jugendwerkstatt Haltern

Email

michael.halberstadt@
caritas-agentur.de

Téléphone

(0049) 2364 930 22 12

Site internet

www.caritas-haltern.de

Date de création | Pays

1989 | Allemagne

Mots clés

formation, emploi, multi
activités, réinsertion sociale

- Intégrer les personnes ayant souffert de dépendance aux drogues ou à l'alcool, ou ayant des maladies physiques ou mentales, ceci en coopération avec les instituts sociaux et d'autres entités de Caritas spécialisées sur ces sujets.

Le mode d'intervention

Statut juridique :

Jugendwerkstatt Haltern gGmbH est une société à but non lucratif, de droit allemand, qui sert le bien public et opère avec une responsabilité limitée financièrement. Ce choix permet un processus simple de prise de décisions et un partage et une réduction des risques concernant le capital.

Aujourd'hui Jugendwerkstatt Haltern a l'intention de transformer la branche d'horticulture et paysage en un « Integrationsbetrieb » efficace ; une forme de société sous les termes de l'article § 132 du Livre IX du Code Allemand de Protection Sociale. SGB, qui implique un quota dédié aux travailleurs handicapés.

Historique :

Jugendwerkstatt Haltern (l'atelier de la jeunesse) a été fondé en 1989 par diverses sociétés et organisations catholiques telles que les syndicats et autres mouvements sociaux. Le taux de chômage dans le milieu de la jeunesse était très élevé dans les années 1980. Les emplois temporaires dans le domaine des soins aux personnes âgées et malades ont été les premiers « emplois » avec Caritas. Plus tard, les programmes d'éducation et de qualification ont été développés. Cette initiative pour aider les chômeurs fonctionne depuis 1996.

Activités :

Jugendwerkstatt Haltern offre un emploi temporaire aux chômeurs, accompagné de formations et de conseils basés sur une pédagogie sociale. Ceci permet une augmentation des chances sur le marché de l'emploi ordinaire.

Jugendwerkstatt Haltern crée de bonnes opportunités et offre des prestations diverses dans des domaines très différents :

- Fairkauf (un magasin d'occasion alternatif avec des prix bon marché) :
 - Vente de produits d'occasion tels que meubles, vêtements, livres, autres articles pour la maison (la vente de produits de commerce équitable n'est pas comprise).
 - Idées-cadeaux dans des ateliers protégés (bougies, art, etc. fabriqué par le groupe en question).
 - Braderie d'objets ménagers, assistance dans le déménagement, transports divers.
- Radstation Haltern am (Station service pour les vélos) :

- Abri surveillé pour les vélos, location de vélos.
 - Prestations diverses en lien avec les vélos, réparations, pièces de rechange, accessoires.
 - Aide pour l'organisation de promenades à vélo.
 - Vente de vélos d'occasion et leur remise à neuf pour hommes, femmes et enfants.
 - I-punkt: Informations pour touristes.
- Fundgrube Haltern am See « Kleidung und mehr » : (Trésor « Vêtements et plus » un magasin d'occasion spécialisé)
 - Vente de vêtements et de chaussures d'occasion, articles de saison
 - Articles ménagers, disques et livres, literie et tissus divers (serviettes, etc.).
 - Entretien d'espaces verts :
 - Entretiens de jardins et cimetières.
 - Arrosage des plantes dans les jardins et les cimetières.
 - Services hivernaux, enlèvement des ordures de jardin.
 - Nettoyage des jardins.

L'organisation s'engage à mettre en place des mesures concrètes en termes de qualification et d'emploi, en améliorant les opportunités sur le marché de l'emploi ordinaire pour les jeunes et les chômeurs de longue durée. En plus, les projets ont pour objectif d'offrir des opportunités pour les plus démunis. Tout le réseau de Caritas et les autres institutions sociales s'engagent pour l'insertion de ces personnes vulnérables.

Pour pouvoir agir professionnellement dans des secteurs de plus en plus compétitifs et en même temps accomplir sa mission sociale en tant qu'entité catholique, Jugendwerkstatt Haltern a l'intention de transformer la branche d'horticulture et de paysage en un « Integrationsbetrieb » efficace. « Integrationsbetrieb » est une sorte d'atelier au sein-même d'une entreprise qui existe déjà ce qui permet d'intégrer 40 % à 50 % des employés du groupe cible le plus défavorisé socialement, comme par exemple les entreprises de jardinage ou de maintenance.

Groupes Cibles :

Jugendwerkstatt Haltern s'occupe de l'intégration de tout type de personnes vulnérables (abus de drogue ou alcool, maladies physiques ou mentales, chômage de longue durée, etc.).

Les prestations et produits sont destinés à tous types de clients potentiels mais ils se concentrent plutôt sur les personnes défavorisées sur le plan social et sur les travailleurs et clients chômeurs de longue durée. Grâce à ces bons prix, tout le monde peut profiter de ces opportunités.

Jugendwerkstatt Haltern travaille principalement pour des clients privés, comme pour le jardinage. Mais quelques fois il a des contrats avec des hôpitaux ou municipalités : entretien de cimetières, des jardins et chantiers de rénovation de constructions.

Pourquoi ça marche ?

- Flexibilité: étant donné sa dépendance aux financements publics de soutien à l'emploi, la raison principale du succès de Jugendwerkstatt Haltern est sa propre flexibilité. La structure s'adapte vite aux changements intervenant dans les programmes financés par le gouvernement.
- Depuis 2009, les subventions de l'État en faveur de l'économie sociale ont diminué en raison de la nécessité pour le gouvernement de faire des économies. C'est un grand défi pour Jugendwerkstatt Haltern. L'organisation a en conséquence décidé de se concentrer sur le développement de ses propres idées, comme « Integrationsbetrieb », pour créer les lieux nouveaux pour les personnes invalides physiquement ou mentalement.

Les résultats

Au total, Jugendwerkstatt Haltern emploie environ 70 personnes (tous étaient chômeurs avant) toutes embauchées par des organisations et travaillant sur des activités diverses :

- 20 contrats à durée déterminée et permanents (plein temps, mi-temps).
- 25 participants dans les « ArbeitsGelegenheit » (AGH) qu'on appelle aussi les opportunités d'emploi « 1 emploi-euro ».
- 15 bénévoles.
- 2 stagiaires.
- Entre 3 et 5 personnes en travaux d'intérêt général ou autres.

En plus, il y a eu 15 emplois créés au sein de l'organisation de Jugendwerkstatt Haltern (2009), comprenant :

- 6 employés à plein temps.
- 6 employés temporaires à plein temps.
- 3 apprentissages.

Ces 15 personnes travaillent en permanence à Jugendwerkstatt Haltern, et sont dirigées par un chef d'équipe et le directeur de projet M. Halberstadt.

À l'égard des bénévoles, ils touchent un salaire de l'assistance sociale, mais ils ne reçoivent rien de Jugendwerkstatt Haltern. Ils aiment y passer leur temps en aidant les autres et faire quelque chose de signifiant.

Données financières

En 2009:

- Total de bilan : 110 000 euros.

- Capital : 25 000 euros.
- Chiffre d'affaires: 465 000 euros.
- Résultat : - 45 000 euros. Ce résultat est dû à des hauts salaires, des ventes et des subventions basses en 2009. C'était la première fois que Jugendwerkstatt Haltern affichait une grande perte. En 2010 la situation devrait s'améliorer par rapport à 2009, mais des pertes sont encore à envisager.
- Volume des subventions : 260 000 euros.
- Elles sont apportées par des entités publiques à partir du programme national du gouvernement, appelé Arbeitsgelegenheit¹. Suivant les directions et les emprunts de 25 « Arbeitsgelegenheit¹ », qui est un type d'« opportunité d'emploi » social allemand où les gens reçoivent une formation professionnelle sur site. Certains des 15 employés permanents sont payés par cette subvention.

Perspectives

Augmenter les activités de l'« Integrationsbetrieb » pour les handicapés, afin de devenir moins dépendants des programmes de financement. Pour cela de nouvelles idées sont en développement.

Le +

Un bénévole dans une station de vélos de Jugendwerkstatt Haltern gGmbH raconte son histoire et comment il en est arrivé là :

« À 55 ans, je voyais d'un regard plutôt satisfait la bonne éducation que j'avais eu et mon travail pendant plus de 25 ans, jusqu'au moment où j'ai brusquement perdu mon emploi, il y a un an. À cause d'une infraction du code de la route en août 2010, j'ai été condamné à payer une amende de 250 euros ou à travailler 25 heures pour une initiative d'intérêt général. Je pouvais choisir entre différents projets et j'ai choisi de travailler et d'entretenir la station de vélos de Caritas Haltern. Je me suis rendu compte que ça n'avait rien à voir avec l'entretien des vélos.

Dans cet atelier, fondé par Caritas Haltern pour les jeunes, les citoyens de Haltern font don de leurs vélos usagés ou non utilisés pour être ensuite réparés ou remis en état de marche pour être vendus à un bon prix. Beaucoup des employés issus du système d'opportunités d'emploi « 1 emploi-euro » sont des jeunes. Ils ont ainsi la possibilité de se réintégrer dans la vie professionnelle.

De plus, et je crois que c'est important, les jeunes reçoivent une formation pour devenir des réparateurs professionnels de vélos, sous la direction d'un expert. J'ai trouvé très intéressant de découvrir la diversité des aspects mécaniques des vélos, par exemple les différents systèmes de freinage.

La formation est sponsorisée par l'argent que l'entreprise gagne en vendant les vélos et les services de réparation. Après les 25 heures, j'ai décidé de rester et d'aider la station de vélos aussi longtemps que je serai au chômage et ainsi soutenir ces jeunes dans leur formation. Et en même temps, j'accomplis une bonne chose. »



Lavanindu



Contact

Joachim Meissner est gérant de la fondation Eragintza

Email

jmeissner@eragintza.org

Téléphone

(0034) 94 423 16 93

Site internet

aucun

Date de création | Pays

1992 | Espagne

Mots clés

activité industrielle, blanchisserie, insertion, malades mentaux chroniques, hôtellerie, secteur para-médical

L'idée

Une blanchisserie dédiée aux entreprises du secteur hospitalier, hôtelier et aux maisons de retraite, qui emploie des personnes atteintes de maladies mentales chroniques.

Les objectifs

1. Créer des emplois pour les personnes souffrant de maladies mentales chroniques, garantir la stabilité de ces emplois en maximisant le nombre de contrats à durée indéterminée.
2. Permettre une polyvalence maximale en fonction des caractéristiques de chaque travailleur et minimiser les effets de la maladie mentale sur eux.
3. Obtenir de bons résultats pour permettre l'équilibre financier de l'entreprise sur le long terme.

* 'ArbeitsGelegenHeit' est un type de concept social d'« opportunité d'emploi » en Allemagne où les gens font une formation professionnelle sur site. Ce programme public donne le groupe en question un droit protégé.

4. Minimiser l'impact sur l'environnement :

- En réutilisant tous les déchets de l'entreprise : vêtements déchirés, carton, plastique, etc.
- En utilisant des détergents biodégradables.
- En évitant les déversements des eaux grâce à la conduite au collecteur et à la station d'épuration des produits industriels.

Le mode d'intervention

Statut juridique :

Lavanindu S.L est une société à responsabilité limitée ce qui permet une plus grande souplesse opérationnelle.

L'objet social est l'insertion des personnes souffrant de maladies mentales et le réinvestissement des bénéfices dans l'entreprise, le cas échéant.

Historique :

Créée en 1992, l'activité ne commence qu'en mai 1993. Un accord de collaboration en matière de gestion est établi en 1997 avec Indusal¹, professionnel du secteur, qui devient le partenaire industriel de Lavanindu et assure sa gestion commerciale, administrative et technique. Entre autres, Indusal est chargé de contrôler la qualité de la gestion, les processus de production et lui apporte des parts de marché. En 1999, le centre de travail déménage d'Alonsotegi à Arrigorriaga. En 2003, la cible d'insertion est élargie aux personnes handicapées physiques et sensoriels, aux côtés des personnes atteintes de maladies mentales.

Activités :

Lavanindu développe une activité de lavage et de location de linge, de tissus (draps, serviettes, peignoirs, etc.) et d'éléments annexes (éponges, blouses, etc.) pour répondre aux besoins des maisons de retraite, des hôpitaux et des hôtels.

Lavanindu cherche à mettre en place des relations harmonieuses avec ses fournisseurs et avec ses clients pour que tous les acteurs soient satisfaits.

Suite à la demande des clients, Lavanindu procède également au stockage de produits les plus demandés.

La collecte et la livraison du linge sont réalisées quotidiennement, avec une gestion des volumes adaptée aux besoins de chaque client.

Les contrôles de lavage et d'hygiène (contrôles bactériologiques) sont réalisés de manière continue, avec une assistance technique immédiate du fournisseur des produits utilisés.

L'organisation du travail est divisée en zones de lavage, de repassage, de pliage de serviettes et de vêtements à la main et de emballage.

Les dosages des produits de lavage sont automatisés afin d'éviter toute possibilité d'erreurs dans les doses, les produits ou les températures.

Lavanindu collabore avec les familles et les centres de santé mentale sur la manière de travailler la réhabilitation socioprofessionnelle des personnes atteintes de maladies mentales. Elle a l'appui de la fondation Eragintza qui assure l'embauche et le suivi du parcours d'insertion des employés de Lavanindu. La gestion technique, commerciale et administrative est, quant à elle, opérée par Indusal, un professionnel du secteur.

Groupes Cibles :

- Les personnes dont Lavanindu s'occupe sont, de préférence, des personnes souffrant de maladies mentales pour lesquelles un suivi individualisé avec des objectifs d'avancées vers leur réhabilitation et une évaluation annuelle à travers la fondation Eragintza sont nécessaires.
- 22 facteurs significatifs, tant en termes personnels que professionnels, sont évalués.

Pourquoi ça marche ?

- L'appui institutionnel de B.B.K. Bilbao Bizkaia Kutxa², caisse d'épargne de Bilbao et de Biscaye, du conseil général de Biscaye et de l'Institut national pour l'Emploi a été déterminant.
- Le partenariat avec Indusal, entreprise de pointe dans le secteur de la blanchisserie, a permis à Lavanindu de maîtriser l'activité qu'elle souhaitait développer.
- Donner la priorité à quelques niches de marché dans lesquelles Lavanindu s'est davantage spécialisé, comme le service de blanchisserie sur site (dans les établissements des clients) pour des clients significatifs.
- La qualité du service a été mesurée et reconnue par la norme ISO 9001:2008.
- Le processus de sélection du personnel est réalisé par le centre occupationnel situé sur le site-même.
- La culture d'entreprise est présente à tous les niveaux et Lavanindu fait preuve d'une flexibilité et d'une capacité d'adaptation remarquables par rapport aux besoins exprimés par le client (horaires, etc.).

Les résultats

- Nombre d'employés : 115
- Tous les emplois sont consolidés avec 66 % de contrats à durée indéterminée. Lavanindu a réussi à consolider les emplois de personnes handicapées, notamment atteintes de maladies mentales, permettant de maintenir leur intégration dans le temps. Il est à noter que cette consolidation d'emplois implique aussi une réduction substantielle de coûts pour les administrations publiques.

- L'entreprise a une croissance moyenne de 10 % par an en termes d'emplois.
- L'absentéisme enregistré en 2009 a été de 1.1 %, ce qui correspond à un niveau largement inférieur à la moyenne du secteur.
- Zone d'intervention : la province de Bizkaia.

et des soutiens financiers des organisations privées et publiques clés. On peut très bien imaginer répliquer cette initiative dans d'autres secteurs de production. »

Données financières

- Capital: 282 217 euros.
- Fonds propres au 30 juin 2010: 530 000 euros.
- Chiffres d'affaires: 290 000 euros par mois dont 40 000 euros proviennent de clients d'Indusal.
- Les ventes connaissent une croissance de 15 % par an.
- Lavanindu actuellement détient une part de marché élevée dans le secteur de la blanchisserie industrielle à Bizkaia, atteignant un chiffre d'affaires de 3 300 000 euros pour l'année 2009.
- La situation économique de Lavanindu est très confortable: au 31 décembre 2009, elle affichait 98 000 euros de bénéfices et l'entreprise s'autofinance entièrement à ce jour.

Perspectives

Il devient de plus en plus intéressant pour Lavanindu de se diriger vers une technologie plus moderne, qui permette notamment une réduction du coût énergétique et une réduction d'utilisation de l'eau.

Il conviendrait aussi d'offrir un service de nettoyage des installations et des établissements et de blanchisserie, en collaboration avec Lantegi-Batuak³, une fondation qui développe des activités industrielles et de services en Bizkaia et emploie des personnes handicapées, pour tirer profit des synergies possibles.

Le +

Joachim Meisser, gérant de la Fondation Eragintza, qui assure le suivi social et professionnel des personnes en parcours d'insertion employées par Lavanindu, nous explique : « Certains clients de Lavanindu envisagent la relation avec elle bien au-delà du service rendu : ils valorisent ce choix en soulignant l'engagement social intégré dans son projet d'entreprise.

En matière de modèle de réussite à la fois commerciale et sociale, Lavanindu nous fournit un exemple pertinent de partenariat avec un acteur de pointe du secteur d'activités, une fondation à caractère social

¹ Indusal a été fondée en 1981 par des professionnels de la blanchisserie. Cette entreprise offre des services de location et de blanchisserie de vêtements et textiles de tout type pour les entreprises.

² Voir Présentation BBK.

³ Voir présentation Lantegi Batuak.



Txukunberri

L'idée

Utiliser des marchés d'emplois qui ont été identifiés comme particulièrement porteurs dans une zone, ici le secteur du nettoyage et de l'hôtellerie, pour garantir des contrats de travail à des personnes en situation de risque ou d'exclusion sociale, en particulier à des femmes.

Les objectifs

1. Créer entre 15 et 20 emplois avec l'objectif de maintenir 50 % d'emplois en insertion.
2. Être un outil d'insertion dans le marché du travail pour les personnes défavorisées socialement ou en situation d'exclusion et mener à bien pour chacun un projet d'insertion personnel grâce à un processus d'apprentissage adapté qui prend en



TXUKUNBERRI
entendee cooeritue
Buenos Aires, Argentina

Contact

Jesús María Otero
est le gérant
de Txukunberri

Email

txetxu@zabaltzen.sartu.org

Téléphone

(0034) 946 200 449

Site internet

www.txukunberri.com

Date de création | Pays

2004 | Espagne

Mots clés

services, hôtellerie,
nettoyage, femmes, insertion

compte les capacités sociales, professionnelles, théoriques, les qualifications professionnelles et les connaissances du marché qui permettront d'améliorer son employabilité.

3. Promouvoir un système d'économie sociale.
4. Améliorer l'attitude du personnel quant aux enjeux environnementaux, proposer de nouveaux produits plus respectueux de l'environnement, diminuer la quantité de résidus générés, optimiser la consommation de matières premières (papier, eau, etc.).

Le mode d'intervention

Statut juridique :

Entreprise d'insertion sous forme de société à responsabilité limitée, Txukunberri S.L a fait le choix de ce statut juridique qui s'adapte le mieux aux nécessités et aux objectifs de ce projet.

Il offre la possibilité à la fois à tous les travailleurs de participer à l'entreprise et à l'association Zabaltzen-Sartu, « entité promotrice », de participer à l'actionnariat à 100 %.

L'association Zabaltzen-Sartu valide et assure la bonne marche de l'entreprise d'insertion.

Historique :

L'idée initiale est venue de l'association Zabaltzen-Sartu. Durant l'année 2000, un travail de terrain a été réalisé pour détecter des idées de création d'entreprises qui pourraient devenir de futures entreprises d'insertion avec l'objectif de favoriser l'insertion professionnelle des personnes défavorisées (femmes, chômeurs de longue durée, personnes de plus de 45 ans, ex-toxicomanes, etc.).

À la recherche d'activités simples où les personnes avec peu de qualification ou sans aucune expérience professionnelle pourraient travailler après une période de formation, l'association Zabaltzen-Sartu fut convaincue de la nécessité de réaliser une étude de faisabilité pour la création d'une entreprise d'insertion de services auxiliaires.

Celle-ci fut réalisée avec l'aide du projet ITUN – Intégration au Travail Utile et Nécessaire – dans le cadre de l'initiative communautaire Equal¹.

Activités :

L'étude de terrain de l'association Zabaltzen-Sartu a révélé trois phénomènes ou tendances, à partir desquels les activités de l'entreprise d'insertion Txukunberri ont pu être définies :

- La majorité des entreprises de la zone sous-traitaient une grande partie des services (sécurité, manutention, ménage, nettoyage, jardinage, maintenance informatique, stockage, transport, etc.), sous-traitant de plus en plus d'emplois.
- Dans la majorité des entreprises, une partie du personnel est intéri-

maire et, dans beaucoup de cas, sert à réaliser des travaux complémentaires à ceux proprement productifs (montage, emballage, etc.) ou alors à supporter des pics de production. Dans la majorité des cas, le personnel intérimaire est contractualisé par le biais d'entreprises de travail temporaire.

- Enfin, l'Institut National pour l'Emploi – INEM – avait révélé le besoin de certaines entreprises de la zone de recourir à des entreprises de services dédiées à des travaux de caractère auxiliaire, surtout centrés sur la maintenance et le nettoyage des ateliers.

Née avec l'objectif de former une équipe de 15 à 20 travailleurs, Txukunberri s'est appuyée sur ces constats pour développer une entreprise d'insertion professionnelle proposant des services de nettoyage et d'hôtellerie, qu'elle développe au sein de deux divisions :

- La division « nettoyage », qui est le secteur le plus ancien, est en charge de réaliser différentes activités comme le nettoyage d'entrées, de bureaux, d'ateliers, d'usines, de sanitaires publics, etc. L'entreprise dispose d'outils, de machines spécialisées qui les aident à réaliser correctement le service.

Elle dispose d'un pavillon qui sert à la fois de magasin de stockage pour les outils, les machines, les produits et les ustensiles et d'espace de formation pour les candidats à l'entrée dans l'entreprise.

La division « nettoyage » est composée de techniciens de production et de techniciens d'accompagnement (éducateurs) qui réalisent et supervisent l'évolution des parcours d'insertion au sein de Txukunberri.

- La division « hôtellerie » gère les activités hôtelières des établissements municipaux comme les maisons de retraite, les bars d'espaces culturels, les bars cafétérias des centres sportifs etc. Le travail d'insertion est plus facile à réaliser dans ces lieux car tous les postes d'insertion se trouvent au même endroit.

Groupes Cibles :

Le personnel est actuellement majoritairement composé de familles monoparentales, plus particulièrement des femmes. Il est également composé de femmes au chômage de longue durée et de migrants.

En matière de clientèle, les activités de nettoyage s'adressent en particulier aux petites et moyennes entreprises et aux institutions publiques comme les communes qui ouvrent des appels d'offre pour la prestation de services de nettoyage des locaux municipaux. Les personnes physiques peuvent aussi être clients. Pour les services hôteliers, Txukunberri se consacre aujourd'hui uniquement aux établissements municipaux. Les mairies lui ont fait confiance pour réaliser ce type de prestations de service par le biais de l'insertion socioprofessionnelle de personnes en risque ou en exclusion sociale.

Pourquoi ça marche ?

Txukunberri est une réussite grâce à :

- L'aide apportée par le projet ITUN, dans le cadre de l'initiative Equal qui encourage la création d'entreprises d'insertion.
- Le cadre légal de la Communauté autonome actuellement favorable au développement des entreprises d'insertion, notamment l'existence d'une loi « régionale » pour les entreprises d'insertion et d'un décret d'aide à leur développement.
- Le savoir-faire de l'association Zabaltzen-Sartu qui est l'associé unique et majoritaire de l'entreprise.
- Une bonne équipe d'éducateurs.
- Au travail en réseau.
- Sa capacité d'adaptation à la situation du marché conventionnel et à l'effort constant de saisir les opportunités.
- La recherche et au développement de filières commerciales prometteuses dans le futur.
- Au travail main dans la main avec les institutions publiques, ce qui permet d'être reconnu et choisi comme un bon outil dans la lutte contre l'exclusion sociale.
- Une bonne coordination avec tous les agents sociaux et locaux des municipalités.
- L'implication naissante des mairies.

Les résultats

- 44 employés avec 18 contrats en insertion, ce qui représente un total de 60 % de travail en insertion si on se réfère au total de journées travaillées. Le reste des employés sont sous contrat à durée indéterminée ou recrutés pour un projet en particulier.
- 80 % des travailleurs sont des femmes.
- Le temps de travail varie de 15 % à 100 % selon les personnes.
- Nettoyage : environ 40 clients situés à Biscaye et Guipúzcoa.
- Hôtellerie : gestion de 3 centres appartenant aux communes (2 à Biscaye et 1 à Guipúzcoa). Pour l'un de ces centres, situé à Durango (Biscaye), différents acteurs sociaux et locaux se sont unis et ont centralisé leurs interventions : la mairie de Durango, l'association Zabaltzen-Sartu, le centre de formation Bahargintza, le Gouvernement basque, les services sociaux de la province, une association de commerçants et d'hôteliers appelée +Dendak et l'entreprise d'insertion Txukunberri. Un itinéraire d'insertion fut réalisé impliquant tous ces acteurs. Cette opération permettra la création sur 3 ans de près de 30 postes d'insertion.

Données financières

- Capital Social : 6 000 euros constitué de 100 parts sociales "ordinaires" d'une valeur nominale de 60 euros souscrites et libérées en totalité par l'association Zabaltzen.
- Fonds propres à fin 2009 : 38 194 euros.
- Total des ressources en 2009: 323 392 euros dont 223 867 euros sont issus des revenus de la vente de prestations de services et 96 290 euros de subventions (soit 29,8 % du total des ressources)
- Résultat 2009 : 2 610 euros.

Perspectives

- S'ouvrir à de nouvelles activités en rapport avec le recyclage et la protection de l'environnement.
- Continuer le travail de sensibilisation auprès de l'administration publique et avancer dans la mise en place de relations durables avec l'administration publique.
- Faire avancer la législation qui entoure ces relations et la régulation de l'économie sociale.

Le +

Le gérant de Txukunberri, Jesús María Otero, met en exergue le rôle des administrations publiques dans le développement d'opportunités d'emploi pour les personnes exclues du marché du travail : « Si une administration publique exprime la volonté d'insérer les personnes en situation ou en risque d'exclusion sociale, il est très facile de l'aider dans sa démarche. Il s'agit, pour elle, de réserver des marchés pour l'emploi en insertion. Que ce soit par des appels d'offres publics qui favorisent les entreprises d'insertion, par la contractualisation de travailleurs en situation ou en risque d'exclusion ou encore par la cession d'établissements ou d'espaces en lien avec l'hôtellerie (ce qui est notre cas) dont nous pouvons gérer l'activité en offrant du travail aux personnes en situation ou en risque d'exclusion. Et cela est très facile. Nous, entreprises d'insertion, nous sommes un outil très utile pour minimiser les dégâts provoqués par l'actuelle crise économique car nous réalisons des services qui, dans beaucoup de cas, se réaliseraient à travers le marché noir, alors qu'à l'inverse, nous développons un marché légal, nous permettons à nos travailleurs de ne plus percevoir d'aides publiques et de payer des impôts... Nous rendons donc à l'administration publique un bien économique et social. De plus, nous les aidons à apprendre un métier, à l'exercer et nous les préparons à une transition vers le marché conventionnel.

Au cours des 6 années d'existence de Txukunberri, nous avons vu des personnes qui, achevant leur parcours en insertion, ont fait le saut vers des entreprises conventionnelles de nettoyage, des ateliers industriels. Nous avons également vu des personnes en insertion chez nous créer leur propre entreprise de nettoyage qui fonctionne très très bien. L'activité à mettre en place doit être viable économiquement et être régie par des critères sociaux, environnementaux et éthiques pour que la priorité soit de générer des postes de travail pour les personnes en difficultés sociales et professionnelles. Une volonté serait que l'Union européenne réalise le véritable potentiel des entreprises d'insertion en tant qu'acteur dans la lutte contre l'exclusion sociale. Réguler les aides et créer une norme, une obligation de marchés réservés, tant au niveau des administrations publiques que des grandes entreprises ou multinationales, sont des actions qui aideraient à ce que, dans le futur, le monde connaisse la vraie fonction et valeur des entreprises d'insertion. »

* L'initiative EQUAL de la DG Emploi, Affaires Sociales et Égalité des chances de la Commission européenne, financée par le Fonds social européen, constitue un laboratoire d'idées au service de la stratégie européenne pour l'emploi et du processus d'inclusion sociale. Sa mission est de promouvoir une vie professionnelle plus inclusive, en combattant la discrimination et l'exclusion basée sur le sexe, l'origine raciale ou ethnique, la religion ou les croyances, le handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle.



Lantegi Batuak

L'idée

Développer des activités industrielles et de services de qualité qui puissent employer des personnes handicapées mentales, sans but lucratif.

Les objectifs

1. Trouver et promouvoir des opportunités d'emplois pour les personnes handicapées, qui leur permettent de s'épanouir et ce de manière durable pour une pleine intégration dans la société.
2. Consolider le niveau et la qualité de l'emploi dans le contexte économique actuel de crise et d'incertitudes sur les marchés sur lesquels Lantegi Batuak opère.



Contact

Txema Franco est le directeur général de la fondation Lantegi Batuak

Email

secretaria@lantegi.com

Téléphone

(00 34) 94 453 59 99

Site internet

www.lantegi.com

Date de création | Pays

1983 | Espagne

Mots clés

insertion, handicapés mentaux, activités industrielles, services

3. Assurer la motivation des personnes impliquées, comme garantie d'une participation et d'une innovation au sein de l'organisation plus importante.
4. Renforcer le projet social et entrepreneurial grâce à des résultats économiques positifs et contribuer à son développement durable grâce à des investissements nécessaires en matière d'infrastructures, d'avancées technologiques et de meilleurs processus de gestion.

Le mode d'intervention

Statut juridique :

Lantegi Batuak est une fondation, forme juridique qui permettait d'affecter le capital constitué jusqu'en 1997 par l'association fondatrice Gorabide (association des pays basques espagnols en faveur des personnes à déficience intellectuelle) à une finalité d'intérêt général.

Historique :

Lantegi Batuak a vu le jour au sein de l'association Gorabide, en 1983, grâce à la centralisation de la gestion commerciale et opérationnelle, jusqu'alors bénévole, du réseau d'ateliers protégés qui opéraient dans toute la province de Biscaye depuis la fin des années 1960.

Activités :

Lantegi Batuak est une organisation sans but lucratif dont la mission consiste à générer des opportunités d'emploi de qualité pour les personnes handicapées, notamment handicapées mentales de Biscaye.

Ces emplois sont générés par la création et la gestion d'activités industrielles et de services, qui permettent aux personnes handicapées de suivre un parcours d'insertion socioprofessionnelle, depuis de l'orientation et la formation dans des centres occupationnels¹ et dans des centres spéciaux² jusqu'à l'emploi classique.

Cette organisation est basée sur un système sans but lucratif, qui réinvestit ses bénéfices dans l'organisation pour la réalisation de son objet social. La gestion de l'organisation s'inscrit dans un projet commun éthique, solidaire, participatif, dynamique, efficace et efficient, qui vise l'innovation et l'adaptation au changement en vue de la satisfaction des personnes, des clients et de la communauté qui l'entoure.

Les activités et les secteurs dans lesquels Lantegi Batuak opère afin de générer des emplois pour les personnes handicapées peuvent être séparés en deux grands ensembles qui totalisent un portefeuille de clients de plus de 700 entreprises et institutions :

1. L'externalisation industrielle représente 51 % des activités :
 - Usinages et montages
 - Montages électroniques
 - Électronique et câblage
 - Production et logistique

2. Les services auxiliaires représentent 49 % des activités :

- Services environnementaux, jardinage et nettoyage
- Marketing direct
- Gestion de documents
- Services intégrés
- Gestion d'infrastructures
- Tourisme
- Hôtellerie
- Services à la personne, assistance aux personnes dépendantes

Quant aux parcours d'insertion pour les personnes handicapées, les possibilités sont diverses et adaptées aux capacités de chacun : conseil d'orientation, formation, développement socioprofessionnel, ergonomie et adaptation aux postes de travail, service occupationnel, centre spécial d'emploi³, emploi classique.

Aujourd'hui, Lantegi Batuak compte 20 centres répartis sur tout le territoire et de nombreux services qui opèrent sur site, c'est-à-dire dans les installations ou les succursales des entreprises clientes.

Au total, plus de 2 183 personnes handicapées démontrent jour après jour ce dont ils sont capables.

Grâce à l'étroite collaboration entre le conseil général de Biscaye et les entités comme BBK⁴, les personnes handicapées peuvent rapidement intégrer le réseau. La couverture sociale du territoire est large, grâce à un réseau de centres répartis sur toutes les régions, Lantegi Batuak se trouve là où les besoins existent et jamais à plus de 20 km du lieu de résidence des personnes handicapées de Biscaye.

Groupes Cibles :

- Les personnes handicapées en général, et plus particulièrement les personnes à handicap mental.
- Dans le cadre de ses activités, Lantegi Batuak s'adresse tout aussi bien au secteur privé que public. La clientèle n'est pas spécifique.

Pourquoi ça marche ?

- La base associative qui est issue du tissu social local.
- La professionnalisation : la structure réalise des services de même niveau de qualité que les autres structures. La preuve en est faite par les nombreuses certifications (qualité, gestion des risques) obtenues dans tous les secteurs où elle opère : ISO 9000, ISO TS 16949 (secteur automobile), OSHAS 18000, etc.
- La dimension de la structure.
- La diversification des activités.
- L'innovation, qui permet de se renouveler sans cesse et de s'adapter aux changements de la société, à la demande des clients tout comme aux besoins des personnes en insertion.

- Le partenariat stratégique avec les acteurs publics et privés, et son caractère durable et stable :
 - Par exemple le partenariat avec BBK a été déterminant et continue de l'être aujourd'hui, au moment particulièrement délicat où le secteur social peine à accéder au crédit mais où BBK continue de soutenir les structures d'insertion sociale par l'économie.
 - De même le financement public des programmes d'intervention en faveur des personnes handicapées reste stable, tant celui du conseil général de Biscaye (pour le service occupationnel) que le Service Public étatique pour l'Emploi (pour le Centre Spécial d'Emploi).
- Enfin, la solidité financière qui découle de la capacité élevée d'auto-financement est indispensable.

Les résultats

- 2 183 personnes handicapées travaillent actuellement au sein de Lantegi Batuak dont :
 - 1 470 ont des déficiences intellectuelles (68 % du total).
 - 593 ont un handicap physique ou sensoriel (26 % du total).
 - 120 sont des personnes souffrant de maladies mentales (6 % du total).
 - Plus de trois quart des personnes handicapées font partie des personnes qui ont les plus grandes difficultés d'accès au marché du travail, au-delà de leur propre handicap.
- De plus, 95 personnes handicapées mentales ont obtenu un emploi ordinaire et le conservent, avec un contrat à durée indéterminée dans 86 % des cas.
- 366 personnes travaillent dans la structure comme professionnels (personnes sans handicap).

Données financières

Chiffres clés 2009:

- Capital social : 2 411 000 euros.
- Total de Bilan: 63 348 000 euros.
- Fonds Propres : 44 408 000 euros qui correspondent à une politique continue de réinvestissement des bénéfices depuis sa constitution sous forme de fondation.

En 2009, les sources de financement les plus importantes pour le développement de l'activité ont été :

- Les ventes issues des activités commerciales pour un total de 38,2 millions d'euros.

- Les subventions d'exploitation et de consolidation des emplois de personnes handicapées à hauteur de 14,4 millions d'euros en provenance du Conseil Général de Biscaye, de SPEE-INEM – Service Public Spécial pour l'emploi et Institut National pour l'Emploi-, du gouvernement basque et du Fonds Social Européen.
- Les subventions d'investissement à hauteur de 1,18 million d'euros en provenance du Conseil Général de Biscaye et de SPEE-INEM

Au moins 70% du résultat positif de l'exercice sera réinvesti dans les prochains exercices.

Depuis la constitution de la fondation, grâce à des apports en fonds propres mais aussi au soutien de BBK Solidarioa, plus de 54 millions d'euros ont été investis dans de nouvelles installations, de nouvelles technologies, dans les équipements informatiques et les machines, avec l'objectif de permettre la création continue de nouveaux emplois pour les personnes handicapées.

Perspectives

En matière d'activités commerciales, Lantegi Batuak compte sur l'innovation pour poursuivre son processus de diversification vers le secteur des services, pour accroître les contrats avec le secteur public et en matière de ventes, augmenter la valeur ajoutée dans le secteur industriel.

En matière de développement socioprofessionnel des personnes handicapées, l'enjeu permanent de Lantegi Batuak est d'encourager le plus grand nombre de transition vers le marché du travail, y compris l'accès à l'emploi public.

Le +

« Lantegi Batuak est l'instrument grâce auquel nous convertissons les besoins réels du marché, émanant de nos clients, en opportunités d'emplois pour les personnes handicapées. C'est pourquoi notre rôle relève de l'apprentissage social et nous utilisons le développement d'activités industrielles et de services comme moyen d'inclusion sociale et professionnelle des personnes handicapées. Nous démontrons par ce biais qu'une autre manière de faire du commerce est possible. Et il est évident que ce modèle issu de l'économie sociale et solidaire peut être répliqué dans les autres pays de l'Union européenne. » nous livre Txema Franco, directeur général de la fondation Lantegi Batuak.

¹ Les centres occupationnels accueillent des personnes qui présentent une bonne autonomie pour effectuer les actes de la vie quotidienne, mais qui ne sont pas en capacité d'exercer une activité de travail. Différentes activités de so-

cialisation, d'expression, d'autonomisation leur sont proposées, en favorisant toujours l'ouverture sur l'extérieur.

² Voir cadre légal Espagne.

³ Voir cadre légal Espagne.

⁴ Voir présentation BBK.



Fondation Trajets

L'idée

Une intégration sociale et professionnelle au cœur des quartiers via des entreprises sociales de production dans divers secteurs, des appartements en ville et des loisirs normalisés¹.

Les objectifs

1. Proposer une intégration par l'économie en fournissant de vrais emplois, dans des structures commerciales adaptées, ainsi que des solutions de logement.
2. Proposer un concept de développement durable propre à diminuer sensiblement l'impact écologique et assurer la responsabilité sociale de l'entreprise.
3. Créer un pont entre le monde du social et celui de l'économie, réaliser une intégration effective des personnes marginalisées.



Contact

Michel Pluss est directeur général de Trajets

Email

m.pluss@trajets.org

Téléphone

(00 41) 22 322 09 29

Site internet

www.trajets.org

Date de création | Pays

1979 | Suisse

Mots clés

loisirs, logement, troubles psychiques, réinsertion, entreprise, multi activités

4. Diminuer la stigmatisation des personnes souffrant de troubles psychiques.

Le mode d'intervention

Statut juridique :

Basée à Genève, Trajets est une fondation de droit privé, sans but lucratif, reconnue d'utilité publique par l'État. Du fait de ce statut, Trajets peut assurer un contrôle engagé (fondation) tout en préservant la liberté d'entreprendre (statut privé).

Historique :

La fondation Trajets est née en 1979 dans les premiers mouvements de désinstitutionalisation de la psychiatrie et de création des premières structures d'intégration dans la ville de Genève. Les personnes souffrant de troubles psychiatriques vivaient alors en hôpital. Les premières structures furent d'abord des structures d'accueil de jour pour permettre aux personnes de sortir des hôpitaux psychiatriques, avec des animations de loisirs ou créatrices. Ensuite, les premières entreprises sociales furent créées pour offrir du travail dans des structures adaptées et des lieux d'hébergement sous forme, soit de foyers soit d'appartements en ville. Les fondateurs de Trajets étaient des travailleurs sociaux issus de la psychiatrie genevoise.

Activités :

Trajets est aujourd'hui composée de 4 secteurs autonomes (Entreprise, Hébergement, Loisirs, Psychosocial).

Il y a aujourd'hui 10 entreprises sociales avec pignon sur rue dans différents secteurs :

- l'imprimerie
- la conception graphique et le web-design
- la blanchisserie
- 2 restaurants
- le maraîchage et l'aquaflore,
- le paysagisme
- la rénovation de bâtiments
- le bureau-services
- la conciergerie et le nettoyage.

Les entreprises fonctionnent de manière autonome. Chacune est dirigée par un gérant, a son autonomie financière (budgets délégués) et organise sa production de manière à suivre les besoins du marché concurrentiel.

La diversité des entreprises de Trajets permet d'offrir 35 métiers différents, de nature mais également de niveau d'autonomie requise très diversifié. Elles ne sont donc pas comparables entre elles étant conçues de manière complémentaire. L'une sera moins rentable financièrement, mais accueillera des personnes moins autonomes et/ou moins productives. L'autre sera active dans des secteurs de pointe, plus rentables mais moins

accessibles pour des personnes fragilisées, par rapport à la formation requise ou le stress induit.

Le recrutement se fait par le biais d'un service d'accueil et d'orientation qui procède à un état des lieux des besoins, des envies et des possibilités de la personne en recherche d'insertion. Une fois en entreprise sociale, la personne, mais aussi l'équipe de professionnels de l'entreprise, bénéficie du soutien d'une équipe d'intervenants psychosociaux pour les évaluations et en cas de décompensation².

Trajets dispose aussi d'un secteur Hébergement qui offre un logement et un accompagnement dans une optique d'accès à un hébergement indépendant. Ces résidences et appartements sont des lieux d'apprentissage et d'expérimentation d'une vie indépendante : au travers d'un processus dynamique d'acquisition de compétences, la personne bénéficie d'un soutien de l'équipe psychosociale et de formation sur les actes de la vie quotidienne.

Le secteur Loisirs offre une palette d'activités : soirées culturelles ou sportives, week-end et vacances. Elles sont organisées en individuel ou collectif et principalement dans des structures de loisirs « grand public ».

Groupes Cibles :

Les personnes qui travaillent dans les différentes structures de Trajets sont en général des personnes souffrant de difficultés psychiques et/ou de troubles du comportement. Trajets adopte une approche globale de la personne dans son travail d'intégration.

La clientèle commerciale de Trajets (et de ses structures) est le grand public.

Pourquoi ça marche ?

1. Un management déléгатif et participatif. Par exemple, les projets sont élaborés par des groupes de travail transversaux ou mis en consultation auprès du personnel. Chaque entité possède donc deux cultures métier :
 - Celle de son métier de production : la restauration par exemple pour le restaurant « la Plaine Lune ».
 - Celle de la fondation qui se manifeste par un corpus de valeurs liées à l'intégration extrêmement fortes.
2. Une réactivité aux changements économiques ainsi qu'aux besoins des personnes marginalisées : par exemple par le biais d'une relance marketing ciblée ou par l'élaboration de nouveaux projets (atelier d'expérimentation, culture de l'entreprise, etc.).
3. Un modèle reconnu et une capacité constante d'innovation dans le champ de l'intégration sociale et professionnelle : la création du modèle même d'« entreprise sociale » en est le meilleur exemple.
4. Il n'y a pas de « travailleurs handicapés » à Trajets, il y a des « serveur

(se)s », des « employé(e)s de blanchisserie » ou « d'imprimerie », des « maraîcher(e)s » ou des « maçon(ne)s » etc. Tous endossent, quelque soit leur niveau d'autonomie et de productivité, une identité professionnelle, un rôle social valorisé. De plus, les lieux ne sont pas identifiables par les clients comme des structures d'insertion, afin de ne pas stigmatiser les usagers.

Les résultats

- 10 entreprises sociales offrant 102 places de travail en insertion pour 150 personnes (certaines travaillent à temps partiel). Les personnes en insertion sont soit sous Contrat à Durée Indéterminée (CDI) soit sous mandat de réadaptation de l'Assurance Invalidité. Pour une part importante, les entreprises de Trajets se situent sur le marché complémentaire de l'emploi. Mais environ 8 % des utilisateurs de Trajets se situent dans une dynamique de passerelle de retour vers le marché principal de l'emploi.
- 110 collaborateurs salariés de Trajets, actifs dans 35 métiers différents. C'est une gestion parfois difficile, mais toujours très riche de cultures et d'expériences différentes. Un melting-pot qui additionne les compétences au lieu de les opposer ou de faire du corporatisme.
- Une résidence – Le Plateau – de 11 places et un total de 31 places en appartements réparties comme suit :
 - 19 places en appartements individuels.
 - 6 places en appartements communautaires (3 appartements).
 - 6 places à l'Envol (2 appartements).
- Un secteur loisir servant près de 200 personnes.
- Près de 350 utilisateurs suivis régulièrement. Les utilisateurs sont des gens souffrant de troubles psychiques invalidant à des degrés divers. Certains recherchent des places de travail, d'autres ont besoin de socialisation par les loisirs ou d'une aide à l'hébergement, parfois des trois à la fois.

Données financières

- 50 % d'autofinancement/50 % de subvention.
- Un équilibre stable entre la part de subvention destinée à couvrir la productivité moindre et les charges dues aux processus d'intégration (soutien psychosocial, secteur Loisirs, haut niveau de qualification du personnel) et la part de recettes propres dues aux prestations et à l'activité commerciale.
- La subvention est donnée par l'État de Genève (le Canton). Elle est liée au type de prestations fournies et se calcule par place de travail.

- La question de la rentabilité est complexe puisque la mission est double : offrir des places de travail adaptées à des personnes en difficultés et assurer un certain niveau de rentabilité. Un secteur peut être porteur parce qu'il est rentable financièrement et un autre parce qu'il fournit une grande variété d'emplois aux plus handicapés. Ainsi les différentes structures ont des seuils de rentabilité financière différenciés. Certains accueillent des personnes peu autonomes avec un encadrement plus important.
- 9 millions d'euros de chiffre d'affaires.
- 1 million d'euros d'actifs au bilan dont 800 000 euros de fonds propres.
- Exercices régulièrement bénéficiaires (en 2009 : + 6 580 euros).

Perspectives

- Sortir des cadres de pensée préétablis dans le monde du social, etc. et de l'entreprise depuis 30 ans, etc.
- Inventer de nouveaux modes d'accompagnement des personnes souffrant de troubles psychiques pour suivre leur évolution.
- S'adapter à l'évolution des bases légales suisses (révision des lois sur le handicap).

Le +

- Trajets travaille sur un nouveau projet d'atelier formatif pour les jeunes adultes désafférentés, c'est-à-dire souffrant de problèmes sociaux et/ou de troubles psychiques, ou en tout cas vivant avec un cruel déficit de compétences sociales, les rendant inaptes à entrer dans des cursus de formation classiques ou en entreprises (adaptées ou non).
- Cet atelier sera basé sur l'acquisition des compétences sociales et culturelles pour accéder au monde de l'entreprise : atelier d'expérimentation, vie en société, citoyenneté, culture de l'entreprise, valorisation du travail (etc.), en alternance avec des stages, et selon un programme individualisé, etc.

¹ Les « loisirs normalisés » désignent des loisirs intégrés dans des structures de loisirs « grand public », sans identification institutionnelle visible.

² La décompensation est un terme de psychologie qui désigne une réaction ou une situation émotionnelle extrême. Le plus souvent, cela provient d'une confrontation trop brutale qui

provoque un effondrement général de la personnalité de l'individu.



Oil Partner

L'idée

Un atelier de réparation automobile sans rendez-vous qui emploie des personnes qui veulent sortir de la dépendance des drogues.

Cet atelier propose toutes les révisions standards d'un véhicule à des prix compétitifs.

Les objectifs

1. Créer des emplois stables pour de jeunes gens au cours du traitement de la toxicomanie.
2. Proposer des prestations de qualité dans le domaine de la révision des véhicules, concentrées sur la satisfaction des clients.
3. Traiter les déchets automobiles selon des procédés meilleurs que les normes écologiques de l'Union européenne.



Contact

Allan Bussard est le directeur gestionnaire de la Coopérative Integra²

Email

allan.bussard@integra.sk

Téléphone

(00 421) 903 419 216

Site internet

www.oilpartner.eu

Date de création | Pays

2000 | Slovaquie

Mots clés

services automobiles, anciens drogués, réinsertion sociale, traitement écologique

- Générer des moyens permettant de réaliser les programmes de la fondation Integra au profit des enfants menacés en Afrique.

Le mode d'intervention

Statut juridique :

- La société Oil Partner est une société à responsabilité limitée. C'est une forme juridique qui est typique pour les petites entreprises commerciales et pour des « entreprises sociales » en Slovaquie.
- En Slovaquie, la forme juridique « entreprise sociale » proprement dite n'existe pas.

Historique :

La société Oil Partner a été créée par la Coopérative Integra en tant qu'entreprise sociale. Integra est une coopérative qui investit son propre capital dans la création des entreprises sociales en Europe centrale et orientale et en Afrique de l'Est. Le concept d'Oil Partner est basé sur le modèle d'entreprises similaires, fréquentes en Amérique du Nord, mais qui demeurent plutôt rares en Europe.

Activités :

- Oil Partner est un atelier de réparation automobile qui propose des services de révision de base sans rendez-vous, rapidement et à des prix compétitifs.
- Le premier atelier de réparation automobile à service rapide d'Oil Partner a été ouvert à Bratislava en 2001. Actuellement, Oil Partner dispose de trois ateliers.
- L'objectif de la société Oil Partner est de créer un réseau d'ateliers dans les grandes villes en Slovaquie et dans les pays voisins. Au niveau des services proposés, c'est une initiative unique non seulement en Slovaquie, mais aussi en Europe.
- Les ateliers de réparation automobile d'Oil Partner proposent des services rapides (*drive-in*) qui englobent toutes les opérations standard d'une révision des véhicules : vidange d'huile, remplacement des filtres, vérification du niveau et appoint de l'huile dans la boîte de vitesse, vérification du niveau et appoint d'autres liquides du véhicule, remplacement des garnitures de freins, entretien de la climatisation, etc. Le client peut être accueilli en un quart d'heure, sans rendez-vous. Cette initiative contribue aussi à l'intégration sociale car tous les ateliers emploient de jeunes gens qui veulent sortir de la dépendance des drogues.
- Deux ateliers d'Oil Partner traitent l'huile de moteur de manière écologique. Le procédé consiste à en recycler le carburant pour les fours de cimenterie, ce qui réduit leurs besoins en fuel ou en gaz naturel. Environ 60 000 litres d'huile sont vendus tous les ans à une

entreprise qui collecte et fournit l'huile aux cimenteries en tant que combustible.

- Ainsi, Oil Partner génère des revenus qui sont ensuite utilisés pour la réalisation des programmes au profit des enfants en Afrique et génère des emplois pour les jeunes gens qui sortent de dépendance vis-à-vis de drogues.

Groupes Cibles :

Oil Partner coopère depuis longtemps avec un institut de traitement de la toxicomanie : le Centre de Réhabilitation Tomky. À la fin du traitement, l'institut vérifie s'il y a des postes vacants à Oil Partner.

Le cas échéant, une personne donnée peut être temporairement employée, formée, puis obtenir un contrat de longue durée si elle fait ses preuves.

Pourquoi ça marche ?

- Qualité élevée des prestations répondant aux besoins des clients.
- Investisseurs qui comprennent le projet de l'entreprise et s'engagent dans sa réalisation.
- Principaux facteurs du succès : planification à long terme, patience et engagement dans la réalisation du projet.

Les résultats

- 28 employés, dont 18 jeunes gens issus du programme de traitement de la toxicomanie. Tous les employés ont le même type de contrat de travail.
- 3 ateliers de réparation automobile : 2 à Bratislava et 1 à Nitra.
- L'entreprise transmet 5 % du bénéfice avant impôt au financement des programmes de la fondation Integra¹, et aux campagnes annuelles au profit des enfants africains menacés par toute sorte de risques.

Données financières

- Capital social : 421 876 euros.
- Chiffre d'affaires en 2009 : 947 215 euros.
- Résultat net 2009: - 3 505 euros (première perte enregistrée depuis 2004, due surtout à la crise financière).
- Oil Partner ne reçoit aucune subvention. Elle s'autofinance à 100 %.

Perspectives

Oil Partner est un modèle qui peut être facilement reproduit dans d'autres endroits. Nous envisageons d'ouvrir un atelier par an, pendant 5 ans, à partir de 2012.

Le +

Peu de temps après l'ouverture de l'atelier, l'ambassadrice du Canada est venue pour faire la révision de son véhicule. À la fin, elle a constaté « pendant quelques minutes, j'ai oublié que j'étais en Slovaquie! »

« Sans Oil Partner, je serais retombé dans la drogue et j'aurais probablement fini dans la rue » explique le responsable adjoint d'un des ateliers Oil Partner.



Groupe Third Sector Mail

L'idée

Développer une activité dans le secteur de l'impression, de l'adressage et du routage professionnel, dont les profits peuvent être réinvestis afin de générer des opportunités d'emplois pour des personnes de tous âges qui ont des difficultés d'apprentissage ou souffrent d'une maladie mentale, grâce à un encadrement composé de professionnels.

Les objectifs

1. Proposer des stages d'apprentissage à des personnes de tous âges qui ont des difficultés d'apprentissage ou qui souffrent de maladies mentales.
2. Être auto-financé sans recherche active de subventions ou de soutien.



SECTOR MAILING SERVICES
A social enterprise company

Contact

Roy Court est le directeur de Third Sector Mailing

Email

roycourt@thirdsectormailing.org.uk

Téléphone

(0044) (0) 20 86 88 06 66

Site internet

www.thirdsectormailing.org.uk
www.sectormailing.org.uk

Date de création | Pays

2008 | Royaume-Uni

Mots clés

insertion, impression, adressage/routage, déficiences intellectuelles, maladie mentale

¹ Voir la présentation de la Coopérative Integra.

² Voir la présentation de la Coopérative Integra.

3. Avoir une équipe d'encadrement expérimentée qui est capable de former tous les employés pour qu'ils puissent travailler avec des exigences élevées.
4. Répondre aux besoins des clients pour des envois de courriers efficaces et bon-marché.

Le mode d'intervention

Statut juridique :

Third Sector Mailing est une entreprise privée sous forme de société anonyme avec une clause d'inaliénabilité (« entrenchment provision »)¹. Elle se compose d'un Conseil d'Administration, d'un directeur, du personnel cadre, du personnel exécutif et des stagiaires.

C'est une entreprise sociale, c'est-à-dire une activité à but social œuvrant pour un changement social et environnemental durable, comme la définissent la Coalition des Entreprises Sociales et le Service dédié au Tiers Secteur du Cabinet du Premier Ministre britannique.

Historique :

Le directeur Roy Court a fondé en 2008 « Third Sector Mailing » à Croydon. En 2009, Third Sector Mailing a sauvé une fondation basée à Southampton qui, après 28 ans, était sous curatelle : « Sector Mailing Services ». Ensemble, les deux entreprises sociales ont formé le Groupe 'Third Sector Mailing' et développent leurs activités avec succès depuis plus de deux ans maintenant.

Activités :

Third Sector Mailing est une entreprise sociale, basée à Croydon avec comme premier objectif de générer des profits des opportunités de travail et des stages pour des personnes de tous âges qui ont des difficultés d'apprentissage ou souffrent d'une maladie mentale.

Le personnel de production, avec le soutien de la direction qui a beaucoup d'expérience dans le secteur de l'impression et du publipostage direct ainsi que l'équipe commerciale, sont des personnes avec des difficultés.

L'équipe d'encadrement forme tous les stagiaires à un travail de haute qualité.

Le groupe Third Sector Mailing offre des solutions de traitement de données et fichiers, de publipostage et adressage, de routage, d'impression et de reliure :

- Traitement et préparation de fichiers et de données (collecte, contrôle et fusion des données venant de toutes sortes de sources) ;
- Publipostage personnalisé (personnalisation par mono-laser grâce à des imprimantes laser respectueuses de l'environnement) ;
- Mise sous enveloppes et mise sous pli (depuis les enveloppes standards pré-imprimées aux paquets faits sur mesure) ;
- Assemblage à la main ou au moyen de machines avec une grande

précision qui permet d'éviter les erreurs et pouvant fonctionner 24h sur 24 si nécessaire.

- Impression en couleurs (imprimantes à jets d'encre, mono et couleurs, y compris du papier A3, jusqu'à 300 gsm, impression de courriers, de rapports, de fascicules, de papiers en-tête, etc.).

Un des objectifs du groupe Third Sector Mailing est de réduire le gaspillage. De bons contacts avec le service postal anglais « Royal Mail » ont été noués afin d'essayer d'optimiser les coûts postaux. De même avec les autres fournisseurs de services postaux comme UK Mail/Business Post.

Pour soutenir ce projet, les clients peuvent devenir actionnaires en achetant ses services postaux. Aucun dividende n'est versé à l'actionnaire. Les clients bénéficient déjà de prix bon marché.

Enfin, le groupe Third Sector Mailing aide aussi ses clients dans la réalisation d'un des objectifs de leur organisation qui est la mise en valeur de leur politique sociale et d'aide à la communauté.

Le groupe offre une formation sectorielle à tous ses stagiaires, appelée la « Formation Sector ».

Pendant plusieurs années, Sector Mailing Service fut considérée comme un atelier protégé proposant des postes de travail aux personnes souffrant de problèmes d'apprentissage ou d'une maladie mentale. Mais Sector Mailing Services est aujourd'hui bien plus encore : elle a développé un programme de formation à valeur ajoutée qui permet aux stagiaires en formation et aux nouveaux arrivants de documenter leurs réalisations tout au long de leur expérience à Sector. Ce dossier de « validation des acquis » est une sorte de portefeuille que le stagiaire peut présenter à d'autres organisations. Ce portefeuille est utile auprès des institutions d'enseignement et des projets d'orientation et plus particulièrement auprès des organisations qui promeuvent le « Person Centred Planning ». Ces organisations peuvent utiliser ce portefeuille d'acquis pour orienter d'une manière plus efficace leurs participants.

En utilisant différentes méthodes de thérapie occupationnelle, l'information réunie dans ce portefeuille devient un trésor d'expériences que le stagiaire peut montrer et utiliser pour convaincre de potentiels employeurs de ses capacités.

Non seulement Sector Mailing Services propose des programmes de formation sur mesure disponibles pour chacun de ses stagiaires, mais il recourt aussi à l'Université de Brockenhurst (www.brock.ac.uk) où sont dispensés des cours pour l'acquisition de compétences essentielles dans des locaux équipés en informatique.

À côté des programmes dispensés en interne, Sector Mailing Services est également financé par le Conseil pour l'apprentissage de compétences pour donner des formations NVQ2 aux personnes travaillant chez Sector Mailing Services. NVQ2 est le sigle de « National Vocational Qualifications 2 » qui signifient « Qualifications professionnelles nationales de niveau 2 » et qui sont des certificats basés sur le travail qui sont obtenus à partir d'une évaluation et d'une formation. Les compétences des personnes qui suivent les formations de Sector Mailing Services sont ainsi officiellement reconnues.

Pourquoi ça marche ?

- Une position unique sur le marché.
- La formation.
- La capacité d'autofinancement.
- L'expérience de l'équipe d'encadrement et celle de l'entité Sector Mailing Services, qui opère comme entreprise de publipostage et comme organisation de formation depuis 1983.

Les résultats

- Nombre d'employés : 53.
- 9 permanents.
- 44 personnes handicapées.

Données financières

- Chiffre d'affaires en 2009 : £ 300 000 (~ 343 000 euros).
- Third Sector Mailing s'autofinance grâce aux revenus des activités commerciales qu'il développe. Il ne reçoit pas de subventions. Le gouvernement national lui a accordé un prêt de £58 000 (~ 66 000 euros).

Perspectives

Le défi pour Third Sector Mailing est d'augmenter son activité commerciale. Il a déjà trouvé une solution par l'emploi à mi-temps de personnes recrutées via « Working Mums »³, qui relie les employeurs et les mères de famille ou autres personnes à la recherche d'un emploi flexible.

Third Sector Mailing est membre du réseau régional des entreprises sociales – SE (Social Enterprise London) –, du réseau national SE (Social Firms UK) et du réseau local (Hampshire SE network).

Le +

« Sector m'a donné la possibilité d'être fier de moi et c'est aussi le cas d'autres personnes qui travaillent ici. Cela a amélioré ma santé, il y a eu une progression stable de mon état depuis que j'ai commencé à travailler chez Sector. Tous les aspects liés à l'envoi du courrier m'intéressent et j'ai maintenant une bonne connaissance de toutes les machines que nous utilisons ici. » James, superviseur chez Sector Services depuis Mars 2007.

« J'ai travaillé comme stagiaire pour Sector pendant 4 ans et demi et j'aime vraiment travailler avec tout le monde. Je suis aidé par tout le monde, en particulier par Craig et Michelle si je rencontre quelque problème que ce soit. Et j'aime aider les autres si je peux. J'apprécie également de manipuler plusieurs machines et j'aime remplir à la main les enveloppes que les machines sont incapables de traiter. » A. Smith, qui a commencé comme stagiaire et est maintenant employé comme superviseur chez Sector.

¹ La clause d'inaliénabilité permet d'assurer que les principes de la propriété collective sont solidement établis. Cette pratique a pour but de rendre difficile voire impossible dans la pratique la dissolution de la société et la distribution des actifs entre actionnaires. Elle a pour objectif d'éviter tout rachat hostile.

² « Person Centred Planning » (la Planification basée sur la personne) est un ensemble d'outils et d'approches qui ont été développés dans les années 1980 par un Petit groupe d'individus, comme un moyen de réintégrer les personnes (adultes et enfants), auparavant isolées dans

des écoles, hôpitaux et institutions spécialisés, dans une vie « normale ». Cette planification est basée sur les valeurs d'inclusion et s'attache à quel type de soutiens la personne a besoin pour être réinsérée et impliquée dans la communauté. <http://www.inclusive-solutions.com/pcplanning.asp>.

³ www.workingmums.co.uk a été créé en 2006 par une directrice de communication qui s'est retrouvée, après la naissance de son deuxième enfant, dans l'impossibilité de trouver un emploi flexible intéressant. Ils offrent des annonces d'emploi (à mi-temps, à plein temps, en

télétravail) et des propositions de franchises. Les candidats s'inscrivent gratuitement et peuvent remplir leur CV en ligne. Les employeurs, quant à eux, doivent payer des frais d'inscription pour publier leurs offres et contacter les candidats qui correspondent à leurs exigences. Ils travaillent avec des centaines d'employeurs, de grandes entreprises comme de petites entreprises et ils disposent d'une importante base de données de professionnelles de tous secteurs à la recherche d'un emploi. Même si le site fut créé pour les mamans, toute personne à la recherche d'un emploi flexible peut s'y inscrire.



Kols

Koperattiva Linen Service

L'idée

Fournir à de nombreuses entités publiques des services de blanchisserie et d'approvisionnement en literie et tissus divers (serviettes, etc.) à travers une association coopérative.

Les objectifs

1. Développer une activité dans le domaine de la blanchisserie travaillant principalement avec des institutions publiques.
2. Organiser sur les principes d'une coopérative : un groupe d'employés flexibles travaillant ensemble sur la réalisation productive de tâches.
3. Réduire le contenu CO₂ de l'activité dans le domaine de la blanchisserie (nouveaux appareils, énergies renouvelables, etc.).



Contact

R.G. Xerri est le directeur de Koperattiva Linen Service

Email

admin@kolsltd.com

Téléphone

(00 35) 6 21 43 87 62

Site internet

www.kolsltd.com

Date de création | Pays

1999 | Malte

Mots clés

insertion, blanchisserie, coopérative, literie et linge, secteur para-médical

Le mode d'intervention

Statut juridique :

Koperattiva Linen Service est une coopérative agissant dans le secteur public et dont les membres, au nombre de 50, sont tous des employés.

Elle agit sous le patronage du Service de la Santé mais elle est considérée comme une unité autonome menant sa propre activité.

Historique :

La coopérative a été créée dans un moment difficile qui s'est retourné en sa faveur : on effectuait un passage du modèle de travailleurs publics à celui d'employés de coopérative.

Avant la création de KOLS Ltd, tous les services concernant la blanchisserie dans les hôpitaux publics étaient assurés par de grandes organisations financées directement par l'État. Par conséquent, tous les employés étaient des travailleurs publics. Au moment de l'ouverture du marché, dans la période de concurrence avec d'autres fournisseurs de ce type de services, le risque de licenciements a porté les employés et la coopérative initiale à unir leurs forces et à proposer au gouvernement leurs services en tant que coopérative, et non plus en tant que travailleurs.

Au lieu de perdre leur travail, ils ont créé une coopérative, garantissant ainsi leur emploi, accroissant leur part de marché, améliorant la qualité des services fournis et augmentant leur rendement. Tout cela a permis à la coopérative de rivaliser sur le marché ouvert.

Activités :

L'activité principale de la coopérative Koperattiva Linen Service (KOLS) consiste à fournir des services dans le domaine de la blanchisserie, de la literie et des tissus divers (serviettes, etc.).

KOLS Ltd fournit des services de blanchisserie à tous les hôpitaux publics sur les îles de Malte et de Gozo, à certains hôpitaux privés, maisons de soins et cliniques de ce secteur.

La coopérative KOLS vend/loue également des serviettes, des draps, des taies d'oreillers, des rideaux de théâtre et d'autres produits en toile à des entités publiques et privées.

KOLS assure des « services complexes dans le domaine des tissus » – elle s'occupe du service des tissus, de leur réception à leur traitement au même point de réception. Le cycle de blanchisserie standard comporte l'étape de désinfection pour garantir l'élimination de tous les types de bactéries des différents tissus et linges, assurant ainsi la sécurité de leur utilisation par d'autres patients.

La coopérative est un groupe d'employés flexibles, travaillant ensemble à la réalisation des tâches attribuées, dans le délai le plus court possible, en assurant en même temps une haute qualité des services. La coopérative, outre d'autres tissus, traite plus de 9 000 draps par jour.

Groupes Cibles :

Avant la création de KOLS, les employés avaient peu de chances d'assurer leur emploi. La transition leur a permis de s'assurer de meilleures garanties de travail.

Les clients de KOLS sont surtout les hôpitaux publics sur les îles de Malte et de Gozo, certains hôpitaux privés, des cliniques, des maisons de soins, d'autres sujets privés et des institutions caritatives (auxquelles KOLS fournit ses services gratuitement).

Pourquoi ça marche ?

- KOLS Ltd fonctionne conformément aux conceptions et aux directives actuelles de l'Union européenne.
- Le client est le plus important.
- La haute qualité est le dénominateur commun aussi bien des produits que des services.
- La coopérative KOLS Ltd s'est engagée à introduire des améliorations continues.
- Le marché maltais des services, dans le domaine de la blanchisserie, est constitué de différents fournisseurs mais le secteur de la blanchisserie pour les hôpitaux est desservi principalement par la coopérative KOLS. Le gouvernement maltais, en tant que plus grand fournisseur de services de santé à Malte, assure à la coopérative de travailler avec le plus gros client du marché.

Les résultats

- 50 employés dans la coopérative travaillant en équipe. La plupart sont des femmes.
- La coopérative augmente sans arrêt le rendement des employés de plus de 300 %.
- Sans la création de la coopérative KOLS, la plupart des employés, du fait de leur âge, de leur niveau d'éducation et de leur capacité à se déplacer, serait sans emploi et aurait des difficultés à trouver du travail.
- KOLS Ltd est le plus grand fournisseur de literie et tissus divers (serviettes, etc.) pour les hôpitaux de Malte (plus de 9 000 draps par jour).
- Au cours des derniers mois, le contenu CO2 a été réduit de 44 % grâce à l'investissement de 90 000 euros dans la modernisation de la chaufferie.

Données financières

- Du point de vue financier, les services dans le domaine de la blanchisserie, dans le secteur de la santé publique, se sont considérablement améliorés, aussi bien en ce qui concerne la qualité que le prix. En plus, on a pu observer une tendance à l'augmentation en ce qui concerne le besoin de ce type de travail, qui devrait augmenter d'environ 25 % dans un avenir très proche.
- La coopérative peut être fière d'un chiffre d'affaires annuel de 3 millions d'euros.
- Au cours des 3 premières années d'existence de la coopérative, le chiffre d'affaires a augmenté, selon un rythme continu et rapide, atteignant une hausse d'environ 17 %.

Perspectives

- La coopérative continuera d'accomplir sa tâche, qui est d'apporter le maximum de profits à ses membres et de chercher de nouvelles possibilités d'augmentation de sa compétitivité. La compétitivité peut être améliorée par le recours aux possibilités de financement offertes par l'Union européenne.
- Pour répondre à l'augmentation du besoin qui, dans un avenir très proche, devrait atteindre 25 %, il est projeté d'agrandir la surface de la blanchisserie, ce qui devrait permettre de répondre au besoin toujours croissant de services et de produits parfaits de la coopérative KOLS.
- KOLS Ltd projette également des investissements dans un équipement de nouvelle génération et dans des panneaux solaires afin de réduire la pollution de l'air de 60 %.

Le +

Dans le rapport de l'audit international, mené par Internal Audit and Investigations Directorate au nom du cabinet du Premier ministre, la coopérative KOLS a été décrite comme un succès permettant « l'économie des moyens publics ». Avant la création de la coopérative KOLS, tous les services dans le domaine de la blanchisserie étaient fournis par une grande organisation possédant une main-d'œuvre considérable (230 employés en 1999 en comparaison avec les 50 employés actuels), qui n'était pas orientée commercialement car elle était complètement financée par l'État. Le passage de l'état initial à la création de la coopérative KOLS a signifié que la coopérative devait rivaliser sur le marché concurrentiel avec d'autres

fournisseurs de services dans le domaine de la literie et de la blanchisserie. Le gouvernement maltais a lancé des appels d'offre public pour ses besoins de blanchisserie ce qui lui a permis d'avoir des services au plus bas prix. La coopérative KOLS Ltd, obligée de rivaliser et de lutter pour son maintien sur le marché ouvert, a entrepris les investissements nécessaires et a réduit les coûts supplémentaires. Tout cela a augmenté sa compétitivité, lui permettant de répondre à des appels d'offre pour des prestations de blanchisserie pour les hôpitaux publics. Par conséquent, le gouvernement a obtenu une meilleure qualité de services de blanchisserie à moindres coûts. Le directeur général des affaires de la santé, au sein du ministère de la Santé, partage cet avis et souligne que la coopérative « KOLS est un énorme succès »¹.

¹ Revue du Département Santé.



Proremus

L'idée

Créer une entreprise sociale dans un secteur spécialisé (Technologie de l'Information et solutions graphiques) qui emploie des personnes handicapées mentales et fournir de bonnes conditions pour leur réintégration sur le marché de l'emploi.

Les objectifs

1. Réintégrer les personnes souffrant de maladies mentales dans le marché de l'emploi et utiliser leurs compétences.
2. Concilier au sein de la même société de Technologie de l'Information des solutions graphiques et la recherche de profit social.



Contact

Brian Sørensen est le président de Proremus

Email

info@briansorensen.dk

Téléphone

(0045) 20 77 33 00

Site internet

www.proremus.dk

Date de création | Pays

2006 | Danemark

Mots clés

insertion, technologies de l'information, graphisme, maladie mentale

3. Mettre en avant les compétences créatives des personnes souffrant de maladies mentales à travailler dans un domaine spécialisé.
4. Avoir une approche soucieuse de l'environnement avec un certificat neutre en CO₂.

Le mode d'intervention

Statut juridique :

Proremus est une société à responsabilité limitée, propriété de l'organisation sociale des bénévoles « Sindslidendes Vilkår », qui s'assure des droits des personnes mentalement vulnérables. A ce propos, Proremus « s'engage » avec d'autres organisations qui promeuvent la même mission sociale.

Proremus peut être considérée comme une société sociale et économique, même s'il n'y a pas encore un cadre légal pour les sociétés sociales et économiques au Danemark (projet en cours). Le scénario le plus probable est que le cadre légal suivra le modèle des sociétés à responsabilité limitée (s.m.b.a.).

Historique :

L'activité principale de l'organisation bénévole « Sindslidendes Vilkår », est de créer de meilleures conditions pour les personnes souffrant de maladies mentales au Danemark. On peut le faire par exemple en leur proposant des centres où ils peuvent s'informer ou en essayant de raconter des histoires positives à propos de ce groupe social.

« Sindslidendes Vilkår » est aussi le propriétaire du café Kaffegal¹, qui a pour but de soutenir l'inclusion des personnes souffrant de maladies mentales dans le marché du travail par la création d'emploi.

Le siège de la société Proremus est situé à Brabrand (8 km de Århus).

Activités :

Proremus vend des solutions graphiques et de page accueil à différents clients. La société fonctionne avec un département Technologie de l'Information (TI) et un département graphique. Dans le département TI, l'activité principale est la vente de solutions pour les pages d'accueil en utilisant le système de gestion de contenu (SGC) qu'on appelle aussi MODX. Le département TI travaille étroitement avec le département graphique qui peut créer des styles de dessins visuels, des flyers, des catalogues, des magazines, etc. C'est de loin l'opération la plus importante à Proremus. Les clients de Proremus prennent une responsabilité sociale parce que les profits de Proremus sont utilisés pour recruter et/ou créer de nouveaux emplois. Ils peuvent aussi être reversés à des causes similaires relatives à la réintégration des personnes mentalement vulnérables dans le marché du travail, dans le cas où les profits sont très importants.

- Le directeur de gestion, un gestionnaire comptable et les 2 chefs des départements TI et Graphisme sont les 4 personnes employées, 37 heures par semaine. Le reste des employés sont par exemple des personnes handicapées et sont employés dans des postes flexibles pour personnes à capacité réduite, ainsi que dans des postes où le travail est plus souple. Puisque Proremus est spécialisé dans les TI et les solutions graphiques, toute personne a besoin d'un certain degré de formation avant de commencer à travailler. Cependant, Proremus continue d'améliorer les compétences de ces personnes dans les principales tâches de l'entreprise. Dans le département graphique, les gens handicapés peuvent concevoir les publicités, les flyers, ou les magazines. Proremus veille à ce que les gens se sentent bien et s'assure qu'ils ne sont pas surchargés.
- Le contrat de travail des personnes handicapées est principalement établi entre le secteur public et Proremus. Du fait que le groupe concerné est toujours rattaché au secteur public, certaines formalités administratives sont nécessaires. L'association principale et propriétaire Sindslidendes Vilkår emploie elle aussi des personnes handicapées qui peuvent bénéficier d'un accroissement de leurs compétences et seront progressivement employées par Proremus.

Groupes Cibles :

Généralement, ce sont les personnes souffrant de maladies mentales qui bénéficient des actions de l'entreprise. Une partie du personnel est ainsi composée de personnes qui travaillent à mi-temps dans le cadre de leur réinsertion sur le marché de travail.

Proremus emploie aussi des personnes qui sont en préretraite. Malheureusement, la ville de Århus tient le record du nombre de personnes en préretraite. Proremus a pu maintenir certains d'entre eux (assez jeunes) sur le marché du travail dans des postes flexibles et légers pour que ces personnes contribuent à la force de travail plutôt que de se retrouver exclues du marché de l'emploi.

Proremus a des clients dans le secteur public, des organisations et des entreprises privées.

Pourquoi ça marche ?

- Proremus a déjà un certain degré d'expertise dans la gestion d'entreprises sociales et c'est certainement un avantage pour la concurrence parce qu'elle soutient une « bonne cause ».
- Proremus est une société qui est engagée et socialement responsable. Elle est par exemple partenaire avec le programme des Nations Unies appelé Global Compact dédié aux sociétés qui sont socialement responsables.
- Proremus a reçu des prix qui augmentent la reconnaissance du public :

en 2008, l'entreprise a été sélectionnée pour « Netværksprisen »². Le prix reconnaît que Proremus est une entreprise qui soutient une bonne cause parmi les entreprises sociales. Etre nommé parmi les autres candidats était une grande reconnaissance pour l'entreprise.

- Il y a beaucoup de sociétés qui offrent des solutions pour la page d'accueil, mais l'avantage principal de Proremus réside dans son profil social. Beaucoup de sociétés veulent faire des affaires avec Proremus parce qu'elle promeut une bonne cause.
- La société danoise est en train de perdre peu à peu sa force sur le marché du travail. Il est donc important d'essayer de réintégrer quelques préretraités sur le marché du travail.
- Le profil social aide aussi les entreprises qui font des affaires avec Proremus parce que ces partenaires commerciaux peuvent utiliser ce facteur dans leur propre politique de responsabilité sociale.

Les résultats

- 12 employés.
- Parmi eux, 4 personnes employées sous contrat traditionnel, 37 heures par semaine (le directeur de gestion, gestionnaire comptable, le chef de département TI, et le chef de département graphique) et 8 employés via des contrats sociaux et de réinsertion.
- Les personnes handicapées ont un contrat et restent en général pendant une durée plus longue car elles ont besoin formation pour pouvoir assumer les tâches de travail à Proremus. La durée de l'expérience chez Proremus varie beaucoup selon les gens et elle est difficile à estimer.
- Ils emploient des personnes ayant toutes sortes de handicaps mentaux. En général, les gens de Proremus ont besoin d'être plus spécialisés au moment de leur arrivée même si leurs compétences vont probablement s'accroître à l'intérieur de l'entreprise.
- Proremus n'a aucun employé souffrant de handicap mental qui travaille sous contrat traditionnel (la norme au Danemark est de 37 heures par semaine) mais pour beaucoup d'entre eux, leur temps de travail va peu à peu augmenter.
- Proremus a établi un réseau d'environ 30 clients qui passent des commandes régulièrement. La plupart de ces clients appartiennent au secteur public, et sont des organisations, des groupes de bénévoles ou des entreprises privées.
- Proremus opère dans la partie est de Jütland³ où se trouve le siège.

Données financières

En 2009:

- Total bilan: 862 035 DKK (115 580 euros)
- Capital: -50 435 DKK (-6 760 euros)
- Chiffre d'affaires: 1 508 759 DKK (202 270 euros) ; (982 000 DKK soit 131 650 euros en 2010)
- Résultat: -311 529 DKK (-41 770 euros)
- Le capital de 2008 était positif, ce qui n'est malheureusement pas le cas en 2009.
- Proremus et ses partenaires ont vécu une crise financière.
- Cependant, ils travaillent toujours sur des initiatives et projets nouveaux. Ils ont récemment amélioré leurs efforts pour la collecte de fonds afin de toucher de nouveaux clients potentiels.
- La société ne reçoit pas des subventions venant directement du secteur public.

Du fait que Proremus est une entreprise sociale, elle ne partage pas le profit avec les actionnaires ou directeurs, mais choisit plutôt de réinvestir le profit pour créer des emplois nouveaux facilitant la réinsertion des gens dans le marché de travail. La plupart du profit est investi dans Proremus, mais nous soutenons aussi d'autres associations qui soutiennent les personnes souffrant de maladies mentales. Proremus étant détenu par l'organisation Sindslidendes Vilkår, qui s'assure des droits de ces personnes, c'est un partenariat naturel basé sur une cause que Proremus défend.

Perspectives

- La première étape était de faire en sorte que le premier bureau de Proremus à Aarhus soit un succès et puis peu à peu commencer à s'étendre sur les autres régions du pays. Proremus espère s'étendre sur la région de Copenhague dans un avenir proche.
 - L'objectif principal est d'avoir un personnel d'un maximum de 20 personnes pour maintenir une bonne atmosphère où chacun puisse se faire entendre tous les jours.
 - Le conseil de Proremus : « spécialisez-vous dans les choses qui sont de votre domaine et assignez les choses que vous ne maîtrisez pas aux autres ».
- Avec le temps, Proremus voudrait étendre son concept commercial aux autres régions du pays, si les gens avaient un intérêt dans la même cause.

Le +

Témoignage d'un travailleur : « J'aime bien être au travail où mes compétences professionnelles et créatives sont mises en avant, mais en même temps les gens me comprennent et montrent du respect à l'égard de ma personne. »

Témoignage d'un client: « À Proremus le niveau de qualité et de service sont élevés et souples. Ils fournissent des solutions de qualité et en temps voulu, c'est pourquoi on a choisi Proremus. De plus, une raison d'importance est qu'ils emploient les personnes souffrant de maladies mentales qui pour certaines raisons ne peuvent pas travailler ailleurs. Pour toutes ces raisons, nous croyons que Proremus est un choix bon et socialement responsable. »



PRO entreprise sociale privée

L'idée

Offrir un emploi et redonner une dignité à des personnes exclues de l'économie traditionnelle en raison de handicaps, par le biais d'activités diversifiées soumises aux règles économiques traditionnelles et permettant de pratiquer plusieurs métiers au sein de la même entreprise.

Les objectifs

1. Créer de nouveaux postes de travail à long terme (contrats à durée indéterminée).
2. Redonner de la dignité à des personnes écartées de l'économie traditionnelle en raison de handicaps, quel que soit ce handicap (invalidité, chômage de longue durée pour les personnes âgées de plus de 50 ans, etc).



entreprise sociale privée

Contact

Bernard Babel est directeur général de PRO

Email

b.babel@pro-geneve.ch

Téléphone

(00 41) 22 879 55 00

Site internet

www.pro-geneve.ch

Date de création | Pays

1987 | Suisse

Mots clés

insertion, personnes handicapées, multi activités

¹ Voyez la présentation de Kaffegal.

² Netværksprisen est un prix attribué aux entreprises engagées selon les principes de responsabilité sociale et qui contribuent à créer un marché du travail plus juste et tolérant.

³ Jütland est situé à l'ouest du Danemark et constitue la plus grande partie du pays. Jütland a une frontière terrestre avec l'Allemagne. La capitale Copenhague est située dans la partie est du Danemark sur l'île de Sealandia.

3. Agir dans le respect des normes ISO 9001 (qualité) et ISO 14001 (environnement), revoir les activités en permanence pour maîtriser l'impact sur l'environnement (comité Qualité & Environnement).
4. Apporter un gain financier réel au Canton par la création d'emplois pour des personnes exclues.

Le mode d'intervention

Statut juridique :

PRO, entreprise sociale privée est une fondation privée à but non lucratif reconnue d'utilité publique.

Historique :

- L'idée est née en 1985 lorsque le service du personnel et d'assistance sociale d'une entreprise de construction cherchait des solutions pour offrir du travail à des personnes accidentées ou atteintes dans leur santé, et éviter ainsi des licenciements. Il projette la création d'une entité sur le marché fonctionnant avec les mêmes conditions qu'une entreprise traditionnelle mais adaptée à la situation des personnes employées.
- L'entreprise de construction met à disposition un capital de fondation de 100 000 francs suisses (75 000 euros). Le projet trouve aussi des partenaires (les entreprises du domaine du bâtiment, l'État et l'Office fédéral des assurances sociales à Berne) qui acceptent de subventionner une partie des surcoûts liés à la gestion du handicap.
- Ainsi, en 1987, la « Fondation PRO Atelier protégé » est inscrite au registre du commerce et un atelier s'ouvre à Genève. PRO a été la première entreprise du canton de Genève à avoir obtenu la certification ISO 14001 en 1998, un an après la certification ISO 9001. Dans les années 2000, PRO s'est agrandie et implantée en entreprise.

Activités :

PRO, entreprise sociale privée propose des activités diversifiées permettant de pratiquer plusieurs métiers au sein de la même entreprise. Par le biais de ces activités soumises aux règles économiques traditionnelles (prix du marché, délai, qualité, etc.), des personnes bénéficiaires d'une aide de l'Assurance-Invalidité ou d'un emploi de solidarité retrouvent une identité professionnelle, une dignité.

PRO comporte 6 départements de production:

- La restauration (service traiteur, gestion de restaurants, livraison de repas pour les écoles et les entreprises).
- La signalisation (gravure industrielle et signalétique, réalisation d'autocollants, gravures de médailles pour animaux, réalisation de vitrines de présentation, réparation de CD, DVD).
- La menuiserie (agencements sur mesure, travaux sur mandats d'architectes, régies immobilières, clients privés).

- Le multiservices (conditionnement, emballage et assemblage, impression, mise sous pli, adressage, nettoyage industriel, recyclage, buanderie, etc.).
- L'industrie services (sous-traitance industrielle, montage d'appareils électriques, électroniques et mécaniques, confection de câbles, câblage pour l'industrie et le bâtiment, entretien de luminaires (halls, parkings), nettoyage bureautique).
- Le chèque service (gestion des démarches liées aux assurances sociales pour le compte d'employeurs de l'économie domestique, conseil en assurances sociales).

À ces départements s'ajoute le Centre d'Évaluation Professionnelle (CEP) qui organise en partenariat avec le service de l'Assurance Invalidité¹ (AI) et l'Office cantonal de l'emploi (OCE) des stages d'observation et d'orientation, des mesures d'intervention précoce et de réinsertion, des mesures de réentraînement au travail, des stages en entreprise et des formations.

L'organisation de PRO se base sur la responsabilisation de chacun. Pour chaque département, un responsable gère globalement l'activité (commercial, production ou services, qualité, etc.) et assure le suivi des grands comptes clients.

L'ensemble de l'entreprise est regroupé dans une commune du canton de Genève, le Petit-Lancy. À cela s'ajoutent des implantations externes : un restaurant au cœur de la cité universitaire et une équipe de buanderie et logistique à l'aéroport.

Groupes Cibles :

- PRO engage principalement des personnes bénéficiaires d'une aide de l'Assurance-Invalidité.
- Elle crée également, depuis 2008, des postes pour des personnes au chômage de longue durée dans le cadre d'emplois de solidarité (EDS). Pour ces dernières, PRO a choisi d'engager des personnes de plus de 50 ans connaissant des problèmes de santé, afin de leur offrir une fin de carrière digne jusqu'à leur retraite.
- Les clients-cibles sont des entreprises privées (externalisation et sous-traitance d'activités), des instances publiques ou encore des particuliers, selon les départements.

Pourquoi ça marche ?

- L'engagement très fort de l'encadrement (des professionnels des différents domaines d'activité souhaitant travailler avec des personnes handicapées).
- Une gestion d'entreprise et une gestion de clientèle « classiques », les bénéfices étant entièrement réinvestis dans la création de nouveaux postes de travail, conformément à la mission de la fondation.

- La valorisation des collaborateurs handicapés qui participent fortement à la bonne marche de l'entreprise.
- L'adaptation des postes de travail, du taux d'activité et des mandats au potentiel des collaborateurs handicapés. À noter que nombre d'entre eux disposent à la base de compétences professionnelles reconnues. PRO propose aussi des places de formation (restauration, menuiserie, administration, etc.).
- L'importance du réseau genevois (particuliers, entreprises, organismes) et du bouche à oreille, grâce à la qualité reconnue des prestations fournies aux clients.
- Le soutien de donateurs fidèles.
- La bonne collaboration avec les services de l'État : PRO est régulièrement consultée sur les projets de loi. Par ailleurs, le concept des ESIE (Entreprises Sociales d'Insertion par l'Économie) émerge à Genève : PRO et d'autres fondations ou associations s'unissent pour se positionner face aux parties prenantes, par exemple dans les commissions sociales, les salons professionnels, etc.
- Le soutien des clients avec qui un partenariat sur le long terme est visé.

Les résultats

- 260 salariés, dont environ 200 personnes exclues de l'économie traditionnelle en raison de handicaps, soit une croissance moyenne de 10 personnes par an. À titre de comparaison, à la fin de la première année, en 1987, PRO avait 12 employés.
- Tous les postes créés le sont pour que PRO ait la certitude de les pérenniser (d'où l'importance de la recherche de contrats de partenariat, sur le long terme avec les clients).
- L'activité est en expansion régulière et très diversifiée pour offrir de nombreuses possibilités d'emplois.
- PRO développe son activité dans le canton de Genève.
- L'activité de l'entreprise étant toujours en expansion, de nouveaux locaux situés dans le périmètre où PRO est implanté sont aménagés.
- Des solutions de stages et de formations pour des personnes en difficultés d'emploi.

Données financières

- La viabilité du modèle est démontrée par la longévité et la croissance de PRO depuis 1987. Le fait d'avoir une part d'autofinancement élevée est une démonstration pour les différentes instances de la viabilité du modèle.
- PRO, Entreprise Sociale Privée s'autofinance à 80 % (depuis 2001).

Elle reçoit des subventions de l'État de Genève dans le cadre d'un contrat de prestations.

- En outre, des dons affectés à des projets d'aménagement ont permis d'équiper de nouveaux locaux de matériel adapté au handicap et de développer la formation et le soutien à la formation.

Perspectives

- Continuer à développer un modèle économique viable et crédible (convaincre les parties prenantes).
- Recherche permanente pour diversifier la clientèle tout en développant les partenariats existants (ne pas dépendre de quelques gros clients).
- Élargir les prestations vers le domaine administratif, en particulier avec Chèque service (gestion des assurances sociales pour les employés de l'économie domestique).
- Être attentif au marché (travailler dans les conditions de marché, limiter les risques).
- Expliquer régulièrement le rôle de l'entreprise sociale privée.

Le +

Un collaborateur de PRO qui travaille dans le secteur industriel explique : « J'ai pu me rendre compte des difficultés à trouver du travail en étant à l'Assurance-Invalidité. Durant cette période, j'ai souvent eu l'impression de voir les portes se fermer à cause de ça. ».

Un autre collaborateur de PRO continue : « Habitué à travailler pour vivre, toucher de l'argent de l'Assurance-Invalidité ne me suffisait pas. Un réel besoin d'activité et l'envie de côtoyer d'autres gens dans un milieu stimulant m'ont conduit à entrer chez PRO. »

* Voir le cadre légal suisse (Suisse romande).



Photo: extraite de l'article publié dans *Hauswart Schweiz*, 04/2010

Öko-Reinigungsservice

L'activité

L'entreprise GmbH Öko-Reinigungsservice est une entreprise d'économie sociale offrant des services professionnels de nettoyage écologique. Cette entreprise a un triple enjeu (enjeu commercial, enjeu social et enjeu environnemental) ; elle est destinée aux personnes exclues du marché du travail pour diverses raisons, comme des personnes souffrant de troubles mentaux et des chômeurs de longue durée.

La dimension sociale de cette activité de service à la clientèle vise à créer des emplois pour les travailleurs souffrant d'handicaps mentaux sur le marché du travail classique ainsi que dans des équipes dans lesquelles les employés sont traités d'une manière égale, qu'ils aient un handicap ou non.

La dimension économique de l'activité a pour objectif l'entretien, par des méthodes écologiques, dans des structures privées. Plus précisément, le travail met l'accent sur l'entretien et le nettoyage des sols, des escaliers, des bureaux et des habitations.

Öko-Reinigungsservice

Site internet

www.oeko-reinigungsservice.ch

Date de création | Pays

2009 | Suisse

Mots clés

économie sociale, insertion, nettoyage, produits écologiques

Les objectifs de Öko-Reinigungsservice sont:

- Fournir des emplois aux personnes exclues du marché du travail classique.
- Offrir des services de nettoyage de bâtiments (bureaux, escaliers) grâce à l'utilisation d'équipements et de produits écologiques efficaces.
- Apporter un environnement professionnel/de travail « normal » aux personnes exclues du marché grâce au fait que l'entreprise Öko-Reinigungsservice opère comme une entreprise « classique », avec des équipes dans lesquelles personnes handicapées et non handicapées sont mélangées.

La forme juridique d'Öko-Reinigungsservice est une société à responsabilité limitée (GmbH en allemand), conformément à la législation suisse. Cette forme juridique a été choisie pour que l'entreprise soit mieux reconnue auprès des banques. L'entreprise faisait partie des services sociaux urbains de Zurich. En raison d'une modification stratégique de la politique sociale urbaine, la direction d'Öko-Reinigungsservice a décidé de détacher l'entreprise de l'unité communale pour qu'elle devienne une entreprise privée.

Öko-Reinigungsservice travaille en association avec des coopératives dans le domaine de la construction et du logement. L'entreprise atteint par conséquent un chiffre d'affaires élevé, un taux élevé de satisfaction des clients et fournit des standards de haute qualité. Cette entreprise a d'ores et déjà acquis une solide position sur le marché très compétitif du nettoyage urbain.

Les résultats

Pour le moment, 25 personnes sont employées. 15 emplois ont été créés avec des contrats d'entreprise d'économie sociale pour l'intégration des travailleurs handicapés.

Le chiffre d'affaires de l'entreprise est de 800 000 CHF (600 000 euros) .

30 % de ce chiffre d'affaires provenant de subventions et 70 % provenant d'autofinancement. Pour les années à venir, l'entreprise se concentrera sur une stratégie de croissance et non pas sur le soutien ou sur des prêts destinés aux entreprises de l'économie sociale qui sont difficilement octroyés par les banques classiques. L'entreprise compte atteindre un chiffre d'affaires d'environ 1 000 000 CHF (750 000 euros) incluant des subventions.

H

A

B

I

T

A

T



Chênelet Construction

L'activité

Fort de son expérience d'une dizaine d'années en tant qu'association d'insertion dans différents secteurs (maraîchage, fabrique de briques, etc.), le Chênelet décide au début des années 2000 de s'attaquer à la lutte contre la précarité énergétique des foyers à très faibles revenus.

Le manque de logement social, le développement lent et coûteux de l'éco-construction et la pénurie de main-d'œuvre dans le secteur du bâtiment sont les trois éléments à la base du projet Chênelet Construction, désormais société foncière¹ agréée entreprise d'insertion².

Elle vise la construction de logements sociaux écologiques en s'appuyant sur un réseau d'entreprises d'insertion du secteur du bâtiment.

Les technologies utilisées dans la construction des logements permettent le recrutement de personnes peu qualifiées et/ou en difficultés sur les chantiers et leur réinsertion.



Site internet

www.chenelet.org

Date de création | Pays

1992 | France

Mots clés

insertion, éco-construction, logement social, réseau

La construction est faite à partir de matériaux écologiques issus de filières locales (bois, argile compressé, etc.) et vise à réduire la facture énergétique (chauffage au bois, etc.). L'habitat est conçu sur la base d'une concertation avec les habitants et d'une coopération avec les collectivités territoriales. Certes, les maisons coûtent plus cher à la construction mais elles permettent par la suite aux familles de diviser leurs charges d'entretien et de chauffage par cinq.

Pour la suite, Chênelet Construction travaille à la création d'un véritable réseau national pour structurer les initiatives sur l'ensemble du territoire.

Les résultats

- 50 % du prix du logement sert à rémunérer la main-d'œuvre.
- 2/3 de la main-d'œuvre n'a aucune qualification de base.
- En 2011, 31 logements seront livrés.
- La Foncière devrait passer le cap des 2 millions d'euros fin 2010.

¹ Une société foncière est une entreprise dont l'objet social est la détention d'un parc immobilier dans le but de le louer et/ou de l'utiliser au mieux de ses intérêts.

² Voir le cadre légal en France.



Ethimmo

L'idée

Rénover de maisons dédiées aux personnes défavorisées, gérées par des entreprises d'économie sociale.

Les objectifs

1. Acheter et rénover des maisons abandonnées avec un but social.
2. Créer des possibilités d'emploi dans l'économie sociale et améliorer les capacités de travail des personnes défavorisées.
3. Louer ces maisons confortables, à travers un bureau de location sociale, à des personnes défavorisées pour un loyer modéré.

Contact

Rik Desmet est le directeur d'Ethimmo

Email

Rik.desmet@kanaal127.be

Téléphone

(0032) 56 23 70 20

Site internet

www.kanaal127.be

Date de création | Pays

2005 | Belgique

Mots clés

rénovation,
économie sociale,
logement social

Le mode d'intervention

Statut juridique :

Ethemmo est une société coopérative à responsabilité limitée (Cvba).

Les actionnaires sont des organisations sociales (le mouvement des travailleurs sociaux chrétiens « ACW Midden- en Zuid-West-Vlaanderen » et la société de logements sociaux « Regionale Huisvestingsdienst Izegem »), des entreprises d'économie sociale (les entreprises d'insertion pour la rénovation « cvba Clarus » et « vzw Constructief », et le bureau de location sociale « vzw De Poort ») et des entreprises de financement social (« Trividend¹ » et « Hefboom² »), chacun pour environ 1/3 du capital.

Historique :

Ethemmo a été fondée en 2005 par Kanaal 127, une « start-up » sociale, qui est un réel incubateur pour les différentes initiatives en économie sociale dans la région de Courtrai, et qui recherche toujours de nouvelles opportunités.

Activités :

- Ethemmo achète des maisons abandonnées ou des maisons en mauvais état, qui nécessitent des travaux de rénovation. Le prix d'achat varie de 50 000 à 70 000 euros. Les initiatives sont prises par les membres du conseil.
- Les activités de construction et de rénovation sont exécutées par des employés de Clarus, une société d'intégration sous forme de coopérative à responsabilité limitée, et avec l'atelier social, Constructief, une association à but non lucratif. Ethemmo n'a donc pas d'employés, mais génère de l'emploi indirect dans les entreprises d'économie sociale.
- De 5 à 10 personnes sont engagées pour une période de 3 à 6 mois dans la rénovation d'une maison.
- Une fois que les maisons sont rénovées, Ethemmo loue ces maisons, sur base d'un contrat à long terme, à un bureau de location sociale : l'organisation à but non lucratif De Poort.
- Ce bureau de location sociale est également une entreprise de construction, qui paie un loyer à Ethemmo pour rembourser les hypothèques.
- Les maisons, qui sont adaptées à des familles de 4 ou 5 personnes, sont louées à un prix de loyer abordable aux personnes défavorisées.
- De telles activités d'achat et de rénovation nécessitent beaucoup de capitaux et du financement.
- Les perspectives sont basées sur le long terme : les bénéfices apparaissent seulement après plusieurs années d'opérations.
- Le capital était suffisamment important pour combler les pertes des premières années.

Groupes Cibles :

- Les employés des entreprises d'insertion sont des chômeurs de longue durée.
- Les maisons sont louées à des personnes défavorisées.

Pourquoi ça marche ?

- Un grand nombre d'opportunités en ce qui concerne le nombre de maisons abandonnées dans la région de Courtrai.
- Une possibilité de subventions destinées à la rénovation dans le cadre des règlements concernant la rénovation.
- Des subventions en ce qui concerne le loyer pour le locataire car il existe un cadre juridique spécifique pour les maisons mises en location par les bureaux sociaux qui oblige à les laisser à des personnes ayant un faible revenu.

Les résultats

- 8 maisons rénovées et louées en 2009.
- L'emploi durant la rénovation.

Données financières

- Capital : 120 000 euros.
- Endettement : 412 602 euros.
- Valeur totale des maisons : 520 725 euros.
- Le résultat en 2009 est positif : 9 063 euros.

Perspectives

Ethemmo est en négociation avec les pouvoirs publics de la ville de Courtrai pour d'autres initiatives.

¹ Voir la présentation de Trividend.

² Voir la présentation de Hefboom.



Les Tournières

L'activité

Née d'un élan associatif et d'une mobilisation citoyenne remarquable à l'annonce de la mise en vente d'un centre culturel de Liège (Belgique), Les Tournières se constituent en société coopérative à responsabilité limitée et à finalité sociale srl-fs¹ et représentent un modèle alternatif dans le secteur immobilier. Cette coopérative de propriété collective d'immeubles acquiert des bâtiments sur le territoire de Liège. Les immeubles sont ensuite rénovés par des personnes en réinsertion (stages d'apprentissage sur les chantiers) en respectant l'environnement (matériaux et techniques éco-responsables). Ils sont enfin affectés à du logement social à loyers modérés et à des associations. Si l'initiative est privée, l'objectif est social, dans une logique de lutte contre la spéculation immobilière : les coopérateurs prennent des parts pour soutenir le projet sans recevoir de rémunération et sans bénéficier directement des activités de la coopérative. Leur motivation est avant tout citoyenne, combiner l'éthique et le social.



Site internet

www.les-tournieres.be

Date de création | Pays

2003 | Belgique

Mots clés

insertion, logement,
épargne éthique,
éco-construction,
stage, coopérative

La coopérative a jusqu'à présent reçu d'importantes subventions des pouvoirs publics pour la rénovation en vue de logements sociaux. Mais les Tournières visent l'auto-financement via notamment l'adhésion au projet de nouveaux coopérateurs. De plus, les bâtiments sont acquis à bon prix. Les Tournières ont un objectif de croissance modérée et visent l'acquisition d'un nouveau bâtiment par année.

Les résultats

Depuis la création des Tournières :

- 180 coopérateurs ont investi environ 320 000 euros.
- 5 blocs de bâtiments ont été acquis.
- une quinzaine d'associations sont hébergées.
- 3 logements à prix correct ont été créés.
- 9 logements de transit (pour l'accueil temporaire de familles en précarité) sont en cours.
- 1 terrain laissé en friche pour servir d'îlot de biodiversité.

¹ Srl- fs : Société coopérative à responsabilité limitée et à finalité sociale. Voir cadre légal Belge.



Maisons communautaires de Cieszyn

L'idée

Elaborer une méthode novatrice à l'échelle nationale d'activation sociale et professionnelle des personnes sans domicile fixe en leur proposant non seulement un logement et un travail, mais aussi la reconstitution des liens familiaux et sociaux rompus, en leur apprenant la responsabilité, la gestion du temps et de l'argent.

Les objectifs

1. Trouver des solutions de logement pour les sans-abris.
2. Réintégrer les personnes sans domicile fixe et les chômeurs dans le marché du travail et faciliter leur intégration sociale.
3. Proposer une méthode de thérapie par le travail et le contact avec les autres.

Contact

Mariusz Andrukiewicz est le directeur de l'Association « Być Razem »

Email

mariuszandrulikiewicz@wp.pl

Téléphone

(0048) (0) 33 479 54 54

Site internet

www.free.ngo.pl/bycrazem

Date de création | Pays

2004 | Pologne

Mots clés

communauté, chômeurs, alcoolisme, sans domicile fixe, réinsertion sociale

4. Aider les personnes souffrant de dépendance à l'alcool.
5. Reconstruire et remettre à neuf des usines désaffectées et d'anciens immeubles et bâtiments de la ville de Cieszyn.

Le mode d'intervention

Statut juridique :

Les Maisons communautaires sont gérées par le Centre d'Éducation Sociale (CES-Centrum Edukacji Socjalnej en polonais) qui est sous forme d'association.

Historique :

En 2000, le maire de Cieszyn s'est adressé à l'association « Być Razem », qui signifie « Être ensemble » en français, pour lui proposer d'élaborer un dispositif d'aide aux personnes sans domicile fixe, qui leur offrirait plus qu'un simple logement temporaire dans un dortoir. La ville lui a attribué deux salles de production de l'usine de la Confiserie « Olza ». Les salles ont été rénovées par une quinzaine de sans abris dont certains étaient des professionnels : menuisiers, peintres, carreleurs.

Les salles de l'usine furent transformées en maisons communautaires gérées par le Centre d'Éducation Sociale, d'après les solutions en faveur des sans abris, mises en place par l'École de Kofoed à Copenhague, en coopération avec la fondation « Barka » de Poznan.

Activités :

Le Centre d'Éducation Sociale assure une aide complète aux personnes sans domicile fixe : leur sont apportés un logement, le perfectionnement de compétences professionnelles et un soutien psychologique.

Le CES gère actuellement trois maisons communautaires, une à caractère temporaire et deux à caractère permanent.

- La maison à caractère temporaire a une capacité d'accueil de 23 personnes.

Le résident peut y rester 2 à 3 ans, mais s'il n'arrive pas à trouver un autre logement, son séjour peut être prolongé.

Le chemin à parcourir pour obtenir une place dans la maison comprend plusieurs étapes : à commencer par une période d'intervention de deux semaines, ensuite une période d'essai d'un mois, puis l'attribution du domicile fixe.

Chaque habitant doit avoir ses propres revenus (retraite, aide maladie, allocations, salaires). Les habitants participent aux frais d'entretien de la maison et gèrent eux-mêmes leur budget commun.

Le CES organise, dans cette maison, des ateliers professionnels : ateliers de menuiserie, d'artisanat, de serrurerie et de couture. Il s'agit d'ateliers d'« apprentissage » du travail qui permettent d'ac-

quérir des compétences de base et d'apprendre la ponctualité et le travail au quotidien.

Dans ces ateliers, les travailleurs produisent surtout des meubles, des boîtes, des cadres et réalisent des petites réparations de meubles. Le volume de production n'est pas très important : en 2009, le bénéfice était de quelques dizaines de milliers de zlotys, c'est-à-dire entre 5 et 10 000 euros. Si le CES obtient des financements pour ces activités, les membres de l'atelier reçoivent une rémunération (environ 900 PLN, soit 228 euros, par mois). Dans le cas contraire, le travail est effectué à titre gratuit.

- La capacité d'accueil des deux maisons à caractère permanent est de 14 places au total, 9 places pour la première et 5 places pour la seconde.

Leur fonctionnement est basé sur une totale indépendance des résidents, qui payent les factures, achètent la nourriture, les produits d'entretien et payent les frais de transport. Pour y habiter, il faut bénéficier de ressources propres. Chaque personne dispose de sa propre chambre, la cuisine et les toilettes sont collectives.

Les résidents trouvent des idées intéressantes pour réduire les frais d'entretien de la maison, comme par exemple, dans l'une des deux maisons, les résidents élèvent des vers de terre de Californie. En échange de leur humus, les propriétaires des potagers des alentours leur donnent des fruits et légumes. Ils possèdent aussi de panneaux solaires pour l'eau chaude et en partie pour le chauffage, ce qui réduit la facture énergétique.

La ville de Cieszyn permet au CES de Być Razem d'utiliser gratuitement les deux maisons à caractère permanent.

Groupes Cibles :

- Les personnes sans domicile fixe, chômeurs, personnes souffrant d'alcoolisme.

Pourquoi ça marche ?

- Les habitants des maisons communautaires ont non seulement l'opportunité de trouver un logement, mais ils deviennent aussi responsables de leur propre existence ; ils apprennent à vivre en collectivité et à gagner leur vie (certains travaillent dans une entreprise sociale créée par l'association Być Razem¹).
- Il existe une bonne coopération entre l'association qui gère les maisons communautaires et les autorités locales de Cieszyn, mais aussi entre les organisations et institutions d'assistance sociale et les employeurs.

Les résultats

- 52 résidents au total en 2009.
- 21 personnes vivent actuellement dans la maison à caractère temporaire pour une capacité totale de 23 personnes.
- 11 personnes vivent dans celles à caractère permanent pour une capacité totale de 14 personnes.
- 75 personnes participent chaque année aux ateliers de thérapie professionnelle.
- Avant la création de ces maisons par l'association, il y avait à Cieszyn environ 270 personnes sans domicile fixe contre environ 30 personnes actuellement.

Données financières

Environ 400.000 PLN, soit 101.000 euros, comme aide financière publique au démarrage de l'activité

Ressources du CES pour l'année 2009:

- Subventions des autorités locales: environ 265 000 PLN, soit 67 000 euros ;
- Revenus issus de l'activité des ateliers comme services d'utilité publique: 50 000 PLN, soit 12 660 euros ;
- Dons: environ 50 000 PLN, soit 12 660 euros

Les maisons communautaires à caractère permanent sont financées par leurs résidents. Les investissements comme, par exemple, le remplacement des fenêtres sont aussi financés sur les fonds qu'ils économisent parmi eux. Les petites réparations et les travaux de rénovation plus conséquents, comme la peinture, sont réalisés par les résidents eux-mêmes.

Les deux maisons à caractère permanent ont été attribuées par la mairie en usage gratuit. Actuellement le fonctionnement de ces maisons n'est financé par aucune subvention publique.

Perspectives

Le CES cherche à renforcer la coopération avec l'entreprise sociale « Być Razem » pour fournir des emplois aux résidents.

Le +

« Tous ceux qui souhaitent travailler avec des personnes sans domicile fixe doivent être conscients qu'il est très difficile de changer ces personnes, de les soigner, de les inciter à travailler », nous explique Mariusz Andrukiewicz, directeur de l'association « Być Razem ». « Les initiatives économiques avec la participation des personnes sans domicile fixe sont souvent vouées à l'échec. Par exemple, il est très difficile de mettre en œuvre une activité de production car il s'agit souvent de personnes en mauvais état de santé qui, même si elles le veulent, ne peuvent pas travailler aussi longtemps et à la même cadence que les autres travailleurs. La plupart d'entre elles ne sont pas et ne seront jamais capables d'évoluer en dehors de la communauté. Ayant conscience de ça, il nous sera alors plus facile de travailler avec ces personnes, et les résultats obtenus ne seront que meilleurs. »



VAUBANaise

Immeuble coopératif,
intégratif et intergénérationnel

L'idée

À travers la construction d'un lieu d'habitation intégratif et intergénérationnel géré par une coopérative d'habitation, développer un système d'entraide sociale et financière.

Les objectifs

1. Mettre en place une forme d'habitation commune entre personnes handicapées et non handicapées, jeunes et moins jeunes.
2. Développer un système d'entraide de voisinage novateur réconciliant les besoins en services des personnes âgées et les difficultés financières des jeunes étudiants.
3. Intégrer le projet dans une démarche d'éco-construction (énergies renouvelables).



Contact

Bernd Steyer est porte-parole du comité de direction d'Oekogeno

Email

bernd.steyer@oekogeno.de

Téléphone

(00 49) (0) 761 211 714 3

Site internet

www.oekogeno.de

Date de création | Pays

2010 | Allemagne

Mots clés

coopérative,
intergénérationnel, services,
logement, communauté

4. Concilier projet social (soutien et entraide communautaire), économique (loyer avantageux, coût réduit pour l'aide personnelle et l'animation) et environnemental (éco construction).

Le mode d'intervention

Statut juridique :

VAUBANaise eG¹ a le statut de coopérative d'habitation, ce qui permet d'avoir des conditions fiscales préférentielles.

Les membres de la coopérative ont la possibilité :

- Participer à un investissement social.
- Réserver un appartement dans l'immeuble.
- Bénéficier d'un droit d'emménager à vie.

Historique :

Oekogeno² est depuis vingt ans une coopérative sociale et écologique, dont l'un des pôles - Oekogeno Projet - propose des fonds dédiés. C'est le cas de la VAUBANaise, fonds immobilier dont la conception et la vente aux membres sont réalisées par Oekogeno.

Le projet est mené en partenariat avec le cabinet d'architectes Frey qui travaille depuis de nombreuses années pour une architecture écologique, durable et sociale. Il a déjà expérimenté la réalisation de ce type d'habitations et représentait la ville de Fribourg à l'exposition universelle de Shanghai.

Activités :

- L'évolution démographique montre une hausse sans précédent des classes de troisième et quatrième âge alors qu'aucun relogement adéquat comprenant des possibilités d'aide à la personne et autres soins ne leur sont proposés. L'approche intergénérationnelle, incluant également les personnes handicapées, devrait servir de modèle pour une forme de vie commune entre plus jeunes et moins jeunes, entre personnes handicapées et non handicapées, sur la base d'une entraide de voisinage.
- Le projet VAUBANaise est situé dans le quartier éco-durable « Vauban » dans le sud de la ville de Fribourg, sur l'ancien site de la caserne française.
- Ce nouveau quartier « Vauban » en cours d'élaboration est prévu pour plus de 5 000 habitants et 600 emplois. La ville de Fribourg est devenue propriétaire après l'achat de ce domaine de 38 hectares à l'État fédéral pour une somme de 20 millions d'euros. Elle s'occupe désormais de sa planification et de son développement, en coopération avec de plusieurs partenaires. Le processus de planification a été ouvert à la participation citoyenne³, bien plus que ce que les obligations légales le requièrent.

- Le projet VAUBANaise consiste en la construction d'un immeuble de 46 appartements. 6 appartements sont réservés pour les traitements, les soins et les rencontres en groupes qui seront réalisés dans le cadre de la coopération avec l'association « la Lebenshilfe », également locataire d'une partie du bâtiment⁴. Il y a également un cabinet de consultation médicale dans l'immeuble. Une importante surface est consacrée à un parc extérieur ouvert sur la rue avec différentes possibilités d'animation.
- Il s'agit d'une construction écologique de type « green building ». Elle prévoit au niveau énergétique l'installation d'un système photovoltaïque de 65 kWc, ainsi que 2 petites éoliennes et un chauffage par granulés de bois.
- Un des éléments clés est l'entraide de voisinage par laquelle les jeunes étudiants offrent un service gratuit pour les personnes âgées en échange d'une réduction de leur loyer.
- Outre l'accompagnement de personnes handicapées mentales, le projet prévoit des locaux ouverts à tous, des logements au service de différentes associations, des collocations entre étudiants et personnes âgées, un modérateur dédié à la communication entre habitants.

Groupes Cibles :

Le projet souhaite intégrer toutes générations et toutes situations : jeunes, personnes âgées, handicapées mentales, étudiants, etc.

Les résultats

- 46 appartements de 25 à 150 m².
- Soit environ 100 personnes, dont 20 étudiants.
- L'association d'aide à domicile d'utilité publique « la Lebenshilfe » prévoit d'employer 5 salariés.
- De nombreux bénévoles interviendront pour l'accompagnement, l'animation, les courses, les excursions.

Perspectives

Le projet devrait permettre de prouver que la vie entre personnes handicapées et non handicapées n'est pas seulement possible mais particulièrement enrichissante pour toutes les personnes impliquées.

Le caractère de modèle donné au projet devrait lui permettre de servir de source d'inspiration pour de futurs aménagements et des reproductions sur d'autres territoires.

¹ Eingetragene Genossenschaft (eG) est l'appellation donnée pour les coopératives en Allemagne.

² Voir la présentation de Oekogeno.

³ Notamment grâce à l'association « Forum Vauban e.V. », reconnue comme organe juridique de la ville de Fribourg et force de propositions dans la planification du quartier Vauban.

⁴ L'association d'aide à la personne « Lebenshilfe » est une association d'utilité publique dont le but est de répondre aux besoins des personnes handicapées mentales et de leurs familles dans toute l'Allemagne.



Fondation La Casa

L'activité

La difficulté de trouver une habitation adaptée est un obstacle concret à la possibilité de stabilité personnelle et d'intégration sociale. La fondation La Casa, dont Banca Etica¹ est un des membres fondateurs, est une organisation innovante qui aide à résoudre le manque de logements pour les familles italiennes et étrangères résidentes en favorisant l'accès à un habitat digne. Sa méthodologie opérationnelle est basée sur la participation multi-institutionnelle, notamment par des collaborations public/privé.

La fondation s'occupe de :

- Identifier et gérer le patrimoine immobilier, notamment celui pouvant être utilisé comme immeubles résidentiels publics.
- Gérer la collaboration des entreprises sociales du territoire pour les activités d'accompagnement social de l'habitant et de l'emploi, et ainsi assurer un bon ancrage dans le tissu social.



Site internet

www.fondazionelacasa.org

Date de création | Pays

2001 | Italie

Mots clés

logement, services,
insertion, autonomie
économique

- Former les usagers à une gestion correcte de la maison : recherche de logements, conseil dans la recherche, accompagnement et intermédiation sociale, accueil de courte période.
- Proposer un système de services qui favorise l'autonomie économico-sociale et les futures acquisitions des habitants : microcrédits, assurances habitation, indemnités pour défauts de paiement, garanties pour l'accès au prêt immobilier, service d'accompagnement social, etc.
- Entretenir les activités de recherche et développement, les actions de communication et de sensibilisation des territoires,
- Réinvestir l'argent issu des loyers dans la réalisation de nouveaux lieux d'hébergement.

Les résultats

- Patrimoine immobilier géré : 66 appartements (environ 2 personnes par logement).
- Loyer mensuel variant entre 150-400 euros par mois.
- Création d'un réseau national des coopératives sociales dédiées au logement social : le Consortium de Coopératives Sociales Villaggio Solidale (Village Solidaire).
- Création d'une agence d'intermédiation sociale pour le logement.
- « Casa a Colori » (« Maison aux couleurs ») est un projet de structure d'accueil socio-touristique lancé en 2008 par le Consortium de Coopératives Sociales. Elle propose des lieux d'hébergement de bonne qualité à prix modéré et permet aux touristes de découvrir le territoire visité grâce à un service d'orientation et d'informations dédié. L'objectif est de défendre un nouveau modèle de gestion de l'hébergement.
- Projet « Casa delle genti » (« Maison du Monde ») prévoit la construction d'une structure d'hébergement multifonctionnelle (hébergement ; social ; restauration ; connaissance musicale, littéraire et artistique ; espaces communs et utilisation commune des services). La multiplicité de services, dont une partie se verra déléguée à des coopératives sociales, créera ainsi une possibilité d'échange à l'intérieur mais aussi avec l'ensemble de la communauté urbaine. Elle satisfera à la fois les demandes de courte (quelques jours : touristes, voyageurs d'affaires), de moyenne (un mois : familles de personnes hospitalisées, étudiants), de longue période (plusieurs mois : stagiaires, étudiants, familles en transition, etc.)

¹ Voir la présentation de Banca Etica.



Norrby Välle

L'idée

Mettre en œuvre une « intégration inversée » : élaborer des solutions adaptées à chaque personne souffrant de troubles sociaux et générer des activités et des services attractifs pour l'entourage et les personnes des environs, qui deviennent alors ceux qui veulent prendre part au système.

Les objectifs

1. Établir des conditions de vie et de travail pour la resocialisation des personnes ayant des problèmes sociaux.
2. Participer à l'offre de services et de produits ainsi qu'à la vie du village où l'activité est localisée.



Contact

Mats-Ola(1) Ohlsson et Frode Wendelboe (2) sont les responsables de Norrby Välle

Email

1. mats-ola@norrbyvalle.se
2. frode@norrbyvalle.se

Téléphone

1. (00 46) 8 551 78607
2. (00 46) 8 551 78605

Site internet

www.norrbyvalle.se

Date de création | Pays

1986 | Suède

Mots clés

intégration inversée, troubles sociaux et mentaux, services, agriculture biologique

3. Faire de cette initiative une action 100 % écologique, grâce à une proche coopération avec d'autres lieux de travail socio-thérapeutiques, des écoles spécialisées et des exploitations agricoles biodynamiques.
4. Créer un environnement attrayant pour des personnes de tout âge (personnes âgées, enfants, etc.) en particulier dans les deux fermes.

Le mode d'intervention

Statut juridique :

Norrby Välle est une association à but non lucratif.

C'est une forme juridique dans laquelle il n'y a pas de propriété privée, qui protège au mieux le but de l'association et rend son action plus durable.

Historique :

Les débuts de Norrby Välle remontent à l'année 1986, alors que la famille fondatrice Ohlsson accueillait, depuis cinq ans déjà, des jeunes nécessitant un toit et une assistance partielle. Les Ohlsson voulaient élargir et renforcer leur initiative fonder une communauté socio-thérapeutique. Peu après, une autre famille les a rejoints et, après quelques années, d'autres personnes se sont associées au projet. La construction d'une maison était envisagée.

Les projets de construction d'une nouvelle ferme à Norrby Välle étaient déjà avancés quand l'exploitation agricole biodynamique Skäve voisine a demandé si Norrby Välle n'était pas intéressée pour élargir l'initiative et s'occuper d'une grande maison inutilisée sur la ferme Skäve. Une sorte de fusion a eu lieu. La ferme Skäve a ainsi élargi son activité d'agriculture durable pure à la prise en compte des besoins de développement humain.

Activités :

- Norrby Välle est situé principalement sur le terrain de deux exploitations agricoles, Norrby Välle et Skäve, dont la terre et les bâtiments étaient formellement la propriété de la fondation Skäve-Skävestiftelsen.
- On y trouve des maisons d'habitation privées, une école maternelle pour 50 enfants et quelques autres entreprises.
- Norrby Välle offre également un hébergement pour de jeunes adultes et une maison pour les adolescents, dans la localité de Järna, à quelques kilomètres des exploitations mentionnées.
- L'activité de Norrby Välle cible les personnes avec des troubles de nature sociale et mentale, qui ont besoin de conditions de vie et de travail adaptées. Les idées de Norrby Välle trouvent leur source dans la pensée anthroposophique selon laquelle chaque être humain possède une forte individualité et des capacités qu'il peut développer.

- Norrby Välle offre du travail dans le jardinage, la culture de légumes et de fleurs, dans un café, une pâtisserie, dans l'équitation thérapeutique, ou dans des restaurants, et permet aussi d'acquérir une expérience pratique avec les agriculteurs. Les collaborateurs sont divisés en groupes qui sont eux-mêmes supervisés par des « responsables ».
- Dans le cadre de Norrby Välle, les unités coopèrent entre elles, créant ainsi de nombreuses possibilités pour les collaborateurs. Ce cycle débute avec l'attribution de tâches significatives à des personnes avec des troubles, ce qui donne le départ à toute une chaîne d'événements sociaux. Tout ce qui se crée est, de façon directe, attrayant pour l'entourage.
- Des visiteurs viennent chaque jour, participer aux activités de services et de production et sentir l'atmosphère qui règne dans ce lieu. Tout ce que les invités découvrent à Norrby Välle (le déjeuner, l'achat de légumes, etc.) est certainement pour eux une source d'influence positive, et constitue une inspiration dans la vie quotidienne.
- Norrby Välle coopère avec plusieurs réseaux comme la société anthroposophique, créant ainsi un réseau global de pensées et d'idées sur lesquelles repose le travail socio-thérapeutique effectué par l'association. Norrby Välle coopère également avec quelques réseaux locaux, suédois et scandinaves, qui s'occupent de la thérapie sociale, avec un groupe de conseil, avec la commune locale de Södertälje et avec le Conseil d'éducation spéciale et de thérapie sociale.
- Dans chacun des cas, le partenariat consiste en un échange international mutuel d'expériences, et comprend également des travaux de recherche.

Groupes Cibles :

- Les adolescents et les jeunes adultes avec des troubles sociaux et neuropsychiatriques. Certaines personnes qui vivent et travaillent à Norrby Välle pour de longues périodes et même parfois y passent toute leur vie, mais il y a également d'autres personnes qui y restent pour six mois, le temps de la rééducation après une maladie ou après une longue période de chômage. Ils participent à des événements sociaux réels, dans un contexte social prédéfini.
- Beaucoup de clients et habitués viennent de l'entourage et des environs. Le plus souvent, ils veulent participer à l'intégration sociale. L'atmosphère qui y règne, la nourriture de qualité et la possibilité de participer à des discussions intéressantes leur plaisent. Des touristes, des couples et des personnes âgées viennent également pour visiter le centre.

Pourquoi ça marche ?

Le succès de l'association repose sur l'intérêt porté aux possibilités de développement de l'homme tout au long de sa vie.

Cet intérêt se manifeste à travers les questions que les collaborateurs se posent les uns aux autres, à Norrby Välle, pour mieux se connaître et dans le sentiment d'un développement mutuel.

Cela est cependant possible uniquement si le collaborateur est stable.

Mats-Ola Ohlsson et Frode Wendelboe, les responsables de Norrby Välle témoignent :

« L'engagement personnel, des obligations à long terme, la dynamique et la diversité, tous ces éléments font que l'entreprise est réussie et s'inscrit dans la durée. Elle requiert en même temps des capacités d'organisation exceptionnelles et une dynamique forte. Il faut se respecter mutuellement et non suivre les instructions ».

Les résultats

L'entreprise Norrby Välle dans son ensemble compte environ 100 employés, si l'on inclut les personnes travaillant dans les maisons où vivent les adolescents et les adultes. Environ la moitié des employés travaille dans les maisons d'habitation et l'autre moitié dans les endroits dédiés uniquement au travail.

- 25 personnes restent en rééducation dans des endroits dédiés au travail.

- 60-100 visiteurs par jour

L'association offre :

- 5 maisons d'habitation.
- 9 logements.
- Un endroit pour des rencontres/des ateliers concernant les centres d'intérêt à Järna.
- 4 endroits dédiés au travail et, en plus, des possibilités de travail individuel.

Mats-Ola Ohlsson et Frode Wendelboe, les fondateurs de Norrby Välle :

« Au niveau individuel : on parle de succès quand une personne hospitalisée contre sa volonté change sa situation et devient une personne utile dans un contexte social plus large et ouvert.

Au niveau de la société : créer un environnement vivant, attrayant et d'intégration qui donne une inspiration et un sentiment de sécurité, non seulement au groupe initial mais également à beaucoup d'autres personnes. Le résultat est un véritable effet d'entraînement des jeunes gens qui a des retombées sur les autres personnes et la société dans son ensemble ».

Données financières

À la fin de 2009 :

- Total de bilans : 1,7 million d'euros.
- Capitaux propres : 253 000 euros.

- Chiffre d'affaires : 3,2 millions d'euros.
- Bénéfice : 64 000 euros.
- L'activité de l'association est presque à 100 % financée par la commune de Södertälje et par d'autres communes en Suède (revenus d'impôts), qui sont des municipalités (entités publiques).
- Tous les employés reçoivent une forme de financement de la part de l'État. Cela doit couvrir les coûts d'hébergement, de nourriture, de loyer, etc.
- De plus, en travaillant à Norrby Välle, ils reçoivent de l'État environ 800 SEK (85 euros) par mois (Garantie de travail et de développement). La somme est réglée par les pouvoirs publics, ou par textes de lois. Le paiement est calculé sur la base du temps que les employés consacrent réellement au travail en un mois.

Perspectives

- Norrby Välle veut tester ce projet dans le contexte urbain, et éventuellement dans un autre pays européen. L'association a une expérience considérable dans l'assurance d'un logement avec assistance, un concept qui fonctionne très bien.
- La source principale du succès est le soutien aux personnes souffrant de troubles, en leur offrant la possibilité d'apporter une contribution précieuse à la vie sociale.
- Le concept peut être complété par d'autres types d'opportunités d'emploi dans des cafés, des magasins et des restaurants.

Le +

Mats-Ola Ohlsson et Frode Wendelboe, les dirigeants de Norrby Välle, conseillent :

« N'ayez pas peur d'avoir des visions. Ne dites pas que quelque chose est impossible. Testez vos visions, vivez-les et vous verrez que nombre d'entre elles peuvent être réalisées si vous êtes fidèles à vos idéaux. Cherchez les réponses aux questions que des personnes avec des problèmes posent au monde car parmi elles se trouvent les réponses aux questions de toute notre civilisation.

Dans une société forte et qui fonctionne bien, il ne peut pas y avoir de personnes non-adaptées. [...] La cohésion – le sentiment que ce que je fais trouve sa place dans un contexte cohérent – est importante pour toutes les personnes engagées dans l'entreprise, également pour les collaborateurs.

La direction doit être intéressée par le développement individuel de toutes les personnes engagées. La continuité est également un mot clé qui a une influence déterminante sur le succès.

Pour obtenir le succès, il faut construire une série d'indicateurs, tout en gardant une vision globale. »

¹ Voir cadre juridique Suède.

TOURISME | HOTELLERIE | RESTAURATION



L'Usine

Fabrique d'événements

L'idée

Créer une structure événementielle de réception/restauration basée sur l'emploi de personnes en insertion et l'intégration des problématiques environnementales.

Les objectifs

1. Démontrer que l'on peut réussir économiquement avec des personnes « inemployables » ou « inadaptées ».
2. Développer l'ensemble des actions et activités dans une logique de développement durable : maximiser les impacts sociaux en minimisant l'impact environnemental.
3. Devenir un acteur incontournable de l'accueil d'événements professionnels et du marché traiteur en région parisienne



Contact

Julien Trévisan est directeur adjoint de l'Usine et Traiteur éthique

Email

julien.trevisan@lusine-evenements.com

Téléphone

(00 33) 1 55 87 55 12

Site internet

www.lusine-evenements.com
www.traiteur-ethique.com

Date de création | Pays

2000 | France

Mots clés

insertion, événementiel, restauration, traiteur, haut de gamme, consommation responsable

- Promouvoir ce commerce alternatif en participant activement aux actions de lobbying et de sensibilisation du grand public et des professionnels.

Le mode d'intervention

Statut juridique :

Event It (L'Usine/Té Traiteur éthique) est une entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée (EURL). Event It est une entreprise d'insertion du pôle Restauration/Événementiel du groupe SOS¹. Ce dernier détient 100 % du capital de la structure et, ayant renoncé à son droit de dividendes, l'ensemble des bénéfices réalisés sont consacrés au développement de nouveaux projets créateurs d'emplois.

Historique :

L'Usine est avant tout un lieu du patrimoine français, construit en 1862 par Émile-Justin Menier, membre de la célèbre famille de chocolatiers. Ce site, à l'origine inauguré comme Pharmacie centrale de France, devint au début des années 1980 le comptoir français des produits aromatiques avant de rester à l'état de friche industrielle pendant 10 ans. C'est en 2000 que le groupe SOS se lance dans la réhabilitation pour en faire un lieu d'événements dirigé par le chef cuisinier Richard Normand. En 2005, l'Usine a diversifié ses activités et lancé une activité de traiteur bio-équitable haut de gamme (Té Traiteur Éthique).

Activités :

L'Usine est une fabrique d'événements et de prestations de restauration haut de gamme qui a bâti sa distinction en employant des personnes en difficultés socioprofessionnelles. Preuve que la viabilité économique du projet peut coïncider avec un engagement militant, elle s'engage à privilégier des produits du commerce équitable et de l'agriculture biologique, une décoration issue du commerce équitable et des supports de sensibilisation pour les invités.

L'Usine développe ses différentes activités sur un lieu historique unique de 1 500 m², avec 8 espaces indépendants, pouvant contenir 1 500 personnes en cocktail :

- L'activité restauration : un restaurant d'affaires d'une centaine de couverts accueille tous les midis, du lundi au vendredi, une clientèle essentiellement d'affaire.
- L'activité événementielle : basée sur une offre modulable et personnalisable, l'Usine organise des événements de tous types : soirée, séminaire, conférence de presse, lancement de produit, concert, défilé de mode, formule « événements Stade de France », etc.

L'activité Traiteur (Té) : l'Usine a développé, au cours de l'année 2005, une activité traiteur-organisateur de réceptions en privilégiant une

sélection de produits labellisés, issus de l'agriculture biologique et/ou du commerce équitable.

La démarche de requalification sociale et professionnelle est la véritable plus value de la structure l'Usine. Le cœur d'activités de l'Usine rassemble un large éventail de métiers (serveur, commis de cuisine, plongeur, agent d'entretien, chauffeur officier, hôtesse, agent de sécurité, magasinier). Ses activités sont adaptées à la démarche d'insertion car elles demandent peu de pré-requis à l'embauche tout en assurant de réels débouchés. Par une formation et un accompagnement adapté, l'Usine est un tremplin vers le monde du travail. Le parcours d'insertion est ponctué d'évaluations professionnelles, d'ateliers « technique recherche d'emploi », d'*outplacement* et de coaching individuel afin d'évoluer graduellement de l'insertion vers l'acquisition de nouvelles compétences et l'accompagnement vers la sortie. 4 acteurs majeurs collaborent dans le suivi des personnes en insertion : le chargé d'insertion, le manager direct, le prescripteur social et le Pôle Emploi². Cette coopération permet de répondre aux différentes problématiques de l'insertion (santé, logement, emploi, aide administrative et juridique, formation etc.).

Groupes Cibles :

Les personnes en insertion répondent aux critères de Pôle Emploi. Ce sont des jeunes en difficulté, des chômeurs inscrits au Pôle Emploi, des titulaires de minima sociaux, des personnes handicapées, des personnes prises en charge au titre de l'aide sociale, des personnes ayant achevé une période d'incarcération ou de désintoxication, des personnes relevant de la protection judiciaire de la jeunesse.

Pourquoi ça marche ?

- La situation géographique de l'Usine, tout près du Stade de France
- Une expérience significative en matière événementielle et des activités commerciales tournées vers le haut de gamme.
- Un savoir-faire en matière d'insertion, basé sur le soutien, l'orientation et le conseil dans le but de maximiser une réinsertion professionnelle durable.
- Une offre packagée globale (restauration, espaces, sécurité, hôtesse, location de matériel, technique, etc.) fortement engagée en matière de développement durable

Les résultats

- Au 1er juillet 2010 (hors personnel extra), les effectifs de l'Usine et Té Traiteur Éthique comptaient 20 encadrants, 60 personnes en insertion et 3 apprentis.

- Depuis 2001, environ 400 personnes éloignées de l'emploi ont bénéficié d'une formation et d'un suivi personnalisé à l'Usine et au sein de Té Traiteur éthique. Chaque année, près de 130 salariés bénéficient de contrats en insertion au sein du groupe (durée maximale de 2 ans en trois contrats à durée déterminée successifs de 4 mois, 8 mois et 12 mois). En 2009, le taux de sorties « durables³ » était de 57 % et le taux de sortie « dynamiques⁴ » supérieur à 66 %.
Chaque chargé d'insertion coordonne au maximum 25 personnes, avec pour objectif une réduction à 20 personnes.
- En 2009, environ 650 événements ont été organisés (275 pour Té Traiteur Éthique et 400 pour l'Usine).
Chaque jour, entre 100 et 1 700 couverts environ sont servis à l'Usine.
Chaque jour, Té Traiteur éthique produit entre 60 à 1 500 repas.
20 tonnes de produits issus de l'agriculture biologique et du commerce équitable sont utilisés par Traiteur éthique sur l'année.
- Parmi la clientèle, 80 % sont des entreprises privées, 9 % des entreprises publiques, 7 % des collectivités locales et le reste sont des associations et particuliers.

Données financières

- En 2009, le bilan d'Event It est de 3 120 563 euros avec 342 222 euros de capitaux propres. Le résultat des deux activités (Usine et Té) était de 122 153 euros.

	2008	2009
Chiffres d'affaires l'Usine	3 058 511 euros	3 341 272 euros
Chiffres d'affaires Té	1 145 484 euros	1 561 023 euros
Masse salariale	2 068 183 euros	2 232 601 euros
Masse salariale l'Usine + Té	1 879 046 euros	2 117 878 euros

- En moyenne, 92 % des ressources sont issues de l'activité commerciale. Le ratio subvention d'exploitation/chiffres d'affaires a diminué passant de 11 % à 8 % entre 2008 et 2009.

Perspectives

Dès 2010, l'Usine a pour ambition de perfectionner encore son accompagnement des publics en insertion en s'équipant d'un logiciel destiné à mesurer l'efficacité de l'action d'insertion et effectuer du reporting.

Dans une logique de requalification, l'Usine souhaite atteindre un ratio « temps de formation/temps de travail » au moins égal à 10 %.

Le +

Parmi la diversité des profils accueillis à l'Usine, voici un des exemples de profil jeune, dont l'intégration à l'Usine est la première expérience professionnelle: 20 ans, échec scolaire, issu d'un quartier difficile, quelques petits boulots (généralement de très courtes durées) dont une expérience au sein d'un restaurant, orienté vers une mission locale à l'Usine sur un poste de serveur.

Parcours à l'Usine :

Sur le plan professionnel : la première année sert essentiellement à l'apprentissage des règles de vie en entreprise (travail sur l'absentéisme, le respect de la hiérarchie, la gestion des conflits, etc.) et la formation technique sur le poste. Au bout de neuf mois, le jeune est mis à disposition d'une entreprise partenaire de l'Usine (Eurodisney) pour une durée de 15 jours, afin de valider son projet professionnel et de se frotter à la réalité d'un travail « classique ». Il revient ensuite à l'Usine après une expérience réussie et le service Insertion l'accompagne dans la recherche d'emploi (ateliers sur les CV, la lettre de motivation, l'entretien d'embauche, etc.) et le recommande à un partenaire. Il part en CDI après 13 mois de parcours.

Sur le plan social : au bout de 4 mois de parcours, il vient confier qu'il a des problèmes de logement. Il est orienté vers un foyer de jeunes travailleurs, qu'il intègre 6 semaines après. En parallèle, Il est accompagné dans une demande de logement social (qui pourra aboutir plusieurs années après).

Il va suivre une formation sur la gestion de son budget personnel (dans un but d'autonomisation de la personne) et une formation sur le relationnel dispensée par un organisme extérieur (travail sur la relation à l'autre, le respect, la maîtrise des émotions, etc.).

¹ Le groupe SOS est un groupement d'associations et d'entreprises qui agit dans de multiples domaines (sanitaire, social et médico-social, éducation, insertion, presse, commerce équitable, développement durable).

² Le Pôle Emploi est l'organisme en charge de l'emploi en France. Il traite de l'accueil et l'accompagnement des demandeurs d'emploi, la collecte des offres d'emploi et des données re-

latives au marché du travail, le conseil aux entreprises dans le recrutement et le versement des allocations.

³ Sortie durable implique un contrat CDI ou CDD de plus de 6 mois à la fin du parcours à l'Usine.

⁴ Sortie dynamique implique un contrat inférieur à 6 mois ou une autre action de formation à la fin du parcours à l'Usine.



Ahoi

L'idée

Faire rénover un chaland par des personnes d'un atelier social, en utilisant des produits écologiques, pour en faire un hôtel-restaurant, géré comme un atelier social.

Les objectifs

1. Offrir des possibilités de formation et d'emploi pour les chômeurs et les personnes les plus vulnérables lors de la rénovation du bateau et pour son exploitation (secteur touristique).
2. Collaborer avec les universités de Courtrai pour avoir un site attractif et innovant pour les touristes.
3. Avoir une approche respectueuse de l'environnement au cours de la mise en œuvre du projet.



Contact

Tim Vandewalle est président de Ahoi

Email

info@ahoi.be

Téléphone

(00 32) 562 90 90 27

Site internet

www.ahoi.be

Date de création | Pays

2010 | Belgique

Mots clés

tourisme responsable, restauration, rénovation, jeunes, hôtellerie

Le mode d'intervention

Statut juridique :

Le nom du projet dans son ensemble est « Ahoi ». Pour des raisons juridiques, deux entités ont été créées en 2008 : Ahoi vzw, une association¹ à but non lucratif, propriétaire du bateau, et l'opérateur Cadentia, une coopérative agréée comme entreprise d'insertion, dans laquelle Ahoi a une participation.

Historique :

En 2008, l'entreprise à but non lucratif Ahoi vzw a acheté un vieux bateau destiné à la navigation intérieure, afin de le rénover et de le restaurer pour l'utiliser dans une activité touristique. L'initiative a ensuite été reprise par « Kanaal 127 », un incubateur de projets innovants dans l'économie sociale, toujours à la recherche de nouvelles opportunités. L'ouverture de Barbootel Ahoi a eu lieu le 1^{er} juillet 2010.

Activités :

- Ahoi vzw a acheté un bateau cargo et a commencé les travaux de rénovation et de reconstruction pour en faire un Boat & Breakfast, à la mode et confortable. Plus de 40 personnes de différentes initiatives d'économie sociale ont contribué à la réalisation de ce bateau. Elles ont aidé à la démolition, au nettoyage de l'intérieur du bateau, à la menuiserie, au soudage, à toute la peinture, aux travaux portant sur l'électricité et l'informatique, aux raccordements aux services publics, etc. Pour la rénovation, elles ont utilisé des produits et des solutions écologiques.
- Les universités de Courtrai (Howest et Katho) sont impliquées dans ce projet. Les étudiants des départements de Projets industriels, de Projets de produits industriels, de Nouveaux médias et technologies de la communication, ainsi que d'Architecture appliquée y ont participé. Des étudiants de Gestion de la communication et des ingénieurs ont contribué à la reconstruction de la barge, pour la transformer en une attraction unique pour les touristes à Courtrai.
- Barbootel Ahoi dispose de 10 chambres confortables avec une connexion Internet.
- Le bateau est situé sur la rivière Lys qui traverse le cœur du centre de Courtrai.
- Il existe différentes formules pour le petit déjeuner et il y a aussi un restaurant, un bar proposant des tapas et des desserts spéciaux.
- Ils utilisent des produits biologiques ainsi que des produits régionaux et équitables.
- Il est possible de louer le bateau pour des réunions et des réceptions le mercredi.
- Durant l'actuelle « phase d'exploitation » (pub et hôtel), Cadentia

emploie elle-même les personnes et les forme sur le terrain afin de leur permettre de devenir hôtes d'accueil, aides-cuisiniers ou agents de nettoyage professionnel. Cadentia est agréée en tant qu'« entreprise d'insertion ».

- Le tourisme durable dans la région est promu au moyen d'un point d'information touristique sur le bateau.

Pourquoi ça marche ?

C'est un projet innovant, adapté pour réinsérer les chômeurs de longue durée dans une logique de travail (pendant la phase de rénovation et la phase d'exploitation).

Le « Barbootel Ahoi » est également une réponse à la demande d'un logement de type hôtel bon marché à Courtrai.

Les résultats

- 40 personnes des ateliers sociaux employés au cours de la phase de rénovation.
- Actuellement : des bénévoles, 2 gestionnaires-formateurs, 4 employés (venant des groupes cibles) et 2 stagiaires.

Données financières

Ahoi (organisation à but non-lucratif), initiateur et propriétaire du projet :

- Capital : 200 000 euros, provenant de certaines entreprises d'économie sociale, des services sociaux publics et de la ville de Courtrai.
- Crédit d'investissement : 180 000 euros.
- Subventions : 252 070 euros (surtout en provenance du FEDER², le Fonds Européen de Développement Régional).
- Chiffre d'affaires (correspondant à la location du bateau à Cadentia chargé de l'activité) : 33 600 euros.

Cadentia (la coopérative, l'opérateur) :

- Capital : 37 500 euros.
- Crédit d'investissement : 40 000 euros venant de Hefboom.
- Chiffre d'affaires estimé : 300 000 euros.
- Emploi : 2 gestionnaires et 4 employés.

Perspectives

Le premier objectif est de consolider les activités existantes et l'exploitation des « bar, restaurant et hôtel », ainsi que la « formation » des employés.

Le +

« La nourriture était délicieuse. Nous recommandons "Barbootel Ahoi" à tous. Nous souhaitons beaucoup de succès à Ahoi. Nous reviendrons. » Jacques, un client.

« Quelle hospitalité ! Les tapas et le vin étaient délicieux. Et le petit déjeuner-buffet excellent. » Bernadette, une cliente.

¹ Voir le cadre juridique Belgique.

• FEDER - Fonds Européen de Développement Régional, est un des instruments financiers de la politique de cohésion de l'Union européenne de l'objectif "Compétitivité régionale et emploi" dont la visée est de renforcer la compétitivité et l'attrait des régions européennes en soutenant

l'innovation, la société de l'information, l'esprit d'entreprise, la protection de l'environnement et la prévention des risques et de favoriser l'emploi, développer la formation et l'insertion professionnelle et lutter contre les discriminations. Le rôle du FEDER est de promouvoir l'investissement et de contribuer à réduire les déséquilibres entre les régions de l'Union européenne.



Altérez-Vous

Café Citoyen

L'activité

La création d'un café citoyen axé sur une consommation responsable et durable, ouvert aux échanges sur les problématiques sociétales, accessible à tous (même aux enfants) dans une ambiance décontractée.

Altérez-Vous Café Citoyen se veut à la fois :

- Un lieu de détente qui propose des boissons et de la petite restauration à partir de produits issus du commerce équitable, de la culture biologique ou de la production locale.
- Un lieu proposant des animations diverses et variées (de la scène libre aux jeux intergénérationnels, mais aussi les films, matinées agréables, conférences) et un espace pour les associations et ONG.

C'est un espace pour les producteurs locaux afin de faire découvrir leurs produits, pour les artistes, pour les associations et ONG qui veulent se faire connaître.



Site internet

www.alterezvous.be

Date de création | Pays

2009 | Belgique

Mots clés

café citoyen,
commerce équitable,
coopérative, consommation
responsable

Le café est sous forme de société coopérative à finalité sociale (scrl fs), ce qui permet de fédérer un grand nombre de personnes autour du projet. Les dividendes sont limités.

Le projet a été initié par un petit groupe d'étudiants qui bénéficient d'un beau réseau et qui ont pu rassembler un grand nombre de coopérateurs autour du projet.

Les résultats

En plus des 2 indépendants qui ont lancé le projet, 2 emplois (1 salarié et 1 personne émargeant au Centre Public d'Action Sociale (CPAS)) ont été créés grâce au développement de l'activité. Il y a actuellement 4 personnes. Par ailleurs, de nombreux bénévoles aident et s'impliquent dans le projet.

Aujourd'hui, Altérez-Vous Café Citoyen fonctionne entièrement grâce au chiffre d'affaires.

Mi-2010, les comptes sont quasiment à l'équilibre, avec une constante augmentation du chiffre d'affaires. Le résultat devrait passer en positif à partir du mois d'octobre 2010. Les activités ont démarré en septembre 2009, le premier exercice se termine avec une perte (ce qui était prévu). Les fonds propres sont positifs grâce au capital de départ qui était suffisant.



Café Kaffegal

L'idée

Un café qui sert de la nourriture écologique issue du commerce équitable et qui utilise les bénéfices pour créer des emplois et pour réinsérer les personnes ayant des troubles mentaux sur le marché du travail.

Les objectifs

1. Réinsérer les personnes ayant des troubles mentaux sur le marché de l'emploi et montrer à ces personnes qu'elles possèdent des qualités importantes.
2. Privilégier une approche responsable et afficher des préoccupations environnementales en proposant de la nourriture écologique et/ou issue du commerce équitable.



Contact

Brian Sørensen
est le directeur général
du Café Kaffegal

Email

info@briansorensen.dk

Téléphone

(00 45) 20 77 33 00

Site internet

www.cafekaffegal.dk

Date de création | Pays

2010 | Danemark

Mots clés

maladie mentale,
commerce équitable,
agriculture biologique

Le mode d'intervention

Statut juridique :

Le Café Kaffegal est une entreprise assujettie à la TVA détenue par l'organisation sociale « Sindslidendes Vilkår », dont les actions se concentrent sur les personnes ayant des troubles mentaux.

Kaffegal peut être considérée comme une entreprise d'économie sociale, même s'il n'existe pas encore de cadre juridique au Danemark (en cours d'élaboration). Le scénario le plus probable serait que le cadre juridique adopte la forme juridique des entreprises à responsabilité limitée (s.m.b.a).

Historique :

L'activité principale de l'organisation à but non lucratif « Sindslidendes Vilkår » est de créer de meilleures conditions pour les personnes ayant des troubles mentaux et qui vivent au Danemark. Par exemple, en leur proposant des centres d'accueil ou en essayant de mettre en avant les histoires positives du groupe social.

« Sindslidendes Vilkår » est la propriétaire du café Kaffegal mais également de l'entreprise Proremus¹. Les deux entreprises font tout leur possible pour créer des emplois et pour réinsérer les personnes ayant des troubles mentaux sur le marché du travail.

Café Kaffegal a été créé parce qu'il y avait un potentiel pour un café de ce genre à Århus et parce que « Sindslidendes Vilkår » souhaitait créer des emplois pour que les personnes ayant des troubles mentaux puissent faire fonctionner un café unique.

Activités :

- Café Kaffegal est un café chaleureux et accueillant, situé dans le centre ville d'Århus, qui recrute et crée de meilleures conditions pour les personnes ayant des troubles mentaux afin de les assister dans leur réinsertion sur le marché du travail.
- Le café est ouvert aux heures du déjeuner et du dîner et peut accueillir au maximum 40 clients. « Kaffegal », qui peut se traduire par « être fou du café », propose une sélection de cafés, toute sorte de nourriture variée (hamburger, poisson frit et frites, sandwiches). Le café propose également un « plat rétro » qui change d'une semaine à l'autre avec un thème spécial sur les plats culinaires traditionnels danois.
- La nourriture et les boissons (bière, vin) s'efforcent d'être 100 % biologiques à l'exception de quelques ingrédients crus.
- Les clients se trouvent sur toute sorte de segments, mais il y a principalement des étudiants/des jeunes car Århus est l'une des villes du Danemark ayant la plus grande concentration de jeunes étudiants.
- Les personnes peuvent également louer les infrastructures pour organiser des fêtes telles que des anniversaires, des confirmations, des réunions professionnelles, des événements, etc.

- En ce qui concerne le personnel, il y a un directeur général, un chef cuisinier et une personne qui est responsable des tâches journalières du restaurant. De plus, le café est toujours à la recherche de nouveaux bénévoles pour le personnel et les personnes ayant des troubles mentaux.
- Le personnel recruté par Kaffegal est principalement employé comme serveur/serveuse dans le café et certains salariés ont besoin d'une formation. Toutefois, ils sont généralement prêts pour commencer à travailler dans le café étant donné que Kaffegal leur propose une formation appropriée pour leur donner davantage. C'est un facteur important de motivation pour l'association « Sindslidendes Vilkår » et le café est un endroit approprié pour remettre les personnes sur pied et leur montrer qu'elles ont d'importantes qualités sur le marché du travail.
- Quand quelqu'un souhaite avoir un emploi au café, un accord doit être conclu avec le travailleur social du secteur public. Les salariés ayant des troubles mentaux ont un contrat avec le café et le secteur public, ce qui est une exigence.
- Le café propose vraiment aux personnes ayant des troubles mentaux une manière plus rapide d'être réintégrées sur le marché du travail au lieu de passer d'un service public à l'autre. Le café donne aux personnes qui sont délaissées des services publics une autre chance, et ces personnes s'épanouissent souvent lorsqu'on leur donne une seconde chance. Par exemple, Kaffegal a été performant dans la création d'emplois qui demandent peu de qualifications comme, par exemple, pour les retraités handicapés.

Groupes Cibles :

Les personnes qui font partie du café sont principalement des personnes ayant des troubles mentaux qui tentent de revenir sur le marché du travail avec l'aide de l'entreprise et des organisations associées.

Afin de souligner à quel point le café est unique, le café s'assure que les clients sont conscients du fait que Kaffegal est une entreprise d'économie sociale dont la mission sociale est de réinsérer les personnes ayant des troubles mentaux sur le marché du travail. Toutefois, il est important que le café soit aussi « normal » que possible afin de donner au personnel l'impression de ne pas être un groupe vulnérable. Notre mission consiste plutôt à créer un lieu de travail qui soit aussi normal que possible afin de les habituer à se retrouver de nouveau sur le marché du travail.

Pourquoi ça marche ?

- Le café a gagné en réputation dans la vie citadine d'Århus et conserve actuellement la troisième place du classement des meilleurs cafés de la ville, ce qui est une vraie réussite étant donné le nombre important de cafés dans le centre d'Århus.

- Le café est unique dans le sens où il s'efforce de réinsérer les personnes ayant des troubles mentaux sur le marché du travail en créant un café chaleureux et accueillant.
- Les clients peuvent soutenir une bonne cause en se rendant au café et en consommant un repas biologique.

Les résultats

- 18 emplois créés depuis février 2010.
- 16 salariés actuellement.
Parmi les salariés, il y a 3 personnes employées à temps plein et des personnes employées à durée indéterminée (directeur général, un chef cuisinier et une personne qui est responsable des tâches journalières attenantes au restaurant). Le ratio est ensuite proche de 50 % de personnes ayant des troubles mentaux et 50 % de bénévoles travaillant principalement comme serveurs/serveuses dans le café.
- La durée des emplois pour les personnes ayant des troubles mentaux varie et il y a également beaucoup de conditions qui doivent être remplies. Par exemple, les personnes qui ont été employées pour occuper des emplois avec peu de responsabilités peuvent rester au café jusqu'à leur retraite.
Si une personne ayant des troubles mentaux fait un stage dans le café, elle est en général employée pendant six mois avec pour objectif d'être capable de travailler dans d'autres cafés à la fin de son séjour au Café Kaffegal.
- Une connaissance grandissante et un plus grand nombre de demandes de renseignements pour la location du café, par exemple pour les fêtes de famille et les réunions.

Données financières

Total de bilan : 568 000 DKK (~76 000 euros)
Chiffre d'affaires : 455.000 DKK (~61 000 euros)
Bénéfices : Aucune donnée n'est disponible car l'entreprise a été créée en février 2010.

Kaffegal ne dépend pas des subventions octroyées par le secteur public, mais, bien entendu, les personnes qui, par exemple, occupent des emplois avec peu de responsabilités sont principalement payées par les différentes municipalités.

En fait, il y a différentes manières de payer les personnes occupant des emplois flexibles ou des emplois demandant peu de qualifications. Ce qui se passe fréquemment pour elles, c'est que les municipalités remboursent

les salaires versés par l'entreprise aux personnes ayant des troubles mentaux. Ainsi, Kaffegal ne paie pas de salaire à ses employés vulnérables. En ce qui concerne les bénévoles, les personnes ne sont pas payées et ne viennent pas nécessairement de Sindslidendes Vilkår ; ils peuvent être étudiants ou simplement vouloir travailler 15 heures par mois pour une bonne cause.

Perspectives

- Actuellement, le café couvre principalement la zone d'Århus, mais s'il s'avère être une réussite à long terme, Kaffegal envisagera, sans aucun doute, d'ouvrir un café avec un concept similaire à Copenhagen.
- Les municipalités doivent progressivement réaliser que les entreprises d'économie sociale et les WISE (Work Integration Social Enterprises, Entreprises Sociale d'Insertion Professionnelle) sont d'une grande importance pour réinsérer les personnes sur le marché du travail. De plus, cela aide également les entreprises socio-économiques. Il est important de souligner que, depuis lors, la mission économique de l'entreprise qui est de créer des bénéfices est aussi importante que sa mission sociale.
- Être en mesure de développer le concept commercial du café dans les autres régions du Danemark, ou pour laisser d'autres personnes copier le concept si cela garantit le fait que davantage de personnes ayant des troubles mentaux puissent être réintégrées sur le marché du travail.

Le +

Témoignage d'un employé vulnérable : « C'est bien de savoir que des personnes vous écoutent et prennent en compte vos besoins, par exemple, par rapport au rythme du travail. Il y a des manuels professionnels pour nous aider et ceux-ci indiquent également que vous êtes la personne "responsable" et ont une influence sur les tâches auxquelles nous pouvons faire face. Les personnes ne vous culpabilisent pas si vous faites une erreur. C'est bien de travailler dans un restaurant normal dans lequel l'environnement professionnel et l'état d'esprit sont vraiment biens. Le fait qu'il y ait quotidiennement deux responsables dans le restaurant, ayant déjà travaillé avec des personnes vulnérables, est également un gros avantage ».

Témoignage d'un client : « Les infrastructures sont confortables, agréables et propres. Il y a toujours du personnel souriant pour vous accueillir. Ceci combiné à de la nourriture biologique de qualité, un bon service et une atmosphère détendue font de ce café un endroit agréable pour le déjeuner ou le dîner ».

Témoignage du directeur général : « Avant de commencer à créer une entreprise à économie sociale, il est très important de garder à l'esprit qu'une telle entreprise n'atteindra pas le succès du jour au lendemain. Bien au contraire, il faudra travailler très dur pour garantir le fonctionnement de l'entreprise ».



New Or Konpon

new ORKONPON

Contact

Urtzi de la Torre est en charge du suivi de New Or Konpon au sein de Txindorra Kontsultoria

Email

urtzi@txindorra.net

Téléphone

(00 34) 94 423 70 89

Site internet

www.neworkonpon.com

Date de création | Pays

2007 | Espagne

Mots clés

restauration, jeunes, insertion, coopération

L'idée

Un bar-restaurant avec une offre culinaire de qualité, innovante et variée, spécialisée en pinxtos¹, qui emploie des jeunes en situation d'exclusion et est géré sur la base d'une coopération entre deux structures autonomes : l'une en charge de la gestion commerciale, l'autre dédiée à l'accompagnement des publics en insertion.

Les objectifs

1. Insérer sur le marché du travail des personnes en risque ou en situation d'exclusion.
2. Faire connaître au plus grand nombre la capacité de travail d'une entreprise dont le personnel est en situation d'exclusion.
3. Favoriser les mesures de recyclage

¹ Voir la présentation de Proremus.

Le mode d'intervention

Statut juridique :

L'entreprise est une société à responsabilité limitée appartenant à :

- Txindorra Kontsultoria, responsable de la gestion commerciale, détenteur de 49 % des parts.
 - La fondation « Fundacion Peñasal », responsable de l'accompagnement du personnel en insertion, détenteur des 51% de parts restantes.
- L'entreprise est une entreprise d'insertion².

Activités :

New Or Konpon Taberna s.l est un bar-restaurant spécialisé en « pinxtos » haut de gamme. Un large choix est proposé et l'élaboration est réalisée devant les yeux des clients, au moment de la commande.

Le bar-restaurant est situé en plein centre de Bilbao, dans une zone typique et commerciale, à forte affluence. Cette activité offre des emplois aux jeunes en situation d'exclusion.

Les deux promoteurs sont:

- La fondation « Fundacion Peñasal » qui travaille avec des collectifs en situation ou en risque d'exclusion et dispose d'une expérience en hôtellerie.
- Txindorra Kontsultoria, une entreprise de conseil en matière sociale, qui s'occupe des activités de gestion et de coordination des fonctions et des responsabilités. Elle a aussi de l'expérience dans des projets similaires.

Ainsi, l'établissement est géré de manière à ce que la gestion commerciale et l'accompagnement des personnes en insertion soient réalisés séparément.

À travers des itinéraires d'insertion, l'entreprise propose des parcours personnalisés et aidés de travail rémunéré, une formation sur le poste de travail, une adaptation au cadre professionnel et social.

De même, elle apporte des services d'intervention ou d'accompagnement qui facilitent la future intégration des personnes en insertion sur le marché du travail classique.

Les principaux produits proposés par le bar-restaurant sont les suivants : pinxtos élaborés et cuisinés à l'instant, pinxtos froids au comptoir, carte de vins, petits-déjeuners spéciaux, service aux entreprises.

Groupes Cibles :

Fondamentalement, l'entreprise emploie des personnes jeunes n'ayant pas fait d'études en situation ou en risque d'exclusion.

L'entreprise ne s'adresse pas à une clientèle en particulier. Bien au contraire, elle veut attirer n'importe quel client et montrer tout le potentiel d'une entreprise qui emploie des personnes en situation d'exclusion.

Pourquoi ça marche ?

- La collaboration entre Txindorra Kontsultoria et la Fondation « Fundacion Peñasal » permet le succès de New Or Konpon. En effet, la gestion de Txindorra Kontsultoria est directe et intégrale en matière commerciale, avec l'appui de la fondation « Fundacion Peñasal » pour l'accompagnement des travailleurs en insertion.
- L'idée même de l'entreprise, la spécialisation en pinxtos haut de gamme et très variés, est exploitée avec succès dans d'autres villes mais était inconnue jusqu'alors à Bilbao. Ce nouveau concept introduit dans les environs du centre-ville assure une activité économique importante.
- La situation géographique du bar-restaurant a beaucoup joué dans ce succès : il y a une affluence naturelle puisqu'il est situé au centre. De plus, il faut répondre à la demande des clients comme tout autre commerce.
- On ne peut imaginer que le bar-restaurant est en fait une entreprise d'insertion. New Or Konpon ne fait aucune communication spécifique sur le sujet, le service doit être le même que dans tout autre bar-restaurant. C'est ainsi que l'efficacité du modèle peut être mis en avant : il donne de la dignité à ses employés qui ne sont pas stigmatisés, et donne de la force à l'idée qu'on peut donner une chance aux publics en risque d'exclusion ou exclus. Sur les sites Internet de référence comme bilbao.salir.com, le bar-restaurant est reconnu pour la qualité de la nourriture servie et l'ambiance : on y trouve des commentaires laissés par des clients comme « délicieux pinxtos », « bonne ambiance », etc., mais jamais sur le fait qu'il s'agit d'une entreprise d'insertion.

Les résultats

L'entreprise a inséré 7 personnes sur le marché du travail depuis son ouverture en 2007.

- Nombre d'employés : 6 (1 responsable, 1 cuisinier (-ère), 1 barman, 2 assistant(e)s bar/cuisine, 1 femme de ménage).
- Nombre de postes de travail en contrat d'insertion : 4.

Données financières

- Total capital social au 31 décembre 2009 : 58 800 euros
- Résultat 2009: 9 000 euros - Résultat au 30 juin 2010 : 30 000 euros
- Total Bilan: 385 000 euros au 30 juin 2010.
- Fonds Propres : 310 000 euros au 30 juin 2010.
- Chiffre d'affaires 2009 : 382 000 euros.

New Or Konpon s'est créée en 2007 et, depuis son premier exercice d'activités, elle n'a réalisé que des bénéfices et obtenu des flux de trésorerie positifs. En 2007, New Or Konpon était financée par BBK à hauteur de 175 000 euros. Aujourd'hui ils ne fonctionnent qu'avec 33 000 euros de financement bancaire et 60 000 euros de subventions.

Perspectives

New Or Konpon veut travailler à l'implantation de nouvelles entreprises d'insertion sur son modèle, avec l'objectif principal d'augmenter les postes de travail destinés aux personnes en risque ou en situation d'exclusion.

Le +

L'entreprise et son modèle de gestion sont applicables à de nouvelles entreprises d'insertion, c'est ce qu'explique Jon Mancisidor, sous-directeur général, responsable des Œuvres sociales, de la Communication et des Relations institutionnelles de BBK, qui a financé New Or Konpon depuis sa création :

« Pour nous, toutes les entreprises d'insertion sont d'une grande valeur, parce qu'elles sont un bon instrument d'insertion professionnelle des publics en situation d'exclusion et supposent aussi un degré élevé de maturité pour les entités du secteur tertiaire qui ont l'audace d'utiliser cette formule de parcours d'insertion sociale.

De plus, elles mettent ces personnes en relation avec le marché, elles les familiarisent avec les notions d'efficacité, de productivité, de financement, de rentabilité, en définitive, elles les font avancer rapidement dans le processus de professionnalisation. Elles leur ouvrent de nouvelles perspectives de travail. Ces entreprises d'insertion doivent également maîtriser ces notions et se professionnaliser, elles sont alors moins dépendantes des subventions publiques et plus fortes au moment de négocier avec les administrations, parce que si, en effet, elles bénéficient de subventions, elles génèrent en même temps des revenus pour le Trésor public sur la base des activités économiques qu'elles développent.

Le cas de New Or Konpon est particulier parce que le marché auquel il s'adresse exige un niveau de qualité très élevé en matière de processus de production et de produit fini. La gastronomie est l'un de nos principaux secteurs d'activités économiques en tant que pays, pour lequel nous sommes bien positionnés, nous avons un bon nombre d'étoiles au Michelin. C'est une activité de demande interne très exigeante et qui est l'un des attraits touristiques les plus importants. Il s'agit cependant d'une

industrie qui nécessite des niveaux de qualité très élevés et New Or Konpon a choisi ce positionnement haut-de-gamme, dans le centre de Bilbao, dans une zone où l'offre est importante, de qualité et donc où la concurrence est féroce. New Or Konpon est appréciée du public, qui ne sait pas qu'il s'agit d'une entreprise d'insertion et qui a donc un niveau d'exigence à son égard semblable à celui d'un établissement similaire du quartier, qui est l'un des plus exigeants de Bilbao. Il hérite en plus du nom et de l'espace d'un établissement classique de la zone qu'il a à présent dépassé au niveau de la qualité et de l'attractivité.

Pour toutes ces raisons, il s'agissait alors d'un enjeu important, avec des risques social et financier, qui supposait une alliance difficile entre une fondation qui avait déjà de l'expérience dans le secteur et des entrepreneurs du marché. Cette alliance a finalement donné de très bons résultats. Cette expérience peut être reproduite n'importe où, dans le Pays basque bien sûr, mais aussi ailleurs, y compris sous forme de franchise, non seulement du produit et de la marque mais aussi du modèle d'entreprise. »

“Or Konpon” signifie « Débrouille-toi »/« Make it your own way » en basque.

¹ Les « pintxos » sont une spécialité du Pays basque. Très semblables aux « tapas », ces tranches de pain sur lesquelles est placée une ration de nourriture tirent leur nom du petit bâtonnet (cure-dents en bois), qui, à l'origine, maintenait ensemble le pain et les ingrédients.

² Ce type de société juridiquement constituée comme société commerciale ou coopérative est qualifiée d'entreprise d'insertion par les organismes autonomes compétents en la matière. Elles réalisent tout type d'activités économiques de production de biens et services, dont l'objet

social est l'intégration et la formation socio-professionnelle de personnes en situation d'exclusion sociale comme tremplin vers un emploi ordinaire. Voir cadre légal Espagne.



Medrano

MEDRANO
JATETxea
IGORRE

Date de création | Pays

2006 | Espagne

Mots clés

restauration, insertion,
zone industrielle, femmes

L'activité

Le restaurant Medrano Ostalaritza s.l, destiné à la clientèle des travailleurs, ouvriers et employés de la zone industrielle Igorre-Arratia, qui est en voie d'expansion, emploie quasi-exclusivement des femmes en situation ou risque d'exclusion.

Constituée comme société à responsabilité limitée dont le capital est détenu par trois entités, la société de conseil en matière sociale Txindorra Kontsultoria, l'entreprise spécialisée dans l'hôtellerie, Patxi Rincon Roman, et la fondation Bagabiltza Fundazioa, ce restaurant assure un service de petits-déjeuners et en-cas (pintxos) le matin, de déjeuners (menus du jour, menus spéciaux, à la carte) le midi et de bar-caféteria l'après-midi.

Son modèle de gestion est fondé sur le travail en équipe de ces trois organisations piliers : la gestion intégrale et directe est assurée par Txindorra Kontsultoria, avec l'appui sur la partie commerciale de Patxi Rincón et l'accompagnement des personnes en parcours d'insertion est réalisé par la fondation « Bagabiltza Fundazioa », qui définit des parcours personnalisés d'insertion socioprofessionnelle.

Ce restaurant, sorte de cantine pour les salariés des entreprises localisées dans la zone industrielle, est une vitrine des capacités d'apprentissage et de travail des personnes en situation d'exclusion.

Les résultats

Depuis la création du restaurant Medrano :

- 6 personnes ont intégré le marché du travail traditionnel.
- Sur les 6 employés du restaurant, 3 sont en parcours d'insertion.
- Le résultat est positif depuis la troisième année d'exercice (7 000 euros en 2009).
- Capital social initial : 15 000 euros et augmentation du capital en 2009 de 5 500 euros.
- Total de Bilan : 145 000 euros.



Concept Conference Centre

L'idée

Le Concept Conference Centre est une entreprise sociale, qui fournit emploi et formation aux personnes aveugles ou malvoyantes dans le domaine de l'accueil et la restauration.

Les objectifs

1. Opérer telle une entreprise rentable (tous les profits sont réinvestis) et défier les préjugés que les gens ont, à propos des personnes aveugles ou malvoyantes dans le domaine de l'emploi.
2. Fournir un lieu de conférence accueillant, qui propose et sert des repas, en utilisant des produits et des fournisseurs locaux, des produits issus du commerce équitable et de l'agriculture biologique.

Contact

Mark Ellerby est le chef de projet de Concept Conference Centre

Email

info@conceptconferencecentre.com

Téléphone

0044 (0) 12 16 65 42 50

Site internet

www.conceptconferencecentre.com

Date de création | Pays

2006 | Royaume-Uni

Mots clés

insertion, aveugles, restauration, centre de réunions, traiteur

3. Fournir aux personnes aveugles ou malvoyantes des opportunités d'emplois, notamment dans le domaine de l'accueil et de la restauration/traiteur.
4. Conseiller d'autres employeurs et éliminer les stéréotypes et les préjugés dans le travail à l'égard des personnes aveugles ou malvoyantes tout en renforçant l'égalité entre les gens.

Le mode d'intervention

Statut juridique :

- Concept Conférence Centre est une branche commerciale de Action for Blind People (Agir pour les aveugles), une fondation reconnue comme telle.
- Elle est un membre du réseau régional Social Enterprise West Midlands et du réseau national Social Firms au Royaume-Uni.

Historique :

Le Concept Conference Centre a été lancé en janvier 2006 comme un projet du Royal National Institute of Blind People¹ (RNIB) pour promouvoir et encourager les personnes aveugles ou malvoyantes dans la recherche d'emploi. Depuis 2009 Concept Conference Centre fait partie de Action for Blind People et est considéré comme un des meilleurs lieux de réunion et de conférences à Birmingham.

Comme leurs bénéficiaires et leur réputation se sont accrus, ils sont sur le point d'ouvrir un deuxième centre de conférences à Birmingham.

Activités :

Le Concept Conference Centre souhaite avoir une main-d'œuvre effective composée principalement de personnes aveugles ou malvoyantes. Il offre des opportunités d'emploi et de formations, dans le domaine de l'accueil et de la restauration. Installé au centre de Birmingham, Concept Conference Centre propose un établissement et lieu de conférences qui sert une cuisine traditionnelle et locale, ainsi que des services de traiteur à des prix intéressants.

Les stagiaires aveugles ou malvoyants bénéficient de :

- Un maximum de 50 semaines de formation avec salaire.
- L'expérience du travail pratique et des compétences dans le domaine de l'accueil et de la restauration, la direction, le marketing, en plus des opportunités de placements à des sociétés diverses.
- L'accroissement des compétences interpersonnelles et des compétences dans la vie, comme la confiance en soi, le travail d'équipe, la cuisine, faire les courses et organiser le budget.

Ils offrent un bon choix de repas à un prix correct pour le secteur touristique et celui de la formation à travers leurs services :

- Services centrés sur les clients.
- Produits locaux et produits frais de saison.
- A cinq minutes de la gare de Birmingham New Street.
- Les stagiaires aveugles ou malvoyants gagnent de l'expérience dans le travail d'accueil et de cuisine.
- Tout est compris dans le prix ; la salle à louer (y compris la projection des données / images, PC), 2 repas du jour et des rafraîchissements;
- Thé et café de Rainforest Alliance issus du commerce équitable et de l'agriculture biologique.
- Connexion net à larges bandes et WiFi gratuite.

Concept Conference Centre propose à ses clients 4 salles de réunion, allant d'une petite salle pour 6 personnes jusqu'à une grande salle pour 90 personnes.

Groupes Cibles :

Les personnes aveugles ou malvoyantes sont le groupe ciblé par Concept Conference Centre. En tant qu'entreprise sociale, leur but est de gagner au moins 50 % de leurs revenus à partir de leur activité principale et d'employer un minimum de 25 % du personnel issu de groupes défavorisés sur le marché de travail. En faisant cela, ils lancent un défi par rapport aux préjugés négatifs portés sur les personnes aveugles ou malvoyantes dans le travail.

Pourquoi ça marche ?

1. La qualité du Concept Conference Centre, la réputation positive et le prix attractif.
2. Le Concept Conference Centre travaille en partenariat avec d'autres organisations qui partagent les mêmes valeurs de plusieurs façons :
 - Il existe un annuaire qui rassemble les salles et les centres de conférence à la disposition des organisations du tiers secteur (association non-lucrative, entreprises sociales et fondations) autour de Birmingham. Elles font la promotion les unes des autres et mettent en avant les avantages d'utiliser les locaux pour les conférences et réunions du tiers secteur.
 - Ils encouragent l'achat de produits locaux et les initiatives environnementales telles que le recyclage, les marchés fermiers et les réseaux des fournisseurs régionaux.
 - Ils travaillent avec des formateurs indépendants pour fournir des cours de formation supérieure à un bon prix pour la cuisine, la formation des équipes, le développement personnel, le contrôle qualité et les finances.
 - Ils travaillent avec des organisations pour soutenir et promouvoir les avantages des entreprises sociales.

Les résultats

- 10 employés: 4 personnes permanentes, 6 personnes handicapées. En tant qu'entreprise sociale, le centre de conférence de Concept emploie un minimum de 25 % de son personnel aveugle ou malvoyant et génère plus de 50 % de ses revenus à partir de son activité même. Ils emploient un petit nombre de personnes de façon permanente dans les services clés de la direction, du marketing, de la restauration et de la finance.
- Parmi les 18 stagiaires qui sont jusqu'à aujourd'hui passés par le centre (à Juillet 2009): 14 ont acquis un emploi salarié, 4 ont choisi d'être bénévoles ou de continuer leur formation.
- Il y avait aussi 14 candidats sous contrat de volontariat et 20 personnes participant à un nombre de cours de cuisine d'une durée de 2 jours.
- Plus de 7 000 congressistes ont utilisé les services et salles en 2008/2009. Le taux de satisfaction enregistré en termes de prestations de Concept Conference Centre atteint les 90 % et plus.
- Récemment, en juin 2010, le Concept Conference Centre a été élu entreprise du West Midlands pour le Prix de la communauté en faveur de l'égalité et de la diversité « pour les entreprises et entreprises sociales qui poursuivent l'égalité et cueillent les fruits de la diversité. »

velles que j'ai acquises pendant les 12 derniers mois m'aideront à trouver un emploi à l'avenir », Kevin, stagiaire dans la cuisine.

Données financières

Ils financent leurs activités par les contributions des donateurs et des membres.

Ils ne reçoivent aucune subvention ou allocation des institutions publiques ni d'exonération d'impôts.

Perspectives

Le Concept Conference Centre a lancé un nouveau local de conférence dans le centre de Birmingham en avril 2010.

Le +

« Quand j'ai pris le poste de stagiaire à Concept Conference Centre, je savais que ça ne serait pas facile parce que depuis 20 ans je travaille dans l'industrie de fabrication. J'ai plus de motivation et les compétences nou-

* Institut National Royal pour les Aveugles.



Photo: Mikołaj Grynbęga

La Pension U Pana Cogito

L'idée

La seule pension et le seul restaurant de Cracovie à employer des personnes souffrant de maladies mentales, leur permettant de suivre une réhabilitation professionnelle et de lutter plus efficacement contre la maladie.

Les objectifs

1. Créer des emplois pour les personnes souffrant de troubles psychiques.
2. Réintégrer les personnes souffrant de troubles psychiques sur le marché du travail et convaincre les personnes en bonne santé de travailler avec des personnes touchées par des maladies mentales (activités d'intégration).
3. Encourager l'intégration sociale des personnes souffrant de maladies mentales en maintenant des contacts avec d'autres personnes et en créant une thérapie par le travail.

Contact

Agnieszka Lewonowska-Banach est la directrice de la pension « U Pana Cogito »

Email

biuro@pcogito.pl

Téléphone

(00 48) 12 269 72 01

Site internet

www.pcogito.pl

Date de création | Pays

2003 | Pologne

Mots clés

insertion, troubles mentaux, restauration, tourisme, hôtellerie

4. Protéger les monuments historiques de la vieille ville de Cracovie, appartenant au Patrimoine Mondial culturel de l'UNESCO.

Le mode d'intervention

Statut juridique :

C'est une compilation de plusieurs institutions qui agissent ensemble avec un objectif commun mais dans le cadre de différentes formes juridiques : le laboratoire Cogito qui est une société à responsabilité limitée, deux associations, l'association des familles « Santé psychique » et l'association pour le développement de la psychiatrie et de l'accompagnement, la pension « U Pana Cogito », qui est sous forme d'établissement d'activité professionnelle (Zakład Aktywności Zawodowej ou ZAZ), et l'atelier de thérapie occupationnelle (Warsztaty Terapii Zajęciowej ou WTZ). Ces deux dernières formes juridiques existent dans le secteur polonais de l'économie sociale et sont dédiées aux personnes handicapées.

Historique :

- En 2000, la commune de Cracovie a donné, en usage gratuit, un bâtiment historique en ruine, destiné à la création d'une pension, qui proposerait des postes de travail pour les personnes souffrant de troubles et maladies mentales. La rénovation du bâtiment et la mise en place de l'hôtel (1,2 million de PLN soit environ 305 000 euros) ont été financées, entre autres, grâce aux dons des personnes privées et à une subvention de la loterie britannique. De plus, 40 % de ces frais ont été couverts par le Fonds national de réhabilitation des personnes handicapées.
- Parallèlement à la construction, les futurs employés de la pension ont suivi pendant deux ans une formation. Plus de 30 personnes ont participé à cette formation, et 15 d'entre elles travaillent toujours à la pension aujourd'hui. En 2003, deux associations de Cracovie, à savoir l'association des Familles « Santé Psychique » et l'association pour le développement de la psychiatrie et de l'accompagnement, ont créé la pension « U Pana Cogito » sous forme d'un établissement d'activité professionnelle (ZAZ). « U Pana Cogito » s'est inscrite durablement dans le paysage de Cracovie.
- La pension est inspirée d'une initiative écossaise. Son activité a démarré avec un soutien important des organisations non-gouvernementales écossaises.

Activités :

On estime qu'il y a environ, en Pologne, 1,5 million de personnes souffrant de maladies mentales (4 % de la population). Souvent, elles restent à la maison parce qu'il n'y a pas d'offres d'emploi pour elles ; en général, la

maladie ne leur permet pas de suivre la formation professionnelle requise. En outre, les employeurs ne veulent pas embaucher des personnes souffrant de problèmes psychiques.

Cracovie est une ville historique en Pologne, visitée par les touristes du monde entier, qui dispose de nombreux hôtels et restaurants. Mais il n'y a qu'une seule pension qui emploie des malades mentaux. Grâce à la coopération de deux associations cracoviennes, plusieurs dizaines de postes d'emploi ont été créés dans la pension et le restaurant « U Pana Cogito ». Cette entité propose une réhabilitation professionnelle des malades mentaux.

Après l'ouverture de la pension, le conseil municipal de Cracovie a transmis le bâtiment à l'association, en usufruit, pour une période de 40 ans. Deux ans plus tard, une société à responsabilité limitée, le Laboratoire Cogito, a été créée en tant qu'entreprise sociale qui soutient le fonctionnement de la pension.

U Pana Cogito propose :

- Une pension trois étoiles – 34 places, 14 chambres confortables.
- Un restaurant pour 40 personnes qui offre une cuisine traditionnelle polonaise.
- Une salle de conférence pour 40 à 50 personnes.
- Des stages professionnels « Employé d'hôtellerie professionnel ».
- Un service de catering.
- Un service de location de vélos (activité saisonnière).

La pension « U Pana Cogito » emploie 30 personnes dont 21 personnes ayant subi des crises psychiques et 9 personnes en bonne santé. Ces dernières soutiennent les employés malades, les aident à résoudre les problèmes de la vie quotidienne, leur apprennent à se débrouiller dans des situations difficiles.

Groupes Cibles :

- Personnes souffrant de maladies mentales et personnes souffrant de crises psychiques.
- Les clients sont les touristes polonais et étrangers qui visitent Cracovie ; les participants aux séminaires et aux conférences.

Pourquoi ça marche ?

- Coopération étroite entre deux associations dont le groupe cible est le même.
- Avoir mené des études de marché professionnelles en amont qui ont permis de répondre à la question : quel type d'activités serait rentable ?
- Bonne organisation fondée sur un modèle intéressant :

L'établissement d'activité professionnelle (ZAZ) emploie des personnes souffrant de troubles mentaux dans la pension. Le laboratoire Cogito SARL (Laboratorium Cogito Sp. z o.o.) commercialise les services d'hôtellerie. L'atelier de thérapie occupationnelle (WTZ) permet à ses participants de suivre des stages à la pension.

Les résultats

- 30 personnes souffrant de maladies ou troubles mentaux ont trouvé du travail dans l'établissement d'activité professionnelle.
- 25 personnes souffrant de maladies ou troubles mentaux ont trouvé du travail dans le laboratoire Cogito et des entreprises affiliées.
- 75 personnes par an participent aux ateliers de thérapie professionnelle.
- 50 personnes formées dans le cadre du programme « Employé d'hôtellerie professionnel » (années 2008/2010).

Données financières

Les frais au démarrage, c'est-à-dire 1,2 M de PLN soit environ 305 000 euros pour l'établissement d'activité professionnelle et 200 000 PLN soit environ 51 000 euros pour la société Laboratoire Cogito, ont été couverts par des ressources publiques (locales et communautaires). Actuellement, la pension « U Pana Cogito » est complètement rentable car la coopération des différentes entités a permis de créer une structure qui lui permet un fonctionnement stable sur le marché. Cependant, elle n'est pas entièrement autarcique car les postes d'emploi des personnes handicapées sont subventionnés par l'État.

Tous les employés de la pension ont un contrat de travail. La formule d'établissement d'activité professionnelle (ZAZ) permet le remboursement de la rémunération des personnes handicapées par le Fonds national de réhabilitation des personnes handicapées (PFRON), ce qui correspond à une somme de 18 500 PLN soit 4 700 euros par an et par personne. Le ZAZ peut profiter aussi d'une seconde source de cofinancement du PFRON, à savoir SODIR (Système de Suivi du Cofinancement et de Refondation), disponible pour chaque employeur qui embauche des personnes handicapées.

Le degré d'autofinancement de l'initiative est de 45 %.

Perspectives

La forme juridique d'établissement ZAZ implique des contraintes fortes sur l'exercice de l'activité économique à cause de la réglementation relative aux personnes handicapées. U Pana Cogito pourrait abandonner ce statut. En parallèle, une nouvelle entreprise sociale est en cours de création : le Centre de formation « Trou Vert » qui aura pour activité les services hôteliers et la réhabilitation dans un bâtiment loué par les autorités départementales pour une période de 3 ans.

Le +

« La décision de réaliser une étude marketing professionnelle des besoins locaux a été une décision clé qui nous a permis d'entrer sur le marché et de générer des bénéfices car nous avons adapté les conditions de fonctionnement de l'hôtel aux besoins du tourisme à Cracovie », explique Agnieszka Lewonowska-Banach, directrice de la pension.



Photo: Mikołaj Grynberg

Le Centre Caritas de Grudziądz

L'idée

À partir de la rencontre avec des chômeurs de longue durée lors de la distribution de repas gratuits, Caritas a développé une activité de restauration/traiteur qui propose de livrer des repas bon marché à de nombreux clients, notamment aux ouvriers des chantiers de construction de routes et autoroutes, mais aussi à des centres de formation, de services et d'accompagnement.

Les objectifs

1. Créer des emplois pour les chômeurs de longue durée à travers une activité de préparation de repas, de formation et de soins médicaux (soins à domicile de longue durée).

Contact

Le père Marek Borzyszkowski
est le directeur du
Centre Caritas Grudziądz

Email

grudziadz@caritas.pl

Téléphone

(00 48) 56 642 94 44

Site internet

www.grudziadz.caritas.pl

Date de création | Pays

1998 | Pologne

Mots clés

insertion, chômeurs,
formations, restauration,
traiteur

2. Mettre en place des mesures de protection qui comprennent une aide matérielle aux plus démunis (repas gratuits, dons, programmes sanitaires), une aide à l'éducation pour les enfants et les jeunes (camps de vacances, accueil de jour de prévention, protection et éducation) et une aide aux malades et aux personnes handicapées (Maison Locale d'Entraide, Centre de soins Caritas IV).

3. Mettre en place des mesures d'activation qui comprennent des projets et des formations dédiés aux chômeurs, y compris les personnes en situation ou en risque d'exclusion sociale.

4. Protéger et restaurer d'anciens bâtiments historiques à Grudziądz.

Le mode d'intervention

Statut juridique :

Le Centre Caritas de Grudziądz est une unité organisationnelle dépendante de Caritas du Diocèse de Toruń qui dispose d'une personnalité juridique cléricale.

Historique :

Quand, en 1998, le Centre Caritas de Grudziądz fut créé, un tiers des habitants de cette ville de 100 000 habitants était au chômage, dû en majorité au déclin de l'industrie locale. Il était très difficile de trouver un emploi puisque ces personnes détenaient des compétences qui n'étaient plus adaptées aux nouveaux besoins du marché du travail. Beaucoup de personnes venues chercher de l'aide au Centre Caritas de Grudziądz étaient des chômeurs de longue durée, parfois au chômage depuis 10 à 20 ans. Caritas a commencé par la distribution de repas gratuits aux plus démunis, aux chômeurs, aux personnes souffrant de maladies car « il faut manger à sa faim avant de pouvoir penser à autre chose ». Avec le temps, cette activité a évolué et s'est transformée en un service de restauration/traiteur qui fonctionne bien et qui livre des repas appétissants et bon marché à de nombreux clients, notamment aux ouvriers des chantiers de construction de routes et autoroutes.

Activités :

Le Centre Caritas de Grudziądz développe deux types d'activités :

- Des activités de protection et d'éducation en faveur des chômeurs, des sans-abris, de personnes souffrant de maladies, des personnes handicapées et des enfants, parmi lesquelles :
 - La préparation et le service de repas aux plus démunis.
 - Un centre de santé non public.
 - Un centre de soins pour les personnes handicapées mentales et souffrant de maladies mentales.
 - Un centre d'accueil de jour éducatif et de protection pour enfants.
 - L'organisation de colonies de vacances pour enfants.
 - La distribution de vêtements pour les plus démunis.

2. Des activités favorisant l'intégration sur le marché du travail et le développement d'initiatives d'économie sociale, parmi lesquelles :

- Des conseils d'orientation professionnelle en faveur des chômeurs suivant la méthode dite d'accompagnement. Les employés du Centre ont été formés en France par le Secours Catholique [Caritas France] pour utiliser cette méthode de travail avec les chômeurs qui consiste à les accompagner.
- Des formations gratuites pour les chômeurs.
- Une agence pour l'emploi : le Centre, en collaboration avec Caritas Paderborn en Allemagne, permet, par son intermédiaire, l'emploi de chômeurs comme aides à domicile pour personnes âgées en Allemagne.
- La location payante de locaux pour l'organisation de formations;
- Des cours payants sur le thème du marché du travail qui s'adressent à des institutions et des organisations.
- Une activité de restauration/traiteur opérationnelle depuis 2006.

L'activité de restauration/traiteur consiste en la préparation et la livraison de repas.

Les responsables du Centre cherchaient à mettre en place une activité d'économie sociale qui générerait des bénéfices sans investissement conséquent. Comme ils disposaient déjà d'une cuisine dotée d'un équipement professionnel et d'employés qui se débrouillaient bien dans la préparation de repas pour les plus démunis, ils ont alors décidé de commencer à préparer davantage de repas et de les vendre.

C'est ainsi qu'ils ont d'abord servi des repas aux ouvriers des entreprises de construction locales qui menaient des travaux de grande ampleur (construction de routes, etc.). Les participants aux formations dispensées aussi bien au Centre Caritas Grudziądz qu'en ville ont aussi pu bénéficier, en premier lieu, de ce service.

À l'heure actuelle, la cuisine prépare entre 150 et 200 repas chaque jour à destination d'entreprises, d'institutions et d'administrations, sur commande individuelle, et s'occupe aussi de différents événements (conférences, séminaires, formations).

Les repas sont livrés dans un emballage calorifuge et les prix sont déterminés individuellement, avec le client, en fonction du volume de la commande et de la distance de livraison.

La cuisine prépare aussi des repas pour les fêtes organisées, contre rémunération, dans les salles du Centre (baptêmes, communions, cérémonies).

Les repas sont aussi livrés au bistrot « Flisak » tenu par le Centre et dont la publicité se trouve sur le site Internet du Centre.

Au total, dans le cadre de l'activité de préparation de repas, Caritas emploie 5 personnes qui ont été orientées, en tant que chômeurs, par l'agence pour l'emploi cantonale (PUP). Des stagiaires, diplômés des écoles de gastronomie, travaillent également dans le cadre de cette activité.

Certains travaux physiques dans la cuisine sont réalisés par les détenus de la Maison de Détention de Grudziądz, ce qui fait partie de leur

processus de réintégration sociale. Ils aident surtout à décharger les marchandises et à préparer les produits semi-finis.

L'équipement de la cuisine a été acheté avec les moyens de la mairie de Grudziądz, ceux de Caritas Polska et de fonds privé. L'activité de restauration/traiteur est une activité qui s'autofinance entièrement.

Groupes Cibles :

- Les chômeurs de longue durée, personnes sans domicile, personnes démunies.
- La collectivité locale, les employés des administrations, tout type de clientèle.

Pourquoi ça marche ?

- Adaptation de l'activité aux besoins locaux.
- Croisement réussi de différentes actions sociales utiles et caritatives et d'une activité économique.
- Utilisation de ressources et d'infrastructures existantes destinées à la création d'une initiative d'économie sociale qui s'auto-finance.
- La coopération entre l'Église et les institutions locales d'assistance sociale.
- Encadrement professionnel.
- Participation aux groupes locaux qui s'occupent du marché du travail.
- Qualité des repas et leur prix avantageux.

Les résultats

- 43 personnes employées au Centre Caritas de Grudziądz (32 avec un contrat de travail et 11 avec un contrat de droit civil).
- 10 personnes travaillent dans les centres d'accueil de jour éducatifs et de protection (mandats).
- Chaque été, 20 personnes travaillent en tant qu'animateurs de colonies (mandats).
- 8 personnes travaillent dans le centre de soins pour les personnes handicapées mentales et souffrant de maladies mentales (mandats, contrats de droit civil).
- 5 personnes employées dans la cuisine pour préparer les repas pour les personnes les plus démunies et pour le service de restauration/traiteur (contrat de travail).
- 7 femmes, par l'intermédiaire du Centre, ont trouvé un emploi en Allemagne en tant qu'aides à domicile pour personnes âgées.
- Environ 250 personnes par an suivent les formations dispensées par le Centre, dont environ 200 chômeurs.

Données financières

- L'activité de restauration et traiteur est financée sur ses ressources propres qui s'élevaient à 546 000 PLN en 2009 soit environ 138 000 euros, provenant des recettes de la vente des repas livrés individuellement aux entreprises, institutions, magasins ou personnes privées, des revenus du bistrot « Flisak » et des revenus de l'organisation d'événements (réceptions, baptêmes, anniversaires, conférences, formations, etc.).
- Au démarrage de cette activité, le Centre a obtenu une subvention de l'Agence pour l'Emploi de Grudziądz, destinée à la création d'emplois pour les chauffeurs - livreurs de repas, à savoir environ 68 000 PLN, soit environ 17 200 euros. Caritas a financé l'achat de 3 véhicules, de l'équipement de la cuisine, d'outils (au total environ 110 000 PLN, soit environ 27 800 euros) et la création du bistrot « Flisak » (environ 25 000 PLN, soit environ 6 300 euros).

Perspectives

Le Centre Caritas de Grudziądz va poursuivre le développement intense de son activité économique afin d'améliorer son degré d'autonomie financière. Son activité sociale statutaire ne serait pas aussi développée sans le succès de cette initiative économique. Le développement systématique des activités génère de nouvelles dépenses, impossibles à financer uniquement grâce aux subventions. L'activité économique est donc nécessaire pour payer, par exemple, les frais de gestion, certains frais d'activité opérationnelle ou liés à de petits travaux de rénovation. En outre, elle permet de passer à un autre niveau de coopération avec les entrepreneurs et employeurs locaux. Dans l'« *Abécédaire de l'entreprise* », le Centre Caritas de Grudziądz démontre, en utilisant son propre exemple, qu'une organisation bénévole peut aussi être entreprenante. Il faut juste oser.

Le +

Le père Marek Borzyszkowski dirige le Centre Caritas de Grudziądz. Il est également vice-président de la Banque alimentaire de Grudziądz, membre de la Présidence du Conseil départemental des organisations non-gouvernementales et membre du Conseil de l'Emploi cantonal et départemental :

« Pour mener à bien ce genre d'activités, une coopération étroite des organisations non-gouvernementales et des collectivités locales s'impose. On ne peut pas faire grand chose sans coopération.

La participation dans les organes du secteur de l'emploi local apporte une aide inestimable. Elle permet de connaître la situation des bénéficiaires et de créer des projets adaptés à leurs besoins. Ceci permet d'acquies les connaissances nécessaires, facilite la coopération et nous ouvre des portes. Le logo de Caritas est alors reconnu, et ce de manière positive. »

Fondation Futur

L'idée

Proposer une offre de restauration collective et de services de *catering* qui allie une alimentation saine à la consommation responsable et au respect de l'environnement et de la justice sociale et réaliser cette activité avec un personnel composé à 30 % de personnes en situation d'exclusion, orientées par les services sociaux.

Les objectifs

1. Créer des postes de travail pour des personnes en situation d'exclusion.
2. Aider professionnellement et socialement les personnes les plus défavorisées.
3. Respecter les objectifs définis dans sa politique environnementale, certifiée avec l'EMAS-« Eco Management and Audit Scheme »¹.

Contact

Manuel Almirall
est directeur de Futur

Email

futur@futur.cat

Téléphone

(00 34) 93 302 19 27

Site internet

www.futur.cat

Date de création | Pays

1996 | Espagne

Mots clés

insertion, commerce équitable, consommation responsable, restauration, traiteur

4. Promouvoir et développer le commerce équitable.
5. Encourager une nutrition équilibrée et de saison.

Le mode d'intervention

Statut juridique :

La fondation Futur est une fondation privée avec un patronat de 14 personnes qui a constitué, par obligation légale, Futur Just EI SL, une entreprise d'insertion sous forme de société à responsabilité limitée ainsi que Futur Saludable SL, une société à responsabilité limitée, dédiée à la transition des personnes achevant leur parcours d'insertion.

Historique :

La fondation Futur commença son activité en 1996 sous forme d'association de promotion dans le domaine de la confection. Un groupe de personnes en lien avec l'environnement pénitentiaire s'inquiétait que les anciens prisonniers ne récidivent en l'absence d'opportunités d'emploi. C'est ainsi qu'ils décidèrent de lancer une activité de confection identique à celle réalisée dans les prisons. Malheureusement, le prix par pièce ne couvrait pas les coûts salariaux et le manque de perspectives de réinsertion dans ce secteur déjà décadent ont poussé les fondateurs de Futur à progressivement changer de secteur d'activités. En 2000, l'association Futur se transforme donc en Fondation et développe une activité de restauration.

Activités :

Futur inclut l'utilisation majoritaire de produits écologiques (de provenance locale dès que possible) et de commerce équitable. De plus, la vaisselle est biodégradable et compostable.

Futur gère une cantine sociale qui accueille des personnes en situation d'exclusion, orientées par les services sociaux de la ville.

Futur gère également 31 cantines scolaires. En fonction du nombre de menus servis qui peut varier de 50 à 450 selon les établissements, une cantine scolaire nécessite entre 1 et 5 employés.

Elle sert également quelques 150 000 goûters dans des garderies (enfants de 0 à 3 ans).

Futur gère enfin un service de *catering*.

La fondation dispose d'un entrepôt de 900 m² où sont situés ses bureaux et la cuisine centrale. Elle gère en parallèle 24 cuisines dans les écoles.

La fondation Futur, « maison mère », s'occupe des services administratifs des deux autres entités. Les deux entreprises sont en charge de l'activité productive, c'est-à-dire l'élaboration des repas.

Futur Just est l'entreprise d'insertion. Futur Saludable vient d'être créée afin d'insérer les personnes achevant leur parcours d'insertion au sein de Futur Just. Il s'agit de proposer des opportunités d'emplois à ces personnes qui finissent leur parcours à Futur Just dans des bonnes conditions de travail

et d'horaires plutôt que de les insérer dans le marché « normalisé ».

Des éducatrices sociales se chargent de l'accompagnement des personnes en insertion qui proposent à chacun un parcours d'insertion personnalisé.

Groupes Cibles :

- Les services sociaux peuvent orienter vers Futur toute personne considérée en situation d'exclusion. Les services de justice peut également orienter des prisonniers qui peuvent déjà travailler à l'extérieur.
- Futur s'adresse à tout type de clientèle qui nécessite ce type de services : particuliers, entreprises, syndicats, universités, administrations, etc. Elle compte quelques 300 clients. En général, les clients choisissent Futur car ils partagent les mêmes préoccupations sociales et environnementales que Futur.

Pourquoi ça marche ?

- Le caractère novateur de l'offre a permis à Futur d'avoir un avantage comparatif durable dans le secteur.
La concurrence commence aujourd'hui à l'imiter, en proposant aussi des produits écologiques mais ce en quantités plus restreintes et sans prendre en compte le concept « 0 km » ni l'idée de proximité dans la politique d'achat des produits.
- Un bon rapport qualité/prix.

Les résultats

- 112 employés dans les trois entreprises.
- 25 à 30 contrats d'insertion :
 - 16 personnes en insertion travaillent dans les cantines scolaires.
 - 8 personnes en insertion sont affectées à la cuisine centrale et au service de *catering*.
 - 3 personnes en insertion travaillent à la cantine sociale.
- Plus de 5 000 personnes servies par jour.
- 300 clients
- La fondation Futur opère dans la province de Barcelone .

Données financières

- Chiffres d'affaires consolidés : 2 414 000 euros.
- Montant des subventions: 155 000 euros (6,4 %). La municipalité verse 20 000 euros par an et le Département du travail de la Généra-

lité de Catalogne environ 70 000 euros par an en fonction du nombre de personnes en insertion.

- Bénéficiaire en 2008, Futur a réalisé des pertes en 2009 (40 000 euros) qui ne sont pas récurrentes. En effet, il s'agit des conséquences de son déménagement dans le nouveau siège social et des travaux de la nouvelle cuisine centrale qui ont ralenti ses activités en 2009. La nouvelle cuisine étant opérationnelle depuis septembre 2010 et la mise en marche des cantines scolaires durables devraient permettre à Futur d'obtenir environ 30 000 euros de bénéfices à fin 2010. En juin 2010, Futur totalisait déjà 14 000 euros de résultats.

Perspectives

La fondation Futur envisage d'exploiter toutes les possibilités offertes par la nouvelle cuisine centrale du nouveau siège social, avec notamment de nouvelles filières comme la préparation de plats prêts à manger, les produits halal, les pâtisseries commerce équitable, les services de proximité, etc.

Le +

« Grâce à notre assistance technique et nos conseils, une réplique de Futur a vu le jour à Madrid. Le projet s'appelle Madre Tierra [Terre Mère] et a été mis en œuvre par l'association Semilla [Graine]. D'autres entrepreneurs bénéficient de nos conseils partout en Espagne. Je ne vois aucune raison qui empêcherait notre modèle de remporter un vif succès ailleurs en Europe, notamment là où ce type de produits pourrait être encore mieux accueilli. » explique Manuel Almirall, directeur de Futur.

¹ « *Eco Management and Audit Scheme* » est un règlement européen promulgué en 1993 qui met en place un Système Communautaire d'Éco-gestion et d'Éco-audit pour cadrer les démarches volontaires de gestion environnementale des entreprises. Cet outil de management est disponible depuis 1995 et permet aux entreprises et à d'autres organisations d'évaluer,

d'informer et d'améliorer leur performance environnementale. À l'origine, ce système était dédié aux entreprises du secteur industriel mais depuis 2001, l'EMAS est ouvert à tous les secteurs économiques y compris les activités de services publics et privés.



Association Città Futura « Giuseppe Puglisi »

L'idée

Restructurer une série de maisons abandonnées, à cause du processus d'émigration locale, pour les transformer en un lieu d'accueil d'immigrés étrangers et un instrument de revitalisation dans le contexte local.

Les objectifs

1. Accueillir des immigrants étrangers tout en les impliquant à la vie locale : travail, école, rencontre.
2. Remettre un village dépeuplé sur la voie du développement en favorisant l'activité économique et touristique.



Contact

Domenico Lucano est le fondateur de l'association Città Futura « G. Puglisi »

Email

citta.futura@tiscali.it

Téléphone

(00 39) 0964 778008

Site internet

www.cittafuturariace.it

Date de création | Pays

1999 | Italie

Mots clés

accueil, migrants étrangers, dépeuplement, tourisme, rénovation

3. Inscrire le village dans une démarche de valorisation des activités traditionnelles locales mais aussi de celles des étrangers accueillis.
4. Valoriser les valeurs locales d'hospitalité pour construire un lieu de vie commun entre les habitants locaux et les réfugiés et migrants étrangers.

Le mode d'intervention

Statut juridique :

L'association Città Futura (Ville Future) est une association de droit italien qui est basée et travaille en coopération avec la municipalité de Riace.

Historique :

L'association Città Futura « Giuseppe Puglisi » a été fondée à Riace, dans le sud de la Calabre, au cours de l'été 1999, par un groupe de jeunes du village. Elle rend hommage à Giuseppe Puglisi, prêtre du quartier Brancaccio de Palerme, tué par la mafia au début des années 1990.

Activités :

A la création de l'association, il s'agissait d'apporter une grande attention aux problématiques qui touchaient les petits centres ruraux de la Calabre comme Riace, qui doivent faire face à des processus de dépeuplement et pour lesquels, par dessus tout, il n'existe pas de perspectives de développement social et économique. En même temps, les côtes sont des lieux de débarquement de nombreux réfugiés en provenance de zone de guerre et de pauvreté (éthiopiens, kurdes, afghans, serbes, palestiniens, somaliens, érythréens, etc.).

En combinant ces deux aspects, l'association a développé ses activités en ayant la perception que seule l'union et la coopération entre les personnes du village et les étrangers pouvait aboutir à un développement du territoire et un renversement par rapport à la situation de déclin.

La principale activité réalisée et développée par l'association est un écovillage dénommé « Riace Village », qui est un village rural caractérisé par l'hospitalité habituelle, l'accueil des réfugiés, la récupération et la valorisation des anciens métiers artisanaux. Dans l'échelle des valeurs de la communauté rurale des anciens villages de Calabre, le sens de l'hospitalité occupe une place prioritaire, un aspect qui a été repris comme élément central dans ce projet d'hébergement touristique et d'accueil des réfugiés.

Grâce à un financement initial de Banca Etica d'environ 51 000 euros, tout un processus de développement complexe et articulé s'est ensuite mis en place sur la base de cette première initiative. Grâce à ce processus, l'association offre aujourd'hui un service d'accueil pluriel :

- Hôtel ordinaire : l'association a pris en main de nombreuses maisons abandonnées depuis des décennies, en les renovant et en les convertissant en des lieux d'accueil. La structure offre de nombreuses chambres, cuisines équipées, salles de séjour, salle de bains

et toilettes pour un total de 70 lits répartis sur 15 maisons toutes autonomes et dédiées au tourisme responsable.

- Centre d'accueil pour les réfugiés et les demandeurs d'asile : la municipalité adhère aux règlements du ministère de l'Intérieur pour la prise en charge des migrants en attente du statut de réfugié et pour les migrants en voie d'identification, recevant ainsi une contribution pour ses activités d'accueil. Les structures d'accueil proviennent toujours de la restauration de vieilles maisons abandonnées, reconverties ainsi de lieux de départ en lieux d'arrivée.
- Ateliers pour la réhabilitation des activités traditionnelles : atelier de céramique, de verre, de cuivre, de couture artisanale, atelier de travail du genêt. Ces ateliers ont été développés en récupérant des caves abandonnées, et en faisant travailler dans chacune d'elles une personne de la région et une personne étrangère.
- Ouverture d'un bar, comme lieu de rencontre pour la communauté
- L'association propose chaque année des chantiers de travail et de nouvelles initiatives à de jeunes volontaires. Les activités des chantiers s'entremêlent et interagissent avec celles de l'association, dans une sorte de synergie, qui implique aussi les jeunes de la région, dans l'idée de répandre et de faire grandir ensemble une ville future.
- Des visites guidées pour les écoles sont organisées et les demandes proviennent de toute l'Italie.
- Les diverses activités tournent autour d'un centre de services situé dans un ancien immeuble rénové.

Groupes Cibles :

La cible du projet est bien entendu les habitants du village de Riace et les migrants et réfugiés qui y sont accueillis.

Par ailleurs, du fait du développement de l'activité économique et touristique, Riace reçoit des touristes responsables et des visiteurs intéressés par le projet (groupes scolaires).

Elle accueille également des jeunes italiens et bientôt des jeunes étrangers pour les chantiers de travail.

Pourquoi ça marche ?

Le projet a développé une série d'activités économiquement productives et autonomes, qui permettent à l'association de continuer à opérer : hôtel, centre d'accueil, bar, ateliers, etc.

Les résultats

- Hôtel ordinaire : 4.000/5.000 nuitées par an.
- Nombre d'étrangers hébergés : environ 220 étrangers.
- Personnes employées : environ 25 personnes employées dans les divers services offerts.

L'impact de la présence des étrangers à cet endroit est évidente :

Année	Total d'habitants	Habitants étrangers (*)	% d'habitants étrangers
2009	1.842	140	8 %
2008	1.754	77	4 %
2007	1.749	72	4 %
2006	1.721	67	4 %
2005	1.703	58	3 %
2004	1.638	33	2 %
2003	1.631	22	1 %

Source : ISTAT (Institut national de statistiques)

(*) Dans les données officielles, ils ne sont pas comptabilisés car tous les étrangers en attente d'obtention de leur permis de séjour en Italie n'ont pas une résidence officielle et ne sont donc pas inclus dans les données ISTAT.

Le bourg, après des années de décadence du fait de l'émigration vers le Nord, s'est rallumé et revitalisé grâce à l'afflux des étrangers et au processus d'insertion. Grâce à la présence des étrangers, il est aussi devenu possible de maintenir ouverte l'école élémentaire locale, qui autrement aurait dû fermer du fait du manque d'étudiants : en 2010, sur 40 étudiants, 28 sont d'origine étrangère.

Dans les dernières années, les municipalités voisines de Stigliano et Caulonia se sont jointes au réseau de cours de réhabilitation professionnelle et d'intégration pour les migrants : ces bourgs, en faisant l'apprentissage de l'accueil et l'intégration, ont retrouvés une nouvelle vie.

Données financières

L'association Città Futura a reçu un financement initial de Banca Etica d'environ 51 000 euros.

Désormais, le village retrouve une activité économique et touristique importante, ce qui crée une dynamique de croissance dans le village.

En 2006, la municipalité, sur la base des expériences de l'association, a gagné un concours régional de 2 000 000 euros pour réaliser un important processus de rénovation de l'intérieur du centre historique.

Perspectives

Les projets de développement futur prévoient un essor prochain de la capacité réceptive. En particulier :

- Des processus d'entente avec d'autres municipalités de la région ont été établis pour participer à des chantiers de travail internationaux, c'est pourquoi il est prévu dès 2011 un fort afflux d'étudiants étrangers.
- Il est prévu de développer de nouvelles coopératives sociales constituées par des personnes du village et des personnes immigrées, afin d'offrir des produits/services typiques des lieux de provenance des étrangers.

Le +

Le fondateur de l'association est devenu maire de la municipalité de Riace en 2004, puis il a été réélu en 2009, avec l'ambition d'introduire dans l'administration publique des actions et des attitudes éthiques, face à un contexte local difficile, et à la forte présence des organisations criminelles et d'un tissu de précarité sociale.

La municipalité de Riace organise depuis 2009 un Festival de Cinéma des migrations. Dans ce contexte, Wim Wenders a également réalisé un court-métrage, *Il volo* sur l'histoire de la région et sur les activités de l'association.

Le fondateur de l'association, Domenico Lucano, a déclaré devant cette expérience : « Mon frère a émigré en Amérique, un autre à Santena près de Turin où il y a plus de personnes de Riace qu'ici même. Nous et les migrants sommes une seule et même chose, les chasser serait un geste inutilement cruel, un peu comme nous chasser nous-mêmes. »

MODES D'ORGANISATION | RESEAUX | FORMATION



Copyright © Laetitia Bernard

Énergies alternatives

Coopérative d'activités et d'emploi

L'idée

Être entrepreneur et salarié, c'est possible !

La coopérative d'activités et d'emploi est une alternative à l'entreprise individuelle qui permet de respecter l'autonomie de chaque entrepreneur, de mener une pluriactivité et de mutualiser les services et les compétences.

Les objectifs

1. Favoriser la création d'emplois et de richesses économiques et sociales pérennes sur un territoire, les départements méditerranéens du Languedoc-Roussillon et de Provence-Alpes-Côte d'Azur.
2. Accompagner dans la durée des demandeurs d'emploi, porteurs de projets, afin qu'ils inventent leur propre emploi



Contact

Marie-Ange Favre est gérante d'Énergies alternatives

Email

ma.favre@
energies-alternatives.pro

Téléphone

(00 33) 4 91 33 65 77

Site internet

www.energies-alternatives.com

Date de création | Pays

1999 | France

Mots clés

développement économique,
entrepreneur salarié,
coopérative,
mutualisation de services

- salarié au sein d'une entreprise qu'ils partagent et construisent ensemble.
3. Permettre au porteur de projet de pouvoir dédier la totalité de son temps de travail à l'activité elle-même, les aspects administratifs, comptables ou juridiques étant mutualisés au sein de la coopérative.
 4. Favoriser la coopération entre les entrepreneurs-salariés et le tissu économique local.

Le mode d'intervention

Statut juridique :

Énergies alternatives existe sous le statut de SARL/SCOP¹, grâce à son adhésion aux valeurs coopératives et l'importance de développer une activité individuelle dans un cadre collectif et coopératif.

Historique :

En 1993, la Caisse des Dépôts et Consignations² réalisait une étude révélant que, malgré l'existence de structures d'aides à la création d'entreprises ou de micro-entreprises sur l'ensemble du territoire, de nombreuses entreprises disparaissaient au bout de trois ans. C'est sur ce constat que s'est fondé le concept de coopérative d'activités et d'emploi. Après une expérience de ce type réalisée en Rhône-Alpes, trois fondateurs associés de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur ont créé la SCOP³ Énergies Alternatives en 1999 participant ainsi au développement de ce concept. Énergies Alternatives a été retenue dans un programme européen « Intégra-Pic-Emploi » et a reçu le soutien de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Ensuite, ces fondateurs ont participé à la création d'établissements en région Languedoc-Roussillon avec le soutien des collectivités territoriales.

Activités :

- Le groupe Énergies alternatives fédère sept établissements et trois filiales : Synergie Services à la Personne, Alternatives bâtiment et Énergies Bât sur 2 régions : Provence-Alpes-Côte d'Azur et Languedoc-Roussillon.
- Énergies alternatives sachant s'adapter aux changements de son environnement sociétal, ces filiales spécifiques (dans le secteur du bâtiment et des services à la personne) ont été créées dans la mesure où elles ne pouvaient pas s'intégrer dans la coopérative généraliste. Par ailleurs, Énergies alternatives soutient une coopérative d'activités et d'emploi dans le domaine agricole. Enfin, elle répond à des demandes spécifiques de la part de partenaires notamment dans le domaine de l'accompagnement des artistes et artisans d'art.
- Comment se déroule l'intégration du porteur de projet à la coopérative ? Le créateur potentiel prend contact avec la coopérative via différents canaux de communication. Après évaluation de son projet, de ses compétences et de sa formation, il intègre la coopérative et de fait

est « hébergé » juridiquement et comptablement par elle. Lors de son premier contrat signé, il devient entrepreneur salarié avec la signature d'un contrat à durée indéterminée (CDI) et continue à pouvoir bénéficier des allocations chômage ou du RSA (revenu de solidarité active) puisqu'au départ, l'entrepreneur a un temps partiel de travail.

- Tout au long de sa présence au sein d'Énergies alternatives, il bénéficie de la part de l'équipe des permanents de conseils en matière juridique, de stratégie commerciale, comptable, etc.
- A la sortie de la coopérative, il se crée d'une manière autonome ou a la possibilité de rester dans la société coopérative ouvrière de production en devenant associé.

Groupes Cibles :

Toutes les activités peuvent être intégrées hormis celles qui relèvent des professions réglementées. Celles-ci couvrent les secteurs du négoce, de l'artisanat et des prestations de services aux particuliers et aux entreprises. Les activités telles que les métiers de la communication, de l'art et de la culture, du bien-être, de l'artisanat d'art, de la formation et du conseil sont présentes au sein d'Énergies alternatives.

Pourquoi ça marche ?

- La coopérative, tout en mettant en place des activités, crée aussi des emplois et des richesses économiques sur des territoires. C'est pourquoi l'initiative est soutenue par des élus des collectivités territoriales (conseils généraux, conseils régionaux), de l'État et de l'Union européenne.
- L'accompagnement des entrepreneurs pour la gestion administrative, comptable et juridique de leurs activités est la clé de voûte du système : c'est souvent dans ces domaines que les entrepreneurs issus d'une situation d'exclusion ont le plus de difficultés.
- La solidarité et l'émulation collective qui naissent au sein de la coopérative sont également à l'origine de la réussite du modèle. Les entrepreneurs salariés s'entraident par des conseils et l'échange des retours d'expériences, ils peuvent aussi faire appel aux services des autres pour compléter l'offre faite à leurs clients, et ainsi participer au développement commercial des collègues.
- La coopérative est viable économiquement du fait de la conjugaison du chiffre d'affaires des entrepreneurs et des aides des collectivités territoriales. De ce fait, la réussite des entrepreneurs et celle de la coopérative sont liées, ce qui crée une dynamique de développement collectif.

Johanna & Olivier d'Énergies alternatives du Vaucluse :

« La création et le développement d'une agence de design dans la région demande un effort important en matière de prospection et de communication. En effet, la discipline du design est encore mal connue et il

faut donc constamment trouver de nouveaux clients. De plus, il est difficile avec cette activité d'avoir un chiffre d'affaires constant. Nous avons tenté notre aventure de création au sein d'une couveuse. Pendant et après la couveuse, nous avons des rentrées d'argent trop irrégulières et un manque d'expérience en matière de gestion d'entreprise. L'immatriculation aurait été trop précipitée. Et même avec un prêt ou un apport financier, nous n'aurions pas pu pérenniser notre activité.

C'est pourquoi la coopérative est un passage obligé dans la concrétisation de notre projet d'entreprise. De plus, le fait d'être suivis au niveau de la comptabilité et de la gestion nous a semblé nécessaire afin de pallier notre manque d'expérience. »

Les résultats

- En 2009, Énergies alternatives, en tant que coopérative généraliste d'activités et d'emploi, a accueilli 569 porteurs de projets, 390 ont fait l'objet d'un accompagnement.
- Elle comptait 324 entrepreneurs salariés en 2009.
- En 2009, 70 % des porteurs de projet étaient demandeurs d'emplois à leur entrée à Énergies alternatives, 21 % allocataires du RMI/RSA⁴.
- En 2009, il y a eu 88 sorties, c'est-à-dire des entrepreneurs salariés qui se sont lancés de manière autonome, ou qui ont trouvé un emploi durable.

Données financières

Le modèle économique d'Énergies alternatives associe des financements hybrides (à la fois privés et publics). Les entrepreneurs génèrent un chiffre d'affaires qui permet à la coopérative d'obtenir un taux d'autofinancement qui fluctue en fonction du développement du chiffre d'affaires des entrepreneurs. En 2009, celui-ci est de 26 %.

L'entrée d'entrepreneurs en tant que sociétaires, permet à la coopérative d'augmenter régulièrement son capital.

Chiffres clés 2009 d'Énergies alternatives :

- Capitaux propres : 78 564 euros.
- Chiffre d'affaires : 1 257 285 euros.

(En associant les chiffres d'affaires des trois filiales le chiffre d'affaires consolidé de tous les entrepreneurs salariés du groupe est de 2 149 671 euros)

- Total de Bilan : 1 038 622 euros.
- Résultat net : 2 264 euros.
- À noter : les coopératives d'activités et d'emploi ne sont pas destinées à réaliser des résultats importants.

Perspectives

Dans le cadre du programme Leonardo da Vinci de la Commission européenne, Énergies alternatives s'est rapproché d'initiatives similaires en Europe et a participé à la création d'un réseau européen SEIE (Shared Enterprises Initiatives in Europe) qui vise à adapter le concept d'entreprise partagée en Italie, au Portugal, en Suède et en Suisse. Si la collaboration a permis aux différents acteurs d'échanger sur leurs pratiques et les cadres réglementaires existants dans leur pays respectif, démontrant de grandes disparités, elle a prouvé le nécessaire travail d'adaptation locale du concept d'entreprise partagée et le besoin d'une telle innovation économique et sociale partout en Europe. Le travail d'essaimage est donc déjà commencé. L'objectif commun, à plus long terme, est la circulation des entrepreneurs et des expériences pour un enrichissement et une consolidation mutuelle.

Le +

Un département spécialisé dans les arts et la culture, appelé « Artén-réel » à l'instar de l'initiative réussie à Strasbourg, a été créé au sein de la Coopérative d'Activités et d'Emploi multi-sectorielle Énergies alternatives. La Coopérative d'Activités et d'Emploi est en effet une réponse adaptée aux besoins des professionnels artistiques et culturels, qui représentent 60 % des entrepreneurs-salariés des Coopératives d'Activités et d'Emploi, puisqu'elle leur permet, en les salariant, de sécuriser dans une entrée en activité progressive, ce qui est le propre de l'activité artistique, et leur apporte l'accès à de nouvelles solidarités. Il existe même un projet « Entreprises Partagées culturelles en Europe ».

¹ Une société coopérative ouvrière de production (SCOP) est une société commerciale de forme « société anonyme » (SA) ou « société à responsabilité limitée » (SARL). Son originalité tient dans le fait que les salariés sont associés majoritaires et que les grandes orientations sont mutualisées (affectation des résultats, désignation des dirigeants, orientations stratégiques). Il est à noter que de nouveaux types d'entreprise (activités, sociétés) se sont constitués sur la base des SCOP depuis une dizaine

d'années. Aujourd'hui, la France compte environ 1700 SCOP (données 2007) soit 36000 salariés.

² Voir Cadre légal France.

³ Société Coopérative Ouvrière de Production.

⁴ Revenu Minimum d'Insertion/Revenu de Solidarité Active : minima sociaux pour les chômeurs et personnes n'ayant pas ou très peu de revenus.



DEBUut

Des personnes en recherche d'emploi deviennent entrepreneurs

L'idée

Former des demandeurs d'emploi dans le cadre du travail en tant qu'indépendant, en stimulant leur esprit d'entreprise et leurs compétences, et en leur donnant un cadre approprié pour la création de leur propre emploi.

Les objectifs

1. Donner la possibilité aux demandeurs d'emploi de transformer leur projet en une activité économique concrète et de devenir un entrepreneur indépendant.
2. Améliorer l'employabilité des demandeurs d'emploi en leur offrant un lieu où ils peuvent acquérir des compétences professionnelles (création de leurs propres activités ou réintégration sur le marché du travail).



Contact

Filip Monbaliu est le directeur de DEBUut

Email

info@debut-brussels.com

Téléphone

(00 32) 2 511 99 10

Site internet

www.debut-brussels.com

Date de création | Pays

2006 | Belgique

Mots clés

travail en indépendant, coopérative, petites entreprises, création d'entreprise, formation

3. Faire découvrir aux demandeurs d'emploi leurs forces et leurs faiblesses, ainsi que les objectifs qu'ils poursuivent et les valeurs selon lesquelles ils veulent vivre.

Le mode d'intervention

Statut juridique :

DEBUut est l'une des deux « coopératives de petites entreprises¹ » à Bruxelles. Il y en a douze en Belgique. DEBUut collabore activement avec une autre coopérative, Bruxelles-Émergence.

Historique :

DEBUut a été créé en 2006 par un ancien directeur de la « coopérative de petites entreprises » de Ghent, par Overmolen, une entreprise sociale, son ancien directeur, EHSAL, une université à Bruxelles, et Hefboom². Après son démarrage, le centre public de formation pour les entrepreneurs indépendants et d'autres fonds d'investissement social y ont également participé.

Ils se sont inspirés du succès de la « Coopérative d'Activité³ » en France et de « Activiteitencoöperatie » de Ghent.

Activités :

Les chômeurs avec un projet d'emploi en tant qu'indépendant ont la possibilité de tester leur projet sur le marché. Les activités sont plutôt des services parce qu'il est possible de tester le projet et de le lancer sans investissements importants.

Les candidats sont orientés vers DEBUut par les services d'emploi publics et privés, ou de leur propre initiative (DEBUut a un site Internet attractif).

Les participants sont autorisés à cumuler leurs prestations de chômage (ils sont toujours des demandeurs d'emploi « officiels ») avec les revenus de leur activité pendant une période limitée à 18 mois, tout en étant encadrés par des professionnels.

Les candidats-entrepreneurs apprennent beaucoup les uns des autres au sein des communautés de pratiques. La coopérative leur offre un cadre, une zone de transition, et leur permet de se concentrer sur la recherche d'une clientèle, une activité importante pour toute entreprise.

Les projets sont soumis à une sélection : seuls les projets qui peuvent être testés avant d'investir de l'argent sont admis.

Par exemple, toutes sortes de consultants, traducteurs, concepteurs 3D, webmasters, salons de coiffure à domicile, journalistes, aides administratives et d'autres services pour les entreprises et organisations.

Pourquoi ça marche ?

- L'apprentissage par la pratique (en testant) est un bon moyen de gagner confiance en soi. Les demandeurs d'emploi reçoivent les outils pour devenir de véritables entrepreneurs.
- Combinaison d'une formation individuelle personnalisée avec la dynamique de groupe.
- Les coopératives de petites entreprises sont bien intégrées dans le tissu socio-économique local et ont des partenariats avec les bureaux locaux du Service national de l'emploi.

Les résultats

De janvier 2007 à décembre 2009 :

- 374 projets ont été présentés, 131 ont été admis.
- 19 mises en route en tant qu'entrepreneurs indépendants et 18 emplois en tant que salariés sur le marché du travail traditionnel.
- 60 % sont des femmes.
- Lors des tests avec DEBUut, les candidats-entrepreneurs ont réalisé un chiffre d'affaires de 67 933 euros en 2007, 132 815 euros en 2008 et 73 015 euros en 2009 (baisse due à l'impact de la crise économique).

Le personnel se compose de 2 coordinateurs-formateurs et d'un gérant-formateur.

Données financières

En 2009 :

- Capital : 48 500 euros venant de Trividend⁴ (20 000 euros), Hefboom⁵ (10 000 euros), Credal⁶ (2 500 euros), l'Université HUB-EHSAL, qui assure aussi un appui de gestion à DEBUut (10 000 euros), l'entreprise sociale Overmolen (2 500 euros), Syntra Brussels, un centre de formation pour les entrepreneurs indépendants (2 500 euros) et M. Herwig Teugels (1 000 euros).
- Résultats positifs : 533 euros.
- Subventions : Le gouvernement fédéral belge a accordé une subvention de 62 000 euros pour le démarrage en 2006. DEBUut est habitué à recevoir des subventions du gouvernement de Bruxelles. En 2009, DEBUut a obtenu 135 000 euros. Cette subvention couvre la plupart des activités d'accompagnement assurées par DEBUut.

Perspectives

L'objectif de DEBUut est d'avoir 200 propositions en 2010 et d'avoir en permanence 40 projets réels à gérer.

DEBUut permettra de renforcer la coopération et l'intégration avec Bruxelles-Émergences et le partenariat avec l'Université de Bruxelles : les étudiants contribueront à la création de plans de marketing et de sites web pour les candidats entrepreneurs.

Le +

« Après 3 mois de prospection, j'ai pu commencer à réaliser mon rêve dans le cadre de DEBUut. Avant, j'étais un bon cuisinier mais je n'avais pas de notions d'organisation. DEBUut m'a assuré la formation nécessaire. »
Traiteur Maison Bahija.

« À l'âge de 52 ans, j'ai voulu lancer ma propre entreprise. J'avais le savoir-faire technique pour la conception, la construction et l'entretien des aquariums pour les entreprises, mais pas les compétences commerciales et administratives. J'ai pu développer mon entreprise grâce aux encadrants et aux réunions de la « communauté de pratique. » Patrick Denayre, porteur du projet Top@aquarium.

¹ Voir le cadre juridique belge.

² Voir la présentation de Hefboom.

³ Voir la présentation d'Énergies Alternatives.

⁴ Voir la présentation de Trividend.

⁵ Voir la présentation de Hefboom.

⁶ Voir la présentation de Credal.



Azimuth

Tester sans risque
votre activité d'indépendant

L'idée

Apporter, sur la base d'un modèle coopératif, un soutien personnalisé et pratique aux candidats entrepreneurs et porteurs de projets, en général en recherche d'emploi, pour la concrétisation de leur entreprise et de leur propre emploi.

Les objectifs

1. Donner aux porteurs de projet les moyens de circonscrire leur projet, d'élaborer une stratégie en se dotant de bons outils, de façon à mettre toutes les chances de réussite de leur côté.
2. Proposer un cadre sécurisé pour tester leur activité en situation réelle de marché, sans prendre d'entrée de jeu le statut d'indépendant.



Contact

Valérie Galloy
est directrice d'Azimuth

Email

vg@azimuth.cc ou
info@azimuth.cc

Téléphone

(00 32) 71 20 21 80

Site internet

www.azimuth.cc

Date de création | Pays

1999 | Belgique

Mots clés

coopérative, accompagnement,
entrepreneurs, création
d'entreprise

3. Tirer profit de la dynamique de groupe et de la complémentarité entre entrepreneurs qui se lancent pour créer un lieu d'échange de connaissances, de compétences et de vécus entre les entrepreneurs.
4. Valoriser l'esprit d'entreprendre.

Le mode d'intervention

Statut juridique :

Azimut est une société coopérative à responsabilité limitée et à finalité sociale (srl-fs)¹, membre du Réseau belge des coopératives d'activités, Coopac (www.coopac.be).

Historique :

La coopérative Azimut est née en 1999 à Charleroi comme première coopérative d'activité en Belgique. Les fondateurs étaient actifs dans l'économie sociale, et étaient frappés par le taux de chômage élevé. Ils se sont alors inspirés du modèle français de coopérative d'activité et d'emploi².

Au début, Azimut bénéficiait du soutien du gouvernement fédéral. Actuellement Azimut bénéficie du soutien du Fonds Européen de Développement Économique et Régional, du Fonds Social Européen et de la Région Wallonne pour la promotion de l'esprit d'entreprendre et la création d'activités et d'entreprises.

Activités :

Depuis plus de dix ans, Azimut accompagne les porteurs de projet sur la base d'un programme de formations pratiques, concrètes et adaptées à la réalité économique de l'entrepreneur. Les porteurs de projet sont orientés vers Azimut par plusieurs voies : par des services privés ou publics ou de leur propre initiative via notamment un site internet attractif: www.azimut.cc.

Des entrepreneurs de nombreux secteurs d'activités peuvent être accompagnés chez Azimut : service aux entreprises, services aux personnes, artisanat, commerce, etc.

Cependant, quand il s'agit de tester en situation réelle le projet, seules les activités assurables en responsabilité civile et nécessitant peu d'investissement peuvent être hébergées chez Azimut.

Azimut offre des services pour faire d'une idée un projet, pour préparer le lancement et pour permettre au porteur de projet de tester l'activité comme un vrai chef d'entreprise.

Les formations sont dispensées en groupes pour un apprentissage dynamique agrémenté d'échanges constructifs entre entrepreneurs et formateur.

L'entrepreneur est également invité à des rencontres individuelles avec son accompagnateur afin de faire le point sur l'évolution de son projet et de bénéficier de conseils personnalisés.

La coopérative permet de passer d'un statut « en recherche d'emploi » à un statut d'« indépendant » sans risque. En effet, au moment de son intégration à la coopérative, l'entrepreneur continue de percevoir les aides sociales liées à sa situation de chômeur pendant 20 mois.

Le risque d'entreprendre est minimisé. Tous les projets qui sont testés nécessitent peu ou pas d'investissement. L'entrepreneur doit juste avoir un savoir-faire et s'impliquer dans la création de son activité. En cas d'échec, l'entrepreneur garde son statut et ses droits antérieurs.

Pourquoi ça marche ?

- Innovation sociale et cadre sécurisé dans le secteur de la création d'entreprise, notamment grâce au maintien des aides sociales pendant le « test » de l'activité et le maintien de celles-ci en cas d'échec.
- Émulation collective entre les entrepreneurs.
- Soutien des institutions et organisations locales et régionales actives dans le domaine de l'emploi et de la création d'entreprises.

Les résultats

Depuis 2002 :

- 663 entrepreneurs sortis d'Azimut.
- 202 créations d'entreprises.
- 163 retours à l'emploi.
- 298 réorientations et abandons.
- 50% hommes et 50 % femmes.

En 2009 :

- 470 892 euros de chiffres d'affaires réalisés par les entrepreneurs en test au sein d'Azimut.
- 141 candidats entrepreneurs sortis d'Azimut en 2009 :
 - 41 entrepreneurs créateurs (24 femmes et 17 hommes) ont lancé leur activité dans des domaines variés (11 dans la distribution, 17 dans le secteur des services aux particuliers et aux entreprises, 9 dans la santé/bien-être/soin et beauté, et 4 dans la production de biens).
 - 32 personnes sont retournées au salariat.
 - 16 dans un autre dispositif d'accompagnement.
 - 52 porteurs de projet ont abandonné leur projet sans risque.
 - 172 nouveaux candidats entrepreneurs.
 - L'équipe est constituée de 11 personnes dont 6 accompagnateurs et formateurs, 2 comptables, 1 juriste, 1 soutien administratif et social, 1 direction.

Données financières

Au 31 décembre 2009 :

- 171 291 euros de capitaux propres dont 13 725 euros de capital social
- 73 638 euros constituent un fonds à risques pour couvrir la responsabilité juridique des activités des entrepreneurs.
- 555 000 euros de subventions en 2009 (475 000 euros en 2008, 338 000 euros en 2007) en provenance du Fonds Européen de Développement Economique et Régional, du Fonds social européen et de la région Wallonne.

Perspectives

- Poursuivre la progression d'accueil et d'encadrement : 100 entrepreneurs en test d'activités dans la coopérative et 60 créations d'entreprises.
- Rester un opérateur de référence pour le public de demandeurs d'emploi en les orientant de manière optimale pour le lancement de leur activité à l'entrée et à la sortie d'Azimut.
- Rester et renforcer un service optimal et efficace au service des clients en intégrant les demandes des clients internes et externes : étude de satisfaction des entrepreneurs accompagnés.
- Augmenter l'indépendance financière et la pérennité des structures, en augmentant les rentrées propres.
- Intégrer les collaborateurs, l'équipe dans les objectifs, les tâches et les projets de l'entreprise.
- Générer et fidéliser des partenariats adhérant à nos objectifs stratégiques et en faveur des candidats entrepreneurs.

Le +

Dimitri Dochy dans le secteur du dépannage, vente, assemblage, conseils en informatique et *gaming* : « J'ai eu chez Azimut un grand sentiment de responsabilisation, car nous sommes mis face à notre réalité d'entrepreneur. Si on ne fait pas de chiffre d'affaires, qu'on n'établit pas régulièrement ses factures, que l'on ne garde pas un œil sur la comptabilité, on met son activité en péril. De plus, l'accompagnement n'est pas contraignant, il se fait à la demande, selon les besoins du moment. »

Maité Spadavecchia, infographiste : « J'ai appris toutes les bases pour être entrepreneur et je sais maintenant faire la prospection. Azimut doit absolument perdurer pour le devenir du pays, pour que les jeunes n'hésitent pas ou plus à se lancer ! ».

¹ Voir cadre légal Belgique.

² Voir présentation Énergies Alternatives.



Vlaamse Activiteiten Coöperaties

Un réseau de 5 coopératives de petites entreprises en Flandre



Site internet

www.activiteitencooperaties.be

Date de création | Pays

2005 | Belgique

Mots clés

coopérative, accompagnement, entrepreneurs, création d'entreprise

L'activité

Comme DEBUut et Azimut, Vlaamse Activiteiten Coöperaties œuvre pour donner la possibilité aux demandeurs d'emploi de transformer leur projet en une activité économique concrète et de devenir des entrepreneurs indépendants.

Vlaamse Activiteiten Coöperaties est un réseau de 5 coopératives de petites entreprises en Flandre. La première coopérative flamande a commencé son activité en 2005, comme pionnier à Ghent. Dans les années suivantes, une coopérative a été créée dans chaque province, la dernière a démarré en 2009. En raison de leur petite taille, elles ont unifié leurs forces en 2008. Aujourd'hui, toutes les coopératives flamandes travaillent avec la même méthodologie, les mêmes ateliers, les mêmes outils d'analyse, etc. Elles ont des contrats avec des partenaires flamands comme VDAB (intermédiaire officiel sur le marché du travail), Syntra (centre de formation) et Unizo (une organisation pour les travailleurs indépendants et les petites entreprises).

Chacune des 5 coopératives reçoit chaque année une subvention de 125 000 euros afin de payer certains employés (1,5 temps plein pour chaque coopérative) et certaines de leurs dépenses.

Les témoignages ci-dessous montrent l'efficacité des petites entreprises coopératives quand il s'agit d'inclusion sociale, de tests dans des activités économiques réelles, de la promotion de l'emploi, directement et indirectement, en renforçant la confiance en soi des personnes ayant des compétences, en soutenant toutes sortes d'activités :

- Tilly Vermeylen, une personne aveugle qui réalise des transcriptions écrites simultanées, écrit : « Je suis reconnaissant pour la formation qui a duré 18 mois. Je suis en contact avec un bureau d'intérim qui collabore avec des travailleurs indépendants et sur des projets à court terme. »
- Abdembi Ben Hadach qui travaille dans un magasin de vêtements : « La coopérative m'a aidé dans la jungle du démarrage de ma propre entreprise. Je conçois ma propre collection de vêtements et de décoration. »
- Carol Mathebula et Wim Verstreken qui produisent et vendent des produits de massage à base de plantes africaines : « Grâce à la coopérative, nous avons eu la possibilité de réfléchir, de très bien planifier notre projet et d'être réalistes dans la mise en œuvre. »

Vlaamse Activiteiten Coöperaties travaille également au niveau du cadre juridique avec l'administration de l'économie sociale afin de promouvoir et d'établir un cadre juridique durable, prévu pour l'année 2012. Les négociations sont en cours.

Les résultats

En 2009 :

- 50 sessions d'information, organisées par 5 coopératives.
- 433 personnes informées.
- 110 mises en route en formation-trajectoire.
- 181 personnes ont suivi une formation et 46 d'entre elles envoient déjà des factures.
- 81 personnes ont terminé le programme, 27 comme employeurs indépendants et 8 en tant que salariés, ce qui signifie que plus de 40 % de ceux qui ont terminé la formation-trajectoire, ont un emploi et que plus de 30 % d'entre eux ont leur propre (petite) entreprise ou une activité.



Emaús Bilbao Projet « Activa-T »

L'idée

Créer un réseau d'activation « Proyecto Activa-T » (Projet « Active-toi ») composé d'ateliers protégés, d'entreprises d'insertion et de programmes d'emploi et de formation, dédié à l'intégration sociale et professionnelle sur le marché du travail de personnes en situation ou en risque d'exclusion.

Les objectifs

1. Permettre la création de nouveaux emplois (de 150 à 300 nouveaux emplois d'ici 2013) et de nouvelles places dans les ateliers protégés (entre 150 et 300 nouvelles places et de 3 à 5 nouveaux ateliers protégés créés d'ici 2013) au sein de la communauté autonome du Pays basque.



Contact

José Gomez est le directeur d'Emaús Bilbao

Email

e.gomez@emaus.net

Téléphone

(00 34) 94 416 88 96

Site internet

www.emausnet.com

Date de création | Pays

1997 | Espagne

Mots clés

insertion, environnement, réseau, formation

2. Favoriser l'accès des femmes aux services du réseau (objectif de 75 % de femmes parmi les personnes bénéficiaires du réseau).
3. Faire connaître les services du réseau Active-toi au plus grand nombre, notamment à tous les bénéficiaires du revenu minimum garanti, à travers les services sociaux municipaux.
4. En matière environnementale, favoriser la réduction des déchets de 1 000 tonnes grâce à la réutilisation d'objets domestiques ou assimilés et favoriser la récupération de 100 tonnes d'objets domestiques ou assimilés.

Le mode d'intervention

Statut juridique :

- Société coopérative constituée au Pays basque en 1997, déclarée d'utilité publique en 2000 et qualifiée de coopérative d'initiative sociale¹ en 2001.
- Le choix de cette forme juridique a été motivé par son caractère participatif, qui permet une implication active des personnes employées par la structure.

Historique :

Depuis 1970, Emaús développe au Pays basque différents projets, programmes, actions et alliances avec la mission de faciliter l'inclusion de personnes en situation ou en risque d'exclusion sociale à travers le développement d'activités de services environnementaux et en accord avec les principes et les valeurs de l'économie sociale et solidaire.

Activités :

À partir de cette expérience d'inclusion sociale, Emaús a mis en place une stratégie visant à créer des opportunités d'emplois, basée sur l'optimisation des ressources et des services d'activation, ce qui a donné naissance au réseau « Active-toi ».

Pour le développement de ce projet, Emaús travaille avec 3 différents ensembles d'activités dans lesquelles sont intégrées les personnes orientées par les services sociaux :

1. Programmes d'emploi et de formation

Les programmes d'emploi et de formation ont pour objectif, à travers un contrat qui comprend une formation théorique et pratique spécifique et une proposition individuelle d'orientation vers l'emploi, d'intégrer les personnes dont le niveau d'employabilité est élevé sur le marché du travail ordinaire. Les profils professionnels suivants sont proposés : employé de commerce ou de magasin, conducteur livreur, employé de transport, agent de mobilité, ouvrier chargé de classement, employé d'assistance téléphonique.

2. Entreprises d'insertion, initiative d'emploi protégé

Ces initiatives d'emploi temporaire sous tutelle permettent d'intégrer

sur le marché du travail traditionnel les personnes qui suivent alors un parcours de formation complémentaire au contrat de travail.

3. Ateliers protégés, activités professionnelles basiques destinées à l'accès à l'emploi protégé

Ces initiatives permettent aux personnes avec des difficultés particulières d'accéder, en plus d'un emploi sous tutelle, à des parcours individualisés d'intégration de plus longue durée. Les activités développées sont, entre autres, la maintenance et la réparation de meubles et la récupération de matières premières.

La conjonction de ces trois vecteurs d'opportunités de travail constitue une sorte de service social d'inclusion, véritable outil d'activation des personnes en situation ou en risque d'exclusion sociale, à disposition des différents acteurs impliqués dans les activités d'insertion. Ce service social d'inclusion, qui permet de transformer des personnes bénéficiaires d'aides et prestations sociales en personnes actives, renforce le caractère innovant des activités développées par Emaús.

La prestation de services dans le domaine environnemental est utilisée comme support et moyen de la finalité sociale d'Emaús qui est l'insertion socioprofessionnelle des collectifs en risque ou en situation d'exclusion. En 2009, ces activités ont concerné :

- La vente d'objets réutilisables.
- La collecte et la gestion des déchets.
- Le nettoyage et la maintenance.
- Un service de prêt de bicyclettes (mobilité durable).

Le projet se développe de manière centralisée avec des sites bien identifiés et facilement accessibles sur le territoire historique du Pays basque : un site à Vitoria-Gasteiz (Araba); un site à Bilbao (Biscaye) ; un site à Irún (Gipuzkoa).

Groupes Cibles :

Le projet s'adresse à des personnes en situation ou risque d'exclusion qui nécessitent un suivi personnalisé préalable pour acquérir les qualifications et les prédispositions de base nécessaires à l'intégration dans des programmes de formation sous contrat, d'emploi protégé et, dans certains cas, sur le marché du travail traditionnel. Tant l'orientation comme le suivi des processus et de l'adéquation du parcours s'effectuent en étroite collaboration avec les services sociaux ou des organismes ressources analogues.

Pourquoi ça marche ?

1. Le premier facteur de succès a été l'adéquation de la stratégie d'intervention du projet avec les besoins des collectifs cibles en vue de leur insertion sur le marché du travail.
2. De plus, par rapport aux actions antérieures, ce projet a un caractère innovant qui repose sur les points suivants :

- L'insertion professionnelle avant tout et la recherche d'emploi sous tutelle : l'objectif final d'insertion sur le marché du travail et donc l'emploi ne sont jamais perdus de vue. Dès l'intégration dans le réseau, le participant est formé à la recherche active d'emploi et accompagné dans cette tâche par des conseillères d'orientation spécialisées.
 - La coopération avec les entreprises « ordinaires » et les administrations publiques : ce réseau favorise le rapprochement avec les entreprises ordinaires en leur proposant de développer des activités innovantes, sous forme de conventions de collaboration. Emaús se porte garant vis-à-vis de l'entreprise en matière de capacité professionnelle des personnes participantes. La collaboration entre les administrations publiques et Emaús concerne des activités qui ont pour but d'améliorer les services publics, la qualité de vie des citoyens, l'environnement et, couvrir des besoins sociaux aujourd'hui non couverts ou partiellement.
 - L'amélioration de la coordination des services sociaux au niveau du suivi de la personne : l'accompagnement à l'insertion vient consolider et appuyer le travail d'orientation professionnelle réalisé par les services d'orientation professionnelle ainsi que le travail d'accompagnement social réalisé par les services sociaux de la ville.
3. Les partenariats avec les différents acteurs ont été décisifs: tant l'appui coordonné des administrations publiques, et surtout du gouvernement autonome et des services sociaux municipaux que le soutien financier et bancaire du Fonds social européen et de BBK², par l'octroi de crédits, ont permis la mise en marche du projet.

Les résultats

Sur la période 2010/2011 et sur l'ensemble de la communauté autonome, Emaús s'est donné l'objectif d'employer 347 personnes, à travers les programmes de formation et l'ensemble des entreprises d'insertion qu'elle a mis en place et promeut. Elle intégrera 90 personnes dans des ateliers protégés.

En 2009, Emaús Bilbao a accueilli 384 personnes et soutenu 277 personnes à travers le réseau d'activation :

- À travers les entreprises d'insertion : 63 postes en insertion ont permis à 85 personnes de suivre un parcours d'insertion. Sur ces 85 personnes :
 - 42 femmes et 43 hommes.
 - 22 personnes issues de l'immigration.
 - 61 personnes sans diplôme.
 - 55 personnes avec un réseau social d'appui pauvre ou inexistant.
- Personnes prises en charge dans des ateliers protégés : 40 personnes à Bilbao et 10 personnes à Gasteiz.
- À travers 15 programmes de formation qui ont été dispensés à 142 personnes, la majorité étant bénéficiaires de minima sociaux et sans qualification.

La totalité des services et activités développées par la structure le sont dans le secteur de l'environnement. Elle opère sur l'ensemble de la communauté autonome du Pays basque. En 2010, sept organisations sociales feront partie du réseau « Active-toi ».

Données financières

Le modèle de viabilité économique repose sur un appui économique multilatéral basé sur des accords de cofinancement du projet sur chaque territoire historique de la communauté autonome et des différentes administrations publiques.

- Total des ressources en 2009: 1 162 086 euros.
- Résultats 2009 : 39 879 euros.
- Total des subventions en 2009 : 336 263 euros soit 29 % du total des ressources.

Le budget annuel prévisionnel de 2011 s'élève à 632 014 euros dont 50 % est apporté par le Fonds Social européen, qui cofinance le projet.

Perspectives

Les enjeux à relever sont à présent les suivants :

- Consolider la collaboration avec les entreprises « ordinaires » pour qu'elles génèrent de plus en plus d'emplois en faveur du réseau.
- Obtenir la reconnaissance des administrations publiques du travail d'inclusion mené par ce modèle de réseau avant la finalisation du projet en 2013.
- Atteindre les objectifs du projet en portant assistance à 500 personnes chaque année à travers les programmes de formation, l'ensemble des entreprises d'insertion et les ateliers protégés.
- Avoir un rôle représentatif des publics cibles dans les débats sur l'employabilité.
- Promouvoir la possibilité de répliquer le projet dans d'autres communautés autonomes en Espagne et dans d'autres pays européens à travers les réseaux sociaux internationaux dont Emaús fait partie. (EAPN, Emmaüs Internacional et Emmaüs Europa).

Le +

Un des objectifs du projet est l'échange de connaissances et d'expériences avec d'autres organisations à finalité sociale. Emaús Bilbao veut garantir que le projet puisse être répliqué dans des bonnes conditions et de manière adaptée dans d'autres pays. Pour cela, Emaús Bilbao participe à

des réseaux sociaux d'envergure européenne dont elle est membre comme EAPN et Emmaüs Europe³.

¹ Les coopératives d'initiative sociale participent au bien-être des citoyens qui souffrent de n'importe quel type d'exclusion sociale ou professionnelle via l'insertion, c'est-à-dire en réintégrant les personnes dans la société par le travail ou en garantissant l'égalité de tous les individus en

subvenant aux besoins de base sans produire aucun type de marginalisation. Il s'agit donc de satisfaire des besoins sociaux.

² Voir présentation de BBK.

³ www.emmaus-europe.org.



Vägen ut!



Contact

Elisabet Mattsson est la présidente de la coopérative Vägen ut!

Email

elisabet@vagenut.coop

Téléphone

(00 46) (0) 736-99 77 63

Site internet

www.vagenut.coop

Date de création | Pays

2002 | Suède

Mots clés

insertion, création d'emplois, autonomisation, consortium, coopérative

L'idée

Établir un consortium de coopératives par le biais duquel les entreprises de l'économie sociale peuvent se soutenir mutuellement et créer de véritables emplois pour les personnes éloignées du marché du travail dans leurs secteurs d'activité.

Les objectifs

1. Développer une nouvelle approche et une nouvelle méthode de travail, qui encouragent l'autonomisation des personnes défavorisées.
2. Changer la vision et le rôle des institutions du secteur public en charge de l'attribution des aides sociales et les inciter à un travail collaboratif avec les entreprises sociales.
3. Mettre en œuvre une philosophie de développement durable pour chaque activité de l'entreprise (critères éthiques, produits écologiques et produits du commerce équitable, etc.)

Le mode d'intervention

Statut juridique :

Vägen ut! opère en tant que coopérative, conformément à la législation suédoise concernant les associations économiques¹. Cette forme d'entreprise a été choisie surtout parce qu'elle est gérée de manière démocratique. Toutes les coopératives du consortium appliquent activement les valeurs et les principes définis par l'Alliance Coopérative Internationale.

Les coopératives peuvent être immatriculées avec différents statuts juridiques. L'association économique est la plus adaptée aux principes de la coopérative. En Suède, il n'existe pas de prestations ou d'avantages spéciaux pour les entreprises d'économie sociale.

Vägen ut! fait maintenant partie du réseau « Le Mat Europe² », lancée par « Le Mat Italie » et « Le Mat Suède » et le réseau européen de franchisage social.

Historique :

Les coopératives de Vägen ut! ont été créées par des personnes ayant rencontré des situations d'exclusion dans le cadre de l'association Bryggan, association qui travaille avec les enfants dont les parents sont soumis au système correctionnel. Un partenariat a été établi pour lancer un projet Equal³ ayant pour objectif de créer des entreprises sociales. Le projet a impliqué les autorités responsables de l'assurance maladie, des services carcéraux et de probation, l'office pour l'emploi, l'agence de développement de coopératives Coompanion et d'autres organisations professionnelles. Le but était de créer des emplois pour le groupe cible par la mise en place de coopératives sociales. Les premières coopératives développées ont été : Villa Vägen ut! Solberg (un centre⁴ de réadaptation pour hommes), Karins Döttrar (une coopérative artisanale pour femmes) et Café Solberg. Ensemble, elles ont initié le consortium Vägen ut! qui comprend, aujourd'hui, 10 entreprises sociales.

Activités :

Le consortium Vägen ut! comprend 10 entreprises sociales qui ont une double mission : créer des emplois pour le groupe cible ainsi que fournir des services de réinsertion, des formations professionnelles ou un logement.

Les entreprises coopératives du consortium Vägen ut! proposent des services et des produits, et créent de véritables emplois pour les personnes exclues du marché du travail. Les méthodes et les modèles de Vägen ut! contribuent à l'innovation sociale réussie qui la caractérise, ayant un impact très positif sur l'intégration sociale.

Vägen ut! est composée de :

- Konsortiet Vägen ut! kooperativen : une coopérative à part entière qui a été lancée en 2005.
- Villa Vägen ut! Solberg : un centre de réadaptation pour les anciens

prisonniers qui travaillent dans une serre, dans l'atelier ou qui occupent un emploi à l'extérieur. Les résidents y restent généralement de 3 à 6 mois. Le centre a été lancé en 2003.

- Villa Vägen ut! Revansch : un centre de réadaptation pour hommes à Sundsvall (400 km au nord de Stockholm), qui a été lancé en 2008.
- Villa Vägen ut! Vågsäl : un centre de réadaptation pour hommes à Östersund (400 km au nord-ouest de Stockholm), qui a été lancé en 2009.
- Villa Vägen ut! Karin : un centre de réadaptation pour femmes. Il dispose également de deux centres d'urgence destinés aux femmes ayant subi de mauvais traitements et ayant des problèmes de drogue. Le centre a été lancé en 2006.
- Villa Vägen ut! Susanne : un centre de réadaptation pour femmes à Örebro (entre Stockholm et Göteborg), qui a été lancé en 2009.
- Karins Döttrar : une coopérative artisanale. Elle propose une réinsertion professionnelle pour 10 femmes. Les femmes restent en général six mois. La coopérative a été lancée en 2003.
- Café Solberg : un café et une activité de restauration/traiteur. Ils offrent une réinsertion professionnelle pour 4 à 5 hommes et femmes. Ils se sont créés en 2003.
- YScreen-sérigraphie. Il propose une réinsertion professionnelle pour 4 jeunes adultes. 6 employés y travaillent. YScreen a été lancé en 2006.
- Anlita, une coopérative d'activités.
- Vägen ut! Trädgård (Jardin) a créé trois entités différentes au cours des années 2009 et 2010. Il propose une gamme de différents produits de jardinage ainsi qu'une réinsertion professionnelle.
- « Le Mat B&B Göteborg » a été lancé en 2010.

La vision de Vägen ut! repose sur un monde durable dans tous les sens du terme. Ils travaillent en soutenant les valeurs d'égalité, d'écologie et du commerce équitable, et soulignent le caractère profondément nécessaire des coopératives sociales dans la société. Par exemple, chaque coopérative a une politique environnementale et essaie d'être « plus verte que verte ». Les produits vendus ou achetés doivent être, autant que possible, écologiques et issus du commerce équitable. Les projets de jardin de Vägen ut! consistent à recréer des jardins biologiques. Toutes les coopératives participent vigoureusement au développement local, à la fabrication de produits et de services dont les communautés ont besoin.

L'auto-apprentissage et l'autonomisation sont cruciaux dans la méthode développée par « Vägen ut! ». Généralement, le travail social consiste pour les experts à « traiter » les clients qui, suite au traitement, deviennent passifs et dépendants des allocations. La méthode de Vägen ut! propose le contraire. Sa méthode est basée sur la participation des personnes. Le travail est fondé sur l'entraide, ce qui signifie qu'il n'y a pas de supérieur ou de subordination dans les relations entre les personnes impliquées. Les coopératives de Vägen ut! ont toutes une perspective claire d'autonomisation dans leurs procédés et dans leur travail de tous les jours. Ce qui en résulte est à la fois l'indépendance pour l'individu et un bon sens des responsabilités.

Chaque nouvelle entreprise établie disposait de la motivation et des aptitudes des collègues comme point de départ, associées à des considérations commerciales visant à savoir si l'entreprise serait rentable ou non. L'audit socio-économique montre que chaque personne, ayant commis des délits ou victime de dépendances par le passé, préfère participer à la production de biens et de services ; « l'avantage » est énorme. La société gagne environ 1 million de SEK (~109 000 euros) par personne et par an.

Vägen ut! souhaite voir ses méthodes copiées partout dans le monde. Pour fournir une base solide, Vägen ut ! a créé un consortium par le biais duquel les entreprises sociales peuvent se soutenir mutuellement. Chacune paye une petite cotisation d'adhésion qui permet de couvrir les dépenses, un travail de qualité, le financement et l'administration du personnel.

Groupes Cibles :

Vägen ut! est une organisation d'insertion, qui considère la diversité comme une ressource et comme une garantie pour un développement positif. Ce qui signifie que toutes les personnes sont les bienvenues : les jeunes adultes, les femmes ayant subi de mauvais traitements et ayant des problèmes de drogue, les anciens prisonniers, etc.

Pourquoi ça marche ?

- L'autonomisation comme message clé : lorsqu'on donne l'opportunité aux personnes d'influencer sur leurs propres vies ainsi que celles des autres, quelque chose se produit, mène à une véritable réinsertion et donne l'opportunité de créer des offres d'emploi décentes.
- Les réseaux locaux et régionaux des structures d'accompagnement, telles que Coompanion Göteborg. À un niveau national, différents types de ressources sont nécessaires en vue de développer cette prise en charge, les ressources devant être mises à disposition par le gouvernement, le marché et la société civile.
- Le modèle de consortium mène à une économie plus stable et saine, en partageant les risques et les bénéfices. Et le « franchisage social », en tant qu'outil de développement, peut apporter une assistance pour le lancement de nouvelles coopératives.

Les résultats

- 75 salariés dans les entreprises Vägen ut!
Plus de la moitié des salariés sont des travailleurs indépendants et le reste des coopératives.

Parmi ces 75 salariés, un groupe d'environ 15 personnes, qui ont initié le premier projet, est toujours actif, à l'exception d'une personne. Chaque jour, en plus des 75 salariés, il y a environ 250 personnes impliquées dans les activités de réinsertion, de logement, de formation professionnelle et de production.

- 50 autres personnes, grâce à Vägen ut!, ont trouvé le chemin d'une vie sans délits ni drogues, et ces personnes se sont dirigées vers d'autres emplois ou ont fait des études.
- 12 nouvelles coopératives ont été créées en 8 ans (3 coopératives en 2002 ; 12 en 2010 ; 25 avant 2015). Les coopératives se situent principalement dans la zone de Göteborg mais également à Örebro, Sundsvall et Östersund. 5 autres régions sont également intéressées.

Données financières

En 2009:

- Chiffre d'affaires : 21 millions SEK (~ 2,28 millions d'euros)
- Capital: 2 millions SEK (~ 217 000 euros)
- La rentabilité est d'environ 9 %.
- La valeur de la propriété de Vägen ut! s'élève à 8 millions SEK (868 000 euros).
- Les subventions publiques sont inférieures à 5 % du chiffre d'affaires.

Actuellement, les revenus des coopératives proviennent de la vente des lieux de formation professionnelle ou des lieux de vie, et du fonctionnement des projets. Il y a également des subventions salariales, mais elles sont uniquement accordées sur une base annuelle qui varie d'une année à l'autre, ce qui signifie que les coopératives font face à des degrés de risque significatifs et que les planifications financières sont difficiles. Ce système s'applique à tout employeur de groupes défavorisés, et pas uniquement aux entreprises à économie sociale.

Il n'y a aucune indemnité reçue pour ce qui est des coûts administratifs comme pour Samhall⁵, l'entreprise d'intégration nationale. Pendant ce temps, les revenus commerciaux connaissent une tendance à la hausse.

Pour le capital, jusqu'à ce jour, cela n'a pas été un problème, étant donné que les locaux sont loués et que les équipements sont assez bon marché.

De toute façon, chez Vägen ut!, le consortium permet un modèle économique plus stable, étant donné qu'il y a un partage des risques et des épargnes. En raison des difficultés à obtenir des prêts auprès des bailleurs de fonds traditionnels, Vägen ut! garantit sa sécurité dans le consortium et fournit une assistance lors du lancement de nouvelles coopératives.

Perspectives

- L'objectif est de lancer et de faire fonctionner un certain nombre de coopératives sociales dans les années à venir. L'objectif pour 2015 est d'avoir créé 25 coopératives (15 à Göteborg et 10 dans les autres régions de Suède) avec environ 110 employés. Vägen ut! utilise la méthode de franchise sociale pour développer et créer de nouveaux emplois.
- Vägen ut! souhaite à l'avenir investir dans des équipements tels que des presses d'imprimerie. Des contacts vont être pris auprès des banques éthiques comme Ekobanken⁶, une banque éthique qui encourage tous ceux qui souhaitent aider d'autres personnes à prendre des initiatives librement.
- Vägen ut! envisage de partager son expérience avec d'autres pays, en premier lieu en Scandinavie et au Royaume-Uni, et également de continuer les partenariats avec l'Italie, le Royaume-Uni, la Finlande, la Lituanie, la Pologne, l'Allemagne et la Hongrie. Dans les autres pays, Vägen ut! partage son expérience du modèle de consortium et cherche à diffuser le modèle « Le Mat » et celui des centres de réadaptation « Villa Vägen ut! ».

Le +

- Quelle est l'idée du franchisage social ? Élisabeth Mattsson, présidente de Vägen ut! Kooperativen explique : « Le franchisage social signifie utiliser la méthode de franchisage en vue d'atteindre des objectifs sociaux. Dans le franchisage social, il y a un fondateur, comme dans toute autre franchise. Le point de départ pour tout franchiseur est de faire circuler ses idées, de partager son expérience et de créer une communauté. Les objectifs sociaux sont fondamentaux et comprennent souvent la contribution à la création de plus d'emplois. Dans cette forme de franchisage, échanger et apprendre par le biais de contacts avec ceux qui ont démarré plus tôt est important pour les nouveaux entrepreneurs sociaux. En définissant les facteurs clés du succès, en leur permettant de se documenter dans des manuels et en développant des cours de formation leur étant dédiés, un groupe d'entrepreneurs peut accéder à la connaissance et à l'expérience. Il s'agit d'une méthode innovante jusqu'à ce jour, utilisée pour diffuser et transférer des connaissances dans les domaines spécifiques de nos centres de réadaptation et de notre hôtel Le Mat hôtel/bed and breakfast. Vägen ut! et Le Mat ont créé un réseau de « franchisage social » à un niveau européen, le Réseau européen de franchisage social. Ce réseau comporte également des membres au Royaume-Uni, en Finlande et en Allemagne. »

- Elle poursuit : « Des études⁷ montrent que ça fonctionne ! Les scientifiques de l'Institut pour le Réseau social à l'Université de Gothenburg ont suivi notre travail pendant trois années. Leur conclusion est que "travailler dans des coopératives sociales sert de tremplin à la réinsertion des toxicomanes et des criminels". Ils peuvent également vérifier qu'à un tournant de la vie d'une personne, le travail quotidien dans un groupe professionnel rapproché et fortement uni fournit une structure et une sécurité. Dans l'étude, l'importance d'être capable de s'identifier à d'autres dans un groupe est également manifeste. »

¹ Une association économique est une organisation commerciale dans laquelle la responsabilité des membres est limitée au montant du capital investi dans l'entreprise. L'association doit être composée d'au minimum 3 membres. Un membre peut être un individu ou une personne morale. L'association doit disposer d'au moins un commissaire aux comptes. Le conseil d'administration et le commissaire aux comptes sont élus par l'assemblée générale. Une association économique est immatriculée au Registre du Commerce suédois.

² « Le Mat » est une petite agence spécialisée dans le développement du tourisme durable et dans le développement social, notamment dans l'entrepreneuriat à un niveau local. Toutes les entités dont nous faisons partie sont des entreprises sociales et utilisent les coopératives sociales afin de réaliser leur mission, qui est de promouvoir et de tirer le meilleur des personnes ayant un handicap, une maladie mentale ou une dépendance à la drogue ainsi que vers tous ceux qui, pour une

raison ou une autre, sont sujets à une discrimination et/ou à une exclusion du marché du travail et/ou de la communauté, en prenant au mieux en compte leur valeur professionnelle, sociale et culturelle. Le premier « Le Mat-Hôtel » a été lancé à Trieste, en Italie. En Italie, le nom « Le Mat » a pour origine la magie que symbolisent le génie et l'imprévisibilité. Aujourd'hui, le concept Le Mat se répand grâce au système des franchises et il s'est développé au sein d'une coopération européenne pour les entrepreneurs sociaux « Le Mat Europe ».

³ L'initiative Equal de la Direction Générale pour l'Emploi, les Affaires sociales et l'Égalité des Chances de la Commission européenne, fondée par le Fonds social européen, est un laboratoire d'idées soutenant la stratégie européenne d'emploi Initiative et le processus d'inclusion sociale. Ce laboratoire d'idées a pour mission de promouvoir une vie professionnelle plus complète, en combattant la discrimination et l'exclusion basée sur le sexe, l'origine raciale ou ethnique,

la religion ou la croyance, le handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle.

⁴ Un centre de réadaptation est un lieu de vie mais aussi un lieu professionnel. Cela dépend du cas de l'individu.

⁵ Samhall est une société suédoise à responsabilité limitée appartenant à l'État dont la mission est de créer des emplois intéressants et valorisants à des personnes dont le handicap a réduit leur capacité de travail.

⁶ Voir présentation d'Ekobanken.

⁷ Processus de sortie et d'autonomisation : une étude sur les coopératives du projet de Vägen ut!, Ulla-Carin Hedin, Urban Herlitz, Jari Kuosmanen, Département du réseau social, Université de Göteborg, Décembre 2005.



GFBM

L'idée

Intégrer les chômeurs sur le marché du travail par l'intermédiaire de la formation sur le plan éducatif et professionnel, par le développement des compétences générales et des capacités de langage, mais aussi par le développement et l'évaluation des projets modèles et une éducation pédagogique avancée.

Les objectifs

1. Soutenir l'intégration des chômeurs et des personnes défavorisées sur le marché du travail.
2. Le but, c'est une éducation durable.
3. Créer des possibilités sociales et économiques nouvelles pour les personnes défavorisées.
4. Soutenir et développer les ressources basées sur la société, pour le bien de tous.



Contact

Ingo Vogt est responsable des relations publiques

Email

vogt@gfbm.de

Téléphone

(0049) 30 61 77 64 290

Site internet

www.gfbm.de

Date de création | Pays

1992 | Allemagne

Mots clés

insertion, entraînement, formation linguistique, marché du travail, immigrants

Le mode d'intervention

Statut juridique :

GFBM (Gesellschaft für berufsbildende Massnahmen ou société pour la formation professionnelle) est une association à but non lucratif (« Eingetragener Verein¹ » ou e.V.). Les décisionnaires sont la gérance, l'assemblée générale et le directeur général. Le contrôle et l'audit sont faits par l'assemblée générale. La société est certifiée ISO 9001 : 2008.

GFBM est membre du réseau régional Social Economy BVAA à Berlin et du réseau national Social Economy « BAG Arbeit e.V ».

Historique :

Berlin est une région métropolitaine avec beaucoup d'espaces urbains compacts, d'espaces verts, de parcs et de forêts. Berlin est une ville de 3,4 millions d'habitants qui fut marquée par la longue séparation de sa partie orientale et occidentale pendant plus de quarante ans et par son histoire antérieure comme centre politique de l'Allemagne et de la Prusse depuis le XVIII^e siècle.

En particulier certains quartiers appartenant à l'ancien Berlin Ouest regroupent des personnes qui y ont migré.

Certains quartiers sont considérés comme des quartiers riches, d'autres comme socialement difficiles et d'autres encore comme assez hétérogènes. Afin de résoudre les problèmes économiques (qui sont partiellement liés à la réunification), la mairie se concentre sur le développement des affaires dans de nombreuses branches, telles que les nouveaux médias et les nouvelles technologies, l'éducation, la recherche et le tourisme. Comme fournisseur de services d'éducation, fortement engagé dans la formation professionnelle, GFBM montre comment Berlin essaie de résoudre certains problèmes sociaux et culturels. GFBM participe à certaines de ces activités, en particulier celles qui concernent les problèmes sociaux, culturels et environnementaux.

Activités :

- Le premier type de service fourni par GFBM est l'appui direct aux personnes.
- GFBM offre une formation sur le plan professionnel et éducatif pour les chômeurs et les personnes défavorisées. GFBM est une société moyenne, qui emploie jusqu'à 350 personnes qui travaillent sur des moyens efficaces et innovants pour les personnes sur le marché du travail de Berlin. Ses partenaires sont différents types d'écoles (primaires, lycées et écoles professionnelles), d'agences de l'emploi et toutes sortes de sociétés. Dans le cadre de projets modèles, GFBM travaille avec des institutions publiques de différents niveaux (locales, régionales, fédérales et européennes). Dans ce cadre, GFBM souligne les problèmes tels que la langue, la migration et l'environ-

nement. GFBM emploie surtout des travailleurs sociaux, des enseignants et des formateurs professionnels. Afin d'obtenir une image complète, il faut y ajouter des employés tels que les comptables et les personnes responsables des travaux administratifs. Outre les élèves et les adolescents, le groupe cible principal est constitué de chômeurs et de personnes socialement défavorisées. GFBM dispose de 13 sites dans des quartiers différents de la capitale allemande, Berlin.

GFBM participe à certaines de ces activités, en particulier celles qui touchent aux problèmes sociaux, culturels et environnementaux, par exemple :

- Le club de jeunes « E-Lok » localisé à Friedrichshain (une sorte de club public où les jeunes peuvent se retrouver, avec un travailleur social / un formateur pour les guider, et où ils font du volontariat).
- Le centre d'information sur les forêts dans la scierie Grunewald, qui s'occupe du problème des ressources renouvelables.
- La pension de famille localisée dans un bel endroit de Wannsee, destinée aux jeunes et aux enfants.
- L'organisation de projets musicaux et théâtraux à Tempelhof-Schöneberg ou à Pankow.
- Le projet de reconstruction de la villa de Grünau.
- La création d'espaces publics (jardins d'intérêt public, avec des projets tels que le « jardin des pieds nus » ou le « jardin des sens » qui font partie de toute l'étendue des programmes de GFBM).
- La Société fournit les compétences média pour le projet « Kiezzzeit », un journal pour les jeunes publié par les jeunes, projet réalisé à Neukölln.

Outre l'appui direct aux personnes, GFBM vise aussi à apporter son conseil au niveau politique, sur le développement et l'évaluation des projets modèles et l'éducation pédagogiquement avancée. GFBM-Group se compose des projets suivants :

- GFBM e.V. : gestion du réseau, développement des projets, éducation et formation professionnelles.
- LOWTEC gGmbH : réalisation des opportunités d'emploi à temps partiel pour les chômeurs.
- INO Hennigsdorf gGmbH : éducation et formation professionnelles à Brandenburg.
- Dr Sven Walter Institut : appui linguistique et formation linguistique.
- ECEO Opole s.p.ł : éducation et formation professionnelles en Pologne.

Groupes Cibles :

- Les jeunes réfugiés qui doivent être préparés à la fois à la possibilité d'un retour dans leur pays et à l'intégration en Allemagne, par le biais de la socialisation professionnelle et linguistique.
- Les réémigrants allemands ethniques de l'Europe orientale et les bé-

néficiaires de l'asile, ainsi que leurs enfants, qui vivent une intégration rapide dans leur pays d'accueil, à travers l'enseignement qualifié des langues, l'apprentissage du langage technique professionnel, et l'enseignement des techniques culturelles.

- Les jeunes allemands et les étrangers pour lesquels des cours de préparation à un diplôme d'études secondaires de base augmentent les chances d'être intégrés sur le marché du travail (et/ou en formation).
- Les jeunes défavorisés - allemands et étrangers - qui souhaitent acquérir une qualification professionnelle en mécanique automobile ou en ébénisterie, etc.
- Les jeunes chômeurs de long terme, sans aucun certificat ou sans un certificat d'études suffisant.

Puisque les jeunes ayant moins d'opportunités sont pour GFBM l'un des principaux groupes cibles, ce dernier tient à les engager dans la nouvelle orientation du programme, c'est-à-dire l'association entre la formation professionnelle et éducative et la chance d'expérimenter différentes conditions de travail et de culture en Europe, de façon utile, pour améliorer leurs conditions de travail ainsi que leurs compétences sociales.

Pourquoi ça marche ?

- La flexibilité et une grande variété d'activités.
- Un personnel compétent et une forte motivation pour travailler avec les jeunes et les adultes ayant un besoin accru de soutien.
- Une expérience de 17 années de travail avec les jeunes et les adultes, beaucoup d'entre eux ayant des antécédents de migration. Les formateurs GFBM, les enseignants et les travailleurs sociaux ont une grande expérience avec les migrants. Ils ont mis en action beaucoup de mesures de formation pour ces participants et ils leur assurent le soutien dont ils ont besoin.

Les résultats

- Nombre d'employés : 450 en permanence en 2008 pour GFBM-Group.
 - En 2010, environ 600 jeunes ont appris un métier spécifique avec GFBM.
- Pour l'ensemble GFBM-Group, il y a environ 4 000 personnes bénéficiant de la qualification, des opportunités d'emplois et d'autres formations.
- Près de 31 branches/secteurs et 1 société mère/holding (association) regroupant 7 sociétés.
- 13 sites dans des quartiers différents de la capitale allemande, Berlin.

Données financières

- Chiffre d'affaires en 2008² : 30 millions d'euros (2007 : 28 millions d'euros).
- 90 % viennent de fonds publics (3 % des fonds européens, 27 % provenant de fonds nationaux et 60 % de fonds régionaux).
- 10 % viennent des revenus de l'association.
- Il y a aussi des contributions des membres et des donateurs.

Réduire le taux d'imposition des entreprises à but spécifique : le droit allemand précise que les sociétés finançant des projets ayant un objectif social de bien commun (« Zweckbetrieb »³) sont autorisées à bénéficier d'une réduction d'impôt (10 %).

Perspectives

- Nouveau développement de produits innovants dans l'éducation.
- Ouvrir de nouveaux domaines afin de rendre l'association plus indépendante vis-à-vis de l'aide publique et des subventions.
- Plus d'activités dans des projets pilotes nationaux et internationaux.

Le +

Turgut est un citoyen allemand d'origine kurde ; âgé de 24 ans, il vit à Berlin depuis plus de 9 ans, est marié et père de 2 filles en maternelle : « Même si je suis allé à l'école ici, en Allemagne, je n'ai jamais obtenu de diplôme. Jusqu'à présent, j'ai eu des expériences de travail dans le secteur de la construction. Mais je veux changer. Avec GFBM, j'ai trouvé une opportunité d'emploi en tant que porteur de marchandises. GFBM m'a appris à réaliser un appel téléphonique correct, à postuler pour un emploi et à préparer tous les documents de candidature. Après un travail à l'essai, je pourrai convaincre mon nouveau patron de me donner un véritable contrat. Je travaille depuis maintenant plus de 3 mois, je suis fier de pouvoir m'occuper de ma famille. »

¹ Ceci est spécifique pour l'Allemagne et signifie « organisation officiellement enregistrée, contribuable » et peut être comparé, même si ce n'est pas la même chose en ce qui concerne d'autres règles juridiques, à « fondation » en Hollande ou « organisation à but non lucratif » en Belgique.

³ C'est un terme allemand spécifique, désignant une « entreprise à but non lucratif, créée pour des buts spéciaux ». GFBM a fondé quelques organisations filiales comme Zweckbetrieb.

² Les données de l'an 2009 n'ont pas encore été publiées.



Bildungsmarkt Unternehmensverbund

Apprendre pour l'avenir

L'idée

Offrir toutes sortes de formation pour des personnes avec des difficultés pour qu'elles acquièrent ou valorisent des compétences et des qualifications nécessaires à leur (ré)intégration sur le marché du travail, notamment en collaborant avec des entreprises et des administrations.

Les objectifs

1. Organiser des formations professionnelles dans le commerce et l'industrie, le secteur des services, de l'éducation et de la santé.
2. Adapter continuellement les programmes de formation et les méthodes d'enseignement aux nouvelles demandes et conditions du monde du travail ; apporter innovation et amélioration par la collaboration avec des entreprises et des sociétés de conseil en formation et développement personnel.



Contact

Hans-Peter Eich est le directeur de Bildungsmarkt Unternehmensverbund

Email

hpeich@bildungsmarkt.org

Téléphone

(00 49) 30 48 52 23 0

Site internet

www.bildungsmarkt.de

Date de création | Pays

1986 | Allemagne

Mots clés

apprentissage, formation linguistique, mobilité, jeunes

3. Viser le retour à l'emploi sur le marché du travail régional, national ou européen grâce à son réseau avec des organisations nationales et gouvernementales, des chambres de commerce ou des associations de métiers, des écoles d'enseignement professionnel, des centres de formation et de préparation au marché du travail.
4. Cibler les chômeurs et intégrer les jeunes et adultes au marché du travail selon les besoins des entreprises.

Le mode d'intervention

Statut juridique :

Bildungsmarkt Unternehmensverbund est une société non-gouvernementale sans but lucratif qui, depuis 1986, emploie et apporte des qualifications à des personnes en vue de les utiliser sur le marché du travail. Leur mission est de donner des perspectives aux gens et aux entreprises et ils suivent ainsi l'objectif principal de l'économie sociale : l'intégration sociale.

Bildungsmarkt Unternehmensverbund est constitué d'une entreprise mère « Bildungsmarkt » et de 5 filiales dans différents quartiers de Berlin, chacune avec des finalités spécifiques :

- Bildungsmarkt Vulkan gmbh
- Bildungsmarkt Waldenser gmbh
- Kiezküchen gmbh
- Spok gmbh
- BIQ gmbh

Historique :

En 1986, six membres-fondateurs, pour la plupart des enseignants, ont apporté des qualifications professionnelles à 45 chômeurs qui ont suivi des formations orientées vers l'emploi. Le marché du travail, la société, les besoins économiques et même la République fédérale d'Allemagne ont beaucoup changé en plus de 20 ans. Aujourd'hui, 3000 personnes sont employées et acquièrent des qualifications par le biais de Bildungsmarkt Unternehmensverbund.

Activités :

Bildungsmarkt Unternehmensverbund offre des formations professionnelles de base pour des jeunes, des qualifications pour remplir les conditions requises pour suivre les formations professionnelles de base, des formations plus avancées, ainsi qu'un emploi et des qualifications pour les chômeurs. Une évaluation personnelle du potentiel et du profil des personnes ainsi qu'un accompagnement sont des choses habituelles dans tous les programmes de Bildungsmarkt.

On joint la formation professionnelle à des services dans la gastronomie, le commerce, les magasins, les sports et les soins de santé. La plupart

des restaurants de formation, des entreprises qui offrent des services, des maisons de commerce, des infrastructures sportives, des salles de réunions, des centres de conseil et des institutions sociales sont ouverts au public.

Bildungsmarkt Unternehmensverbund offre :

- Des formations individuelles adaptées aux besoins actuels des entreprises.
- Des certificats modulaires et des diplômes professionnels reconnus au niveau national et international.
- Des programmes de qualifications professionnelles qui sont en évolution permanente : des formations modulaires, évaluations individuelles, accompagnement et promotion de compétences interculturelles.
- Animation permanente d'un réseau croissant de partenaires au niveau national et international.

Bildungsmarkt Unternehmensverbund est actif dans les domaines de l'apprentissage, de la formation, de la qualification, des langues et des « emplois aidés par le service public » (des mesures d'activation et d'intégration selon les lois sociales, ce qui implique des subventions).

Les demandes et les conditions du marché du travail sont en évolution permanente, tout comme les programmes de formation et les méthodes d'instruction. Dans des projets pilotes, on étudie les demandes changeantes du marché et teste des nouveaux contenus, méthodes et instruments. Tout comme les structures sociales changent, le marché du travail change aussi. Les projets visent donc à s'inscrire dans cette dynamique. Beaucoup de formations de Bildungsmarkt Unternehmensverbund comprennent la formation de compétences interculturelles et la promotion de la mobilité.

Voici certains des projets locaux en cours :

1. Alliance pour la communication interculturelle sur le lieu de travail et pendant la formation professionnelle sur le district Berlin-Mitte : en lançant BIKa Mitte, Bildungsmarkt Unternehmensverbund a mis en place une alliance dans tout le district pour améliorer l'accès à la formation et à l'emploi pour des jeunes d'origine étrangère. Ce projet a le soutien du Ministère Fédéral Allemand du Travail et des Affaires Sociales à travers le programme Xenos « Intégration et Diversité » et du Fonds social européen.
2. Gestion d'aide ménagère à Berlin : formation sur le terrain aux services d'aide ménagère. L'objectif de ce projet est d'améliorer les structures de formation sur le terrain pour des travaux d'aide ménagère en organisant des rencontres pour la coopération entre partenaires sur site et hors site.

Des projets internationaux sont aussi mis en œuvre dans les domaines de la mobilité, l'apprentissage des langues, des formations interculturelles, des méthodes nouvelles, de nouveaux marchés : Bildungsmarkt Unternehmensverbund collabore avec 25 partenaires venant de 12 pays européens dans des projets pilotes soutenus par des programmes européens d'éducation et de formation professionnelle.

De plus, les thématiques environnementales sont largement prises en compte. Il y a des projets centrés sur l'installation de l'énergie solaire ou sur les thèmes comme « la tendance diététique en cuisine : les aspects biologiques et durables de l'alimentation » dans les restaurants.

Il y a aussi des projets en faveur des sans-abris et des plus démunis. Les services à but non lucratif de Bildungsmarkt Unternehmensverbund soutiennent des activités sociales ainsi que d'autres organisations.

Leurs clients sont des organisations gouvernementales, des institutions municipales et des entreprises. Leurs partenaires sont des associations commerciales, des entreprises, des écoles d'enseignement professionnel et des centres de formation dans 12 pays européens.

Bildungsmarkt Unternehmensverbund est membre du réseau régional « Économie social » BVAA et du réseau national de l'économie sociale « bag Arbeit e.V. ».

Groupes Cibles :

Des jeunes, des adultes, des étudiants et des projets locaux spécifiques pour des immigrés.

Pourquoi ça marche ?

- Des idées innovatrices pour des formations très proches du marché du travail et des adaptations permanentes aux changements et aux besoins de ce marché.
- L'établissement permanent d'un réseau régional, national et international

Les résultats

- Pour l'instant, 3000 jeunes et jeunes adultes ont reçu une formation dans un de leurs centres. Ils sont soutenus et supervisés pendant leur formation initiale et leur qualification par 450 employés de Bildungsmarkt Unternehmensverbund.
- 450 employés permanents dont :
 - 10 personnes handicapées,
 - 80 immigrés,
 - 20 personnes avec de basses qualifications.
- Au cours des vingt dernières années, à peu près 3000 personnes par an ont été formées et la plupart d'entre elles (dans la formation professionnelle environ 80%) ont trouvé un emploi.
- Une trentaine d'entités à Berlin (Allemagne). En Europe : 25 organisations-partenaires à long terme.
- Une réserve d'environ 500 entreprises basées à Berlin et susceptibles d'accueillir des personnes sur des postes de travail ou de formation.

Données financières

Chiffre d'affaires en 2008 : 25 millions d'euros (totalement réinvestis).

Les activités sont en partie financées par des subventions, en partie par de l'auto-financement :

- 80 % (20 % de fonds nationaux et 60 % de fonds régionaux) proviennent des fonds publics et de subventions.
- 20 % proviennent des revenus propres.

Bildungsmarkt Unternehmensverbund profite aussi d'un taux d'impôt réduit du fait de mener une activité économique avec un but spécial (« entreprise à but spécifique ») et une exonération de la taxe sur les plus-values.

Perspectives

Le défi pour Bildungsmarkt Unternehmensverbund est de cultiver et d'accroître les partenariats régionaux, nationaux et internationaux, de rester innovante sur le plan pédagogique, de mettre en valeur le travail et les thèmes environnementaux et de continuer à mettre l'accent sur l'apprentissage des langues et des compétences culturelles.

« Apprendre pour l'avenir » est le slogan que Bildungsmarkt a concrétisé pendant plus de 20 ans.

Le +

- Kiezküchen ggmbh – une filiale de Bildungsmarkt Unternehmensverbund – a été fondée en 1991. Chaque année, elle offre des qualifications à un millier de jeunes pour des professions dans la gastronomie ou liées à la gastronomie. L'offre s'étend de l'enseignement jusqu'à la préparation professionnelle et le développement personnel. En collaboration avec Bildungsmarkt Unternehmensverbund, l'hôtellerie Kiezküchen développe des formations dans le secteur de l'hôtellerie et des pensions de famille. Toutes les entreprises de Kiezküchen sont des ateliers de formation. Kiezküchen donne du travail à 150 employés contractuels.
- Il assure les services dans les loges-VIP de l'équipe de hockey sur glace allemande EHC Eisbären plusieurs fois championne dans la compétition 02-World. Kiezküchen s'occupe aussi de la restauration et des services dans des centres de conférence à Berlin. Il organise aussi des projets en faveur de jeunes pour promouvoir une alimentation plus saine.
- Ensemble avec des partenaires européens, Kiezküchen fait la promotion de la mobilité et de l'apprentissage interculturel et développe de possibilités de e-learning.

- Kiezküchen est aussi co-fondateur du réseau Européen « Astrum ». Ce réseau d'ateliers de formation pour l'hôtel et le tourisme continue à développer des méthodes de formation.
- Hommes et femmes sont mis à pied d'égalité. Et le nombre de participants d'origine étrangère est très élevé.
- Entre 40 % et 50 % des ces participants parviennent à trouver un emploi qui correspond à leurs attentes individuelles.



Photo: Frédéric AchdouUrba

France Initiative

L'activité

France Initiative est un outil de développement économique local fondé sur la solidarité des acteurs économiques d'un territoire (collectivités locales, entreprises, banques, agences de développement/consulaires, etc). France Initiative est l'un des principaux réseaux associatifs d'accompagnement et de financement des créateurs et repreneurs d'entreprises en France.

France Initiative apporte un financement sous forme de prêts d'honneur qui sont des prêts à la personne à taux zéro et sans garantie personnelle, remboursé entre 3 et 5 ans, destiné à renforcer les fonds propres du créateur et à faire effet de levier sur l'obtention de crédits bancaires pour son entreprise. Outre le prêt, France Initiative apporte au créateur un accompagnement pendant les premières années d'activité, notamment par le soutien d'un parrain issu du monde de l'entreprise.



FRANCE INITIATIVE

Site internet

www.france-initiative.fr

Date de création | Pays

1985 | France

Mots clés

microcrédit professionnel, entrepreneurs, prêt d'honneur, accompagnement, parrainage, réseau

France Initiative assure son ancrage local avec les 245 « plate-formes France Initiative », organisées en associations indépendantes ayant leur propre comité d'agrément qui décide de l'octroi des prêts d'honneur. Cela représente 611 permanents et 14 200 bénévoles dont 4.600 sont parrains des projets.

France Initiative exporte aujourd'hui son savoir-faire à l'étranger, en soutenant la création d'associations au Maroc, une au Burkina Faso (Tenkodogo Initiative) et en Roumanie (Montan Initiative).

Les résultats

En 2009 :

- 15 000 créations ou reprises d'entreprises financées (+ 10 %).
- 46 000 chefs d'entreprises en cours d'accompagnement et 8 200 parrainages.
- 133 millions d'euros de prêts d'honneur engagés (+ 28 %), dont 109 millions d'euros sur les fonds de prêts des plate-formes (+ 6 %) et 24 millions d'euros au titre de Nacre.
- Environ 800 millions d'euros de prêts bancaires associés aux interventions financières des plate-formes, dont 742 millions d'euros associés aux seuls prêts d'honneur (+ 22 %).
- 33 450 emplois créés ou maintenus à la création ou à la reprise (+ 6 %).
- 7 800 euros : montant moyen du prêt d'honneur.
- 87 % : taux de pérennité à trois ans des entreprises aidées.
- 97 % : taux de remboursement.
- Parmi les porteurs de projets, 63 % des chômeurs, dont 19 % de longue durée.

Boutiques de Gestion

L'activité

Créées par des chômeurs, au moment du deuxième choc pétrolier, les Boutiques de Gestion accompagnent, depuis 30 ans, les initiatives économiques individuelles ou collectives, que ce soit dans les quartiers, les zones rurales, les agglomérations et s'adressent à tous les publics, demandeurs d'emploi, retraités, salariés, hommes, femmes ou jeunes. Elles participent ainsi activement à la revitalisation du tissu économique et du développement local.

La palette d'intervention est très large : émergence d'idées, parcours d'accompagnement, couveuse d'entreprises, appui au développement des associations et des entreprises, gestion des pépinières. Offre de services qui peut s'adapter en permanence aux nouveaux besoins des publics et des territoires. Elles proposent des formations adaptées et surtout accompagnent les créateurs tout au long du projet et assurent un suivi de la jeune entreprise.

Site internet

www.boutiques-de-gestion.com

Date de création | Pays

1980 | France

Mots clés

accompagnement,
entrepreneurs, formation,
financement

L'action des Boutiques de Gestion s'inscrit dans une forte logique partenariale au service des porteurs de projets, des chefs d'entreprise et des territoires, notamment avec l'Union européenne, l'État français, la Caisse des dépôts¹, les collectivités locales (conseils régionaux, conseils généraux, villes, etc.), l'Agefiph², les grandes entreprises, Fongecif³, le Pôle emploi⁴, Oséo⁵, Crédit Coopératif, etc.

Dans le cadre du nouveau dispositif d'accompagnement à la création d'entreprise NACRE, 100% des Boutiques de Gestion ont été labellisées par l'État comme opérateur, gage de la reconnaissance d'une expertise et d'une capacité à accompagner de manière sécurisée et responsable les porteurs de projet vers la création d'entreprises pérennes.

Depuis 1997, afin de valoriser leurs actions et de médiatiser des parcours exemplaires qu'elles ont accompagnés, les Boutiques de Gestion organisent le Concours Talents de la création d'entreprise qui récompense chaque année 100 créateurs d'entreprises pour leur démarche entrepreneuriale. Près de 6 millions d'euros de dotations ont été versées.

Les résultats

Les Boutiques de gestion, c'est :

- 430 implantations partout en France
- 920 conseillers salariés et 750 administrateurs bénévoles, acteurs économiques locaux.
- 15 501 entreprises créées ou reprises.
- 19 530 emplois créés.
- 11 004 personnes formées avant la création.
- 1 790 projets testés en grandeur réelle par ses couveuses.
- 14 516 entreprises appuyées dans leur développement, 242 entreprises hébergées dans les pépinières qu'elles animent et 1.633 associations appuyées dans leur développement et la consolidation de leurs emplois.
- 75 % des entreprises pérennes à 3 ans.

¹ Voir présentation Caisse des Dépôts et Consignation.

² L'Agefiph accompagne les personnes handicapées et les entreprises, en leur apportant des aides, des conseils et l'appui d'un réseau de partenaires travaillant en synergie pour préparer, insérer et consolider dans l'emploi les personnes handicapées, ce qui constitue une mission de service public déclinée dans le cadre d'une convention avec l'État, dont le principe est inscrit dans la loi Handicap du 11 février 2005.

³ Fongecif veut dire Fonds de Gestion du Congé Individuel de Formation, il s'agit d'un acteur primordial de l'information et de l'orientation des salariés dont les activités s'articulent autour de deux missions : l'accompagnement, l'information et l'orientation des salariés d'une part et d'autre part, le financement des projets professionnels.

⁴ Voir cadre légal France.

⁵ Oséo est un établissement public qui gère trois métiers : le soutien à l'innovation, la garantie des

concours bancaires et des interventions en fonds propres et le financement des investissements et du cycle d'exploitation en partenariat avec les établissements bancaires classiques. C'est un formidable outil pour la création ou la reprise d'entreprises et l'innovation, présent sur l'ensemble du territoire.

⁶ Voir présentation NACRE

F E B E A | S E F E A

FEBEA



Présentation

FEBEA est la Fédération Européenne de Finances et Banques Ethiques et Alternatives, association internationale sans but lucratif de droit belge, créée à Bruxelles en 2001 par Banca Etica (Italie), Bank Für Sozialwirtschaft (Allemagne), Caisse Solidaire du Nord Pas-de-Calais (France), Credal (Belgique), Crédit Coopératif (France), Hefboom (Belgique), la Nef (France) et TISE (Pologne).

Développer la finance éthique et solidaire en Europe de manière concrète

La FEBEA compte 24 membres issus de 11 pays de l'Union européenne et 2 pays de l'AELE. Banques écologiques, banques coopératives, coopératives d'épargne et de crédit, sociétés financières, de capital risque, fondations, les établissements membres de la FEBEA sont diverses par leur forme mais tous

partagent le même souci de transparence et d'utilité sociale et environnementale.

Au-delà d'être un lieu d'échanges et de partage d'expériences, le but de la FEBEA est de créer des instruments financiers capables de soutenir les initiatives existantes en Europe et favoriser le développement de nouvelles initiatives en matière de finance alternative.

Créer ensemble des outils financiers solidaires

À ce jour, la FEBEA a créé trois outils gérés par ses membres :

- le Fonds de Garantie Mutuelle « Garantie Solidaire », géré par le Crédit Coopératif (France),
- « Choix solidaire », Sicav gérée par la société de gestion du Crédit Coopératif (France),
- la « SEFEA », société d'investissement gérée par la Banca Popolare Etica (Italie).

Travailler ensemble dans une dynamique européenne

A côté de ces outils, la FEBEA a mis en place plusieurs commissions et groupes de travail comme le groupe « Financement vers le Sud et Commerce équitable », le groupe « Financement des Infrastructures Sanitaires et Sociales en Europe » ou encore le groupe « Développement Durable » dont le but est également de créer des outils en rapport avec leurs problématiques propres.

La FEBEA veut donc apporter son soutien à la finance solidaire, aux entrepreneurs responsables de l'économie sociale et solidaire, qui souvent ont des difficultés à trouver des financements auprès du système bancaire traditionnel.

Les membres de la FEBEA échangent leurs bonnes pratiques et font se rencontrer leurs réseaux d'économie sociale et solidaire entre eux. C'est une approche résolument européenne de la finance éthique et solidaire qui les guide.

Membres

APS Bank Ltd - Malte :

APS Bank fut fondée en 1910 comme un des projets mis en place par l'Unione Cattolica San Giuseppe. Son objectif principal était d'introduire chez les classes ouvrières des habitudes d'épargne. Au fil des années, la banque a évolué et s'est développée pour enfin se positionner comme une institution financière efficiente, en conservant l'activité bancaire de détail comme sa plus grande force. APS Bank a pour mission d'offrir des services financiers de qualité et performants, en accord avec l'engagement éthique et social de ses actionnaires. L'attention au client, le développement des collaborateurs et l'innovation sont les clés de succès de la banque.

En collaboration avec l'une de ses filiales, APS Consult Ltd, la banque continuera de développer ses réseaux et interviendra directement entre organisations maltaises et entités de la zone euro et de la zone méditerranéenne, pour aider les premières à être prêtes à se confronter aux réalités d'un monde économique moderne.

Total Bilan 2010 : 787 millions d'euros



www.apsbank.com.mt

Banca Popolare Etica - Italie :

Banca Etica est née afin d'encourager des initiatives socio-économiques s'inspirant des principes d'un modèle de développement humain et social durable, où la production de la richesse et sa distribution sont fondées sur des valeurs de solidarité et responsabilité vis-à-vis de la société civile. La banque gère l'épargne de citoyens, familles, organisations et institutions, et elle l'investit dans des initiatives qui poursuivent des objectifs à la fois sociaux et économiques, tout en respectant la dignité humaine et l'environnement. Née en 1999 à Padoue, Banca Etica est la première institution de finance éthique italienne, et elle trouve ses racines dans le monde des organisations du tiers secteur, du bénévolat, du commerce équitable et de la coopération internationale. Aujourd'hui elle compte 13 agences et un réseau étendu de promo-



www.bancaetica.com

teurs financiers appelés “ banquiers ambulants ” (“banchieri ambulanti”).

Total Bilan 2010 : 747 millions d'euros

Bank Für Sozialwirtschaft - Allemagne :

Fondée en 1923 par six grandes associations sociales que sont le Service d'assistance sociale des travailleurs, la Croix-Rouge allemande, l'association Caritas allemande, l'Œuvre diaconale de l'Église évangélique allemande, l'organisation des fondations non-affiliées et l'Agence centrale d'assistance sociale pour les juifs d'Allemagne, la BFS est une banque spécialisée dans les secteurs du social et de la santé. Banque à vocation générale, elle propose des prêts et des crédits, des placements et des services de paiement, en particulier pour les institutions et organismes de l'économie sociale. La BFS développe également une mission de conseil sur toutes les questions bancaires, de gestion d'entreprise et de financement. La BFS est une société par actions non-cotée dont les principaux actionnaires sont ses membres fondateurs.

Total Bilan 2010 : 6 038 millions d'euros

Banque Alternative Suisse BAS - Suisse :

La Banque Alternative Suisse, fondée en 1990, œuvre avec des principes éthiques, renonce à maximiser son profit, réfute l'évasion fiscale et place son activité sous le signe de la transparence. Elle encourage la solidarité entre déposants et emprunteurs et promeut l'égalité des chances entre les sexes. La BAS offre les produits bancaires usuels à sa clientèle et accorde des crédits pour l'agriculture biologique, l'habitat durable, les énergies renouvelables, la formation et la culture, ainsi qu'à des petites et moyennes entreprises actives dans le domaine de l'environnement, du commerce équitable ou du social.

Total Bilan 2010 : 1 014 million CHF
(environ 842 millions d'euros)



www.sozialbank.de



www.bas-info.ch

BBK Solidarioa Fundazioa - Espagne :

BBK Solidarioa est le projet de fondation de la BBK (Bilbao Bizkaia Kutxa), caisse d'épargne de Viscaye - Espagne. L'activité de la BBK Solidarioa consiste à favoriser l'accès au système financier des personnes exclues ou en risque d'exclusion. Pour cela, elle a créé un dépôt solidaire pour capter l'épargne et l'investir dans des projets personnels, professionnels ou sociaux. Les activités financées par BBK Solidarioa doivent remplir un ensemble de critères de nature éthique et sociale, de durabilité, de retour positif pour les personnes et la société, de respect de l'environnement, etc.

BBK, caisse d'épargne de Bilbao et de Bizkaia, possède 428 agences. Le budget de la fondation BBK Solidarioa s'élevait à 15 millions d'euros en 2010.

Total Budget 2010 : 15 millions d'euros

Caisse Solidaire du Nord Pas-de-Calais - France :

La Caisse Solidaire a été créée en octobre 1997. Sa vocation, dans une région de vieille tradition industrielle, est de financer les projets des créateurs de très petites entreprises (TPE) qui rencontrent des difficultés pour accéder au crédit, ainsi que tout porteur d'un projet innovant et créateur d'emplois dans le secteur associatif. Plus généralement, la Caisse Solidaire a vocation à financer tout projet s'inscrivant dans une démarche d'Economie Solidaire. Elle trouve sa ressource auprès d'épargnants solidaires qui acceptent une rémunération réduite de leur argent.

Total Bilan 2010 : 9,6 millions d'euros

Cassa Centrale Banca - Credito Cooperativo del Nord Est S.P.A. - Italie :

Créée en 1974 afin de coordonner les activités des banques coopératives de crédits, Cassa Centrale Banca développe des activités financières et bancaires, en particulier des activités menées suivant la démarche coopérative. Sa mission est de contribuer au développement économique et social de la pro-



www.bbk.es



www.caisse-solidaire.org



www.cassacentrale.it

vince de Trento et des autres territoires où sont basés ses membres, parmi lesquels on compte les membres des Casse Rurali Trentine (46 entités), du Credito Cooperativo Veneto (26 entités), de BCC Friuli Venezia Giulia (12 entités) et d'autres membres privilégiés comme Banca Etica. Cassa Centrale Banca, en coopération étroite avec la Fédération locale et avec les départements informatiques du Nord-Est, appuient et intègrent l'activité des Caisses rurales et des Banques de Crédit Coopératif (Casse Rurali/Banca di Credito Cooperativo), soit plus de 90 banques coopératives, en développant et en améliorant leurs services et en fournissant une assistance technique et financière, pour promouvoir le système et le développement du crédit coopératif. Le siège social de Cassa Centrale Banca est basé à Trento. Son capital social s'élève à 140 millions d'euros.

Total Bilan 2010 : 2 570 millions d'euros

Charity Bank – Royaume-Uni :

Charity Bank fut établie en 2002, à la suite du succès d'une expérience pilote de fonds de crédit. Charity Bank est une organisation caritative agréée, la seule et unique « fondation » à avoir été agréée comme banque en Europe, entièrement soumise aux régulations bancaires. Elle propose d'utiliser les liquidités des particuliers et des entreprises comme une ressource financière accessible pour des prêts à des associations caritatives et à des entreprises sociales. A travers son activité, Charity Bank cherche à faire changer les comportements et à développer le marché de la finance solidaire, qui se situerait entre les subventions et la finance traditionnelle. En 2003, elle a été la première banque à recevoir l'agrément du gouvernement de Grande Bretagne dans le cadre du « community investment tax relief », un système de déduction fiscale pour les investissements réalisés auprès des communautés défavorisées par des intermédiaires agréés. Si Charity Bank consacre son activité au seul territoire britannique, construire un réseau international de partenaires de confiance capable d'adopter des valeurs communes dédiées à l'investissement social l'intéresse énormément.



www.charitybank.org

Total Bilan 2010 : 68 millions GDP
(environ 76 millions d'euros)

Colonya, Caixa Pollença - Espagne :

La Colonya, Caixa Pollença (Espagne), est une caisse d'épargne fondée en 1880 par Guillem Cifre de Colonya, à Majorque en Espagne. Avocat et pédagogue, il développa de nombreux projets destinés à moderniser sa ville, Pollença, tant d'un point de vue social que culturel. Il créa ainsi l'Institut d'Education Libre, qui prônait des valeurs très modernes, comme l'enseignement mixte et la laïcité. C'est dans cet esprit d'ouverture et pour lutter contre les pratiques d'usure que la Caixa Pollença fut ouverte.

Aujourd'hui, Colonya, Caixa Pollença dispose de 21 sites sur l'ensemble des Iles Baléares, et continue de promouvoir le développement social et culturel de la région, à travers ses activités financières et sa « Fondation Guillem Cifre de Colonya ». En 1999, Caixa Pollença a créé l'Estalvi Etic, qui dispose d'un comité éthique et développe d'une part une activité de dépôt à destination d'épargnants sensibilisés par les enjeux environnementaux et sociaux et d'autre part, une activité de crédits à des conditions préférentielles, apportant ainsi une solution financière à des organisations et projets respectueux des principes éthiques et solidaires. L'ensemble des dépôts de l'Estalvi Etic s'élevait à 16.5 million d'euros en 2009.

Total Bilan 2010 : 350 millions d'euros

Groupe Cédal - Belgique :

Créé en 1984, le Groupe Cédal est une organisation de crédit alternatif qui veut renforcer la cohésion sociale et développer une société durable à travers la finance solidaire. Le cœur de Cédal, c'est donc l'argent qui est placé par ses coopérateurs et qui est prêté :

- à des organisations d'économie sociale (insertion socio-professionnelle, commerce équitable, coopératives de travailleurs, maisons médicales, accueil des sans-abris, logement social) sous forme de crédits solidaires,
- à des micro-entrepreneurs sous forme de microcrédits,



www.estalvietic-colonya.com



www.credal.be

- et à des personnes faisant face à des besoins essentiels pour leur projet de vie mais qui sont exclus bancaires, sous forme de crédit social accompagné.

Credal a développé une activité de conseil pour renforcer son action au service des organisations sociales et des personnes exclues du marché de l'emploi, en particulier le programme « Affaires de Femmes, Femmes d'Affaires » qui accompagne et forme des femmes sans emploi pour leur permettre de créer leur propre activité.

Total Bilan 2010: 22 millions d'euros

Crédit Coopératif - France :

Le Crédit Coopératif est une banque coopérative dont la vocation est de concourir au développement des entreprises d'économie sociale, associations, coopératives, mutuelles, groupements d'entreprises, entrepreneurs sociaux et organismes d'intérêt général, dans une logique de réponse à leurs besoins et de coproduction de services.

De la proximité avec ses sociétaires est né le premier placement solidaire, dès 1983.

Pionnier de la finance éthique et solidaire, le Crédit Coopératif met son expertise au service de ses clients et partenaires, attentif à la promotion d'une économie et d'une finance respectueuses de l'homme et de son environnement. En 2011, il a mis en place une contribution volontaire sur les transactions de change - la CVTC - Change solidaire, solution innovante pour contribuer au développement.

Total Bilan 2010 : 12 220 millions d'euros

Cultura Bank - Norvège:

La banque Cultura a été fondée en 1997 comme une caisse d'épargne après avoir existée pendant quelques années comme une association coopérative d'épargne et de crédit. L'objectif de la banque est de contribuer à construire une société meilleure par le financement de projets ayant un impact positif sur l'environnement, la culture et le domaine social. Aujourd'hui, la banque a plus de 3 800 clients

partout en Norvège. Les secteurs d'activités les plus importants qui composent le portefeuille de prêts de la banque sont l'agriculture biologique, comprenant la production et la distribution de produits naturels, l'éducation, les domaines de la santé et de la médecine et les activités culturelles telles les troupes de théâtre gratuit, plusieurs artistes et artisans. Outre l'analyse économique du projet, la banque prend en compte son profil environnemental et son impact sur la communauté locale et l'emploi, elle analyse à quels besoins sociaux l'initiative répondra, etc. Cultura Bank est aussi active dans le secteur de la microfinance à destination des migrants et des femmes entrepreneurs. La banque offre une gamme de produits bancaires basiques aux individus et personnes morales et des services de banque en ligne.

Total Bilan 2010: 53 millions d'euros

Ekobanken - Suède :

Créée en 1996, Ekobanken Medlemsbank est une banque sociale et éthique qui offre une gamme de services bancaires complète aux organisations et des produits d'épargne et de crédits aux particuliers. Les comptes d'épargne ont tous un caractère éthique, qu'ils soit de type classique ou dédiés aux investissements de long terme. Ekobanken dispose d'une expérience approfondie de l'économie sociale en Suède et s'est dotée d'une gamme d'outils efficaces pour financer les entreprises et les projets. La banque est implantée partout dans le pays et est localement représentée par des représentants volontaires. Ekobanken est une banque démocratique et coopérative, engagée à créer de la valeur pour ses membres.

Ekobanken est la seule banque de la sorte en Suède.

Total Bilan 2010: 47 millions d'euros

Etimos - Italie :

Créé en 1989, Etimos est un consortium financier international, basé en Italie, qui investit dans les pays en voie de développement, afin de soutenir des institutions de microcrédit, des coopératives



www.credit-cooperatif.coop



www.cultura.no



www.ekobanken.se



www.etimos.it

de producteurs, des initiatives de microentreprises et des organisations de promotion sociale. Il est un trait d'union entre deux exigences complémentaires: la demande croissante de crédits et de capitaux de la part des organisations du Sud et la recherche de produits financiers qui garantissent un double rendement, économique et social, à un ensemble toujours plus large d'investisseurs. Etimos gère un portefeuille d'environ 21 millions d'euros et regroupe 283 membres provenant de 40 pays en Europe, Afrique, Asie, Amérique Centrale et Amérique du Sud. Parmi ses partenaires, on compte des institutions financières, des entreprises coopératives, des fondations, des banques, des organismes religieux, des coopératives et des associations.

Depuis 2010, Etimos est aussi promoteur et gestionnaire de fonds d'investissement en microfinance, comme Etimos Fund Global Microfinance Debt et Fefisol (ce dernier en collaboration avec Sidi et Alterfin).

Total Bilan 2010 : 36 millions d'euros

Femu Qui - France :

Créée en 1992, Femu Qui est une société régionale de capital investissement. Elle se différencie des sociétés à capital risque classiques en ne s'inscrivant pas dans la seule logique de haute rentabilité financière. La société investit en participations minoritaires dans tous les secteurs d'activité, dans le cadre de la création, du développement d'entreprises. L'objectif de Femu Qui est de contribuer concrètement au développement économique de la Corse, via la mobilisation de l'épargne populaire, par la création d'emplois en Corse, avec comme priorités la réduction de la dépendance économique et la valorisation des ressources locales.

Total Bilan 2010 : 10 millions d'euros

Fiare - Espagne :

Le projet Fiare a été soutenu initialement par Fundación Fiare, une fondation basque créée par 52 mouvements sociaux basques afin de promouvoir l'investissement et l'épargne socialement respon-

sable. En octobre 2005, 400 mouvements sociaux espagnols organisés en réseaux régionaux rejoignent la Fondation Fiare pour collecter du capital social et commencer une activité financière comme agents de Banca Popolare Etica. C'est ainsi que Fiare SI est créée. Fin 2010, le réseau de membres couvre toute l'Espagne et Fiare dispose d'agences à Bilbao, Madrid et Barcelone. L'activité financière de Fiare en tant qu'agent s'élève à 40 millions d'euros de prêts et de dépôts. Une levée de capital social est en cours depuis 2009 pour prochainement constituer une coopérative de crédit qui offrira des produits d'épargne traditionnels et des services de banque en ligne. Fin 2010, le capital social s'élève à 2.3 millions d'euros, apporté par plus de 2 000 sociétaires. L'activité de crédit se concentre à 4 secteurs : (1) le commerce équitable et la coopération avec le Sud, (2) l'insertion sociale et l'économie solidaire, (3) l'agro-écologie et (4) la transformation des valeurs à travers l'éducation et la recherche. Les réseaux d'économie solidaire, les réseaux d'ONG, les organisations de commerce équitable, les fédérations de coopératives et les Caritas composent principalement le sociétariat de Fiare.

Total Capital social 2010: 2.3 million d'euros

Hefboom - Belgique :

Hefboom (Belgique) est une entreprise autonome qui soutient la création et le développement d'entreprises solidaires en Flandre et à Bruxelles. Hefboom entend ainsi apporter une contribution active à l'éclosion d'une économie et une société plus solidaire. Comment Hefboom réalise-t-elle concrètement ces objectifs?

- en offrant des financements, des conseils et une aide à la gestion aux entreprises solidaires ;
- en offrant aux épargnants et aux investisseurs des produits financiers respectueux de critères éthiques, qui leur permettent d'investir dans des entreprises solidaires ;
- en multipliant les moyens de faire connaître le concept d'entreprise solidaire afin de sensibiliser à la fois le monde économique, les pouvoirs publics et les médias ;



www.femu-qui.com



www.fiare.org



www.hefboom.be

- en dirigeant et organisant Hefboom comme une entreprise solidaire.

Total Bilan 2010 : 25 millions d'euros



www.integra.sk

Integra Co-op - Slovaquie :

La Coopérative Integra a été créée en 1995 en Slovaquie comme le premier véhicule d'investissement de finance solidaire en Slovaquie. Integra a deux principaux domaines d'investissement: la micro-entreprise pour les femmes en difficultés et l'entreprise sociale menant une stratégie claire de responsabilité sociale. Travaillant avec la Fondation Integra (ONG partenaire), la coopérative Integra offre des services financiers (micro-crédit, capitaux propres) alors que la Fondation Integra offre plusieurs services d'appui au développement des entreprises, comme des services de conseil, de développement de business plan et d'accès au marché. La Cooperative Integra réalise également des projets d'assistance technique pour d'autres organisations d'économie sociale en Europe Centrale et de l'Est. Integra est un acteur leader du commerce équitable en Europe Centrale et de l'Est où elle fut la première à introduire le café équitable dans cette zone. Integra investit aussi dans des entreprises sociales d'Afrique orientale, en particulier dans les secteurs du commerce équitable et du tourisme éthique.

Total Bilan : 1 million d'euros

Société Financière de La Nef - France :

Depuis sa création en 1988, la Société financière de la Nef exerce une double activité de collecte d'épargne et d'octroi de crédit.

L'épargne collectée est déposée par des particuliers, des associations et des entreprises, désireux de donner un sens à leur argent. Les financements débloqués permettent de soutenir la création et le développement de projets à forte plus-value sociale et/ou environnementale.

Chaque année, la liste intégrale des prêts débloqués est publiée : chaque épargnant peut ainsi se rendre compte de l'utilisation qui a été faite de son argent.

Depuis plus de 20 ans, la Société financière de la Nef est le seul établissement financier engagé dans la gestion éthique et transparente de l'épargne citoyenne en France. Aujourd'hui, près de 30 000 sociétaires ont choisi d'exercer leur responsabilité sur leur argent en y déposant leur épargne ou en y souscrivant un prêt. Et chaque mois, ce sont près de 300 nouveaux sociétaires qui franchissent le pas, porteurs d'une volonté de changement sur l'organisation économique et sociale de notre monde.

La Société financière de la Nef est un établissement agréé et contrôlé par la Banque de France. Tous les produits d'épargne solidaire de la Nef sont labellisés par Finansol.

Total Bilan 2010 : 322 millions d'euros

Merkur Bank - Danemark:

La banque coopérative Merkur Bank a été fondée en 1982. Merkur est présente dans les quatre plus grandes villes du Danemark (Copenhague, Aalborg, Århus et Odense, dont l'agence a été ouverte en 2007). Fin 2010, la banque avait plus de 17 000 clients et plus de 3 200 coopérateurs. Merkur Bank octroie des prêts aux types de projets suivants :

- Environnement : agriculture et produits alimentaires biologiques, énergies alternatives, technologie verte ;
- Education et culture : écoles gratuites, crèches, éducation, culture ;
- Responsabilité sociale : établissements et maisons pour personnes mentalement déficientes ou pour tout autre public en difficultés ;
- Communautés de village : projets ayant pour but d'assurer l'intégrité des services (logement, énergie, vie sociale, etc.)
- Financement du commerce équitable : octroi de prêts à des coopératives et à des producteurs dans les pays en développement par le biais de crédits de préfinancement sur ordre.

Total Bilan 2010: 229 millions d'euros



www.merkurbank.dk



www.lanef.com



www.oekogeno.de

OekoGeno eG - Allemagne :

OekoGeno est une société d'investissement sous forme coopérative basée à Fribourg. De par ses statuts et ses convictions (ouverture, transparence), cette coopérative de 16 000 membres accompagne les projets visant une société plus humaine, écologique et durable. Son objectif est de rassembler de l'argent éthique (sans intérêt spéculatif) pour des projets éthiques (durable économiquement, irréprochables éthiquement et écologiquement et répondant aux besoins réels de la population). OekoGeno est une structure à trois têtes :

- OekoGeno e.G, la coopérative qui propose aux membres des services financiers (conseils, produits financiers, assurances, crédits et investissements écologiques) et des services divers (maisons de vacances, produits bio, parrainage viticulteurs) ;
- OekoGeno SARL Projet qui propose des fonds dédiés aux projets d'énergies renouvelables (5 fonds solaires déjà institués) ;
- OekoGeno SARL Participation qui prend des participations directes dans des entreprises écologiques et durables.

Total Bilan 2010: 4 millions d'euros



www.sidi.fr

SIDI - France :

Solidarité internationale pour le développement et l'investissement, SIDI est une société anonyme de financement solidaire qui a été créée en 1983 par le CCFD (Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement) afin de prolonger et diversifier son action dans le domaine économique. La SIDI est une société spécialisée dans l'appui financier et technique aux organisations, des pays du Sud et de l'Est, qui fournissent des services financiers adaptés aux petits entrepreneurs, exclus des circuits bancaires, faute de garantie et de ressources propres. L'objectif est de promouvoir des initiatives économiques pérennes et de favoriser la mise en place d'un tissu économique et social facteur de développement durable.

Total Bilan 2010: 21 millions d'euros

SIFA - France :

Société d'Investissement France Active (SIFA) est une société d'investissement solidaire, outil du réseau associatif France Active. Son objectif est de renforcer les fonds propres des entreprises créant des emplois (notamment pour des personnes en situation de précarité économique et sociale) ou des structures d'utilité sociale. Ses actionnaires sont les caisses de retraite, les grandes entreprises, les mutuelles, les institutions financières qui souhaitent soutenir le développement de l'économie sociale et solidaire. L'apport de la SIFA est destiné à financer les investissements et/ou le besoin en fonds de roulement liés à la création et au développement de l'entreprise.

Total Bilan 2010: 66 millions d'euros

Towarzystwo Inwestycji Społeczno-Ekonomicznych (Tise) - Pologne :

La TISE a été créée en 1991 par la banque BISE (PL), ainsi que par la SIDI (FR) et la Fondation FISE (PL). Depuis sa fondation, la TISE intervient auprès des PME en tant que société d'investissement (capital risque). Actuellement filiale à 100% du Crédit Coopératif, elle est destinée à relancer l'activité de financement de l'économie sociale en Pologne.

La TISE propose des services de conseil aux micro- et petites entreprises, et avant tout elle mène une activité de prêt pour les organisations non-gouvernementales et les PME innovantes, notamment dans le cadre de préfinancement des projets européens.

Depuis 2007, TISE gère un fonds d'investissement destiné à financer des institutions financières à vocation sociale en Europe centrale et orientale, basé en Belgique – CoopEst.

Total Bilan 2010: 3 millions d'euros



www.franceactive.org



www.tise.com.pl

SEFEA

SEFEA est une société coopérative de droit italien dont l'objectif est de promouvoir et soutenir le développement de l'économie solidaire et de la finance éthique en Europe.

Pour cela, elle opère sous forme d'interventions financières (prêts subordonnés, dotation de fonds de garantie, investissements directs) mais aussi d'assistance technique et de conseils auprès de ses membres.

Ses membres sont des organisations et des institutions financières éthiques, des coopératives et des sociétés dont la finalité est la promotion d'un développement économique durable d'un point de vue environnemental et social. Elle est l'outil financier de la Fédération Européenne des Banques Ethiques et Alternatives (FEBEA) dont 10 de ses membres ont participé à sa création et détiennent jusqu'à aujourd'hui presque 81 % de son capital.

Les principaux objectifs de SEFEA sont donc de :

- Soutenir et favoriser le développement de l'économie solidaire et de la finance éthique en Europe.



Società Europea Finanza Etica ed Alternativa

Site internet

www.febea.org

Date de création | Pays

2002 | Italie

Mots clés

coopérative, investissement,
finance éthique, Europe

- Soutenir le développement économique, humain et social fondé sur les valeurs de la solidarité civile.
- Fournir une aide financière et un service de conseils aux instituts de crédit éthiques et solidaires actuellement existants ou en cours de création.
- Soutenir la création d'institutions financières se reconnaissant dans les principes de la finance sociale et solidaire.
- Financer les activités qui contribuent au développement économique et social, qui mettent en valeur et sauvegardent le patrimoine environnemental, culturel et humain de tous les pays de l'Union européenne et issus de son élargissement.

SEFEA intervient dans les institutions existantes ou en cours de création au moyen :

- d'outils financiers,
- de crédits à moyen et long terme,
- de apport de capital social,
- de dotation de fonds d'investissement qui favorisent la coopération sociale (exemple du fonds CoopEst, un fonds d'investissement utilisé pour développer et renforcer les Petites et Moyennes Entreprises des pays de l'Europe de l'Est),
- d'autres outils permettant de financer le développement économique et social,
- d'outils non financiers qui consistent à proposer des services de conseils, d'assistance technique et à participer à différents projets européens en matière de finance éthique, d'économie sociale et de finance pour le développement.

Les résultats

Plus de 4 millions d'euros de capital social apportés par 35 sociétaires issus de 9 pays européens.

6 millions d'euros de portefeuille d'investissements et de financements au 1 mars 2011 dont :

- 2,5 millions d'euros dédiés aux institutions de finance éthique et de coopération sociale,
- 522 000 euros consacrés aux entreprises de commerce équitable,
- 2,4 millions d'euros de financements en faveur du secteur biologique,
- 38 000 euros dédiés à la microfinance.

536 000 euros de participations directes au capital d'institutions de finance éthique européenne, de coopératives sociales et de fonds d'investissement pour le développement de la coopération et de la microfinance en Europe.